



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 226
Le jeudi 28 septembre 2023

Présidence de l'honorable Louis Plamondon



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 28 septembre 2023

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1005)

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

INDUSTRIE ET TECHNOLOGIE

M. Joël Lightbound (Louis-Hébert, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 17^e rapport du Comité permanent de l'industrie et de la technologie concernant le projet de loi C-34, Loi modifiant la Loi sur l'investissement Canada.

Le Comité a étudié le projet de loi et a décidé d'en faire rapport à la Chambre avec amendements.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Monsieur le Président, je suis honorée de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour présenter, au nom de centaines d'étudiants des cycles supérieurs et de chercheurs postdoctoraux en sciences, une pétition qui vise à appuyer les sciences.

Les étudiants des cycles supérieurs et les chercheurs postdoctoraux constituent la main-d'œuvre du Canada en recherche et innovation. Les signataires réclament l'augmentation de la valeur des bourses d'études des cycles supérieurs et des bourses postdoctorales attribuées par les trois organismes subventionnaires, l'augmentation de leur nombre et l'augmentation du budget des subventions de recherche accordées par les trois organismes.

LA CONSERVATION DES EAUX

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je suis honorée de prendre la parole à la Chambre par vidéoconférence pour présenter une pétition sur un sujet qui préoccupe des citoyens de Saanich—Gulf Islands et d'ailleurs.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre de réfléchir à l'état des cours d'eau au Canada. Ils signalent que des cours d'eau sains sont essentiels pour nos forêts, nos bassins hydrographiques et nos pêches. Un bassin hydrographique sain est essentiellement une in-

frastructure verte qui purifie nos eaux et accomplit un travail véritable. Les pétitionnaires dénoncent le fait que les lois actuelles ne protègent pas adéquatement les cours d'eau au Canada. Ils dénoncent tout particulièrement le fait que de grandes entreprises se servent de leur importance pour se permettre de dégrader les cours d'eau par la pollution découlant de leurs activités d'exploitation.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de mettre à jour la législation canadienne sur les cours d'eau et de protéger les cours d'eau du Canada contre l'industrie et la pollution. Ils exhortent le gouvernement à collaborer avec des experts et des professionnels du domaine de la conservation des eaux.

L'ÉTHIOPIE

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Monsieur le Président, je suis fier de présenter une pétition au nom des Canadiens de partout au pays qui souhaitent attirer l'attention du Parlement sur l'instabilité et la violence qui règnent actuellement en Éthiopie.

Les pétitionnaires souhaitent que le gouvernement du Canada prenne immédiatement les mesures suivantes. Ils exigent que toutes les parties impliquées dans le conflit en cours mettent fin à la violence et fassent preuve de retenue, étant donné que des élections sont prévues dans les mois à venir. Ils demandent d'augmenter l'aide humanitaire et l'attention portée à cette partie du conflit oublié et à ceux qui en souffrent. Ils exigent que des enquêtes internationales soient menées sur les rapports éventuels qui font état de crimes de guerre et de violations des droits de la personne.

LA SANTÉ

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour présenter deux pétitions qui m'ont été envoyées par des habitants de North Okanagan—Shuswap concernant la réglementation sur les produits de santé naturels proposée par le gouvernement.

Les signataires de ces pétitions demandent au ministre de la Santé de travailler en collaboration avec l'industrie en vue de l'adoption d'un étiquetage moderne et de rajuster les taux de recouvrement des coûts proposés afin de mieux tenir compte de la taille et de la portée de l'industrie. Ils affirment que de nouveaux changements réglementaires ne doivent être mis en œuvre qu'une fois que le cadre de réglementation des produits d'autosoins sera modifié, que les arriérés auront été éliminés, que les opérations se dérouleront efficacement et qu'il y aura des politiques et des procédures en place pour assurer la poursuite et la stabilité des opérations.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION POLITIQUE

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, je dépose une pétition à l'appui de mon projet de loi d'initiative parlementaire, le projet de loi C-257.

Travaux des subsides

LA LIBERTÉ DE RELIGION

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de présenter une pétition au nom de Canadiens qui sont préoccupés par ce qui se passe en Inde. Les pétitionnaires demandent au Canada de reconnaître ce que dit le rapport de la Commission des États-Unis sur la liberté religieuse internationale, à savoir que divers acteurs soutiennent et appliquent des politiques sectaires en Inde. Les pétitionnaires affirment que les chrétiens, les musulmans et les dalits sont persécutés.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de veiller à ce que la liberté de religion soit respectée en Inde et à ce que toute relation entre le Canada et l'Inde soit fondée sur les droits de la personne.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour présenter une pétition au nom de Canadiens qui souhaitent attirer l'attention du gouvernement sur le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Ce rapport met en évidence les répercussions des inondations, des feux de forêt et des températures extrêmes. Les pétitionnaires indiquent que pour faire face à la crise des changements climatiques, il faut réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

Les pétitionnaires demandent expressément au gouvernement du Canada d'instaurer immédiatement, dans le secteur pétrolier et gazier, des plafonds d'émissions ambitieux, réalistes et de grande portée qui permettront au Canada d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés pour réduire les émissions d'ici 2030.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): D'accord?

Des voix: D'accord.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1010)

[Français]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES TAXES SUR LE CARBONE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC) propose:

Que, étant donné que,

- le Bloc québécois a appuyé le soi-disant « Règlement sur les combustibles propres », une deuxième taxe nationale sur le carbone, qui fera augmenter le prix de l'essence au Québec de 17 cents le litre, selon le directeur parlementaire du budget;
- le Bloc québécois a déclaré que les taxes sur le carbone doivent être augmentées de façon beaucoup plus radicale que ce n'est le cas actuellement;
- le Nouveau Parti démocratique et les libéraux ont appuyé des mesures pour quadrupler la taxe sur le carbone et la faire passer à 61 cents le litre;
- des députés libéraux de l'Atlantique prétendent qu'ils ne sont pas favorables aux taxes sur le carbone, mais ils ont appuyé ces mesures de taxation à 23 reprises depuis 2015,

la Chambre demande au gouvernement de déposer un projet de loi, dans les sept jours suivant l'adoption de la présente motion, afin de supprimer toutes les taxes sur le carbone pour faire baisser les prix du carburant, du panier d'épicerie et du chauffage domestique.

— Madame la Présidente, c'est avec tristesse, aujourd'hui, que j'ai remarqué la file d'attente à Québec. C'est du jamais vu. Les Québécois, ce matin, doivent attendre dans l'espoir d'avoir de la nourriture, parce qu'ils ne peuvent plus payer leurs factures. Les produits à l'épicerie coûtent cher. Il y a eu une augmentation de plus de 20 % du coût de la nourriture depuis deux ans, et cette augmentation correspond presque exactement à la taxe sur le carbone imposée dans le pays. Il est évident que, si on impose une taxe sur l'essence ou le diesel pour les fermiers qui produisent la nourriture et les camionneurs qui la livrent, c'est une taxe sur tous ceux et celles qui achètent la nourriture. Malheureusement, de plus en plus, les Canadiens ne peuvent plus acheter leur propre nourriture. Un reportage de l'association des banques alimentaires d'il y a deux ou trois jours montrait que 1,5 million de Canadiens doivent dépendre de leurs banques alimentaires pour manger. Sept millions de Canadiens, maintenant, ne mangent pas assez à cause des coûts. C'est la vie après huit ans de ce premier ministre.

Or, que fait le Bloc québécois?

Le Bloc québécois a non seulement soutenu les politiques inflationnistes du premier ministre libéral, mais il veut aussi augmenter radicalement la taxe sur le carbone. Le député de Longueuil—Saint-Hubert a dit ce qui suit à la Chambre: « Madame la Présidente, la taxe sur le carbone est une très bonne mesure. Cependant, elle doit être augmentée de manière beaucoup plus radicale qu'elle ne l'a été jusqu'à maintenant. » Cela montre à quel point le Bloc québécois est déconnecté de M. et Mme Tout-le-Monde.

On voit que le chef du Bloc québécois essaie de se distancier de sa propre position. Il était à TVA, il y a quelques jours, et a soudainement oublié avoir appuyé la taxe sur le carbone. Il a dit que la taxe ne s'appliquait pas au Québec. C'est faux; la deuxième taxe sur le carbone s'applique au Québec. Selon le directeur parlementaire du budget, cela va ajouter 17 cents au prix du litre d'essence. De plus, on applique la taxe de vente sur la taxe sur le carbone, pour un ajout total de 20 cents le litre. C'est pour cela que je vais partager mon temps de parole avec le député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles.

Le Bloc québécois a voté contre une motion pour éliminer cette deuxième taxe sur le carbone et permettre aux Québécois de garder leur propre argent, et le chef du Bloc québécois a oublié cela aussi. Il a dit qu'il n'avait jamais voté sur la deuxième taxe sur le carbone, mais c'est dans le compte rendu de la Chambre des communes du 5 juin. Ou bien il a oublié, ou bien il veut que les Québécois oublient. Or, nous n'avons pas oublié. Je me rappelle qu'il a voté pour la deuxième taxe sur le carbone. Je me rappelle aussi que le Bloc québécois veut radicalement augmenter les taxes sur le dos des Québécois. Les Québécois ne devraient pas avoir à envoyer leur argent à Ottawa. Comment se fait-il qu'un parti supposément souverainiste veuille donner l'argent des Québécois à Ottawa et le mettre entre les mains des politiciens et des bureaucrates fédéraux?

Moi, je crois que les Québécois devraient être maîtres chez eux et maîtres de leur propre argent. C'est pour cela que je vais éliminer la taxe sur le carbone. Voter pour le Bloc québécois coûte cher. Cela coûte très cher. Nous allons faire en sorte que personne n'oublie cela.

Le chef du Bloc québécois essaie aussi d'oublier autre chose qu'il a fait pour attaquer les valeurs des Québécois dans les régions. En fait, son propre député a appuyé les amendements au projet de loi C-21 pour bannir des armes de chasse dont la liste fait 300 pages. Au comité, les libéraux ont présenté une liste de 300 pages d'armes de chasse.

• (1015)

Je cite le député bloquiste de Rivière-du-Nord:

J'ai presque l'impression que la définition donnée dans l'amendement G-4 a été écrite par le Bloc québécois. Je sais que ce n'est pas le cas, puisqu'il s'agit d'une proposition du gouvernement, mais je dois dire qu'elle répond aux attentes du Bloc. Maintenant, il reste à voir si la définition est satisfaisante.

Cela veut dire qu'il voulait peut-être bannir davantage d'armes de chasse. Contrairement à ce que pense le Bloc québécois avec son idéologie d'extrême gauche, les chasseurs dans les régions du Québec ne sont pas des criminels. Les chasseurs ont le droit de continuer de garder vivant leur héritage et de le faire avec respect, et non pas avec des attaques du gouvernement. C'est pour cela que le Parti conservateur est le seul parti à la Chambre des communes qui va défendre les chasseurs du Québec et du pays.

En parlant de chasse, dans plusieurs communautés, en raison du coût de la nourriture, la chasse n'est pas juste une activité récréative. On la pratique pour se nourrir. Après avoir payé leurs factures, les gens ne peuvent même pas se nourrir. Ils doivent donc pouvoir chasser. C'est nécessaire à leur survie en tant qu'êtres humains. Le seul parti qui défend les chasseurs à la Chambre des communes est le Parti conservateur.

[Traduction]

Un million et demi de personnes dépendent actuellement des banques alimentaires au Canada, et sept millions de personnes mangent moins, car la nourriture leur coûte trop cher. Voilà la misère qui sévit au pays, après les huit années de déficits inflationnistes et de taxes sur le carbone du premier ministre.

Pire encore, le premier ministre a maintenant l'intention de multiplier la taxe sur le carbone par quatre pour qu'elle s'élève à 61 ¢ le litre, ce qui ne lui serait pas possible sans l'aide du NPD. Lorsqu'on taxe l'essence et le diésel de l'agriculteur qui produit la nourriture, lorsqu'on taxe le camionneur qui transporte la nourriture, on taxe par le fait même tous ceux qui consomment cette nourriture. Il n'est donc pas étonnant que les gens n'aient plus les moyens de payer leur facture d'épicerie. Le gouvernement néo-démocrate-libéral taxe l'épicerie et, quelle horreur, compte multiplier cette taxe par quatre.

Étonnamment, les députés du caucus de l'Atlantique du Parti libéral disent maintenant le contraire dans leurs circonscriptions de ce qu'ils disent sur la Colline du Parlement. Ils votent 23 fois en faveur de l'augmentation de la taxe sur le carbone lorsqu'ils sont ici, mais lorsqu'ils retournent dans le Canada atlantique, ils disent qu'ils sont contre la taxe sur le carbone. Les habitants du Canada atlantique sont plus intelligents que cela. Ils ne se laisseront pas bernier par des politiciens qui disent une chose dans la région de l'Atlantique et exactement le contraire lorsqu'ils sont sur la Colline du Parlement. Ils comprendront. Il s'agit d'un principe très simple: si les députés libéraux de l'Atlantique ne votent pas pour les Canadiens de l'Atlantique à la Chambre des communes, alors les Canadiens de l'Atlantique ne voteront pas pour les libéraux au moment des élections.

Les Canadiens de l'Atlantique savent qu'il n'y a qu'un seul parti qui éliminera la taxe sur le carbone, qu'un seul parti s'est levé et a

Travaux des subsides

combattu cette taxe à chaque étape du processus. Au cours de la fin de semaine, nous veillerons à ce que les Canadiens de l'Atlantique sachent que leurs députés voteront mardi sur la question du quadruplement de la taxe pour la porter à 61 cents le litre ou sur sa suppression. C'est le choix qui s'offre à eux, et tous les électeurs de leurs circonscriptions les surveilleront attentivement. Nous veillerons à ce que le vote ne passe pas inaperçu.

De même, nous veillerons à ce que tous les électeurs du NPD, qui a sacrifié la classe ouvrière au profit d'un gouvernement tentaculaire et des grandes entreprises, sachent que le NPD est occupé à leur faire les poches et qu'il sert la cupidité du gouvernement à Ottawa plutôt que les intérêts des travailleurs canadiens et des personnes âgées de tout le pays.

C'est une question de bon sens. C'est le bon sens des gens ordinaires, unis pour notre chez-nous commun. Ramenons le gros bon sens chez nous.

• (1020)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, Erin O'Toole a fait campagne sur la tarification de la pollution lors des dernières élections fédérales. Le député de Carleton pense-t-il que M. O'Toole a pris la mauvaise décision en faisant cela et, dans l'affirmative, pourquoi n'a-t-il rien dit à l'époque?

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, je l'ai fait. Je me suis prononcé contre la taxe sur le carbone. Il suffit de consulter les archives de la Chambre. Je m'oppose à la taxe sur le carbone depuis 2007. Il n'est pas nécessaire de se limiter à 2021; on peut remonter à près de deux décennies. Je me suis toujours battu contre la taxe sur le carbone.

Des personnes de la circonscription du député font la file devant les banques alimentaires. Toutefois, il vote ici pour quadrupler la taxe que son gouvernement impose sur le gaz, le chauffage et les produits alimentaires. Les habitants de Kingston méritent mieux que ce député.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, il y a quelque chose qui ne fonctionne pas au Québec, et c'est le mensonge. Les gens vont se rendre rapidement compte que ce que dit le chef de l'opposition officielle...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois interrompre l'honorable député. Il semble y avoir des discussions entre les deux autres partis. J'aimerais que l'honorable député recommence son intervention parce que je sais que le chef de l'opposition officielle aimerait entendre la question.

L'honorable député de Jonquière a la parole.

M. Mario Simard: Madame la Présidente, je suis persuadé qu'il va aimer entendre ce que je vais dire. Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas au Québec, c'est le mensonge. Les gens vont se rendre rapidement compte que, sur la question de la tarification du carbone, ce que dit le chef de l'opposition officielle est faux. Ce n'est pas vrai.

Maintenant, j'ai une question pour lui. Il se porte en défenseur du Québec, mais que va-t-il faire quand la loi 21 sera contestée devant les tribunaux? Va-t-il défendre le Québec ou va-t-il s'asseoir et choir lamentablement?

J'aimerais qu'il réponde à cela.

Travaux des subsides

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, où est le mensonge? La motion que nous avons présentée à la Chambre indique que « le Bloc québécois a appuyé le soi-disant “Règlement sur les combustibles propres”, une deuxième taxe nationale sur le carbone, qui fera augmenter le prix de l'essence au Québec de 17 cents le litre, selon le directeur parlementaire du budget [...] » C'est vrai. Le 5 juin dernier, le Bloc québécois a voté contre notre motion pour éliminer cette deuxième taxe sur le carbone. C'est documenté. J'encourage tous ceux et celles qui nous regardent à aller consulter les publications.

Par ailleurs, le Bloc québécois a déclaré que les taxes sur le carbone doivent être augmentées de façon beaucoup plus radicale qu'elles ne le sont actuellement. C'est dans les publications et c'est le député de Longueuil—Saint-Hubert qui a dit cela.

Le député va-t-il nier la réalité que tous les Québécois peuvent voir de leurs propres yeux?

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, je tiens à dire au sujet de ce discours, du débat d'aujourd'hui et de la motion que, bien franchement, si le député était un enfant dans un terrain de jeu, il serait celui qui lance du sable dans les yeux de tout le monde. Ce n'est pas tout à fait une bonne image pour lui. Cela ne ressemble pas à une personne qui collabore avec les autres.

Je dirai une chose: c'est ce même parti qui a voté contre une taxe sur les profits excessifs des industries pétrolières et gazières, qui ont fait des profits de 38 milliards de dollars en un an. C'est à ce parti qu'appartient la députée qui a publié un gazouillis sur la taxe sur le carbone alors que sa ville était en feu. De surcroît, l'équivalent en Alberta de ce parti va accaparer l'argent des Albertains et 53 % du Régime de pensions du Canada.

Le député pense-t-il que Danielle Smith a droit à 53 % du Régime de pensions du Canada?

Est-il d'accord avec ce plan? Va-t-il...

Des voix: Oh, oh!

• (1025)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Avant de passer au recours au Règlement, je rappelle aux députés que quelqu'un d'autre a la parole. Je sais que le chef de l'opposition aimerait entendre la question. Je demande aux députés qui n'ont pas la parole de ne pas parler quand ce n'est pas leur tour.

Le député de Kingston et les Îles invoque le Règlement.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je crois que le processus des délibérations doit nous permettre à tous d'entendre ce qui est dit. À cause du chahutage, j'ai eu du mal à entendre les paroles prononcées. Vous pourriez peut-être demander à la députée de répéter sa question.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis persuadée que le chef de l'opposition officielle a entendu la question. Je tiens toutefois à m'en assurer, car le ton commençait à monter.

Je sais que le chef de l'opposition officielle est parfaitement capable de répondre aux questions. Je demanderais donc aux députés de garder leurs réflexions pour eux.

Le chef de l'opposition officielle a la parole.

L'hon. Pierre Poilievre: Madame la Présidente, si j'étais cette députée du NPD, je serais à Edmonton en train de présenter des excuses aux Albertains pour les avoir trahis.

Son chef veut mettre fin à la plus grosse industrie au Canada, c'est-à-dire notre secteur énergétique responsable. Le NPD travaille littéralement contre les emplois syndiqués du secteur énergétique du Canada dans la province de la députée. La députée a voté en faveur d'une taxe sur le carbone de 61 ¢ le litre à laquelle s'oppose la quasi-totalité des Albertains. Ils comprennent ce que les Canadiens du reste du pays comprennent maintenant: le NPD a trahi la classe ouvrière au profit d'un programme autoritaire de gauche radical.

Les conservateurs forment le seul parti qui défend la classe ouvrière de l'Alberta et de l'ensemble du Canada.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je continue d'entendre des députés qui n'ont pas la parole. Je leur demanderais de garder leurs réflexions pour eux. Je sais que tout le monde souhaite participer, mais il y a des occasions pour le faire.

[Français]

L'honorable député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles a la parole.

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Madame la Présidente, je remercie le chef de l'opposition de son excellent discours.

Nos amis du Bloc québécois s'amuse, mais les Québécois sont en train de comprendre qu'ils auraient peut-être intérêt à écouter les propositions que le Parti conservateur soutient. Je rappellerais à mes collègues que, ce matin à Québec, dans la circonscription bloquiste de Beauport—Limoilou, il y avait une longue file d'attente à la Bouchée généreuse, un centre d'aide alimentaire. Un journaliste est passé par là et a fait une vidéo. Il disait qu'il n'en revenait pas qu'à Québec, il y ait autant de monde qui doit faire la file pour avoir de l'aide pour manger.

Je rappellerais également à mes amis du Bloc québécois et du Parti libéral que, d'après les articles sortis cette semaine, les Québécois sont les plus touchés par l'inflation. Au Québec, elle a augmenté de 14,9 % depuis février 2021, alors que le salaire moyen a augmenté de seulement 9,8 %. Cela laisse entendre qu'on s'est collectivement appauvri d'autant.

Ce matin également, un article dans le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec* fait état d'une plongée dans l'insécurité. Selon un sondage, 65 % des jeunes disent ne pas être en mesure de payer toutes leurs dépenses sans s'endetter davantage. Les jeunes sont rattrapés par l'inflation: 51 % d'entre eux vivent de paie en paie et les petits plaisirs de la vie en prennent pour leur rhume.

On n'invente rien, c'est la réalité; la réalité des Canadiens et plus particulièrement celle des Québécois. Au Québec, depuis quelques mois, on se disait que cela n'allait pas si mal. Finalement, on est rendu la province où cela va de plus en plus mal.

Puis-je avoir un peu de respect à la Chambre?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à rappeler aux députés qui veulent avoir des conversations qu'ils peuvent sortir et aller dans le hall d'entrée.

L'honorable député de Charlesbourg—Haute-Saint-Charles a la parole.

Travaux des subsides

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, lorsque nous parlons de la taxe sur le carbone, nos amis du Bloc québécois aiment dire qu'elle ne s'applique pas au Québec. Il faudrait comprendre que la taxe sur le carbone fédérale, qui s'applique effectivement aux provinces autres que le Québec, a des répercussions directes sur la consommation au Québec.

Pensons à l'agriculteur de l'Alberta qui est taxé pour cultiver la nourriture, au camionneur qui la transporte et qui doit payer une taxe, au magasin qui vend la nourriture et à la famille qui l'achète. C'est une chaîne. Au bout de cette chaîne, les taxes qui ont été imposées aux producteurs ailleurs au Canada, dont la taxe sur le carbone, ont des répercussions directes sur les prix à la consommation pour les Québécois.

Cette taxe a été créée par le Parti libéral, qui a décidé que c'était la meilleure chose au monde. Il a insisté là-dessus et a imposé cela aux Canadiens, et le Bloc québécois l'a malheureusement appuyé. C'est facile pour le Bloc québécois de dire que le Québec a sa propre taxe, la bourse du carbone, et que la taxe sur le carbone n'a pas de répercussions. Cependant, comme je viens de le dire, les répercussions sur la consommation des Québécois ne sont pas indirectes, elles sont directes.

Ce que nous faisons aujourd'hui est simple. Nous demandons au gouvernement de donner de l'air, de donner une pause aux Québécois et aux Canadiens. La fin de notre motion est simple. On y demande que « la Chambre demande au gouvernement de déposer un projet de loi, dans les sept jours suivant l'adoption de la présente motion, afin de supprimer les taxes sur le carbone pour faire baisser les prix du carburant, du panier d'épicerie et du chauffage domestique. »

En fait, nous ne nous attaquons pas au Bloc québécois. Nous demandons au Bloc québécois de faire preuve d'un peu de raison, de comprendre que les gens souffrent et que cela coûte cher. Les articles que j'ai lus au début de mon discours ne sont pas une invention du Saint-Esprit et ce n'est pas une invention du Parti conservateur. Ce sont des faits, des choses qui se passent actuellement. Les députés bloquistes qui se trouvent, ici, à Ottawa, dans ce qu'ils aiment appeler leur Parlement étranger, ne comprennent pas qu'il y a une réalité différente pour les citoyens dans les rues. Comme je le disais, il y a des gens de Beauport—Limoilou qui font la file ce matin pour pouvoir manger. C'est la réalité.

Je fais appel à la logique des députés du Bloc québécois. Peuvent-ils comprendre que nous devons trouver des moyens de faire baisser les prix à la consommation et de permettre aux gens d'en avoir plus? On retire déjà tellement d'impôts sur leur paie, et, en plus, tous les biens de consommation coûtent plus cher. L'augmentation est épouvantable. C'est en annulant des taxes qu'on va pouvoir donner un coup de main à l'industrie pour la consommation.

Je ne jeterai pas le blâme sur tous les 32 députés du Bloc québécois. Je sais, car j'ai parlé avec certains d'entre eux, qu'il y en a qui raisonnent, qui sont logiques et qui comprennent. Cependant, il y en a d'autres qui arrivent à la Chambre et qui garrochent des mots dans les airs. Le député de Longueuil—Saint-Hubert a dit: « Madame la Présidente, la taxe sur le carbone est une très bonne mesure. Cependant, elle doit être augmentée de manière beaucoup plus radicale qu'elle ne l'a été jusqu'à maintenant. »

Cela veut dire que, même si cela coûte cher, on trouve que cela ne coûte pas assez cher. On veut augmenter la taxe même si cela va

coûter encore plus cher. Ce n'est pas grave si le prix des carottes double, on s'en fout. Il faut augmenter la taxe. C'est la demande d'un député du Bloc québécois. Nous voulons savoir les 31 autres députés bloquistes et le chef du Bloc québécois sont d'accord avec cette demande. Le chef du Bloc est-il d'accord pour qu'on augmente une taxe qui est déjà beaucoup trop élevée et qui ne devrait pas exister en premier lieu? Ce n'est pas clair, car on n'a jamais entendu les collègues du député de Longueuil—Saint-Hubert lui dire de se calmer, lui dire qu'il était allé trop loin, qu'il fallait arrêter et que les gens payaient déjà assez. Non, on dirait qu'ils trouvent que cela a bien du sens.

Je vais réexpliquer quelque chose que les membres du Bloc ne semblent pas comprendre. La motion explique également que le Bloc québécois a appuyé la création d'une deuxième taxe sur le carbone, qui, elle, s'applique au Québec. C'est le fameux Règlement sur les combustibles propres.

On sait qu'il n'y a pas eu de vote là-dessus. C'est un règlement qui a été mis en place par le gouvernement et il n'y a donc pas eu un vote. Cependant, en juin, le chef de l'opposition a présenté une motion qui demandait clairement l'annulation de la taxe sur le carbone et du Règlement. Qu'a fait le Bloc québécois? Il a voté contre cela.

Cela fait que, depuis le 1^{er} juillet, ce règlement est en vigueur et il y a maintenant une taxe, appliquée au moyen du Règlement, qui va faire que l'essence va coûter plus cher. Le directeur parlementaire du budget en a fait une démonstration dans un rapport que je ne peux pas montrer à la Chambre, parce que c'est interdit, mais qui est ici. Dans son rapport, le directeur parlementaire du budget démontre que les Québécois, oui, les Québécois, vont être taxés directement avec ce règlement.

On joue avec les mots. Le Bloc québécois va dire que ce n'est pas une taxe, que c'est un règlement. Quand le citoyen paie, quand il sort sa carte de crédit pour payer l'essence, c'est une taxe. Pour nous, c'est une taxe. Pour le citoyen, c'est une taxe. Peu importe comment on appelle cela, il reste que, quand un règlement est en vigueur et qu'il fait payer les gens, c'est une taxe.

● (1030)

Environnement et Changement climatique Canada a fait des estimations de tout cela. Dans le rapport du directeur parlementaire du budget, on peut lire ceci:

Par rapport au revenu disponible des ménages, les résultats du DPB indiquent que le Règlement sur les combustibles propres est [globalement] régressif. Autrement dit, le coût pour les ménages à faible revenu représente une proportion plus importante de leur revenu disponible que pour les ménages à revenu élevé.

Environnement et Changement climatique Canada estime même que le Règlement sur les combustibles propres augmentera le prix de l'essence et du diesel en 2030, année au cours de laquelle le Règlement sur les combustibles propres atteindra sa pleine rigueur, et qu'il réduira le PIB réel du Canada jusqu'à 0,3 % — ou jusqu'à 9 milliards de dollars — en 2030.

Les libéraux et le Bloc québécois prétendent toujours écouter les experts, mais ils n'ont manifestement pas écouté tous les experts, puisque certains démontrent que c'est problématique. Surtout, ils n'écoutent pas les citoyens. Dans le cas du Bloc, ils n'écoutent pas les Québécois. Si on se demande pourquoi les gens se posent actuellement des questions, je viens de donner la réponse.

Travaux des subsides

Le Bloc québécois peut parfois faire de bonnes choses. Dans son programme électoral, il y a une bonne chose. Leur premier point est évidemment un peu moins bon parce qu'il porte sur le fait que les bloquistes veulent faire l'indépendance. Ce n'est pas ici qu'on va faire cela, c'est à Québec. Je les invite donc à se faire élire à Québec pour essayer de faire l'indépendance là-bas.

Or, revenons à Ottawa. Le Bloc québécois a mentionné dans sa plateforme qu'il doit être capable de changer. C'est écrit textuellement. Depuis deux semaines, leur nouvelle ligne de communication est de dire qu'ils sont des gens responsables, des adultes à la Chambre, et ce, même s'ils crient derrière moi. Ils disent qu'ils peuvent changer.

Je dois admettre qu'un changement a été fait. Pour contrer les effets de la loi découlant du projet de loi C-5, qui permet à des criminels de purger leur peine à la maison, j'ai déposé le projet de loi C-325. Le Bloc québécois a dit qu'il m'appuierait, parce qu'une erreur avait effectivement été commise. Le Bloc a admis que c'était un problème. On a le droit de se tromper dans la vie, et le Bloc a reconnu ses torts.

Aujourd'hui, nous demandons la même chose en ce qui concerne ces taxes, qui ont des conséquences directes sur l'économie des citoyens et des Québécois. Nous demandons au Bloc québécois d'appuyer le Parti conservateur et de reconnaître que le gouvernement est peut-être allé trop loin. À un moment donné, cela va faire, les taxes. Cela ne donne pas les résultats escomptés. On voit bien que certains résultats sont complètement nuls en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques. Il y a d'autres solutions, d'autres approches.

J'inviterais les bloquistes à écouter le discours qu'a prononcé le chef du Parti conservateur à Québec, dans lequel il énumère clairement nos stratégies à l'égard de l'environnement. Il existe des moyens d'aider l'environnement, mais de taxer et d'étrangler les gens n'est pas la solution.

Je demande donc au Bloc québécois d'appuyer notre motion et de convaincre les libéraux. Nous aimerions qu'ils convainquent aussi le NPD, mais c'est une autre histoire. Il faut surtout convaincre les libéraux de changer de stratégie et d'adopter notre motion.

• (1035)

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Madame la Présidente, il me semble que c'est avec le Bloc québécois que mon collègue cherche à se chicaner aujourd'hui, mais je vais quand même lui poser une question.

Lorsque mon collègue s'est présenté aux élections, il s'était engagé à mettre un prix sur le carbone. Comme il est un bon Québécois et que le Québec a réduit efficacement ses émissions de gaz à effet de serre, ne soutient-il pas sa province et les plans environnementaux avec lesquels il a fait campagne? N'en bénéficie-t-il pas?

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, ce que je soutiens en premier lieu, c'est la population qui a faim.

Les gens font la file le matin, à Beauport—Limoilou, pour avoir quelque chose à manger parce qu'ils n'ont pas les moyens de se payer de la nourriture à l'épicerie. Les gens ont de la misère à aller travailler parce qu'ils ne peuvent pas mettre de l'essence dans leur auto, car cela coûte trop cher.

Ce sont ces gens que je soutiens. La priorité absolue dans la vie est de pouvoir manger, se déplacer et avoir un toit au-dessus de la tête. Nous avons actuellement un grave problème à cet égard au Québec, et cela continue de s'aggraver.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, à entendre parler mes amis conservateurs ce matin, on dirait que c'est le Bloc québécois qui est désormais au pouvoir dans ce pays. Je n'en reviens pas.

Mon collègue dit qu'il se préoccupe des gens qui ont faim en ce moment. C'est drôle parce qu'il y a deux semaines, j'étais à Québec, le seul endroit au Québec où les conservateurs ont des députés. Il y avait un colloque sur l'itinérance, et tous les partis à Québec étaient représentés. Des députés libéraux y étaient, mais, étrangement, il n'y avait pas un seul député conservateur. On peut se demander pour quelle raison les conservateurs n'étaient pas là.

J'aimerais poser une question concernant la fameuse facture que la députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis a brandie ici, au Parlement.

Mon collègue est-il au courant que cela n'avait aucun rapport avec la taxe sur le carbone, mais que cela avait rapport avec le marché du carbone Québec—Californie? C'est un mensonge total que la députée a répandu à la Chambre.

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, je ne pouvais pas rêver mieux qu'avoir une question du député de Longueuil—Saint-Hubert. Il demande lui-même de radicalement augmenter la taxe.

Lorsqu'il est allé se pavaner à Québec, lors du sommet sur l'itinérance, est-ce qu'il a dit aux gens présents qu'il avait demandé à Ottawa d'augmenter les taxes afin que cela coûte encore plus cher, qu'il y aura encore plus d'itinérants parce que les gens n'auront pas assez d'argent pour payer l'épicerie? Est-ce que c'est ce qu'il est allé leur dire à Québec quand il est allé fanfaronner? À un moment donné, il faut être logique et arrêter de dire n'importe quoi.

• (1040)

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je n'en reviens pas du discours de mon collègue conservateur. Je me demande juste sur quelle planète il vit. Une planète, on en a juste une et on est en train de la détruire avec des idéologies propétre et propollution comme ce qu'il met de l'avant aujourd'hui.

Dans l'Accord de Paris, on essaie d'éviter un réchauffement global de plus de 1,5 degré Celsius, à condition que tous les États respectent leur engagement. En ce moment, on prévoit un réchauffement de 2,4 degrés Celsius. Cela veut dire qu'il y aura des catastrophes naturelles, des feux de forêt comme on a eu cet été, des gens dont la santé va être handicapée et des gens qui vont mourir à cause du chaos climatique.

Si mon collègue se préoccupe des gens tant que cela, pourquoi ne prend-il pas tous les moyens pour sauver la planète?

M. Pierre Paul-Hus: Madame la Présidente, j'aime bien entendre le député du NPD s'époumoner comme cela. Je lui rappellerai qu'il vit au centre-ville de Montréal. Pour traverser sa circonscription, il marche cinq minutes d'un côté, cinq minutes de l'autre, et il en a fait le tour.

Nous vivons dans des circonscriptions rurales. Il y a des gens qui doivent se déplacer. Ils vivent loin des centres. On a besoin d'automobiles pour se déplacer. On ne passe pas d'une bouche de métro à une autre, comme mon collègue à Montréal. Il est dans une réalité complètement différente de la réalité de la majorité des Québécois en dehors de l'île de Montréal, du centre-ville de Montréal. Il est dans sa bulle, dans sa réalité.

Je le comprends, mais mes collègues et moi vivons dans des régions rurales. Si on n'a pas de véhicule, si on ne peut pas mettre d'essence à un prix abordable, on ne peut pas se déplacer. On ne peut même pas aller à l'épicerie pour acheter quelque chose qui est rendu trop cher.

[Traduction]

M. Adam van Koeverden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec ma collègue la députée de Toronto—Danforth, avec qui je partage le rôle de secrétaire parlementaire pour l'environnement, et qui est aussi secrétaire parlementaire pour les ressources naturelles.

L'opposition présente à nouveau une motion qui, selon elle, ferait diminuer les coûts que doivent assumer les ménages canadiens. Toutefois, en réalité, cette motion affaiblirait notre lutte contre les changements climatiques. Pendant quelques minutes, je vais expliquer pourquoi il est essentiel de lutter contre les changements climatiques, pourquoi la tarification de la pollution par le carbone et la réglementation sur les carburants propres sont au cœur de cette lutte et comment nous pouvons prendre des mesures tout en protégeant les Canadiens des répercussions d'un manque d'abordabilité.

Cet été, comme tous mes collègues le savent, nous avons fait face à des feux de forêt dévastateurs partout au pays. Des collectivités entières ont été évacuées, et nous devons maintenant assumer des coûts de reconstruction qui s'élèvent à des centaines de millions de dollars. Les scientifiques confirment, et les Canadiens le comprennent, que les changements climatiques augmentent la fréquence et l'intensité de ces feux de forêt inusités. Nous comprenons donc que l'avenir nous réserve des catastrophes naturelles encore plus graves. Il faut que nous prenions des mesures efficaces dès maintenant. Il faut que nous réduisions la pollution par le carbone qui cause ces changements climatiques.

Je vous cite un article récemment publié dans le *Financial Post* au sujet de cet enjeu. On y souligne à quel point il est important pour les gouvernements de ne pas se contenter d'un seul objectif ambitieux et d'un seul engagement:

[La tarification du carbone] consiste à mettre un prix sur les émissions de gaz à effet de serre et on l'accuse souvent d'exacerber la hausse du coût de la vie. C'est une erreur. Il faut inscrire au haut de la liste des priorités nationales la lutte contre l'insécurité alimentaire et la lutte contre la crise climatique. C'est une grave erreur d'affirmer qu'il faut sacrifier l'environnement pour [améliorer] l'abordabilité.

Cet article, et bien d'autres, expliquent que les changements climatiques jouent un bien plus grand rôle dans l'augmentation des prix des denrées alimentaires que ne le fait la tarification de la pollution. Cette dernière est en fait l'une des solutions pour lutter contre la crise climatique et les phénomènes météorologiques violents que l'on connaît.

Le gouvernement comprend l'urgence de trouver des solutions aux changements climatiques. Nous savons que nous devons agir maintenant et de manière sérieuse. C'est pourquoi, depuis 2016, le gouvernement a mis en place un ensemble complet de mesures qui

Travaux des subsides

aident les Canadiens à réduire la pollution par le carbone et à accélérer l'adoption de nouvelles technologies propres. Les Canadiens nous ont demandé d'agir, et c'est ce que nous faisons.

En fait, au cours de la dernière campagne électorale, tous nos collègues ont promis de fixer un prix sur la pollution par le carbone. L'ancien chef des conservateurs, Erin O'Toole, a fait campagne en promettant d'établir un prix sur le carbone. Par conséquent, tous les électeurs canadiens ont voté en faveur d'un mécanisme de tarification du carbone, quelle qu'en soit la forme.

Au cœur de cette lutte se trouve un outil économique que les économistes et les experts du monde entier considèrent comme l'une des options les moins coûteuses et les plus souples pour lutter contre les changements climatiques. Il s'agit de la tarification de la pollution par le carbone. Les économistes et les experts sérieux considèrent les marchés comme des instruments puissants. Les marchés peuvent créer de la prospérité qui favorise l'innovation afin de résoudre des problèmes en exploitant le pouvoir décisionnel et les connaissances de millions de ménages et d'entreprises partout au pays.

La tarification du carbone est un outil fondé sur le marché, ce qui est au cœur de la pensée conservatrice. Les gouvernements conservateurs du monde entier croient en ces outils fondés sur le marché. Ils savent que les marchés peuvent influencer, par exemple, les volumes de pollution que crée la société. Nous avons devant nous une pensée conservatrice perdue dans l'espace. Ses auteurs ne croient pas aux changements climatiques. Ils ne croient pas les chiffres tout simples qui soulignent l'efficacité d'un outil axé sur le marché, comme la tarification du carbone, malgré le fait que tous les députés de leur parti ont fait campagne en recommandant cet outil.

Je ne serais même pas surpris que des députés conservateurs ne reconnaissent pas la gravité de la situation. Le changement climatique est là devant leurs yeux. C'est complètement absurde d'être face à cette réalité et de la nier complètement, surtout après la pire saison d'incendies de forêts que nous ayons connue.

Pour lutter contre le changement climatique, les marchés utilisent le mécanisme des prix. Un bien rare, cher ou convoité devient automatiquement plus cher, si bien que de nouvelles entreprises sont tentées d'entrer sur le marché, d'innover et de fabriquer un plus grand nombre de ces biens et services, à un coût moindre. C'est la même chose avec la tarification du carbone. Elle envoie le signal que la pollution nous coûte cher à tous, elle encourage le marché à trouver des solutions plus écologiques et elle conduit les ménages et les entreprises à adopter ces solutions et à polluer moins.

Chacun de nous paye lorsqu'il tire la chasse d'eau. Chacun de nous paye, par l'entremise de la taxe foncière, pour le ramassage des ordures. De la même façon, ce qui sort de nos tuyaux d'échappement et les émissions générées par le chauffage de nos maisons ont aussi un coût, et ce coût a une certaine valeur.

Le Québec et la Colombie-Britannique le font depuis longtemps. Beaucoup de députés québécois ont pris la parole à la Chambre au sujet de la tarification du carbone. Ils ont dit que cela leur avait été bénéfique, comme cela avait été bénéfique aux Ontariens avant que Doug Ford n'abolisse le programme de plafonnement et d'échange en 2018.

Travaux des subsides

● (1045)

C'est vraiment le b.a.-ba de l'économie, et l'opposition ne devrait pas prétendre que cela ne fonctionne pas. Ils ont proposé un programme similaire pendant la campagne électorale. S'ils étaient prêts à s'attaquer sérieusement au problème du changement climatique, ils sauraient que cela nécessite des investissements considérables et que la tarification du carbone encourage les investissements les plus efficaces et les plus rentables. Le fait qu'ils réclament constamment l'élimination de la taxe sur le carbone montre bien qu'ils ne comprennent rien à l'économie ou qu'ils pensent qu'on ne peut rien faire, ou encore les deux. Il se peut aussi qu'ils aient besoin d'un slogan accrocheur à faire imprimer sur des autocollants et des t-shirts. C'est sans doute ça la raison.

Parlons maintenant du pouvoir d'achat, qui est aujourd'hui le souci numéro un de tous les Canadiens. Nous sommes confrontés à une augmentation des prix à cause d'une inflation rapide, alimentée par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement pendant la pandémie, la guerre en Ukraine et l'augmentation des coûts de construction, due à certaines pénuries. Je pourrais vous parler pendant 20 minutes de ce qu'il faut faire en ce qui concerne les coûts de construction, mais aujourd'hui nous parlons de lutte contre le changement climatique. Nous savons que les pays qui prennent le problème au sérieux agissent.

Le gouvernement concentre ses efforts sur un plan d'accessibilité financière pour l'ensemble de son mandat. Le plan de 8,9 milliards de dollars met en place une série de mesures visant à rendre la vie plus abordable, à savoir l'amélioration de l'Allocation canadienne pour les travailleurs, des services de garde d'enfants et de soins dentaires abordables, l'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse et le supplément à l'Allocation canadienne pour le logement. Ce ne sont là que quelques-unes des mesures contre lesquelles les conservateurs ont systématiquement voté. Nous avons travaillé à résoudre les problèmes qui influent sur l'accessibilité financière en prenant des mesures cet été; par exemple, nous avons agi pour réduire les coûts des nouveaux logements locatifs et nous avons demandé aux chaînes de magasins d'alimentation de rendre des comptes en gérant les hausses de prix.

L'abordabilité est également intégrée à notre approche à l'égard du changement climatique, et la tarification de la pollution va dans le même sens. D'abord, soyons clairs: la tarification du carbone n'a pas pour but d'augmenter les recettes de l'État, contrairement à ce que l'opposition a constamment laissé entendre. En vertu de la loi fédérale habilitante, la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre, chaque cent des recettes du régime fédéral de tarification du carbone est reversé à la province ou au territoire d'origine. Les provinces et territoires qui ont demandé à relever du régime fédéral peuvent percevoir directement ces recettes et les utiliser comme elles l'entendent. C'est ce qu'ont fait le Nunavut et le Yukon avec la redevance fédérale sur les combustibles. Ils utilisent les recettes pour réduire l'impact sur l'accessibilité financière pour les ménages et lutter contre les changements climatiques.

Dans d'autres provinces, le gouvernement fédéral remet les recettes directement aux Canadiens. Dans le cas de la redevance sur les combustibles, cela signifie que les gens de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba, de l'Ontario et des provinces de l'Atlantique reçoivent tous un remboursement de l'Incitatif à agir pour le climat quatre fois par an. Dans ces provinces, 90 % des recettes de la redevance sur les combustibles sont reversées sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat qui sont versés directe-

ment aux ménages, ce que les conservateurs ignorent totalement. Il s'agit de montants fixes basés sur le nombre de personnes que compte le ménage, un supplément de 10 % étant versé aux ménages ruraux.

Plus de huit ménages sur dix reçoivent plus d'argent que ce que le prix du carbone leur coûtera au cours d'une année donnée. Il faut souligner que ces 80 % sont constitués des 80 % de ménages qui en ont le plus besoin. Les Canadiens les plus riches ont tendance à utiliser plus de chauffage, à avoir des maisons plus grandes, à conduire des véhicules moins économes en carburant et peut-être à chauffer plus d'une maison, par exemple un chalet. Il n'y a rien de mal à cela, mais le fait est que, si on consomme davantage de combustibles fossiles, on doit payer pour les émissions. Il y a des montants moyens pour les ménages à revenus plus faibles et à revenus moyens, et c'est particulièrement avantageux pour eux. Une famille type de quatre personnes en Ontario a reçu 976 \$ en 2022, et elle recevra davantage cette année.

On me demande souvent comment tout cela est censé fonctionner. Pourquoi imposer un prix sur le carbone et ensuite remettre tout l'argent aux ménages? Comment cela peut-il changer les comportements et stimuler l'innovation? La clé réside dans la façon dont nous remboursons le produit. Étant donné que le paiement est le même pour tous les ménages, il demeure payant pour les Canadiens de moins polluer, par exemple en choisissant un véhicule moins polluant, en passant à une thermopompe pour chauffer leur maison ou en isolant leur maison grâce à l'une de nos nombreuses subventions pour des maisons plus vertes. Ils reçoivent le même paiement de toute façon, et ils en sortent gagnants. Cela dit, le paiement de l'incitatif à agir pour le climat amortit l'impact sur leur portefeuille s'ils ne peuvent pas apporter un changement immédiatement. Les ménages qui ne disposent pas d'options à court terme pour moins polluer, comme ceux qui viennent d'acheter une nouvelle voiture ou qui ne peuvent pas trouver un entrepreneur en isolation, ne voient pas d'incidence sur leurs finances en général. Le paiement compense en tout ou en partie la tarification du carbone.

Cette approche donne aux Canadiens la souplesse nécessaire pour contrer les changements climatiques au moment qui est propice pour eux. De plus, elle va de pair avec de nombreuses autres mesures que nous avons mises en place pour aider les Canadiens à faire la transition vers une économie plus propre à un coût abordable. Pensons au programme de 500 millions de dollars pour faciliter le passage du mazout polluant et coûteux à la thermopompe.

Il y a beaucoup de matière à couvrir aujourd'hui. Le Règlement sur les combustibles propres est un autre puissant outil axé sur le marché pour lutter contre les changements climatiques auquel l'opposition fait fermement obstacle. Soulignons, puisque c'est d'abordabilité qu'il est question, que les changements climatiques constituent le principal facteur d'augmentation du coût des aliments, en particulier des légumes cultivés dans des régions sujettes à la sécheresse, comme la Californie. Lorsque nous résistons à la nécessité de lutter contre les changements climatiques, nous nous résignons à payer plus cher pour des aliments provenant de ces régions.

Revenons un instant au Règlement sur les combustibles propres. Il s'agit d'un autre volet du Plan d'action du Canada, qui devrait permettre de réduire les émissions de 26,6 millions de tonnes de plus par année d'ici 2030.

Notre plan visant à réduire les émissions et à assurer l'abordabilité fonctionne. Les conservateurs devraient cesser de s'opposer à la lutte contre les changements climatiques.

Travaux des subsides

• (1050)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole au sujet de la motion de l'opposition.

Il y avait tellement de faits inexacts dans le discours du député qu'il me faudrait toute la journée pour les reprendre un par un. Il a parlé de toutes les soi-disant mesures d'abordabilité que son gouvernement a mises en place. J'ai une question toute simple pour lui. Depuis qu'il est député de Milton, dans quelle mesure le recours aux banques alimentaires a-t-il diminué dans sa ville natale?

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, nous voilà au cœur du problème. Les conservateurs veulent se servir des difficultés des Canadiens pour instiller l'idée que la lutte contre les changements climatiques a une incidence sur leur portefeuille. N'importe quel économiste vous dira que c'est inexact. Le député quitte la salle; il ne semble pas vouloir écouter la réponse.

La réalité...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député de Regina—Lewvan invoque le Règlement.

M. Warren Steinley: Madame la Présidente, évidemment, le député ne peut pas dire qui est présent ou absent à la Chambre. Il siège à la Chambre depuis assez longtemps pour connaître le Règlement.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle aux députés qu'ils ne doivent pas mentionner qui est présent à la Chambre et qui ne l'est pas.

Je tiens également à rappeler aux députés qu'ils ont la possibilité de poser des questions au moment opportun et qu'ils ne devraient pas tenter de poser des questions ou de formuler des observations pendant que quelqu'un d'autre a la parole.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, je suis ici pour avoir une conversation et un débat honnêtes et ouverts sur des questions importantes, et il est tout à fait normal de rester à la Chambre pendant que les députés répondent à des questions. C'est le moins que nous puissions exiger les uns des autres.

Pour en venir au cœur de la question, nous nous concentrons tous sur l'abordabilité. Il est inacceptable d'amalgamer la lutte contre les changements climatiques avec l'augmentation du coût de la vie et les difficultés que connaissent les Canadiens, puis de se servir de cela pour livrer bataille contre la tarification du carbone sur laquelle nous avons tous fait campagne.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, les habitants de l'Ontario ne payaient pas de taxe sur le carbone. Nous faisons partie du système de plafonnement et d'échange, mais Doug Ford et sa bande d'escrocs sont arrivés d'Etobicoke. Ils ont fait campagne en promettant la bière à un dollar. Ils ont dit qu'ils allaient offrir aux gens de la bière à un dollar, mais ils ont décidé de supprimer toutes les bornes de recharge pour véhicules électriques et d'éliminer le programme de plafonnement et d'échange. Aujourd'hui, les Ontariens doivent payer le prix du carbone à cause de Doug Ford et de sa bande. Doug Ford se démène, affirmant que nous allons devenir le centre automobile de la planète après avoir supprimé les bornes de recharge pour les véhicules électriques. La seule chose que nous avons vu Doug Ford réaliser est un cafouillage de 8 milliards de dollars au profit de ses proches corrompus.

Mon collègue pourrait-il nous parler de la propension des conservateurs à conclure des accords en coulisses et du danger que représente un gouvernement d'escrocs en période de crise climatique?

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, mon collègue connaît l'importance de la lutte contre le changement climatique, car des incendies de forêt ont ravagé sa circonscription cet été.

Je reconnais que lorsque Doug Ford a décidé d'annuler le système de plafonnement et d'échange, dont l'Ontario a tiré des milliards de dollars de revenus pour financer les soins de santé, les initiatives vertes et l'éducation, il a laissé les Ontariens en plan. Toutefois, le programme de soutien fédéral restitué directement aux familles canadiennes les recettes de la taxe sur le carbone prélevée en Ontario.

Il convient de souligner que les conservateurs sont identiques au gouvernement de Doug Ford. Ils ne diront pas que nous devons lutter contre le changement climatique et réduire nos émissions. Ils afficheront des panneaux, comme Doug Ford l'a fait partout en Ontario, et diront que l'avenir est électrique, mais quand il s'agit de mettre en œuvre des politiques, d'avoir de bonnes idées, de parler avec des experts de la manière de lutter contre le changement climatique et des effets de la tarification du carbone à cet égard, ils ne sont pas au rendez-vous. Ils ne sont pas disposés à tenir ces discussions, et ils ne demandent pas l'avis des experts; ils appuient plutôt leurs politiques sur des autocollants pour pare-chocs et des t-shirts.

• (1055)

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je dois dire que je suis d'accord avec tout ce qu'a dit le secrétaire parlementaire. Malheureusement, la seule chose qui donne une bonne image du bilan climatique des libéraux, ce sont les plaintes des conservateurs qui suggèrent que nous ne devrions rien faire.

Je remarque que le secrétaire parlementaire porte un chandail orange pour souligner la Journée du chandail orange et la réconciliation. Le gouvernement poursuit la construction de l'oléoduc Trans Mountain et une société d'État a rompu une promesse sacrée faite à la Nation des Tsleil-Waututh, en modifiant ses plans pour ainsi traverser le territoire de la Première Nation et détruire son lieu le plus sacré. L'Office national de l'énergie, la Régie de l'énergie du Canada, vient de décider d'acquiescer à la demande de TMX et, une fois de plus, de violer la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Le député peut-il commenter cette décision?

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, j'espère que ma collègue et amie se porte bien. Je peux entendre dans sa voix qu'elle n'est pas très en forme. Je lui souhaite un prompt rétablissement.

La députée l'a parfaitement souligné. J'espère qu'elle ne m'en voudra pas si j'emprunte son idée précédente selon laquelle si l'on ne croit pas au changement climatique, on ne croit peut-être pas non plus à la gravité. Il est essentiel que nous continuions à défendre ce qui est juste. Cela inclut la vérité et la réconciliation, l'action climatique et la justice dans tout le pays, trois choses dont les conservateurs ne semblent pas se soucier.

Travaux des subsides

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, aujourd'hui est un jour très important parce que, s'il y a une chose que je peux dire après avoir lu le texte de la motion, c'est qu'il expose une chose que nous avons vue tout au long des débats de la Chambre, à savoir que les conservateurs ne se soucient pas de l'action climatique. Ils ne prennent pas l'action climatique au sérieux, et c'est profondément troublant après l'été que nous avons connu au pays, avec les incendies de forêt et les ouragans, et l'impact qu'ils ont eu sur les gens dans tout le pays.

Ce qui peut surprendre certains, et je suis heureuse de cette occasion de le montrer à nouveau, c'est que cela montre que les conservateurs n'ont pas de stratégie économique pour construire une économie canadienne forte pour l'avenir. C'est ce que les Canadiens attendent de nous. Ils veulent s'assurer que nous construisons une économie où il y a des emplois solides et bien rémunérés pour l'avenir, ce que les conservateurs sont incapables de faire à en juger par ce qu'ils nous demandent aujourd'hui. Concrètement, ils essaient de démanteler les efforts entrepris.

Notre pays a le choix. Nous pouvons rester enfermés dans nos vieilles habitudes, garder la tête dans le sable et ne pas regarder où réside l'avenir, ou nous pouvons nous tourner vers l'avenir. Le monde est en train d'évoluer vers les technologies vertes, l'économie verte et l'énergie propre.

Les questions que je voudrais poser aux conservateurs sont les suivantes. Vont-ils suivre la méthode Blockbuster? Comment la VHS fonctionne-t-elle pour eux? C'est à cela qu'ils essaient de ramener les Canadiens. Sérieusement, parce que c'est sérieux, les Canadiens veulent avoir ces possibilités, comme des emplois bien payés et des collectivités fortes et sûres. Le démantèlement des outils de lutte contre les changements climatiques ne fait que nous entraîner dans la mauvaise direction.

Les changements climatiques mettent les maisons, les exploitations agricoles et les entreprises en danger face à l'augmentation des catastrophes naturelles, ce qui a un coût, et j'en parlerai un peu, mais l'autre élément est que l'absence d'action sur le changement climatique a également un impact sur le commerce et les investissements dans notre pays, ce qui aurait des répercussions sur le Canadien moyen qui a besoin de savoir que nous sommes là avec un plan solide.

Outre la VHS, je me pose une autre question: pourquoi les conservateurs n'ont-ils pas confiance que les Canadiens prendront les meilleures décisions s'ils peuvent garder de l'argent dans leurs poches? Dans les prochaines semaines, les Canadiens recevront des chèques ou des dépôts directs dans le cadre du régime de tarification de la pollution par le carbone dans les provinces assujetties au filet de sécurité, qui est le fondement du fonctionnement de la tarification du carbone au pays. Il s'agit de redonner de l'argent aux Canadiens pour leur permettre de choisir ce qu'ils vont en faire. Ainsi, ils peuvent continuer comme avant et dépenser cet argent, ou l'utiliser pour changer leur façon de faire les choses, par exemple en se permettant de garder plus d'argent dans leurs poches.

Nous ne devrions pas être surpris que les conservateurs ne veuillent pas que les Canadiens gardent plus d'argent dans leurs poches, vu l'autre mesure qu'ils n'ont pas soutenue. À partir de cette année, les Canadiens disposeront de 3 000 \$ de plus en revenus non imposables lorsqu'ils rempliront leur déclaration de revenus cette année par rapport à 2019. En 2019, l'exemption person-

nelle du Canadien moyen aurait été d'environ 12 000 \$. Cette année, elle s'élève à 15 000 \$. Cela représente 3 000 \$ de plus dans les poches des Canadiens. C'est à eux de choisir la façon d'utiliser cette somme.

Je ne comprends pas trop pourquoi les conservateurs s'opposent à ces mesures. C'est le genre de choses que les gens de ma collectivité me disent souhaiter. Ils veulent être libres de choisir par eux-mêmes ce qu'ils feront avec leur argent. De plus, ils veulent plus d'argent non imposable et veulent que nous passions à l'action en matière de lutte contre les changements climatiques, alors je suis quelque peu surprise quand je vois les conservateurs s'y opposer.

Il est vraiment important que nous parlions de l'efficacité de la tarification du carbone. C'est un fait qui est reconnu par les leaders de la pensée économique. Les conservateurs ne voudront peut-être pas me croire sur parole, alors jetons un coup d'œil à ce que la Banque mondiale a dit sur la tarification de la pollution par le carbone.

Elle a déclaré:

Donner un prix au carbone contribue à faire peser le poids des dommages sur ceux qui en sont responsables et qui sont donc aussi en mesure de les faire diminuer. Au lieu d'imposer qui doit réduire ses émissions, où et comment, le prix permet de transmettre un signal économique clair. [...] De cette manière, l'objectif environnemental global est atteint de la manière la plus souple et la moins coûteuse pour la collectivité. De plus, le prix du carbone stimule continuellement l'innovation technologique et commerciale, faisant ainsi naître de nouveaux moteurs de croissance économique sobres en carbone.

● (1100)

Je tiens à souligner que la tarification du carbone « stimule continuellement l'innovation technologique et commerciale, faisant ainsi naître de nouveaux moteurs de croissance économique sobres en carbone ». Je pense que c'est ce que les Canadiens attendent de nous.

Voyons ce que l'OCDE avait à dire à ce sujet lorsqu'elle a examiné le régime canadien de tarification de la pollution par le carbone. Elle a déclaré: « Le modèle fédéral de tarification de la pollution au carbone offre un moyen économiquement efficace de placer la barre plus haut en matière de réduction des émissions ». L'efficacité économique semble correspondre à ce que les Canadiens attendent de nous. Je me demande pourquoi les conservateurs semblent si opposés à un régime qui serait économiquement efficace, qui stimulerait la croissance économique et qui contribuerait concrètement à bâtir une économie forte.

Un économiste de l'Université de Calgary s'est exprimé à ce sujet et a déclaré que si la réglementation dicte ce qu'il faut faire pour réduire l'utilisation de combustibles fossiles, la tarification du carbone laisse au consommateur ou à l'entreprise le soin de décider ce qui lui convient le mieux. Selon lui, laisser la personne ou l'entreprise décider de ce qui lui convient le mieux est le moyen le plus efficace, et généralement le plus économique, pour lutter contre les émissions de carbone.

C'est un choix personnel et un moyen plus économique de lutter contre les émissions de carbone. Il me semble que tout le monde y gagne, mais les conservateurs semblent s'y opposer, et je vais donc leur laisser le soin d'expliquer pourquoi ils sont si retranchés sur cette position. Les Canadiens veulent cette efficacité. Ils veulent que nous stimulions les technologies propres et l'innovation commerciale. Ils veulent une économie solide qui crée des emplois bien rémunérés. Ils veulent pouvoir prendre des décisions avec leur propre argent.

Parlons d'autres considérations pour ces entreprises au Canada. Parlons de nos relations internationales. Au début de l'année, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est adressée à nous. Dans son discours, elle a vraiment insisté sur l'importance du travail que nous accomplissons, y compris de la tarification du carbone. Je rappellerai aux députés d'en face, au cas où ils n'auraient pas bien écouté, qu'elle a dit:

Comme l'avenir de l'énergie, ce sont les énergies renouvelables, notre partenariat avec le Canada est crucial pour accélérer la transition vers l'énergie propre. Le Canada et l'Europe sont des leaders mondiaux pour l'action climatique. Nous avons fait de nos objectifs climatiques des lois. Nous avons fixé un prix sur le carbone et nous avons prouvé qu'on peut développer l'économie et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Toutefois, de nouveaux défis nous attendent. La course mondiale aux technologies propres a commencé. Il y a une concurrence croissante pour attirer les investissements et pour contrôler les maillons les plus importants des chaînes d'approvisionnement clés. Dans cet environnement plus compétitif, le Canada et l'Europe doivent jouer dans la même équipe.

Voilà ce qu'a dit la représentante de l'un de nos partenaires commerciaux. C'est le message qu'elle souhaitait nous transmettre, un message qui incluait la tarification du carbone. Je souhaite souligner une chose, car je crois que nous avons été nombreux à célébrer la signature de l'entente de libre-échange avec l'Union européenne, c'est-à-dire l'Accord économique et commercial global. Nous étions très enthousiastes.

J'aurais une petite nouvelle pour les députés d'en face, au cas où cela aurait échappé à leur attention. L'Europe mettra en place un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières dans les prochains jours. Cela signifie que les produits qui proviennent d'un pays doté d'une tarification du carbone et qui y ont été fabriqués seront assujettis à moins d'obstacles lors de leur importation dans le territoire de l'Union européenne.

Cela relève de principes économiques rudimentaires. Nous voulons cet accès pour que nos entreprises puissent prospérer. Puis, grâce à ces entreprises solides, nous pourrions offrir des emplois bien rémunérés aux Canadiens. Je le répète, les propositions que les conservateurs nous font aujourd'hui nous privent de ces possibilités.

Je sais que je vais manquer de temps, alors je me contenterai d'ajouter que l'autre élément est l'investissement dans le Canada. Nous voyons des entreprises étrangères venir au Canada pour fabriquer des batteries et des véhicules carboneutres, recycler des batteries, aménager des centrales solaires et tout le reste. Que disent elles? Elles disent qu'elles choisissent le Canada parce que nous avons l'un des réseaux électriques les plus propres au monde et parce qu'elles pensent que nous sommes à l'avant-garde de la transition verte.

Si les conservateurs sont si opposés à la tarification du carbone, ils n'ont qu'à se rendre dans les collectivités où ces emplois sont créés et dire à ces gens qu'ils sont contre la création de ces emplois. Nous avons un plan solide pour une économie verte.

● (1105)

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Madame la Présidente, avec l'appui du NPD et du Bloc, les libéraux sont tout simplement déconnectés des Canadiens ordinaires. La députée dit que cela relève de principes économiques rudimentaires pour assurer la prospérité individuelle. À l'heure actuelle, l'essence coûte 2,15 \$ le litre, le prix le plus élevé en Amérique du Nord. Le député de Kootenay—Columbia vient de me dire que, de l'autre côté de la frontière, le prix est de 1,30 \$ canadien. Les gens ont de la

Travaux des subsides

difficulté à joindre les deux bouts. Un septième des utilisateurs de banques alimentaires sont des travailleurs qui n'ont pas les moyens de se nourrir.

La députée ne reconnaît-elle pas que c'en est assez et qu'il est temps de supprimer cette taxe?

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, je pensais avoir expliqué avec suffisamment de détails pourquoi la tarification du carbone est un système qui fonctionne. Nous reconnaissons que les gens ont dû faire face aux coûts élevés de l'inflation, mais le prix du carbone n'est pas en cause. En fait, la Banque du Canada a déclaré que la contribution du prix du carbone à l'inflation était de 0,15 %. Ce n'est même pas un demi de 1 %, ce n'est même pas un quart de 1 %. C'est 0,15 %.

Il est tout à fait vrai que nous devons aider les Canadiens en cette période difficile. Lorsque je mentionne des choses comme le fait qu'ils peuvent conserver 3 000 \$ de plus de leurs revenus cette année grâce à une augmentation de l'exemption personnelle, à laquelle les conservateurs se sont opposés, ce sont des mesures de cette nature que nous prenons pour aider les Canadiens. Ces mesures s'ajoutent à l'Allocation canadienne pour enfants, qui est indexée sur l'inflation, ainsi qu'aux accords sur les services de garde d'enfants à 10 \$ par jour. Nous sommes là pour aider les Canadiens. Nous reconnaissons qu'ils ont besoin de cette aide, mais l'élimination de la tarification du carbone ne va pas aider les Canadiens.

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Madame la Présidente, j'apprécie le ton posé que la députée a employé dans son intervention, surtout face à une motion aussi irrationnelle que celle dont nous sommes saisis, qui demande de supprimer l'un des seuls outils que nous utilisons pour lutter contre les changements climatiques. Cette motion est présentée alors que ma province a été le théâtre d'incendies gigantesques cet été.

Je me demande si la députée serait d'accord avec moi pour dire qu'il y a urgence lorsqu'un gouvernement provincial a dû dépenser près de 1 milliard de dollars pour lutter contre les incendies cet été, comme la Colombie-Britannique l'a fait. C'est de l'argent qui aurait pu être consacré à la santé. C'est de l'argent qui aurait pu être consacré à l'abordabilité. Si nous ne luttons pas contre les changements climatiques, les ressources gouvernementales seront de plus en plus utilisées uniquement pour réagir à la crise.

● (1110)

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, j'apprécie vraiment cette question, car je n'ai pas eu le temps d'aborder cet aspect, à savoir que les changements climatiques ont un coût élevé. Le coût de la lutte contre les feux de forêt en Colombie-Britannique en est un parfait exemple, ou devrais-je dire, un terrible exemple.

L'Institut climatique du Canada, qui s'est penché sur la question, estime à 630 \$ par Canadien les répercussions sur le PIB des changements climatiques d'ici 2025. Il ne s'agit que d'une estimation du coût des changements climatiques pour le Canada, d'ici 2025, sachant que ce chiffre ne cessera d'augmenter à l'avenir. Les changements climatiques coûtent cher. Des gens perdent leur maison, leur entreprise ou leur exploitation agricole à cause des changements climatiques. Nous voulons donc éviter que cela ne se produise.

Travaux des subsides

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, j'entends souvent le ministre de l'Environnement dire que les émissions de gaz à effet de serre ont baissé en 2022. Rappelons-nous qu'en 2022, nous sortions tout juste de la pandémie. Nous étions encore les deux pieds dedans, disons-le.

Hier, je lisais un article de l'Institut climatique du Canada qui mentionnait que, selon les recherches qui ont été faites, les émissions auraient finalement augmenté en 2022. De plus, au cours des dernières semaines, nous avons appris que le Canada veut doubler sa production de pétrole à Terre-Neuve.

Dans ce contexte, quel est le plan du Canada pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre?

Mme Julie Dabrusin: Madame la Présidente, j'apprécie toujours les commentaires de cette députée du Bloc québécois, car je vois qu'elle a, comme moi, une passion pour l'environnement. Je trouve que c'est très important.

Que faisons-nous pour réduire les émissions de gaz à effet de serre?

Nous faisons plusieurs choses. Par exemple, d'ici 2035, tous les nouveaux véhicules achetés seront des véhicules à zéro émission. Nous aidons aussi les Canadiens à changer la manière dont ils chauffent leur maison. Nous donnons de l'argent pour les aider. Il y a plusieurs choses que nous faisons. Il n'y en a pas qu'une seule. Toutefois, la tarification du carbone est très importante.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Madame la Présidente, je dois d'abord vous dire que j'aurai le plaisir de partager mon temps de parole avec le très honorable député de Jonquière.

Je veux ensuite remercier rapidement nos amis conservateurs. Ils nous donnent une occasion extraordinaire de dévoiler les tactiques belliqueuses qui sont les leurs. À mon avis, ils nous donnent cette occasion beaucoup trop vite dans leur cas. Ce sont des tactiques qui pourraient s'avérer fort maladroites. En résumé, il s'agit de dire le contraire de la vérité ou, dit plus crûment, de mentir.

L'exemple des armes à feu est assez patent. Les conservateurs se vantent de mille et une choses. Le retrait des armes de chasse du projet de loi C-21 est l'œuvre exclusive de la députée d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia. Toute autre version est un grossier et vulgaire mensonge.

L'exemple du règlement sur les émissions est une autre bonne blague. On ne vote pour adopter les règlements, que tout le monde en prenne bonne note. Cependant, fidèles à leur habitude, avec des tactiques un peu antédiluviennes, les conservateurs bidouillent une espèce de proposition qui contient un élément et beaucoup de vitriol. Ensuite, ils disent que, si on ne veut pas l'élément, il faut qu'on avale le vitriol. Évidemment, nous votons contre ce genre de motion conservatrice, c'est un peu le réflexe naturel de quelqu'un d'intelligent.

La taxe sur le carbone ne s'applique pas au Québec. Je suis presque tenté de parler en anglais pour avoir une petite chance qu'il y en ait trois qui comprennent. La taxe sur le carbone ne s'applique pas au Québec. Au Québec, c'est la bourse du carbone. C'est un système de plafonnement et d'échange de droits des émissions qui a été négocié par plusieurs ministres de l'Environnement. Or, le ministre

de l'Environnement qui était en poste lorsque le système a été instauré en 2013, je le connais bien; c'est moi.

Je mentionne aux conservateurs que la publicité négative ne prend pas au Québec. On peut faire des petites blagues naiseuses et acheter de l'espace publicitaire à la télévision parce qu'on a les poches pleines, mais cela ne prend pas au Québec. Cela, les conservateurs l'ignorent. Que connaissent-ils du Québec? Ils font un congrès à Québec et ils trouvent le moyen de ne pas parler du Québec et d'adopter des propositions qui sont contre ce que les Québécois veulent. Le chef conservateur vient au Québec une fois par année et il veut qu'on pense qu'il a sa résidence secondaire là-bas.

C'est une erreur tactique de l'avoir fait si tôt et d'avoir émis si tôt ces mensonges. En effet, j'ai un an pour démasquer les mensonges et les tactiques et pour démontrer qu'il ne mérite pas la confiance des Québécois, qu'il devienne premier ministre ou non.

Les Canadiens sont un peu pris entre l'arbre et l'écorce. Ils sont pris entre des activistes de droite et des activistes d'une fausse gauche individualiste; ils sont pris entre les conservateurs et les libéraux. Toutefois, ce n'est pas le cas au Québec. Au Québec, les Québécois ont le Bloc québécois. Ils ont peut-être même la balance du pouvoir sans aucun risque. Nous allons voter pour ce qui est bon pour le Québec, que cela vienne des conservateurs ou des libéraux. Nous allons voter contre ce qui est mauvais pour le Québec. Dans l'intervalle, nous essayons d'améliorer ce qui est présenté.

Voyons ce que contient cette nouvelle motion de propagande étroite conservatrice. D'abord, comme je le disais, le Bloc québécois n'a pas appuyé quoi que ce soit parce qu'on ne vote pas pour adopter les règlements. Comme d'habitude, les conservateurs ont bidouillé aujourd'hui une motion pour piéger la Chambre. Encore aujourd'hui, nous allons voter contre la motion, parce que c'est mauvais pour le Québec.

En revanche, le chef conservateur nous a rendu service. Je suis content, parce que, entre l'achat d'un tee-shirt serré et d'une paire de Ray-Ban, il reconnaît en nous attaquant que c'est le Bloc québécois qui va empêcher une majorité de quelque parti que ce soit à la Chambre, comme il l'a fait en 2019 et en 2021.

● (1115)

Avec ces deux partis, une majorité, c'est mauvais pour le Québec. Le Bloc québécois n'a jamais sollicité de nouvelles taxes, ni de hausses. C'est faux. Ce sont les conservateurs. Ce n'est pas fiable.

Oui, le coût de la vie inquiète. Le prix de l'essence inquiète. Le panier d'épicerie inquiète. Les coûts pour les agriculteurs inquiètent. Les coûts pour les camionneurs inquiètent. La misère des aînés inquiète, en tout cas, nous, ça nous inquiète. Or, ce n'est pas à cause de la taxe sur le carbone au Québec. Elle ne s'applique pas au Québec.

J'ai souvent une question pour les conservateurs. Je me demande ce qu'est leur problème avec la vérité. Moi, je vais dire pourquoi c'est si cher. Je vais dire pourquoi l'idée farfelue du chef conservateur d'imposer la règle partisane des conservateurs à la banque centrale est une idée ridicule.

Travaux des subsides

Voici un chiffre: 200 milliards de dollars. C'est le profit des pétrolières en 2022. Je répète, c'est 200 milliards de dollars. Il y a 11 zéros là-dedans. Au Canada, il y a 40 millions de citoyens, dont les Québécois. Faisons le calcul. On va enlever sept zéros aux 200 milliards. Cela fait 5 000 \$ par habitant de profit pour les pétrolières. Cela inclut les bébés, les aînés, tout le monde.

Les conservateurs prétendent que la lutte contre les changements climatiques hausse le coût de la vie. C'est faux. Ce sont les profits ignobles des pétrolières qui haussent le coût de la vie. C'est 200 milliards de dollars en 2022 seulement, et ce, sur le dos des agriculteurs, des aînés, des camionneurs, des familles. Qu'ils ne m'achalent pas avec leurs mensonges. Ils sont les lobbyistes bas de gamme des pétrolières.

Les libéraux ne sont pas plus fins. Il y a un groupe qui ment et un groupe qui camoufle; et on subventionne généreusement les 200 milliards de dollars de profit des pétrolières.

Dans ces deux partis, personne ne travaille pour l'environnement. Dans ces deux partis, personne ne travaille pour le Québec.

Le Bloc québécois va continuer à travailler de bonne foi pour faire fonctionner le Parlement, même si certains se pensent en campagne électorale, et pour lutter contre l'inflation de façon responsable et propre. Or, nous ne laisserons rien passer: ni mensonge ni tricherie.

Nous allons voter contre cette patente-là. Si les conservateurs ou les libéraux cherchent le Québec, s'ils cherchent le Bloc québécois, ils sauront où nous trouver.

• (1120)

[Traduction]

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le chef du Bloc québécois de son leadership dans ce dossier. Le député a indiqué que le chef du Parti conservateur ignore tout du Québec. Bien qu'il soit venu plusieurs fois en Colombie-Britannique, je crois personnellement qu'il ignore également tout de cette province. La Colombie-Britannique a été la toute première province...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je n'ai donné la parole qu'à un seul député. Bien que celui-ci soit en train de s'exprimer, j'entends d'autres voix. Je demanderais aux députés qui souhaitent participer au débat d'attendre leur tour.

Le député de Surrey—Newton a la parole.

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, je sais pourquoi ces députés sont frustrés. Ils savent que le chef du Parti conservateur ignore tout de la Colombie-Britannique, qui a été la première province à instaurer, en 2008, une taxe sur le carbone. Celle-ci s'applique à 70 % des émissions provenant des combustibles fossiles.

Qu'est-ce que le député a à dire sur le fait que la Colombie-Britannique fait figure de chef de file à cet égard?

[Français]

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, c'est fort intéressant.

En 1999, je suis allé à Vancouver pendant quatre jours. Cela suggère que je connais à peu près autant la Colombie-Britannique que le chef conservateur connaît le Québec. Je n'ai pas la prétention de connaître la Colombie-Britannique. En toute amitié, je ne parle pas

pour la Colombie-Britannique et je ne fais pas partie de ceux qui pleurent le matin pour les Rocheuses.

Or, je peux quand même dire que lorsque je dis que d'autres ne servent pas les intérêts du Québec, c'est que les deux grands partis à la Chambre doivent représenter les intérêts de ceux qu'ils considèrent être l'ensemble du Canada et, ça, c'est singulièrement Toronto et Edmonton.

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Madame la Présidente, j'ai pris le temps d'écouter mon collègue et j'ai trouvé le fond de son discours intéressant quand est venue la question du profit des entreprises pétrolières.

Ma question va être plus simple. Ramenons le sujet au Québec, parce que mon collègue est spécialiste des Québécois et qu'il a été ministre de l'Environnement.

Pour nous aider à comprendre l'ampleur de toutes les taxes sur l'essence qui peuvent toucher une famille moyenne au Québec, le chef du Bloc québécois peut-il me dire le nombre de litres d'essence utilisés par année, par tête ou par famille moyenne au Québec?

De cette façon, sans être très bons en calcul, nous allons savoir de quelle manière l'ampleur de toutes les taxes peut toucher une famille. Au Québec, combien de litres d'essence une famille moyenne de quatre personnes utilise-t-elle par année?

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, autrement dit, quel est l'âge du capitaine? C'est n'importe quoi. En fait, il y a des fois où nous nous y attendons un peu.

On veut faire des calculs. Je mentionne donc que c'est quand même 5 000 \$ par habitant. Cela me donne envie de dire: « C'est un scandale ».

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, au Québec, historiquement, grâce à Jean Lesage et à René Lévesque, on a utilisé notre ressource hydroélectrique pour produire de l'énergie verte et propre. Il n'y a pas de production pétrolière au Québec, quoique le chef du Bloc québécois a déjà eu une petite tentation éphémère avec l'île d'Anticosti.

Or, nous sommes quand même parmi les gens qui polluent le plus au monde. Le Canada anglais a un grand effort à faire dans le secteur pétrolier et gazier, mais les plus gros acheteurs de véhicules utilitaires sport au Canada sont au Québec.

Malgré notre ressource fantastique qui est l'eau, ne devons-nous pas quand même pousser nos collègues, nos compatriotes québécois et québécoises, à faire un effort? Ce n'est pas juste la faute du Canada anglais. Les Québécois aussi doivent en faire plus pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

• (1125)

M. Yves-François Blanchet: Madame la Présidente, tout le monde doit tout le temps en faire plus pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, quoique la tentation de mettre cela sur le dos des individus est potentiellement assez regrettable, parce que cela enlève un peu la responsabilité à ceux qui sont les plus grands émetteurs.

Je rappellerais à mon estimé collègue que mon travail, à l'époque, dans le cadre d'Anticosti, était d'encadrer un projet qui n'allait jamais se réaliser. Or je crois bien que son parti, lui, était fortement en faveur d'un projet qui s'appelait Énergie Est. Ils en ont payé le prix.

Travaux des subsides

Je pense qu'en effet, tout le monde doit réduire les émissions, faire cet effort. Les Québécois ne sont pas des anges en matière d'environnement. Notre consommation et nos émissions ne sont pas si angéliques. Nous avons l'avantage d'être dans une position géographique exceptionnelle dans le monde en matière d'énergie verte, et cela nous donne l'obligation d'être un exemple.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, c'est difficile de passer après quelqu'un qui a autant d'éloquence. Je vais m'y efforcer.

Je me dis qu'avec cette motion, le Parti conservateur est passé de ce qu'on connaissait de lui, c'est-à-dire le populisme où il nous présente constamment des solutions très simplistes à des problèmes complexes, à la fourberie. La fourberie, c'est des tromperies basses et odieuses. C'est de l'hypocrisie, de la sournoiserie. C'est ce que je vois dans la motion du Parti conservateur.

En effet, mettre en opposition les efforts de la lutte contre les changements climatiques et la crise de la hausse du coût de la vie, c'est irresponsable. Je suis certain qu'on sera d'accord avec moi. Je me demande si cette irresponsabilité est ce que les conservateurs appellent le fameux « gros bon sens ».

Je vais le redire et je n'y reviendrai pas. Je vais répéter ce que mon chef a dit. Il n'y a pas, au Québec, de taxe sur le carbone. Le Québec a sa propre tarification du carbone, soit la bourse du carbone. La deuxième taxe dont nous parlent les conservateurs est un règlement sur les carburants propres sur lequel personne n'a voté, mais qu'ils ont déjà eux-mêmes proposé. J'y reviendrai plus tard.

J'ai entendu à de nombreuses reprises le chef de l'opposition officielle dire que le Canada était brisé. Moi, quand je lis sa motion ce matin, je constate que la seule chose qui est brisée, c'est le système de valeurs du chef de l'opposition. Je l'ai déjà entendu dire aussi, lorsqu'il est question des coûts de la vie, que des gens demandent l'aide médicale à mourir parce qu'ils n'ont plus rien à manger. Je n'ai jamais entendu quelque chose d'aussi irresponsable de ma vie.

Cet été, ma belle-mère est décédée. Elle a demandé l'aide médicale à mourir. Tous les gens qui sont dans cette situation, quand ils entendent des âneries comme cela, ils voient la vraie couleur du Parti conservateur. Je dirais qu'entre les conservateurs et le secteur pétrolier, c'est une histoire d'amour, un peu comme le Bloc québécois et le Québec.

La pire des fourberies qui est devant nous aujourd'hui, c'est d'instrumentaliser la hausse des coûts de la vie et la misère des plus vulnérables afin de faire progresser les projets des sociétés pétrolières. Je pense qu'on n'a jamais vu quelque chose d'aussi indécent à la Chambre.

Ce qui motive le chef de l'opposition officielle, à mon avis, c'est la peur. J'ai l'impression que le chef de l'opposition officielle a peur qu'on mette fin à notre dépendance, au Canada comme au Québec, aux hydrocarbures. Je pense que le chef de l'opposition officielle a autant peur de la fin du pétrole que nous, les députés du Bloc québécois, avons peur que la culture et la langue, notre façon unique d'être au monde au Québec, s'effacent. Notre projet, c'est le Québec. Son projet, c'est le pétrole.

Revenons sur les faits. Encore cette semaine, on a vu les députés conservateurs applaudir à tout rompre lorsqu'il était question de nouveaux projets pétroliers. C'est fréquent. Lorsqu'on parle de pétrole à la Chambre, ils perdent carrément la tête. Quand je suis arri-

vé ici la première fois, en 2019, j'étais étonné d'entendre crier « *build the pipeline* ».

Non seulement cela, j'ai déjà vu une motion du Parti conservateur qui disait que le pétrole est irremplaçable. La seule chose que je vois comme irremplaçable, c'est l'air, l'eau, la relation que j'ai avec mon fils et ma femme. Ce n'est certainement pas le pétrole. Pour un conservateur, le pétrole est irremplaçable. Les conservateurs ont même des macarons qui disent « J'aime le pétrole ». Rendu à ce stade, c'est une passion dévorante.

Les conservateurs sont en faveur de tous les crédits d'impôt à l'investissement dans le secteur gazier et pétrolier. C'est 82 milliards de dollars. On n'entendra pas un conservateur dire qu'il faut restreindre les finances publiques et réduire les subventions aux énergies fossiles. Jamais on ne va entendre cela. L'année 2022, le chef conservateur l'a dit, est une année record. Les grandes sociétés pétrolières ont fait des profits à la hauteur de 200 milliards de dollars.

Le chef de l'opposition s'est présenté à Québec. Je vais lire une citation complètement désobligeante. Le chef de l'opposition officielle a dit qu'il ne lancerait pas des milliards de dollars pour « des projets mal gérés par des politiciens incompetents ». Il est venu dire cela à des gens de Québec en parlant de projets structurants sur le transport collectif, mais jamais je ne l'ai entendu dire un traître mot sur un projet canadien de plus de 30 milliards de dollars qui est une catastrophe, qui ne nous sert pas au Québec et qui va continuer d'aggraver la crise climatique. Je ne l'ai jamais entendu dire un traître mot sur Trans Mountain.

● (1130)

Soyons clairs, le chef de l'opposition officielle ne pense pas aux prochaines générations, il pense aux prochaines élections. Le chef de l'opposition officielle ne pense pas aux plus démunis, mais aux mieux nantis, aux grandes pétrolières qui engrangent des milliards de dollars. Il pense aux gloutons qui vivent des subventions aux énergies fossiles. Ça, ce n'est pas de la rhétorique, je peux le prouver par des faits.

La fourberie ne s'arrête pas là. En 2011, le gouvernement conservateur a fait exactement ce que le Parti conservateur reproche aujourd'hui au gouvernement libéral. Ce qu'il nous reproche, comme si on était au gouvernement, c'est le règlement sur les carburants renouvelables de Harper. À ce moment, qui était dans ce gouvernement? Il y avait le chef de l'opposition officielle ainsi que l'ancien chef Erin O'Toole.

Je vais citer M. O'Toole. J'adore cette citation; je la lis le soir avant de me coucher: « Nous reconnaissons que la manière la plus efficace de réduire nos émissions de gaz à effet de serre est de recourir à des mécanismes de tarification. » L'ancien chef conservateur voulait mettre des prix sur le carbone. C'est étonnant.

Il n'y a pas longtemps, la semaine dernière, la députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis s'est mise à brandir une facture qu'elle voulait déposer au Bureau. Je l'invite d'ailleurs à la déposer. C'est une facture qui indiquait, selon elle, qu'il y avait une taxe sur le carbone au Québec. Or, si on regarde de plus près cette facture, à quoi renvoie-t-elle? Elle renvoie au système de plafonnement et d'échange de droits d'émission du Québec. La députée critiquait une tarification québécoise à la Chambre des communes.

Travaux des subsides

Or, l'idiotie ne s'arrête pas là. L'idiotie va encore plus loin. Où était la députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis de 2008 à 2018? Elle était à Québec, elle était ministre.

Au même moment, en 2015, qu'est-ce que disait le premier ministre Philippe Couillard à l'Assemblée nationale du Québec? Il a dit: « Et la beauté du marché du carbone également, c'est qu'il permet de dégager des revenus qui sont spécifiquement attachés à la lutte aux changements climatiques. » Peut-être que la députée était à l'arrière et qu'elle applaudissait à tout rompre et qu'elle était contente.

En 2012, le premier ministre Jean Charest, qui a failli être chef des conservateurs, disait: « [...] le Québec a été le premier endroit en Amérique du Nord à faire une redevance sur le carbone, avec un programme qui a été salué par les groupes environnementaux et également fait de manière très habile pour l'industrie, puis qui a donné 200 millions [de dollars] par année. »

Jean Charest se félicitait de la tarification du carbone. Où était la députée? Elle était derrière et elle applaudissait. Maintenant, elle est à la Chambre des communes. Elle brandit une facture qui dit qu'il y aurait une tarification du carbone au Québec et elle accuse le Bloc québécois et le Parti libéral du Canada d'avoir mis en place cette taxe au moment où elle était ministre à Québec. N'est-ce pas là des fourberies?

Tantôt, j'ai fait un contraste entre notre intérêt pour le Québec et l'intérêt des conservateurs pour le secteur pétrolier. Cela me fait penser à un poème de Gérard Godin. Pour traduire la turpitude et la fourberie de certains politiciens qui ne défendaient pas le Québec, il avait fait un poème fantastique. À la fin, il terminait en disant que certains politiciens allaient avoir « une tache de graisse sur la conscience ».

Je me suis mis à penser à mes collègues conservateurs, en particulier ceux du Québec. Dans 20 ou 30 ans, quand ils vont parler à leurs petits-enfants et que ces derniers vont leur demander ce qu'ils ont fait pour la lutte contre les changements climatiques quand ils étaient députés et de quelle manière ils ont agi, la seule chose qu'ils vont pouvoir répondre, c'est qu'ils ont défendu l'intérêt des pétrolières. Ils vont dire qu'ils n'ont rien fait et qu'ils ont défendu l'intérêt des pétrolières.

Ce que vont avoir sur la conscience mes collègues de Québec, ce n'est pas une tache de graisse, c'est une grosse tache de pétrole.

• (1135)

M. Darrell Samson (secrétaire parlementaire de la ministre du Développement économique rural et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Lib.): Madame la Présidente, je veux remercier mon collègue de son discours très intéressant et impressionnant. J'aime la façon dont il décrit le chef de l'opposition. Cela rend ma journée meilleure.

Une chose est importante. Peut-il nous expliquer pourquoi il pense que les conservateurs sont contre l'accord atlantique et les changements que nous voulons apporter pour ajouter l'énergie éolienne en mer? Nous voulons nous assurer que nous pouvons faire deux choses: contribuer à l'économie et contribuer à l'environnement.

Les conservateurs sont contre. Sont-ils contre le fait que l'Atlantique commence à faire des sous? Sont-ils contre parce qu'ils ne veulent pas investir dans l'économie verte?

M. Mario Simard: Madame la Présidente, mon collègue parle-t-il bien du projet de loi C-49? Oui? D'accord.

Je trouve cela assez étrange. Les conservateurs sont probablement contre ce projet de loi pour des raisons qui leur appartiennent. Moi, ce que je trouve étonnant dans ce projet de loi, c'est qu'on veut y ajouter le terme « énergie renouvelable ». Pour moi, le pétrole n'a jamais été une énergie renouvelable. Je ne sais pas ce que les autres en pensent, mais, pour ma part, je ne crois pas que le pétrole soit une énergie renouvelable.

Libre à eux de répondre, mais je dirais à mon collègue qu'il faut quand même être très prudent. Le gouvernement libéral a souvent tendance à « écoblanchir » le secteur gazier et pétrolier et, en cela, malheureusement, il se rapproche souvent de nos collègues conservateurs.

[Traduction]

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Madame la Présidente, parfois, on peut se rendre compte que les députés bloquistes sont mal à l'aise, parce qu'ils lancent des accusations dans toutes les directions.

Voici ma question: comment le député du Bloc québécois peut-il souscrire à la norme sur les carburants propres, qui entraînera une augmentation de taxe radicale de 17 ¢ le litre pour les Québécois?

[Français]

M. Mario Simard: Madame la Présidente, le hasard est très bien fait, parce que c'est mon collègue qui avait déposé la motion indiquant que le pétrole est irremplaçable. Non seulement il disait, à l'époque, que le pétrole était irremplaçable, mais il souhaitait qu'il y ait une journée pour le célébrer. Il souhaitait qu'il y ait une journée pour célébrer le pétrole partout dans le monde.

On est en train de se diriger vers les énergies renouvelables et, ce que nous dit le Parti conservateur, c'est qu'il faut rester dans le pétrole. Il n'y a pas plus dinosaure que le Parti conservateur. Les lobbyistes en chef du secteur gazier et pétrolier sont en train de dire aux gagne-petit, aux gens qui ont de la difficulté à se nourrir, se vêtir et se loger, qu'il faut donner davantage d'argent au secteur pétrolier. Si ce n'est pas de l'indécence, je ne sais pas ce que c'est.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, je m'excuse d'avance, mais je vais essayer de parler français aujourd'hui.

Je tiens à remercier mon collègue de son discours important. Je me sens obligée de lui dire que, même si les conservateurs nient les changements climatiques et font tout ce qu'ils peuvent pour diviser la Chambre et empêcher le Parlement de lutter contre les changements climatiques, la plupart des Albertains veulent que le gouvernement fédéral agisse. Les Albertains veulent un environnement propre et sain pour leurs enfants, comme tous les Canadiens.

Je demande donc ce qui suit au député. Comment pouvons-nous protéger l'environnement et faire en sorte que les Albertains soient protégés, même ceux qui sont conservateurs?

• (1140)

M. Mario Simard: Madame la Présidente, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, personne ne souhaite le malheur des Albertains. Malheureusement, leur économie est basée sur le secteur des énergies fossiles. Tout à l'heure, le chef a clairement dit que le Québec n'était pas plus vertueux. Il y a des énergies renouvelables chez nous et nous en profitons, effectivement.

Travaux des subsides

Il faut revoir la fibre industrielle du Canada et cesser de subventionner les énergies fossiles. On pourrait développer les énergies éolienne et solaire comme sont en train de le faire les États-Unis. Or, malheureusement, on est tellement en retard, au Canada. On essaie d'investir dans des stratégies de captation de carbone qui ne fonctionneront jamais et on essaie de faire du pétrole carboneutre. C'est une idiotie sans nom. Il faut cesser ces chimères et se poser des vraies questions sur la transition énergétique.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, d'abord, je partagerai mon temps de parole avec le super, dynamique, expérimenté et très connaissant et savant député de Timmins—Baie James.

Je suis assez fatigué de parler tout le temps de la taxe sur le carbone. Je ne suis plus capable. Cela fait cinq fois en un an que les conservateurs reviennent avec cette idiotie. J'ai calculé juste sur un an et je suis fatigué.

C'est le jour de la marmotte du jour de la marmotte. On recommence avec ce vieux discours conservateur propétrole, procombustibles fossiles qui ignore la science, le GIEC, les Nations unies et même ce qui se passe dans les circonscriptions des conservateurs. À un moment donné, je trouve affolant cette espèce d'aveuglement volontaire et ce négationnisme qui font qu'on va continuer à polluer. La pollution devrait être gratuite. Puis, on va donner le mauvais exemple au monde, alors que, déjà, par habitant, la moyenne des Canadiens et Canadiennes fait que nous sommes parmi les pires pollueurs au monde. Si on divise nos émissions de gaz à effet de serre par personne au pays, nous sommes les deuxièmes pollueurs en importance au monde. C'est une chance que le Canada n'ait pas la taille de la Chine, parce que la planète serait déjà foutue.

Nous avons des efforts considérables à faire pour protéger notre environnement, nos enfants, les générations futures, et pour créer de bons emplois pour l'avenir et des emplois durables avec des énergies durables. Or, les conservateurs vivent il y a 50 ou 60 ans dans le passé, quand on pensait que cela n'avait pas de conséquences de polluer autant et d'émettre autant de carbone dans l'atmosphère. Cependant, aujourd'hui, on le sait.

Non seulement on le sait, mais c'est prouvé et on le voit. Les impacts des changements climatiques, du dérèglement climatique et du chaos climatique sont déjà visibles chez nous et un peu partout sur la planète. Cela arrive plus vite que prévu, de manière plus dramatique que prévu d'ailleurs. Tous les trois mois, des scientifiques nous disent qu'ils pensaient que cela s'en venait, mais que cela va être plus grave plus rapidement et partout. Personne ne va être épargné.

On l'a vu cet été, avec des feux de forêt comme on n'en avait jamais vu au Québec et au Canada. Ici, à Ottawa, et à Montréal, cela sentait la boucane. Il y avait de la fumée partout. Je ne parle pas des gens de la Colombie-Britannique et des gens de l'Abitibi et de la Côte-Nord qui ont été forcés d'être évacués parce qu'ils risquaient leur vie. Leur maison pouvait brûler. On en est rendu là.

Ces dérèglements climatiques font qu'il n'y a pas assez de pluie quelque part et il y en a bien trop ailleurs. Il y a des réchauffements, des incendies et des feux de forêt plus nombreux, plus considérables et plus dangereux qu'auparavant. À d'autres endroits, il y a des inondations. Je pense que c'était en 2022 au Pakistan. À un moment donné, le tiers du pays était sous l'eau. Des millions de personnes ont été déplacées pour sauver leur vie. On l'a vu encore cet été un peu partout, en Grèce, en Italie et en Lybie, il n'y a pas long-

temps. Il a tellement plu rapidement qu'un barrage a cédé. Une partie de la ville de Derna a été complètement ravagée. Cela a tué des milliers de personnes et cela va arriver de plus en plus souvent.

Si on écoute les conservateurs, on va dans le mur et on appuie sur l'accélérateur. C'est cela, leur plan, c'est-à-dire ne rien faire. Il y a de petites mesures qui peuvent un peu aider, comme la taxe sur le carbone, qui n'est pas la panacée; je ne dis pas que cela règle le problème. Même cela, ils n'en veulent pas. Ils ne sont tellement pas au fait des réalités qu'ils sont idéologiquement bouchés. Ils sont incapables de regarder ailleurs. Ils ont des œillères.

Il y a des parties de la planète ou des zones entières qui vont devenir inhabitables pour l'être humain. Si la température moyenne augmente à 35 degrés Celsius et que le taux d'humidité est supérieur à 90 %, le corps humain est incapable de se refroidir.

• (1145)

Cela provoque un coup de chaleur extrême qui entraîne la mort, car les organes ne survivent pas à cela. Cela va arriver de plus en plus souvent autour de l'équateur, que ce soit dans les zones maghrébines, en Asie ou en Amérique centrale. Le réchauffement climatique cause aussi une accélération de l'évaporation des océans, ce qui fait que ce sera plus humide. Qu'est-ce que les gens vont faire quand il va faire plus de 35 degrés sur une base régulière avec un taux d'humidité extrêmement élevé? Ils vont se déplacer, ils ne vont pas rester où ils sont. Il va y avoir une arrivée massive de réfugiés climatiques. On ne pourra pas leur en vouloir, car, là où ils vivent, cela va littéralement devenir invivable.

À ce propos, l'année dernière, j'ai écrit une question au ministère de l'Immigration et au ministère du Logement pour savoir quel était le plan du gouvernement fédéral pour accueillir des réfugiés climatiques. On m'a répondu que des programmes existaient déjà. En fait, il n'y a pas de plan. Or, on commence déjà à voir un afflux plus important de réfugiés à la frontière. Je me rappelle que le chemin Roxham a fait les manchettes de manière un peu populiste. Les gens vont se déplacer de plus en plus souvent sur la planète et cela va avoir des conséquences. Je le dis pour que cela soit clair, le gouvernement libéral actuel n'a rien prévu. Je veux simplement le mentionner.

Les gens vont se déplacer parce qu'ils vont avoir trop chaud, mais aussi parce qu'ils vont avoir faim. Dans un article qui vient de paraître dans *The Guardian*, Cary Fowler, envoyé spécial du président américain Joe Biden pour la sécurité alimentaire, dit que tout laisse croire qu'il va y avoir une pénurie alimentaire mondiale d'ici 2050. Comme on l'a vu, il y a déjà des difficultés en raison de certains conflits. La guerre en Ukraine a des conséquences sur l'approvisionnement en blé de plusieurs pays. Toutefois, on parle d'une pénurie alimentaire d'une autre ampleur qui sera durable dans certaines régions du monde parce que ce sera difficile de faire pousser des céréales, des fruits et des légumes. Ce sont des conséquences très concrètes, et on dirait que les conservateurs préfèrent ne pas les voir. Ils préfèrent ne pas les voir, mais il y a aussi une responsabilité du gouvernement fédéral actuel, des libéraux, qui n'en font nettement pas assez. Ils ont d'ailleurs tendance à faire une chose et son contraire.

Voici une citation:

Nous devons réduire de moitié les émissions mondiales d'ici 2030 si nous voulons atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Cela nécessite des efforts beaucoup plus ambitieux pour réduire les émissions dès maintenant tout en augmentant les investissements dans les énergies propres [...] C'est pourquoi il est temps de faire ce que la majorité de la population canadienne — y compris celle de l'Alberta — croit nécessaire, c'est-à-dire imposer un plafond strict aux émissions de l'industrie canadienne du pétrole et du gaz [...] toute entreprise ou région qui se fixe des objectifs de zéro émission nette ne peut pas continuer à construire ou à investir dans de nouvelles sources de combustibles fossiles. Les entreprises ne peuvent pas reporter les réductions réelles d'émission en achetant des crédits carbone. Elles ne peuvent pas non plus faire pression en privé contre l'action climatique tout en prétendant être les championnes du climat. Les progrès réalisés dans le cadre des engagements en matière de carboneutralité doivent être rendus publics et faire l'objet d'une vérification indépendante.

Celle qui a écrit cela, c'est Catherine McKenna, l'ancienne ministre libérale de l'Environnement et du Changement climatique. Hier, elle a écrit une lettre ouverte dans *La Presse* pour nous dire qu'il fallait agir. Malheureusement, malgré les promesses du député de Laurier—Sainte-Marie, malgré l'engagement de son gouvernement de plafonner de façon stricte et robuste les émissions de gaz à effet de serre du secteur gazier et pétrolier, nous sommes au mois de septembre 2023 et il n'y a encore rien sur la table. Nous attendons toujours cette mesure du ministre de l'Environnement et du Changement climatique alors que cela aurait dû être fait il y a des mois. Ce secteur est responsable de 30 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre au pays, et ses émissions sont en augmentation. Le secteur pétrolier et gazier est le cancre de tous les secteurs industriels au Canada. Sans de telles mesures robustes, on n'arrivera à rien.

Malheureusement, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter. Si on regarde la courbe de 2005 à 2021, on constate qu'il y a une augmentation. C'est dommage qu'il ne me reste plus de temps de parole, car j'aurais eu plusieurs autres choses à dire.

• (1150)

[Traduction]

Mme Jenica Atwin (secrétaire parlementaire de la ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Madame la Présidente, j'apprécie vraiment que mon collègue présente les faits et la vérité aux Canadiens. La crise climatique est une réalité que nous devons tous affronter ensemble.

Le député pourrait-il expliquer brièvement pourquoi il importe de parler de ce qui se passe vraiment d'un bout à l'autre du Canada et ailleurs dans le monde? En fait, nous perdons littéralement notre temps en débattant de la motion de l'opposition dont nous sommes saisis.

[Français]

M. Alexandre Boulerice: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question ainsi que de ses préoccupations de longue date sur les questions environnementales et son travail sur ce dossier.

Je voulais souligner un point important. Le Canada est un cancre en ce moment. Les gouvernements successifs conservateurs et libéraux n'ont pas été capables de redresser la barre. L'Accord de Paris nous dit que, pour éviter la catastrophe et maintenir la planète vivable, il ne faut pas dépasser 1,5 degré Celsius d'augmentation de la température moyenne mondiale d'ici la fin du siècle. Or, on est déjà rendu à 1,3 degré, je pense, et on n'a presque plus de marge de manœuvre. En plus de cela, même si les pays respectent leurs engagements actuels — s'ils les respectent, ce qui n'est pas fait —, on ar-

Travaux des subsides

rive à 2,4 degrés. À 2,4 degrés, on a les scénarios catastrophiques que j'évoquais tantôt.

J'espère donc qu'on sera capable de travailler ensemble pour améliorer les choses. On a beaucoup de travail à faire dans plusieurs secteurs. Une chose est claire, on ne peut pas compter sur les conservateurs là-dessus.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, j'ai beaucoup aimé le ton indigné de mon collègue par rapport au fait que les libéraux en face n'en font pas assez pour la lutte contre les changements climatiques.

J'ai une question, toutefois. Dans le dernier budget, en 2023, on envoyait encore des milliards de dollars aux pétrolières, notamment pour faire du captage de carbone, une approche dont on sait qu'elle ne fonctionne pas du tout. Or, mes amis du NPD ont voté pour le budget: comment expliquent-ils cela?

M. Alexandre Boulerice: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de constater mon indignation face au dérèglement climatique. Tout le monde sait que nous poussons les libéraux à en faire davantage sur plein de dossiers, notamment celui de la crise climatique, parce qu'ils n'en font pas assez, et la crise du logement, parce qu'ils n'en font pas assez.

Nous avons négocié une entente pour leur faire faire des choses qu'ils n'ont jamais accepté de faire par le passé. Cela va permettre aux gens de faire un paquet de gains, que nous avons été capables d'aller chercher parce que nous utilisons notre rapport de force, notamment en matière de santé, de soins dentaires et de logement autochtone. Nous poussons aussi pour l'adoption d'une loi anti-bribeurs de grève au fédéral, ce qui serait une première dans l'histoire de la politique fédérale canadienne.

[Traduction]

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Madame la Présidente, le député vient du Québec. Nie-t-il que le Bloc québécois a appuyé la norme sur les carburants propres, qui entraîne une augmentation de 17 ¢ le litre pour tous les Québécois?

[Français]

M. Alexandre Boulerice: Madame la Présidente, je comprends que les conservateurs sont aujourd'hui en mission partisane pour attaquer le Bloc québécois. Je les laisse aller, c'est leur choix et c'est leur intérêt.

Je voudrais simplement souligner qu'il a des gens comme le président-directeur général de Suncor, M. Rich Kruger, qui a l'indécence de dire que sa compagnie va arrêter de parler d'énergie renouvelable et de changement climatique, qu'elle va arrêter de faire semblant et que son seul intérêt est de faire un maximum de profits le plus vite possible, tant pis pour les autres, tant pis pour les citoyens, tant pis pour la planète et l'environnement. Ce sont des gens comme Rich Kruger que ce député et son parti appuient dans la vie.

Travaux des subsides

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, en tant que porte-parole néo-démocrate en matière de travail, mon collègue a déployé énormément d'efforts pour faire adopter un projet de loi antibriseurs de grève. Je sais que la cause des travailleurs lui tient à cœur. Et s'il y a une chose dont je suis certaine, c'est que ce n'est pas le cas des conservateurs. Quand Suncor a licencié 1 500 travailleurs, une semaine après les élections provinciales, les conservateurs n'ont pas sourcillé. Quand Rich Kruger dit qu'il est prêt à faire brûler la planète pour en tirer le plus d'argent possible, les conservateurs ne bronchent pas.

Le député pourrait peut-être dire pourquoi les conservateurs se préoccupent tellement des PDG, mais si peu des travailleurs albertains.

• (1155)

[Français]

M. Alexandre Boulerice: Madame la Présidente, je remercie ma collègue d'Edmonton Strathcona de son travail acharné pour défendre les travailleurs et les travailleuses de l'Alberta.

Je pense qu'on doit être capable de faire ce virage, justement pour créer des emplois durables dans des secteurs énergétiques durables. Cela fera que les gens pourront faire cette transition avec de la formation professionnelle et de l'accompagnement pour occuper des emplois de l'avenir dans les énergies renouvelables. Il y a un potentiel incroyable en Alberta notamment en matière d'énergies solaire et éolienne. J'espère qu'on va pouvoir travailler avec les syndicats et la fédération du travail de l'Alberta pour créer ces bons emplois dans ce nouveau secteur.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, j'aimerais commencer par un peu d'histoire, car je sais que les conservateurs détestent profondément les faits et l'histoire.

Je vais me référer à l'affaire opposant le procureur général de Californie à ExxonMobil, Shell, Chevron, ConocoPhillips, l'American Petroleum Institute et BP.

En 1988, comme toutes les autres grandes compagnies pétrolières, Shell a réalisé d'importantes études scientifiques sur les dangers de la combustion des combustibles fossiles. Les auteurs du rapport soumis à la haute direction de Shell l'avertissaient que l'accumulation de CO₂ allait engendrer des changements significatifs du niveau de la mer, des courants océaniques, des précipitations, de la température régionale et du climat. Cependant, ils ont ajouté quelque chose d'encore plus inquiétant. Ils ont déclaré qu'au moment où les effets du réchauffement climatique deviendraient détectables, c'est-à-dire en 2000, il pourrait être trop tard pour prendre des contre-mesures efficaces. Les dirigeants de Shell savaient qu'ils étaient en train de brûler la planète.

Qu'est-ce que Shell a fait? L'année suivante, Shell a rehaussé de six pieds les plates-formes de forage en mer. Elle a dit au diable les habitants des îles du Pacifique et les centaines de millions de personnes vivant sur les côtes. Elle savait qu'elle brûlait la planète. Elle savait que les calottes glaciaires fondaient. Il était absolument certain qu'elle allait extraire du pétrole jusqu'à la dernière goutte avant que la planète ne soit détruite. Pour que cela soit possible, elle a dû avoir recours à un système élaboré de désinformation.

Ainsi, aujourd'hui, les conservateurs nous proposent une fois de plus cette désinformation constante, mais il ne s'agit même pas

d'une désinformation intelligente. Elle se résume à ce même stupide qu'ils vont diffuser dans leurs campagnes de publicité négative.

Hier, nous avons appris que le chef du Parti conservateur avait apparemment été livreur de journaux. Il n'a pas d'autres antécédents professionnels, mais il a déjà été livreur de journaux. En juin, je me souviens qu'il avait dit qu'il continuerait à parler jusqu'à ce que le gouvernement abandonne le budget et élimine les prestations dentaires et les allocations familiales. Il a parlé pendant trois heures devant des députés d'arrière-ban enthousiastes, mais ceux-ci se sont lassés et le budget a été adopté. Il lui fallait donc un nouveau coup d'éclat, car avec les conservateurs, il s'agit toujours de coups d'éclat, de manipulation, de diffamation, de poudre aux yeux et d'écrans de fumée.

Au cours de l'été le plus chaud de l'histoire de la planète, le chef du Parti conservateur a annoncé qu'il allait parcourir le pays d'un bout à l'autre pour défendre l'idée que la combustion de combustibles fossiles devrait être gratuite, en disant au diable les 14 millions d'hectares de terres forestières qui ont brûlé cette année, les 200 000 Canadiens déplacés et les collectivités qui ont vécu dans la peur. Lorsqu'il est venu dans ma région, les gens essayaient de fuir les incendies en canoë, parce que nous ne pouvions pas envoyer d'avions Hercules sur place. Il promettait non seulement de faire passer des pipelines partout, mais aussi de rendre la combustion des combustibles gratuite.

Cependant, cela n'a pas très bien fonctionné pour lui, car il a dû lui-même fuir les incendies, mais cela n'a pas empêché les conservateurs d'agiter leurs marionnettes de désinformation.

Alors que sa collectivité brûlait, la députée de Kelowna—Lake Country parlait de rendre la combustion des combustibles fossiles gratuite, faisant preuve de détachement et de désintérêt pour la sécurité des gens et ne reconnaissant pas le lien direct entre la combustion des combustibles fossiles et la destruction de notre environnement. La députée de Kelowna—Lake Country préfère promouvoir les messages de marionnettes émanant de l'équipe de planification stratégique des conservateurs plutôt que de protéger ses concitoyens.

Je mentionne la députée de Kelowna-Lake Country parce que, tout récemment, le chef des pompiers de West Kelowna, Jason Brolund, a pris la parole aux Nations unies. Voilà ce qu'est le leadership. Il a dit que les changements climatiques étaient devenus très réels pour West Kelowna. Il a expliqué que l'étendue et la force des incendies les rendaient pratiquement impossibles à combattre et qu'en raison des changements climatiques, les incendies brûlaient et s'étendaient plus facilement. Il a posé une question simple. Il voulait savoir pourquoi nous dépensions de l'argent pour lutter contre les incendies alors que nous devrions consacrer à la lutte contre les changements climatiques.

Cependant, la députée de Kelowna-Lake Country est restée silencieuse sur le sujet, parce qu'elle est une fidèle marionnette au service de la désinformation du Parti conservateur.

Dans son tout premier discours à la Chambre, le nouveau député de Calgary Heritage a parlé de la hausse du prix des pommes de terre et l'a attribuée à la taxe sur le carbone. Calgary reçoit ses pommes de terre de l'Idaho. Or, il n'y a pas de taxe sur le carbone là-bas. Cela n'a pas d'importance pour les conservateurs, parce qu'ils sont profondément opposés aux faits. Les faits les mettent en colère; ils ont besoin d'interpréter les choses à leur façon.

• (1200)

Quelle est la cause de la hausse du prix des pommes de terre dans Calgary Heritage? Ce sont les sécheresses et les incendies de forêt dans l'Ouest des États-Unis. Cependant, les conservateurs ne veulent pas que nous entendions parler de cela.

Nous nous retrouvons donc avec une motion qui n'est pas crédible. Elle ressemble davantage à du charabia politique toxique, ce à quoi les conservateurs nous ont habitués. Les conservateurs ne servent pas les intérêts des Canadiens et ils sont prêts à laisser nos enfants et nos petits-enfants aux prises avec une planète en feu. Ils manquent et sapent délibérément les occasions qui se présentent pour remédier aux problèmes.

Je voudrais ajouter une chose pour que les gens comprennent la gravité de la situation. L'Union européenne vient de publier son graphique sur la moyenne des incendies de forêt au Canada. En un peu plus de trois jours, le Canada a rejeté plus de 50 mégatonnes de carbone dans l'atmosphère à cause d'incendies de forêt incontrôlables. C'est plus que ce que nous émettrions normalement en un an, et nous sommes à la fin du mois de septembre. Ces députés savent que la planète brûle, mais ils se moquent de la planète et ils se moquent de la vérité.

Parallèlement, la semaine dernière, l'Agence internationale de l'énergie a déclaré que la croissance fulgurante des énergies renouvelables nous donnerait une chance de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius. C'est effectivement le cas. Nous assistons à un énorme investissement dans les énergies renouvelables partout dans le monde, et pourtant le Parti conservateur, à tous les niveaux, tente d'arrêter, de retarder et de nier la capacité du Canada à participer.

Mes amis devraient regarder ce qui se passe au Texas, un État tellement à droite que les conservateurs s'y sentiraient à l'aise. Toutefois, le Texas a surmonté la vague de chaleur mortelle survenue dernièrement grâce à l'énorme quantité d'énergie solaire qui est actuellement utilisée dans cet État; de fait, plus de 890 000 personnes travaillent dans le domaine de l'énergie propre là-bas. De plus en plus d'installations sont mises en service, mais les conservateurs ne veulent pas que les gens entendent parler de cela. C'est la raison pour laquelle Danielle Smith a tenté de mettre un terme aux énormes possibilités offertes aux travailleurs de l'Alberta, parce que ces gens préfèrent se raccrocher à une industrie.

Rich Kruger a dit qu'ils sont prêts à laisser brûler la planète plutôt que de renoncer au dernier dollar de l'exploitation des combustibles et laisser de côté les travailleurs de l'Alberta et les travailleurs canadiens. Ils vont aller chercher du travail. C'est ce qu'a dit Kruger. Ils viennent de congédier 1 500 travailleurs. Nous avons perdu 50 000 emplois dans le secteur pétrolier alors que les profits ont augmenté de 200 milliards de dollars. Ils ont fait 200 milliards de dollars pendant que notre planète brûle et ils ne réinvestissent absolument rien. Ils s'attendent à ce que les contribuables paient pour le captage du carbone et ils congédient les travailleurs. Par conséquent, les travailleurs du secteur de l'énergie de l'Alberta se sont manifestés et ont dit qu'ils voulaient une vision pour profiter des énormes possibilités qu'offre l'énergie propre. Tout ce que disent les conservateurs est parfaitement ridicule.

Les gens repenseront à cette époque et se demanderont s'il y avait des leaders qui étaient prêts à se tenir debout pour protéger l'avenir de la planète, parce qu'il ne fait aucun doute qu'elle est maintenant en danger. Si des gens veulent entendre rire, ils n'ont

Travaux des subsides

qu'à écouter les conservateurs parler de la crise planétaire. Ils se fichent carrément de la planète, de nos forêts en feu, des gens qui vivent dans des régions côtières, comme en Nouvelle-Écosse. Il y a eu des ouragans catastrophiques deux années de suite.

Les conservateurs préfèrent laisser les gens à eux-mêmes plutôt que de faire partie de la solution que le reste du monde adopte et met en œuvre. C'est une question d'idéologie. C'est de la désinformation. C'est de l'incitation à la fureur. Ils croient que s'ils font de la désinformation, les gens vont se fâcher et le député, qui vit à Stornoway, deviendra premier ministre. Au diable la planète, au diable nos enfants et au diable nos forêts en feu.

Nous devons unir nos efforts et faire preuve d'une meilleure vision.

Les États-Unis, avec les investissements massifs de M. Biden dans les technologies propres, nous laissent loin derrière. Les conservateurs ridiculisent les investissements dans les usines de fabrication de batteries. Soit nous sommes en concurrence, soit nous restons loin derrière. Cependant, cela signifie que c'est tant pis pour les travailleurs, pour l'économie future et pour notre planète. Ils attisent la rage et font obstruction à tout ce que nous faisons en tant que pays pour respecter nos obligations mondiales et préserver la planète pour nos enfants.

• (1205)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, j'ai écouté le discours du député. C'est grâce à des discours comme celui-là que le député va perdre son siège dans Timmins—Baie James, parce qu'avec lui, c'est au diable les électeurs de sa circonscription. Il se fiche de ce qu'ils ont à dire. Nous y sommes allés. Nous savons qu'ils sont aux prises avec une crise de l'abordabilité, et il a passé les 10 dernières minutes à parler d'incitation à la fureur, en disant que les conservateurs ne se souciaient pas de l'environnement ou des enfants. J'ai moi-même trois enfants. Quel commentaire stupide de la part de ce député qui dit que nous...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Peut-on éviter les insultes, s'il vous plaît? Le député sait qu'il faut éviter les insultes. Cela dépasse les bornes.

Le député de Regina—Lewvan a la parole.

M. Warren Steinley: J'ai utilisé le mot « stupide » pour qualifier le commentaire, madame la Présidente, et non pas le député. Dans cette enceinte, les députés disent parfois des choses ridicules, comme lorsqu'ils affirment que les conservateurs ne se soucient pas des enfants.

Les habitants de Timmins—Baie James parlent-ils de la crise du coût de la vie? À quel point la fréquentation des banques alimentaires a-t-elle augmenté depuis que le député a été élu?

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, les conservateurs se rendent à Timmins pour y attiser la rage et ils refusent de se réunir avec les Cris, les Ojibwés et les Algonquins. Ils ne se réunissent jamais avec les Autochtones de la circonscription. On dirait qu'à leurs yeux, les Autochtones ne comptent pas.

Travaux des subsides

Parlons abordabilité. Quel est le prix d'une bouteille de vin Chasagne-Montrachet? Elle coûte 818 \$. Une bouteille de Le Passage Côtes coûte 265 \$. Une bouteille de Vaio Armaron Amarone coûte 719 \$. Voilà ce qu'ont bu quatre conservateurs qui se sont rendus en Angleterre pour un soir aux frais de Dan McTeague, un hurluberlu qui s'exprime sur la crise climatique. Pour l'abordabilité, on repassera. Voici ce qui couronne le tout: les quatre conservateurs ont terminé la soirée avec une bouteille de champagne à 1 179 \$.

Ils font de beaux discours sur l'abordabilité, alors que leur chef habite un château de 19 pièces, qu'ils voyagent partout dans le monde aux frais d'hurluberlus en prétendant que tout est payé et qu'ils dépensent 1 800 \$ pour du champagne. Au diable...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le leader adjoint à la Chambre a la parole.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, avec tout le respect que je dois au député de Regina—Lewvan, il doit reconnaître que le député de Timmins—Baie James a le droit d'intervenir à la Chambre. Les travaux ont repris depuis à peine une semaine et demie et le chef conservateur a déjà empêché les députés de son parti de se prononcer sur une question très importante qui concerne l'Inde. Qui plus est, le chef de l'opposition a envoyé un courriel, qui a fait l'objet d'une fuite, pour dire aux députés de son caucus de ne pas aborder les droits de la communauté LGBTQ dont les gens parlent littéralement dans les rues devant le Parlement.

Par conséquent, il est un peu fort que le député de Regina—Lewvan intervienne et dise en quelque sorte au député de Timmins—Baie James qu'il ne peut pas parler au nom des gens de sa circonscription. Le député aimerait-il faire part de ses observations à ce sujet?

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, je me sens en situation de désavantage. Je n'ai jamais été camelot. Cependant, j'ai été menuisier et j'ai travaillé pour élever mes enfants. J'ai occupé divers emplois et, si j'ai appris une chose, c'est que les gens s'attendent à ce que nous soyons honnêtes.

Or, en situation de crise internationale, le chef du Parti conservateur a refusé d'obtenir une cote de sécurité de niveau très secret. Il ne veut pas connaître les faits; il veut pouvoir débiter des sornettes toxiques alors que le Canada est confronté à une crise internationale. Le chef de l'opposition n'est pas digne de vivre dans une résidence de 19 pièces. Il n'est pas digne de bénéficier des services d'un chef cuisinier payé à même l'argent des contribuables. Il n'est pas digne d'être...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères a la parole.

[Français]

M. Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Madame la Présidente, je tiens à féliciter le député de Timmins—Baie James pour le discours qu'il a fait sur la motion conservatrice. Pourquoi est-ce que je tiens à le féliciter? C'est parce que, dans son discours, il s'est adressé à l'intelligence des gens, contrairement à la motion des conservateurs d'aujourd'hui qui s'intéresse plutôt aux cerveaux reptiliens. Je dirais même qu'elle est tombée encore plus bas que cela.

Quand on regarde la motion conservatrice, on constate qu'elle n'est pas basée sur des faits. Les conservateurs ne s'embarrassent pas des faits quand ces derniers ne font pas leur affaire. Ils ne s'embarrassent pas de la réalité et de la vérité. Ce n'est pas grave. Quand

les faits ne font pas leur affaire, ils s'inventent une réalité alternative. Ils écrivent des motions bourrées de demi-vérités et, après cela, ils disent que les autres ont voté contre cela. Ils disent que la taxe sur le carbone s'applique au Québec quand elle ne s'applique pas au Québec. Ils disent que le Bloc québécois aurait appuyé un règlement que le gouvernement a adopté.

Que pense mon collègue du NPD de ces manœuvres? Pense-t-il que, dans un Parlement, on est là pour élever le débat ou plutôt pour lancer du *spin*, peu importe si c'est vrai ou faux?

• (1210)

[Traduction]

M. Charlie Angus: Madame la Présidente, nous vivons un moment très dangereux. Les conservateurs ont recours à la désinformation, attisent la rage et emploient des moyens toxiques dans leurs attaques, et ils commencent à se montrer de plus en plus menaçants à l'égard des députés qui ne sont pas d'accord avec eux. Nous devons élever le débat à un niveau correspondant à la crise climatique sans précédent qui nous menace. Au lieu de cela, les conservateurs nous servent leur charabia toxique.

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Madame la Présidente, le volume et la volubilité du député de Timmins—Baie James étaient inversement proportionnels à la qualité du contenu de son intervention.

Je partagerai mon temps de parole avec le député de Banff—Airdrie.

J'interviens aujourd'hui sur une motion importante pour les Néo-Écossais et pour tous les Canadiens. Comme nous le savons, après huit ans sous le règne du gouvernement néo-démocrate—libéral, les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts. En début de semaine, j'ai parlé à la Chambre de l'exemple de Walt McDonald, étudiant à l'université. Comme beaucoup d'étudiants au Canada, M. McDonald doit choisir entre déjeuner et conserver son repas de la banque alimentaire pour le dîner. Comme je l'ai indiqué à la Chambre, la banque alimentaire de son association étudiante de l'Université Dalhousie affirme que son utilisation atteint un niveau record. Il y a dix ans, elle ne servait aux étudiants que des collations; aujourd'hui, les étudiants y ont recours pour la planification hebdomadaire de leurs repas.

Voilà à quoi ressemble la vie après huit ans de gouvernement néo-démocrate-libéral. Quelle est la solution du gouvernement? Augmenter les taxes. Tout ce qu'il voit, il veut le taxer ou le taxer encore plus. En effet, le gouvernement libéral-néo-démocrate a soutenu des mesures visant à quadrupler la taxe carbone pour la porter à 61 ¢ le litre.

Les hausses de la taxe sur le carbone arrivent au pire moment pour les familles canadiennes et pour les étudiants comme Walt qui ont du mal à composer avec l'augmentation du coût de tout en raison de l'inflation causée par cette coalition. Les néo-démocrates et les libéraux affirment que leur chère taxe sur le carbone est le seul moyen de lutter contre les changements climatiques, mais nous savons bien sûr que c'est faux, d'abord parce qu'elle n'améliore rien l'environnement, puisque les émissions de carbone continuent d'augmenter, et ensuite parce qu'elle ne tient pas compte de la réalité non seulement des Néo-Écossais, mais de tous les Canadiens.

Travaux des subsides

Contrairement aux grandes villes qui sont densément peuplées et qui disposent de nombreux services comme des transports en commun, les communautés rurales comme la mienne ne bénéficient pas de telles commodités. Ainsi, lorsqu'un pêcheur de homards se lève avant l'aube pour se rendre à son bateau en février, il n'y a pas de réseau de transport en commun pour le conduire au quai local à quatre heures du matin. Un travailleur forestier qui se rend de Lunenburg à Northfield en 20 minutes en voiture ne peut pas passer quatre heures de plus à faire la navette à vélo. Une personne âgée qui touche des prestations de la Sécurité de la vieillesse et du Régime de pensions du Canada n'a pas 30 000 \$ à déboursier pour remplacer son système de chauffage par un système solaire, ni même 10 000 \$. Or, le député de Nova-Centre se vante de sa solution à la crise de l'abordabilité, qui consiste à installer une thermopompe de 10 000 \$.

Voilà à quoi ressemble la vie en Nouvelle-Écosse et dans d'autres communautés rurales du Canada. Taxer les activités que mènent ces gens n'est pas une solution et ne fait rien pour combattre les changements climatiques. Alors que l'approche libérale consiste à punir les travailleurs qui chauffent leur maison et se rendent au travail en voiture, les conservateurs estiment que nous devons protéger l'environnement grâce à la technologie et non aux taxes, en développant le secteur énergétique canadien pour utiliser des énergies plus propres comme le gaz naturel et le propane. En réduisant sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles comme le charbon au profit du gaz naturel propre, le Canada pourrait développer son secteur énergétique d'un océan à l'autre et mettre enfin un terme à l'importation de combustibles polluants en provenance de dictatures comme le Venezuela et l'Arabie saoudite que nous devons utiliser en Nouvelle-Écosse.

Ce sont les combustibles que nous sommes obligés d'utiliser pour chauffer nos maisons et faire rouler nos véhicules en Nouvelle-Écosse, parce que les libéraux préfèrent cette approche à la construction d'un pipeline vers la côte est à partir des Prairies, d'où proviennent le pétrole et le gaz qui comptent parmi les plus propres de la planète. Ils préfèrent que nous utilisions de l'électricité produite en brûlant du charbon importé de Colombie plutôt que d'extraire les billions de pieds cubes de gaz de schiste que nous avons en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick. En fait, nous importons du gaz de schiste des États-Unis en Nouvelle-Écosse grâce au travail de la coalition néo-démocrate-libérale.

Libérer le potentiel du secteur canadien des ressources naturelles et approuver de bons projets canadiens permettrait de réduire les émissions mondiales. En effet, le Canada dispose des règlements environnementaux les plus stricts au monde pour la production de ces ressources. Le pétrole extrait au Canada est l'énergie la plus propre et la plus efficace au monde. En outre, les émissions produites par le transport du pétrole à travers l'océan Atlantique depuis l'Arabie saoudite annulent complètement les avantages d'une prétendue amélioration apportée par la taxe sur le carbone.

• (1215)

Donnons le feu vert à l'augmentation prévue de la production de pétrole et de gaz à Terre-Neuve-et-Labrador, qui nous permettrait de remplacer tous les barils de pétrole que nous importons en l'espace de cinq ans. Faisons du Canada un pays où l'énergie nucléaire et l'hydroélectricité sont les bienvenues, et non pénalisées.

L'autre argument des libéraux est qu'ils pensent que cette taxe n'a pas d'incidence sur les revenus et que, grâce à l'Incitatif à agir pour le climat, comme ils l'appellent par euphémisme, huit familles sur

dix recevront davantage en remboursements que ce qu'elles auront payé. Il s'agit là d'un calcul typique des libéraux, qui ne peuvent pas suivre la trace d'un million de personnes qu'ils ont laissé entrer. Ils ne peuvent pas faire le compte, et en plus, ils croient vraiment que l'on peut taxer quelqu'un et lui rendre plus d'argent qu'il n'en a versé. Cela n'a aucun sens sur le plan économique. C'est totalement faux, comme nous le montre le rapport du directeur parlementaire du budget.

Selon ce rapport, les Néo-Écossais subiraient une perte nette de 1 500 \$ du fait de la taxe sur le carbone, malgré l'Incitatif à agir pour le climat versé par les libéraux. La vérité, c'est que la taxe sur le carbone des libéraux est mauvaise pour la Nouvelle-Écosse. Si ces remises fonctionnaient, les députés libéraux de Nouvelle-Écosse ne demanderaient pas à leur propre gouvernement d'augmenter le montant de ces chèques. À l'évidence, ces chèques n'ont aucune incidence sur la crise du coût de la vie. Si c'était le cas, il y a deux semaines, après le caucus, les députés n'auraient pas fait front commun sous la direction du député de Kings-Hants pour réclamer une augmentation de ces paiements.

La solution des libéraux au problème du coût de la vie lié à la taxe sur le carbone consiste à augmenter les paiements, et non à éliminer à sa source le problème, à savoir la taxe sur le carbone même. Malgré cela, les libéraux du Canada atlantique soutiennent l'augmentation du coût de la vie pour les familles néo-écossaises. En effet, depuis 2015, les députés libéraux du Canada atlantique ont voté 23 fois au Parlement en faveur de la taxe sur le carbone, des augmentations de la taxe sur le carbone et des mesures budgétaires visant à augmenter la taxe sur le carbone.

Les députés libéraux du Canada atlantique ont aujourd'hui l'occasion de montrer qu'ils vont réellement s'exprimer au nom de leurs concitoyens et non de leur chef, exiger que la cause du problème soit retirée du coût de la vie et que leur propre gouvernement supprime la taxe sur le carbone. Parce qu'ils l'ont entendu tout l'été, ils savent que la taxe sur le carbone du gouvernement est le principal obstacle au bien-être économique des Canadiens.

Le député qui a pris la parole avant moi s'est moqué de tous ceux qui attirent l'attention sur l'augmentation du coût de la vie. Je vais le faire à nouveau, puisqu'il ne semble pas se soucier du prix de quoi que ce soit, ce qui explique, encore une fois, pourquoi il sera bientôt l'ancien député de cette circonscription. Sous le gouvernement de la coalition néo-démocrate—libérale, le prix de la laitue a augmenté de 94 %, les oignons de 69 %, le chou de 70 %, les carottes de 74 %, les pommes de terre de 73 %, les oranges de 77 % et les pommes de 61 %. La seule chose qui augmente dans ce pays, en plus des impôts, c'est le coût de tout, grâce au gouvernement néo-démocrate—libéral.

Il est hypocrite de la part de ces députés de dire ici même que nous devrions nous démarquer, adopter une position différente sur cette question et défendre nos concitoyens. Je les mets au défi de parler une fois pour toutes de ce que leurs concitoyens leur ont dit cet été, et je sais qu'ils n'étaient pas contents. Ils m'ont dit personnellement que ce qu'ils ont entendu n'était pas réjouissant. Ils devraient se lever et appuyer cette motion et s'opposer à la politique continue du gouvernement qui consiste à augmenter le coût de la vie pour tous les Canadiens et tous les Néo-Écossais.

Travaux des subsides

● (1220)

Mme Jenica Atwin (secrétaire parlementaire de la ministre des Services aux Autochtones, Lib.): Madame la Présidente, les affirmations contenues dans cette motion mal construite et délibérément sans fondement sont catégoriquement fausses.

En tant que députée des provinces atlantiques, je suis la cible de cette farce. Je tiens vraiment à m'exprimer au nom de mes concitoyens, qui sont très conscients de la crise climatique à laquelle nous sommes confrontés. Ils comprennent que la tarification de la pollution stimule l'innovation et n'est que l'un des éléments importants de notre plan d'action pour le climat. L'Accord atlantique en est un autre. Il renferme des mesures d'encouragement pour favoriser l'exploitation de l'énergie éolienne extracôtière et les options d'énergie renouvelable, mais les conservateurs s'y opposent.

Pourquoi rien de ce que les conservateurs disent à propos de l'environnement n'a-t-il de sens?

M. Rick Perkins: Madame la Présidente, ce qui n'a pas de sens, c'est que la députée a voté 23 fois pour l'augmentation du coût de la vie. Ce qui n'a pas de sens, c'est que la députée du Parti vert—NPD, qui essaie de se brancher sur ses convictions, est prête à voter pour un projet de loi qui imposerait un processus de mise en valeur de l'énergie extracôtière dans le Canada atlantique identique à celui qui a été exporté du projet de loi C-69 vers le projet de loi C-49. Ce processus n'a donné lieu à aucun projet énergétique dans l'Ouest canadien. Cette même approche aurait le même résultat pour la mise en valeur de l'énergie dans le Canada atlantique, c'est-à-dire qu'aucun projet ne serait approuvé, même les projets d'énergie renouvelable que nous voulons tous.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, j'ai une question bien simple pour mon collègue. J'aimerais savoir de quelle manière il a voté sur le Règlement sur les combustibles propres. A-t-il voté pour ou a-t-il voté contre? C'est assez simple comme question.

[Traduction]

M. Rick Perkins: Madame la Présidente, c'est une question simple à laquelle je vais donner une réponse simple.

J'ai voté contre cette mesure parce qu'elle fait grimper le coût de la vie. Le 1^{er} juillet, en Nouvelle-Écosse, le prix de l'essence a augmenté de 14 ¢ le litre. Cinq jours plus tard, il a encore augmenté de 5 ¢ le litre. À cause de la coalition néo-démocrate—libérale, le prix de l'essence est passé de 1,49 \$ à 1,69 \$ en cinq jours. La coalition néo-démocrate—libérale se préoccupe tellement du coût de la vie que l'essence coûte maintenant près de 2 \$ le litre.

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue, avec qui j'ai le plaisir de travailler au comité de l'industrie.

Cette motion m'amène à poser au député une question très sérieuse au sujet du processus. La motion demande au gouvernement de présenter un projet de loi dans les sept jours suivant l'adoption de la motion. Outre les propos exagérés que nous avons entendus aujourd'hui, les conservateurs demandent au gouvernement d'élaborer un projet de loi dans un délai de sept jours, à l'approche d'un jour férié national de reconnaissance des peuples autochtones, et de le présenter aussitôt à la Chambre. Ces attentes sont-elles réalistes? Si le gouvernement ne prépare pas de projet de loi, le Parti conservateur va-t-il préparer et présenter son propre projet de loi dans les sept jours suivant le rejet de cette motion? C'est très immature.

M. Rick Perkins: Madame la Présidente, mis à part ce dernier qualificatif, j'aime beaucoup travailler avec le député au sein du comité de l'industrie. Il est très positif et il contribue à faire avancer les choses.

Toutefois, dans ce cas particulier, je pense que c'est assez simple. Des mesures législatives et des projets de loi ont déjà été présentés simplement pour éliminer la taxe sur le carbone. Les députés ministériels n'ont pas à élaborer un nouveau projet de loi. On retrouve déjà les dispositions nécessaires dans les projets de loi contre lesquels ils ont voté. Il leur suffirait de le présenter de nouveau et de l'appuyer.

* * *

● (1225)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

Mme Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington, PCC): Madame la Présidente, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante. Je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, le mardi 3 octobre 2023, si les travaux réguliers de la Chambre qui suivent l'élection du Président débutent entre 14 heures et 16 heures, la Chambre passe immédiatement aux déclarations de députés, suivies des questions orales et des affaires courantes ordinaires; à l'expiration du temps prévu pour le débat sur la motion de l'opposition aujourd'hui, toute question nécessaire pour disposer de la motion soit réputée mise aux voix et un vote par appel nominal soit réputé demandé et différé au mercredi 4 octobre 2023, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non.

Le consentement est accordé.

[Français]

La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Que tous ceux qui s'opposent à la motion veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LES TAXES SUR LE CARBONE

La Chambre reprend l'étude de la motion

M. Randall Garrison (Esquimalt—Saanich—Sooke, NPD): Madame la Présidente, il est toujours difficile de savoir par où commencer lorsque les conservateurs parlent de la taxe sur le carbone parce qu'ils nient l'existence même de la crise climatique. Cependant, j'étais à Kelowna l'été dernier, alors que West Kelowna et des parties de Kelowna étaient en proie aux flammes, et c'est dans ce contexte que la députée conservatrice de Kelowna—Lake Country a jugé bon de publier un message sur Twitter au sujet de l'élimination de la taxe sur le carbone. L'un de mes amis, qui est aussi un ami de bien des gens à la Chambre, l'ancien député de Kelowna—Lake Country Stephen Fuhr, a vu sa maison être rasée par les flammes pendant ces incendies.

Travaux des subsides

Lorsque les députés parlent des prix élevés, je pense qu'ils oublient le fait que, pour les victimes d'incendies, d'inondations et de typhons, la situation coûte vraiment très cher et est très difficile. Des vies sont complètement chamboulées. Si nous n'agissons pas pour lutter contre les changements climatiques, ces énormes coûts devront être assumés par les gens.

M. Rick Perkins: Madame la Présidente, la première partie de la question du député est fautive. La députée de Kelowna—Lake Country n'a pas publié ce message sur Twitter pendant les incendies; c'est le ministre de l'Environnement qui l'a retransmis pour donner une fautive impression. Les néo-démocrates devraient vérifier les faits avant de s'avancer.

Au sujet de la seconde partie de la question, je n'ai aucune leçon à recevoir du député là-bas au sujet des incendies de forêt et des ouragans qui ont eu lieu dans ma circonscription. Des ouragans frappent ma circonscription depuis 400 ans. Les incendies dans ma région ont été causés par l'activité humaine, donc...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Banff—Airdrie a la parole.

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Madame la Présidente, je prends la parole au sujet de la motion sur la taxe néo-démocrate—libérale sur le carbone. Dans mes observations aujourd'hui, je vais répondre à cinq questions.

Je vais commencer par les effets de la taxe sur le carbone. Il est indéniable que la taxe sur le carbone imposée par la coalition libérale—NPD a un impact considérable sur le pouvoir d'achat de tous les Canadiens. Il suffit de voir comment cela se répercute à tous les niveaux. Quand les agriculteurs se voient imposer une taxe sur le carbone, que se passe-t-il, selon les députés? Bien évidemment, cela fait augmenter le coût des aliments. Quand ceux qui transportent ces produits, que ce soit de la nourriture ou d'autres marchandises, se voient imposer une taxe sur le carbone pour le combustible qu'ils utilisent pour le transport, que se passe-t-il? Cela fait augmenter le prix des marchandises que tout le monde achète. Quand les producteurs, les commerces et les entreprises sont confrontés à toutes les augmentations de coûts qui se répercutent tout au long de la chaîne de distribution et qui s'ajoutent à leurs coûts de production, que se passe-t-il? Cela fait augmenter le prix de tous les produits que les gens achètent. Au bout du compte, qui paye pour tout ça? Ce sont les Canadiens qui en souffrent. Ceux qui peinent à joindre les deux bouts doivent faire face à d'autres augmentations de prix à cause de cette nouvelle taxe sur le carbone imposée par la coalition libérale—NPD. Voilà l'effet de cette taxe. Tout ce qu'achètent et consomment les Canadiens devient encore plus inabordable. Il leur est plus difficile de nourrir leur famille, de chauffer leur logement et de faire le plein d'essence pour aller au travail ou pour emmener leurs enfants à des entraînements de soccer. C'est le seul effet de cette taxe, étant donné qu'elle n'en a aucun sur la réduction des émissions. Son seul effet est donc de rendre le coût de la vie encore plus inabordable pour tous les Canadiens.

Qu'en est-il résulté? Des membres de la coalition libérale—NPD et des députés du Bloc québécois nous ont dit que l'objectif était que ça fasse mal, pour que les gens en prennent conscience. Autrement dit, ils veulent que ça fasse mal pour que les gens adaptent leur comportement, comme s'il était possible, au Canada, de décider de ne pas chauffer son logement. Les Canadiens n'ont pas le choix, ils sont bien obligés de chauffer leur logement. Nous vivons dans un pays froid, et en hiver, les gens ont besoin de chauffer leur logement, par conséquent nous n'allons certainement pas les sensi-

biliser au problème en leur disant de se geler pendant l'hiver. Il est bien évident que les Canadiens n'ont pas le choix.

Quand nous disons qu'il y aura des répercussions et que les gens en souffriront, nous le voyons. Cette mesure leur fait mal. Elle les contraints à faire des choix douloureux, comme ne pas laisser leurs enfants manger entièrement à leur faim pour pouvoir chauffer leur maison ou se rendre au travail en voiture. Cette mesure fait mal, cela ne fait aucun doute, mais est-ce que cela a eu un effet sur l'environnement? Absolument pas. Le gouvernement libéral n'a jamais atteint un objectif en matière d'émissions, parce que sa seule approche consiste à rendre la vie difficile et inabordable pour les Canadiens. Ce n'est pas la façon de nous attaquer à la situation à laquelle nous sommes confrontés. Tout ce qu'on a fait, c'est rendre la vie inutilement difficile pour les gens. Voilà le résultat.

En plus, notre secteur pétrolier et gazier a été vilipendé, ce qui porte préjudice à notre économie. Cela a un impact négatif sur les chèques de paie des gens, mais aussi sur les possibilités qui s'offrent non seulement aux habitants de l'Alberta, ma province natale, mais également aux gens de partout ailleurs au pays, dont certains se sont vus enlever leurs gagne-pain. Il y en a d'autres qui doivent redoubler d'efforts pour s'en sortir. Si on les assomme avec une taxe sur le carbone, à laquelle on ajoute une deuxième taxe sur le carbone par-dessus le marché, la vie devient forcément encore plus difficile pour eux. C'est ce qui s'est passé.

• (1230)

Comment le gouvernement a-t-il pu se permettre une telle chose? Le texte de notre motion d'opposition peut servir de rappel aux Canadiens à cet égard. Il indique que la fameuse Norme sur les combustibles propres que soutient le Bloc Québécois ferait grimper le prix de l'essence au Québec de 17 ¢ le litre, ce qui est énorme. Le Bloc a ouvertement déclaré qu'il fallait augmenter les taxes sur le carbone de manière beaucoup plus radicale. Bien entendu, c'est absolument ridicule à un moment où les résidents de la province, comme ceux de toutes les autres provinces, ont déjà du mal à joindre les deux bouts.

Les néo-démocrates et les libéraux ont évidemment appuyé des mesures visant à quadrupler la taxe sur le carbone, pour la porter à 61 ¢ par litre, ce qui ne fera qu'ajouter au fardeau des Canadiens déjà en difficulté. Si ces deux partis peuvent agir ainsi, c'est qu'ils ont l'appui de députés de leurs caucus provenant de toutes les régions du pays. Prenons l'exemple des députés du Canada atlantique. Ils affirment ne pas être favorables aux taxes sur le carbone. Pourtant, ils ont appuyé à 23 reprises des mesures liées à la taxe sur le carbone depuis que l'actuel gouvernement est au pouvoir. Les Canadiens méritent bien mieux que ce genre de comportement trompeur. Cela montre clairement que les néo-démocrates et les libéraux ne se soucient absolument pas du bien-être financier de leurs propres électeurs. Ils suivent plutôt aveuglément le premier ministre et leur parti politique. Ces partis ont une nette propension à ignorer les coûts et impact réels de ces mesures sur le contribuable qui paie la note. Voilà ce qui se passe.

Nous nous trouvons dans une situation où le gouvernement libéral—néo-démocrate exige sans cesse plus des Canadiens pour financer son programme politique. Il finit par les piéger dans un cercle vicieux où ces mêmes politiques qui nourrissent l'inflation laissent au gouvernement de moins en moins les moyens de les financer. Aucune mesure gouvernementale n'illustre mieux cette situation que la taxe sur le carbone des libéraux, des néo-démocrates et des bloquistes.

Travaux des subsides

Je voudrais évoquer les résultats des politiques libérales—néo-démocrates—bloquistes. J'ai dit plus tôt qu'en huit ans, les libéraux n'ont pas atteint la moindre cible en matière d'émissions. Manifestement, leur taxe sur le carbone, qu'ils prétendent devoir imposer pour réduire les émissions, n'est donc qu'un monumental cheval de Troie qui dissimule une monstrueuse ponction fiscale. Leur fameuse tarification du carbone fait grimper le prix d'absolument tous les biens et services au fil des chaînes de fabrication, de production et de distribution, et jusqu'au consommateur canadien. Non seulement la taxe sur le carbone est répercutée dans le prix de tout ce qu'on achète, mais les Canadiens la voient aussi directement sur leurs factures de services publics, de choses aussi essentielles que le chauffage résidentiel et de nombreux autres produits dont nous avons besoin.

Nous avons vu que les politiques libérales ont accompli exactement le contraire de ce qu'une politique de l'État devrait faire. L'objectif devrait être d'aider les membres les plus vulnérables de notre société ou, à tout le moins, de ne pas leur causer de tort. Malheureusement, la taxe sur le carbone des libéraux cause un tort considérable aux groupes vulnérables. La taxe a entraîné une augmentation du prix des biens et des services qui accable surtout les gens qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts. Nous sommes témoins des difficultés qu'éprouvent les familles à faible revenu, les personnes âgées à revenu fixe et les habitants des régions rurales qui sont confrontés à des coûts de transport plus élevés, ainsi que des répercussions de cette situation sur le budget déjà sous tension des ménages.

Au lieu d'aider les plus vulnérables, la taxe sur le carbone des libéraux a imposé ces fardeaux aux personnes qui ont le moins des moyens de les supporter. Depuis la reprise des travaux parlementaires la semaine dernière, nous entendons des députés conservateurs expliquer l'effet de l'inflation, de la taxe sur le carbone et d'autres mesures gouvernementales sur le prix de la nourriture, par exemple. Je n'entrerai pas dans les détails, mais nous les avons entendus. De nombreux membres de mon parti en ont fourni à profusion. Les députés libéraux chahutent et semblent en avoir assez d'entendre parler de tout cela, mais la vérité, c'est qu'ils ne veulent pas que nous répitions que, lorsque l'on taxe l'agriculteur, le camionneur et tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement, on taxe en fait le consommateur, ce qui fait baisser davantage le pouvoir d'achat des Canadiens.

• (1235)

Au bout du compte, il faut que la taxe sur le carbone soit éliminée pour nous permettre de faire diminuer les prix de tout au Canada. Il n'y a qu'un parti à la Chambre des communes qui est prêt à le faire, et c'est le Parti conservateur.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NDP): Madame la Présidente, mon collègue a beaucoup parlé des coûts. En Alberta, des travailleurs perdent leur emploi parce que les entreprises du secteur du pétrole et du gaz n'arrivent plus à leur donner du travail. Suncor vient d'annoncer le licenciement de 1 500 travailleurs.

La réalité, c'est que, en 2016, les feux de forêt dans le Nord de l'Alberta ont coûté près de 10 milliards de dollars. Il a fallu dépenser 357 millions de dollars pour combattre les feux de forêt en Colombie-Britannique cette année. Le député parle des coûts, mais il peut sûrement comprendre que le coût de l'inaction face aux changements climatiques est beaucoup plus élevé.

À Canmore, dans la circonscription du député, la population fait beaucoup d'effort pour lutter contre les changements climatiques. Elle travaille à réduire ses émissions de 80 % d'ici 2050.

Comment le député peut-il justifier aux gens de Canmore que les conservateurs n'ont aucun plan de lutte contre les changements climatiques?

M. Blake Richards: Madame la Présidente, la députée a soulevé les pertes d'emploi dans l'industrie pétrolière et gazière. Pourquoi perd-on ces emplois? C'est parce que les députés libéraux et néo-démocrates, y compris cette députée qui prétend représenter les Albertains, vilipendent cette industrie. Ils adoptent des politiques qui rendent la survie de l'industrie impossible.

Quel est le résultat? Au lieu d'utiliser le pétrole et le gaz naturel de l'Alberta et du Canada, qui sont produits de la manière la plus respectueuse de l'environnement au monde, on utilise le pétrole provenant de pays comme l'Arabie saoudite ou le Venezuela, qui n'ont pas le même bilan en matière de respect de l'environnement. On enlève à des Canadiens l'occasion de gagner leur vie et d'avoir les moyens de chauffer leur logement et de nourrir leur famille et c'est...

• (1240)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous poursuivons les questions et observations. La secrétaire parlementaire a la parole.

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, j'essaie de bien comprendre ce que dit le député. Les familles de l'Alberta qui comptent quatre personnes recevront un chèque de 386 \$ au cours des prochaines semaines.

En appuyant cette motion aujourd'hui, le député est-il en train de dire qu'il voudrait annuler ce programme et que les gens de sa collectivité ne reçoivent pas ce paiement? Ne fait-il pas confiance aux gens de sa collectivité pour prendre les meilleures décisions économiques quant à la façon de dépenser cet argent?

M. Blake Richards: Madame la Présidente, je mets ma collègue au défi de venir en Alberta pour dire en pleine face aux Albertains que, grâce à la taxe sur le carbone, ils s'en sortent mieux. Je garantis aux députés que personne en Alberta ni ailleurs au pays n'est de cet avis. Les gens ressentent les effets de la taxe sur leurs finances. Ils en ressentent les effets sur leur capacité de nourrir leur famille, de chauffer leur maison et de faire l'aller-retour au travail en voiture. Voilà le résultat de la taxe sur le carbone des libéraux et des néo-démocrates: elle rend la vie plus difficile à tous les Canadiens. Il n'y a qu'un seul parti qui éliminera cette taxe et qui fera baisser les prix pour tous les Canadiens: c'est le Parti conservateur du Canada.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, le Parti conservateur fait l'impressionnant raccourci intellectuel d'associer la taxe sur le carbone à la hausse du coût de la vie. Jamais dans leur discours on n'entend qu'il faut faire plus d'efforts pour lutter contre les changements climatiques. Jamais on n'entend ce que mes collègues ont dit tout à l'heure, c'est-à-dire que les pétrolières ont fait des profits de 200 milliards de dollars en 2022. Jamais on n'entend que le gouvernement, lui, aide les pétrolières. Il les a aidées à hauteur de 82 milliards de dollars en subventions.

Travaux des subsides

Si le gouvernement avait le courage de cesser ces subventions, on pourrait prendre tout ce bel argent pour aider ceux qui en ont le plus besoin. On pourrait aider les plus vulnérables, tenter de régler la crise du logement, offrir de l'argent pour le coût du panier d'épicerie, régler le problème de l'itinérance. Pourquoi n'utiliserait-on pas cet argent pour cela?

Toutefois, faire le raccourci entre la taxe sur le carbone et la hausse du coût de la vie, c'est irresponsable.

[Traduction]

M. Blake Richards: Madame la Présidente, la taxe sur le carbone a de toute évidence fait diminuer le pouvoir d'achat de tous les Canadiens, ce qui leur rend la vie plus difficile. Elle n'a manifestement eu aucun effet sur l'environnement. Nous savons que le gouvernement actuel n'a jamais atteint la moindre de ses cibles d'émissions.

Que devrait-on faire à la place? Plutôt que les taxes, pourquoi ne pas miser sur la technologie pour réduire les émissions? De toutes les industries du monde, la nôtre est déjà l'une des plus respectueuses de l'environnement. Elle cherche constamment à faire des avancées. Le Canada pourrait être une force d'entraînement dans le monde, sur les plans tant environnemental qu'économique, en étant à l'avant-garde pour toutes les formes d'énergie. Le Canada devrait miser sur cette approche et non sur la fiscalité.

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au nom des habitants de Regina—Lewvan pour parler de la motion de l'opposition. Je vais commencer par passer en revue la motion, puis je parlerai des effets de la taxe sur le carbone sur les habitants de Regina—Lewvan et de l'ensemble du Canada.

La motion présentée par le chef du Parti conservateur du Canada dit:

Que, étant donné que,

- a) le Bloc québécois a appuyé le soi-disant « Règlement sur les combustibles propres », une deuxième taxe nationale sur le carbone, qui fera augmenter le prix de l'essence au Québec de 17 cents le litre, selon le directeur parlementaire du budget;
- b) le Bloc québécois a déclaré que les taxes sur le carbone doivent être augmentées de façon beaucoup plus radicale que ce n'est le cas actuellement;
- c) le Nouveau Parti démocratique et les libéraux ont appuyé des mesures pour quadrupler la taxe sur le carbone et la faire passer à 61 cents le litre;
- d) des députés libéraux de l'Atlantique prétendent qu'ils ne sont pas favorables aux taxes sur le carbone, mais ils ont appuyé ces mesures de taxation à 23 reprises depuis 2015,

la Chambre demande au gouvernement de déposer un projet de loi, dans les sept jours suivant l'adoption de la présente motion, afin de supprimer toutes les taxes sur le carbone pour faire baisser les prix du carburant, du panier d'épicerie et du chauffage domestique.

Comme de nombreux députés, j'ai sillonné ma circonscription cet été et j'ai demandé aux gens ce qui leur faisait le plus de tort. Je suis pas mal sûr que la plupart des députés se sont fait dire que la hausse du coût de la vie cause de gros problèmes, d'un bout à l'autre du pays. Le coût des versements hypothécaires a doublé. Vingt-cinq pour cent des versements hypothécaires au Canada ont augmenté tout d'un coup, et les Canadiens concernés ont du mal à les payer.

Le coût de l'épicerie augmente constamment. Le prix des carottes et des oranges a grimpé de 75 %. Pour les pommes de terre, c'est 74 %, et pour la laitue, 94 %. Chaque fois que les gens font l'épicerie, il sont frappés en plein dans le portefeuille.

Quant au coût du chauffage domiciliaire et de l'essence, en Saskatchewan, la plupart des gens n'ont pas le luxe de pouvoir faire l'aller-retour au travail en transport en commun. Ils prennent leur auto. Les mères doivent conduire leurs enfants au soccer, au football et au hockey. Comme l'a si bien dit mon collègue de Banff—Airdrie, en Saskatchewan, en hiver, le chauffage des maisons n'a rien d'un luxe.

Il fait très froid en hiver en Saskatchewan. Je ne sais pas si d'autres députés y sont allés en janvier, mais les -40 degrés Celsius sont monnaie courante. Je le dis parce que je tiens à raconter une histoire personnelle qui est arrivée à ma famille, à un de mes amis et à leurs enfants en rentrant du hockey un soir, il y a quelques années.

Ils revenaient de la patinoire dans une tempête de neige. Ils étaient à mi-chemin quand les gens qui rentraient de la patinoire se sont tous arrêtés au milieu de la route pour s'assurer de bien voir. Comme ils ne voyaient rien, ils sont restés bloqués. En fait, ma femme, mes enfants et mon ami se sont retrouvés dans le fossé. Il faisait -10 degrés Celsius lorsqu'ils se sont rendus à l'entraînement de hockey. À 20 heures, lorsqu'ils se sont retrouvés dans le fossé, il faisait -30 degrés Celsius.

J'y pense toujours lorsque nous parlons de l'utilisation de véhicules électriques, qui sont utiles dans certains cas et dans certains endroits. Cette nuit-là, ma femme, mes trois enfants, mon ami et ses enfants ont passé neuf heures dans un véhicule par -40 degrés Celsius. S'ils s'étaient trouvés dans un véhicule électrique, ils seraient tous morts aujourd'hui. Il y a des endroits où il est possible d'utiliser des véhicules électriques, mais dans cette situation, cela aurait été catastrophique. Il y avait une dizaine de voitures l'une derrière l'autre lorsque la tempête de neige a frappé.

Oui, nous devons faire mieux et utiliser la technologie pour nous assurer de réduire nos émissions, mais il est parfois nécessaire de conserver ce que nous avons. Je tiens à le souligner. Parfois, lorsque nous taxons les gens, ils n'ont pas d'autre choix que de continuer à utiliser des combustibles fossiles et des combustibles fossiles propres, fabriqués et produits de manière durable dans notre pays.

Mon collègue a également soulevé un autre point important. Chaque fois que nous n'utilisons pas le pétrole et le gaz du Canada, nous en importons de pays du monde entier qui n'ont pas du tout les mêmes normes environnementales que nous avons ici. En fait, essentiellement, moins nous utilisons de combustibles fossiles provenant du Canada dans notre secteur pétrolier et gazier, dont nous ne faisons pas la promotion parce que nous pensons qu'il s'agit d'un mot sale, plus les émissions mondiales augmentent. Si nous voulons parler d'environnement, de notre côté, nous sommes prêts à en parler toute la journée, car nous pensons que c'est la technologie qui permettra de résoudre ce problème et de réduire les émissions au Canada, et non les taxes.

J'espère pouvoir partager mon temps de parole avec un député du Parti libéral le plus tôt possible.

● (1245)

Pour en revenir au sujet, la motion dont nous sommes saisis vise à rendre la vie plus abordable pour tous les Canadiens. Je pense que les députés du NPD et du Bloc protestent trop. Je les ai entendus s'exprimer avec beaucoup de fougue au sujet de cette motion, parce qu'elle les touche de très près. Ils se rendent compte qu'ils sont du mauvais côté de la clôture.

Travaux des subsides

Les conservateurs parlent depuis des années d'accessibilité financière et de l'imminence d'une crise financière. Les coûts augmentent pour tout, ce qui affecte le portefeuille et oblige chaque mois de plus en plus de nos concitoyens à faire des pieds et des mains pour joindre les deux bouts avec le même revenu. J'ai interrogé le député de Milton sur l'utilisation des banques alimentaires dans sa ville mais il n'a pas pu répondre parce qu'il est trop occupé à préparer ses interventions à partir des notes fournies par le Cabinet du premier ministre.

Je parlerai du recours aux banques alimentaires dans ma ville de Regina. En 2017-2018, les banques alimentaires ont distribué environ 48 573 paniers, et nous devons faire mieux que cela. Malheureusement, en 2022-2023, elles devront distribuer 75 246 paniers. Cela représente une augmentation de 64,5 % de la quantité de nourriture à distribuer à la banque alimentaire de Regina. Ce qui est encore plus triste, c'est que 40 % de la fréquentation de la banque alimentaire était le fait de personnes âgées de moins de 18 ans. Je le répète: 40 % de la fréquentation des banques alimentaires de ma ville est le fait de personnes de moins de 18 ans.

Le gouvernement néo-démocrate-libéral ne cesse de répéter que ce pays n'a jamais été aussi prospère. Pourtant, après huit ans, ce pays est brisé. Neuf jeunes sur dix dans ce pays ne pensent pas qu'ils pourront un jour se payer une maison. Autrefois, nous remboursions un prêt hypothécaire en 25 ans. Aujourd'hui, dans ce pays, les gens doivent économiser pendant 25 ans avant de pouvoir verser une mise de fonds pour l'achat d'une maison. Ce n'est pas le Canada dans lequel je veux que mes trois enfants grandissent.

Il existe des mesures que nous pouvons prendre immédiatement. Le secrétaire parlementaire m'a dit que la taxe sur le carbone rapportait plus aux contribuables. Ce n'est pas vrai. Les gens vont à l'épicerie. Si le gouvernement taxe l'agriculteur qui cultive les aliments, le camionneur qui transporte les aliments et le propriétaire de l'épicerie qui doit garder les lumières allumées et vendre les aliments, tout cela se répercute sur le consommateur. Le remboursement pour l'épicerie ne suffit pas. Il ne comble pas la différence.

Le premier ministre lui-même s'est levé pour dire qu'il était heureux que le gouvernement ait augmenté la prestation fiscale pour enfants parce qu'elle aide à payer les hypothèques qui ont augmenté. Ce n'est pas la raison d'être de cette prestation. Elle est censée aider à élever les enfants et à les inscrire à des activités sportives, et non à payer les hypothèques, qui n'ont cessé d'augmenter en raison des dépenses incontrôlées de l'actuel gouvernement libéral et de son partenaire subalterne néo-démocrate. Ce sont des dépenses incontrôlées. Lorsque le gouvernement a ajouté 60 milliards de dollars de dettes sur le dos des Canadiens avec son dernier budget, cela a provoqué une hausse de l'inflation. Lorsque l'inflation augmente, la Banque du Canada augmente les taux d'intérêt.

Ne me croyez pas sur parole. Tiff Macklem, le gouverneur de la Banque du Canada, a déclaré que chaque fois que l'on annonce une augmentation de la taxe sur le carbone, l'inflation augmente dans tout le pays. C'est exactement ce que le gouverneur de la Banque du Canada a dit au peuple canadien.

Nous parlons également de ce que nous pouvons faire, et on nous demande quel est notre plan. Notre plan est de réduire les dépenses, ce qui permettra de ralentir l'inflation, de freiner l'augmentation des taux d'intérêt, d'encourager les municipalités à construire de logements afin de les rendre plus abordables, comme avant, et de donner des bonus aux municipalités qui dépassent largement leurs objectifs. Voilà ce que nous voulons faire. Les gens sont à la peine

à l'heure actuelle, et nous allons leur redonner espoir dans les années qui viennent. Les plans pour l'environnement que nous proposerons seront fondés sur la technologie, et pas sur les taxes.

Les néo-démocrates, les bloquistes et les libéraux sont toujours en train de dire qu'ils se soucient de l'environnement, mais force est de constater que la coalition néo-démocrate-libérale n'a jamais réussi à atteindre une seule cible qu'elle s'était fixée concernant nos émissions. Autrement dit, elle a infligé toutes sortes de souffrances à la population, y compris la crise du pouvoir d'achat, la crise du logement et le doublement des prix des loyers, mais elle n'a pas réussi à atteindre une seule cible concernant les émissions. Les libéraux se sont engagés à planter 2 milliards d'arbres. En fait, à elle seule, la députée de Lakeland en a planté plus que l'ensemble du gouvernement.

Pour nous, la priorité, ce sont les Canadiens, ce le sera toujours, et nous resterons toujours à leur écoute. C'est avec grand plaisir que j'appuie cette motion.

● (1250)

Mme Julie Dabrusin (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le député d'en face, mais je pense qu'il est utile de remettre les pendules à l'heure, car il a dit plusieurs choses qui sont carrément fausses.

Commençons par les importations de pétrole. À l'heure actuelle, nos importations sont inférieures à ce qu'elles étaient depuis plusieurs décennies. En fait, elles sont inférieures à ce qu'elles étaient à l'époque du gouvernement conservateur dans lequel le chef de l'opposition occupait un portefeuille. En fait, à cette époque, les importations de pétrole étaient plus élevées. Je tenais à faire cette correction.

J'en ferai une autre. S'agissant de l'inflation et de son lien avec la tarification du carbone, la Banque du Canada a dit que l'incidence de la taxe sur le carbone sur l'inflation était de 0,15 %. C'est moins de la moitié de 1 %; par conséquent, les chiffres mentionnés par le député d'en face sont tout simplement inexacts.

Ce sont les seules observations que je voulais faire. Je n'ai pas vraiment de questions à poser.

● (1255)

M. Warren Steinley: Madame la Présidente, je sais que les libéraux prennent souvent des libertés avec les faits, mais je n'ai pas cité de chiffres en ce qui concerne l'inflation. J'ai simplement dit que le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, avait affirmé que chaque augmentation de la taxe sur le carbone était suivie d'une augmentation de l'inflation. Si la députée est prête à dire qu'une augmentation de 60 milliards de dollars de la dette du Canada n'a pas d'incidence sur l'inflation, je lui conseille d'essayer de l'expliquer aux électeurs de sa circonscription.

J'aimerais ajouter qu'elle fait partie d'un gouvernement dont le premier ministre a déclaré sur une chaîne de télévision nationale que c'est le gouvernement qui assumera la dette, pas les Canadiens. Qui donc va payer la dette du gouvernement du Canada selon lui? Ce sont les contribuables canadiens. Je n'ai pas de leçon budgétaire ou fiscale à recevoir de la députée.

Travaux des subsides

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, aujourd'hui, les conservateurs nous font encore un gros *show* de boucane pour nous faire croire qu'ils s'intéressent aux plus petits. Je reviens d'une tournée du Québec et on voit la crise du logement. Il y a des parcs de tentes partout sur le territoire, des mères de famille monoparentale qui dorment dans leur voiture et des femmes enceintes qui accouchent dehors.

En 2022, l'industrie pétrolière a fait 200 milliards de dollars de profit. Le gouvernement libéral a envoyé 50 milliards de dollars à l'industrie pétrolière en 2022. Je n'ai pas entendu mes collègues conservateurs protester contre cela.

Combien de logements mon collègue pense-t-il qu'on pourrait construire avec ces 50 milliards de dollars qu'on a envoyés à l'industrie pétrolière en 2022?

[Traduction]

M. Warren Steinley: Madame la Présidente, j'appuierai toujours notre industrie pétrolière et gazière. Elle produit le pétrole et le gaz les plus propres et durables au monde. Elle le fait de la façon la plus écologique et la plus efficace qui soit.

J'ai parfois l'impression que le Bloc ne se rend pas compte que nous ne formons pas le gouvernement. Nous adopterons des politiques qui permettront de construire plus de logements. Je conviens qu'il y a une crise du logement au Canada. Il y a des gens dont les paiements hypothécaires ou le loyer ont doublé, et c'est entièrement de la faute de l'irresponsable coalition néo-démocrate—libérale.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Madame la Présidente, j'essaie toujours d'obtenir une réponse au sujet des quatre conservateurs, les députés de Northumberland—Peterborough-Sud, de Lakeland, de Cumberland—Colchester et de Battlefords—Lloydminster, qui se sont rendus en Angleterre pour une seule rencontre. On leur sert du Chateaubriand, de l'aloyau gros filet, des huitres et du saumon fumé au coût de 4 690 \$. Qui a payé la note? On dit que c'est Dan McTeague, le fameux négationniste de la crise climatique, qui a payé la note, mais c'est tout simplement difficile à croire.

Ils ont aussi bu beaucoup d'alcool: 818 \$ canadiens pour une seule bouteille de vin, mais ce n'était pas suffisant. C'était simplement pour se tremper les lèvres. Ils ont ensuite payé 265 \$ canadiens pour la deuxième bouteille de vin. La troisième bouteille de vin, alors qu'ils commençaient à être un peu pompettes et qu'ils niaient les changements climatiques, a coûté 719 \$. Ensuite, ils ont terminé avec une bouteille de vin à 1 800 \$, soit un total de 3 593 \$ rien que pour l'alcool.

Le député sera-t-il honnête et nous dira-t-il qui a payé ce voyage et pourquoi ils sont allés au Royaume-Uni? C'est une somme énorme. Qui essayait d'influencer les conservateurs dans le déni des changements climatiques?

M. Warren Steinley: Madame la Présidente, encore une fois, le député montre à quel point il est déconnecté de la réalité de ses électeurs. Il veut parler de quelque chose qui ne touche pas ses électeurs. Ses électeurs veulent savoir où il en est en ce qui concerne l'abordabilité. Les électeurs de sa circonscription veulent savoir où il se situe lorsqu'il s'agit de les appuyer à la Chambre.

J'ai hâte de partager cette séquence. Lorsqu'il est debout, la seule chose qu'il peut faire, c'est d'inciter les gens à la fureur, de les faire se sentir mal et de lancer des attaques personnelles au lieu d'ap-

puyer ses électeurs. En fait, c'est très gênant pour lui, et j'espère qu'il aura beaucoup de plaisir à la retraite en Californie, où il devrait être plus heureux.

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir participer au débat d'aujourd'hui.

Le gouvernement ne ménage aucun effort pour bâtir une économie où les prix sont stables, où la croissance est soutenue et où les emplois de la classe moyenne sont abondants et de qualité. Les trois dernières années ont été difficiles, ce qui a accru la pression financière sur les Canadiens. Tout d'abord, le pays a été frappé par la pandémie de COVID-19, puis il y a eu la récession causée par cette même pandémie, les goulots d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement, les pénuries de main-d'œuvre, l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, les feux de forêt et les ouragans.

Heureusement, l'économie canadienne est demeurée résiliente et, à bien des égards, nous nous en tirons beaucoup mieux que nos pairs internationaux. Il y a près d'un million de Canadiens de plus sur le marché du travail aujourd'hui qu'avant la pandémie, et l'OCDE prévoit que l'an prochain, le Canada connaîtra la plus forte croissance économique de tous les pays du G7.

Depuis 2015, notre gouvernement fait des investissements importants pour soutenir les Canadiens et rendre la vie plus abordable grâce à des mesures qui ont une incidence réelle et qui profitent aux Canadiens. Par exemple, le gouvernement vient en aide à environ 3,5 millions de familles par année grâce à l'Allocation canadienne pour enfants, qui est non imposable. Les familles reçoivent jusqu'à 7 400 \$ par enfant de moins de six ans, ce qui représente une augmentation de 440 \$ par rapport à l'an dernier. En fait, le plus récent paiement a été versé aux familles canadiennes pas plus tard que la semaine dernière.

Au cours des sept dernières années, l'Allocation canadienne pour enfants a permis à 435 000 enfants de sortir de la pauvreté et elle apporte chaque mois un soutien réel et important aux familles de la classe moyenne.

Notre gouvernement a également augmenté de 10 % la pension de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus. En vigueur depuis juillet 2022, cette mesure permet aux personnes qui touchent une pleine pension de recevoir une aide supplémentaire de plus de 800 \$. Elle s'ajoute au renforcement du Régime de pensions du Canada, qui, finalement, augmentera jusqu'à 50 % la prestation de retraite maximale. L'augmentation du Supplément de revenu garanti pour les personnes âgées célibataires ayant les revenus les plus faibles a permis d'augmenter les prestations de près de 900 000 personnes âgées à faible revenu. Notre gouvernement a également amélioré et élargi l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin de mieux soutenir les millions de travailleurs canadiens à revenu faible ou modeste.

En 2021, dernière année pour laquelle nous disposons des données de Statistique Canada, près de 2,3 millions de Canadiens en moins vivaient dans la pauvreté par rapport à 2015. En d'autres termes, en 2021, 7,4 % des Canadiens vivaient dans la pauvreté, alors qu'ils étaient 14,5 % en 2015. Notre gouvernement reste déterminé à atteindre son objectif de réduction de 50 % de la pauvreté d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2015.

C'est par de telles mesures et de tels programmes que nous avons renforcé le filet de sécurité sociale sur lequel comptent des millions de Canadiens, tout en veillant à ce que le Canada conserve le déficit et le ratio dette nette-PIB les plus bas des pays du G7.

Travaux des subsides

L'an dernier, nous avons aidé les Canadiens à résister à l'inflation mondiale en instaurant une série de mesures ciblées pour aider ceux qui en avaient le plus besoin à payer leurs factures. L'automne dernier, nous avons ainsi versé à 11 millions de Canadiens à revenu faible ou modeste une aide exceptionnelle pour faire face à l'inflation, soit 467 \$ pour un couple avec deux enfants et 234 \$ pour un célibataire sans enfant. Cette aide comprenait également des paiements directs non imposables allant jusqu'à 1 300 \$ par enfant, sur deux ans, aux familles admissibles pour couvrir les frais dentaires de leurs enfants de moins de 12 ans, tandis que nous continuons à œuvrer à la mise en œuvre du nouveau régime canadien pour les soins dentaires.

● (1300)

Depuis 2015, il est évident que la création d'une classe moyenne forte pour que chacun puisse réussir est notre priorité, et cette priorité demeurera la nôtre. C'est pourquoi, au début de la session d'automne, notre gouvernement a déposé un projet de loi important, la Loi sur le logement et l'épicerie à prix abordable, qui éliminerait la TPS sur les nouveaux projets de construction d'appartements, en plus de contribuer à stabiliser les prix des produits d'épicerie pour les Canadiens. Il s'agit là d'investissements fondamentaux qui continuent d'améliorer vraiment la vie des Canadiens.

Même le pilier de notre plan d'action pour le climat, la tarification du carbone, rapporte plus d'argent à la plupart des Canadiens qu'elle ne leur en coûte. Le changement climatique est une menace pour la population du Canada et du monde entier, et la tarification du carbone est un outil essentiel pour faire reculer cette menace. Nous savons que le Canada, comme les autres pays du monde, doit faire passer son économie le plus rapidement possible à des sources d'énergie propres, afin d'éliminer la pollution par le carbone, qui modifie le climat.

En 2008, dans ma province, la Colombie-Britannique, le gouvernement a mis en place la première taxe sur le carbone de portée générale en Amérique du Nord, qui s'applique à l'achat et à l'utilisation de combustibles fossiles et couvre environ 70 % des émissions de gaz à effet de serre de la province. Les conservateurs pensent peut-être qu'il s'agissait d'un projet de loi conjoint du NPD et du gouvernement, mais c'est le premier ministre de l'époque, M. Gordon Campbell, champion de la libre entreprise, qui a eu l'initiative de la taxe sur le carbone.

En 2016, lorsque nous avons annoncé l'approche pancanadienne de la tarification de la pollution par le carbone, certaines provinces, dont la Colombie-Britannique, étaient déjà à l'avant-garde en matière de tarification de la pollution et étaient considérées comme des chefs de file à l'échelle mondiale. L'approche pancanadienne a été conçue pour laisser aux provinces et aux territoires la possibilité de continuer à jouer un rôle de chef de file avec leurs propres systèmes de tarification de la pollution, tout en établissant des normes nationales minimales garantissant la mise en place d'une tarification de la pollution par le carbone dans l'ensemble du pays.

La politique canadienne de tarification de la pollution par le carbone est conçue pour être abordable pour les Canadiens tout en favorisant la croissance d'une économie propre. Toutes les recettes directes du système fédéral de tarification du carbone sont reversées aux provinces où elles ont été perçues. Si nous n'agissons pas, nous serons confrontés à un monde où les coûts et l'instabilité ne cesseront d'augmenter en raison des catastrophes naturelles, telles que les incendies de forêt, les inondations et les mauvaises récoltes. Les incendies de forêt et les catastrophes naturelles survenus cet été

dans tout le Canada nous rappellent que nous devons prendre des mesures sérieuses, au plus vite.

En conclusion, notre gouvernement concentre son attention sans relâche sur l'investissement dans les Canadiens, le rétablissement de la prospérité de la classe moyenne et la construction d'un pays où chacun a une vraie possibilité de réussir. Les députés d'en face demandent que nous agissions et, franchement, c'est ce que nous faisons.

● (1305)

L'hon. Kerry-Lynne Findlay (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Madame la Présidente, le député de Surrey—Newton parle d'inflation mondiale, mais même quelques libéraux, comme John Manley et Bill Morneau, ont dit que le gouvernement libéral était à l'origine de l'inflation. L'inflation est d'origine nationale. Il s'agit de dépenses inconsidérées. Il ne hiérarchise pas ses dépenses comme il le devrait.

Nous avons des circonscriptions adjacentes. En fait, le député vit dans ma circonscription et je suis souvent dans la sienne parce que nous sommes voisins. Dans nos circonscriptions, les gens n'ont pas les moyens de faire l'épicerie. Nos électeurs n'ont pas les moyens de remplir leur réservoir d'essence. Dans la vallée du bas Fraser, le prix de l'essence dépasse les 2 \$ le litre. La classe moyenne dont il parle est celle qui a de plus en plus de difficulté à suivre.

Je me demande combien de souffrances supplémentaires le député de Surrey—Newton veut infliger à ses électeurs et aux miens pour une taxe sur le carbone inefficace qui ne réduit pas les émissions, ne permet pas de lutter contre les incendies et ne cesse de nuire aux Canadiens.

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, je constate que la députée de Surrey-Sud—White Rock a l'habitude d'induire les Canadiens en erreur. Je citerai deux exemples.

Le ministre était à Surrey pour planter des arbres et lancer un programme de plantation d'arbres. Je me souviens que la députée a déclaré dans un gazouillis que nous n'avions pas atteint les objectifs. En réalité, j'ai pu présenter des chiffres qui montrent clairement que nous avons dépassé ces objectifs.

En ce qui concerne les familles de la classe moyenne, c'est à Surrey—Newton que l'on trouve le plus grand nombre de services de garde d'enfants. Je suis très fier de cette politique et des habitants de Surrey—Newton, qui m'ont toujours soutenu, et la seule raison en est que leur voix se fait entendre ici et que je n'induis pas les gens en erreur.

● (1310)

M. Brian Masse (Windsor-Ouest, NPD): Madame la Présidente, l'un des aspects étranges de la motion, c'est qu'elle obligerait le Parti libéral à présenter un projet de loi dans les sept jours, soit au moment où nous célébrerons une journée nationale importante pour reconnaître les Premières Nations et les choses que nous devons réconcilier.

En un sens, je trouve cela assez curieux, et je me demande pourquoi les conservateurs ne présentent pas leur propre mesure législative. Qu'en pense le député? Comme les conservateurs n'ont pas présenté de projet de loi à cet égard — j'ai vérifié —, si la motion est adoptée dans sa forme actuelle, les libéraux devront en rédiger un en quelques jours seulement. Que pense le député de cette motion, qui obligerait son parti à présenter un projet de loi?

Je trouve plutôt curieux que les conservateurs disent qu'ils ne font pas confiance aux libéraux, mais que, en même temps, ils leur demandent de présenter...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je dois donner au député de Surrey—Newton le temps de répondre.

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, je remercie le député de Windsor-Ouest d'avoir soulevé cette question.

Je suis très fier du gouvernement libéral. Les mesures législatives que nous avons présentées ont toujours été bien réfléchies et elles ont aidé les familles de la classe moyenne au Canada, qu'il s'agisse de l'Allocation canadienne pour enfants, de l'environnement ou de la sécurité.

Toutes les mesures législatives que nous avons présentées étaient bien réfléchies et planifiées. Je peux assurer au député que toutes les prochaines mesures législatives seront dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, nous débattons encore aujourd'hui de la tarification du carbone, un mécanisme nécessaire mais largement insuffisant pour lutter contre la crise climatique. Or, nous faisons comme s'il suffisait, ce qui fausse le contexte dans lequel les débats de ce genre se déroulent.

Les émissions du Canada n'ont cessé d'augmenter, car le gouvernement actuel fait de beaux discours, mais il a augmenté les subventions versées au secteur des hydrocarbures de même que la production d'énergies fossiles au Canada au moment même où nous devons absolument réduire dramatiquement nos émissions. Que pense mon collègue du triste bilan du gouvernement libéral?

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, je prends de nouveau le cas de ma province, la Colombie-Britannique, où la tarification du carbone a été adoptée en 2008. Elle couvre maintenant près de 70 % des émissions de gaz à effet de serre, ce qui n'est pas mauvais, mais il nous reste du pain sur la planche, et le gouvernement est déterminé à agir en ce sens.

M. Francesco Sorbara (Vaughan—Woodbridge, Lib.): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole avec le député de Louis-Saint-Laurent.

Je suis ravi de prendre la parole aujourd'hui. Je suis très intéressé par la motion présentée aujourd'hui par le chef de l'opposition dans le cadre de la journée de l'opposition conservatrice. Elle aborde un grand nombre de problèmes auxquels nous sommes confrontés dans la société ainsi que la meilleure façon de s'y attaquer dans l'économie actuelle, dans le Canada d'aujourd'hui et dans le contexte mondial dans lequel nous nous trouvons.

Je suis heureux de participer au débat d'aujourd'hui pour parler de la situation économique au Canada et dans le reste du monde, et de certaines des mesures que nous prenons, en tant que gouvernement, pour rendre la vie plus abordable dans tout notre beau pays.

Nous savons que les taux d'intérêt sont élevés et que cela pèse lourdement sur les Canadiens. Nous savons que les taux sont devenus ce que j'appellerais normalisés après la crise financière de 2008-2009, et nous le constatons aussi bien ici, au Canada, qu'aux États-Unis. Les mesures de liquidité ont été inversées, il y a eu un assouplissement quantitatif, etc. Nous assistons à un retour à des taux normalisés. Cependant, nous savons que ce retour est en partie dû à l'inflation mondiale et à la lutte contre celle-ci, ainsi qu'à la normalisation de l'économie post-COVID.

Travaux des subsides

L'inflation mondiale a fait grimper le coût des produits de première nécessité, et les gens s'inquiètent pour leurs finances familiales. Les prix à la consommation au Canada ont augmenté de 4 % le mois dernier. C'est pourquoi le gouvernement se concentre sur la création d'une économie caractérisée par une croissance forte et régulière, ainsi que par des emplois abondants et bien rémunérés pour la classe moyenne. Nous sommes déterminés à aider les Canadiens à traverser cette période difficile.

Nous constatons que nos efforts donnent des résultats positifs. L'OCDE prévoit que le Canada aura la plus forte croissance économique du G7 l'année prochaine. DBRS Morningstar a également confirmé notre cote de crédit AAA au début du mois. Je tiens à préciser que j'ai travaillé chez DBRS pendant un certain nombre d'années avant de me lancer sur le marché des obligations ici au Canada. J'aimerais saluer bon nombre de mes collègues qui travaillent toujours dans cette organisation.

• (1315)

[Français]

Il y a 980 000 Canadiens de plus qu'avant la pandémie qui ont maintenant un emploi. Plus particulièrement, le taux de participation au marché du travail des Canadiens dans la force de l'âge a atteint un nouveau record de 85,7 % en juin.

Des études ont été publiées au sujet de notre système d'apprentissage et de garde de jeunes enfants.

[Traduction]

Des études montrent que chaque dollar investi dans l'éducation préscolaire génère entre 1,50 \$ et 2,80 \$ d'activité dans l'ensemble de l'économie. Les services d'éducation préscolaire et de garde abordables sont importants pour notre économie et pour notre pays. C'est l'une des meilleures façons d'aider les familles de la classe moyenne de toutes les régions du Canada en leur offrant un soutien réel mois après mois. Toutes les provinces et tous les territoires ont signé une entente avec le gouvernement fédéral qui réduit le coût moyen de plus de 50 %, et nous sommes en bonne voie d'atteindre le montant de 10 \$ par jour que nous nous sommes engagés à offrir d'ici 2026. Je crois que tous nos collègues devraient en être fiers et s'en réjouir.

Le gouvernement ajoutera 625 millions de dollars pour aider les provinces et les territoires à investir dans des infrastructures qui rendront les services de garde d'enfants plus accessibles et qui cibleront les collectivités qui en ont le plus besoin.

Je tiens à souligner que, comme mon enfant a presque 2 ans et qu'il passe ses journées à la garderie, nos frais de garde ont baissé de plus de 50 %. Nous économisons donc chaque mois environ 800 \$ après impôt. Notre famille en profite beaucoup. Avant impôt, cette économie s'élève à plus de 1 000 \$ par mois, soit 12 000 \$ par année.

Une voix: Oh, oh!

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, je salue le député de Calgary qui vient de s'exclamer. C'est un gentleman et un fervent golfeur. Je lui souhaite la meilleure des chances.

Il est important de veiller à ce que les Canadiens aient accès à des services de garde abordables, mais nous savons aussi que beaucoup trop de Canadiens sont aux prises avec le coût croissant des nécessités de la vie, comme le logement et l'épicerie.

Travaux des subsides

Des initiatives comme la tarification du carbone, un moyen efficace et abordable de lutter contre les changements climatiques, ont permis aux Canadiens de garder plus d'argent dans leurs poches. Huit ménages sur dix reçoivent plus d'argent qu'ils n'en paient, et les ménages à faible et à moyen revenu en bénéficient le plus.

Nous savons qu'il nous reste encore beaucoup à faire pour régler le problème de l'abordabilité. Voilà pourquoi nous avons présenté le projet de loi C-56 au début de la session parlementaire de cet automne.

Je viens de remplacer un collègue au comité des finances, qui entendait les témoignages de représentants de la SCHL. C'était formidable de parler de l'élimination de la taxe sur les produits et services pour encourager, partout au Canada, la construction d'un plus grand nombre de logements destinés au marché locatif, comme des immeubles d'appartements, des logements pour étudiants et des résidences pour personnes âgées.

Je viens d'une région du pays où les constructeurs construisent des maisons et où siègent des associations. Je tiens à préciser que, depuis 2015, je soutiens qu'il faut éliminer la TPS sur les logements construits spécialement pour la location en collaboration avec les provinces. Combinée à la TVH, la TPS permettrait et encouragerait la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs partout au pays, et encore plus ici, en Ontario. Toutes les associations sont d'accord. J'encourage cette mesure et j'espère que le projet de loi C-56 sera appuyé par tous les partis et adopté le plus rapidement possible.

[Français]

Pour un logement locatif de deux chambres à coucher d'une valeur de 500 000 \$, le remboursement bonifié de la TPS pour immeubles d'habitation locatifs pourrait se traduire par un allègement fiscal de 25 000 \$.

● (1320)

[Traduction]

Il s'agit d'un outil supplémentaire pour aider à créer les conditions nécessaires à la construction des types de logements dont nous avons besoin, dont les Canadiens ont besoin et dans lesquels les familles veulent vivre. Cette mesure supprimerait également la restriction prévue par les règles actuelles de la TPS afin que les organismes de services publics, tels que les universités, les collèges, les hôpitaux, les organismes de bienfaisance et les organismes à but non lucratif admissibles qui construisent ou achètent des logements neufs construits spécialement pour la location, soient autorisés à demander le remboursement amélioré de 100 % de la TPS sur les loyers. Le gouvernement demande également aux provinces qui appliquent actuellement des taxes de vente provinciales ou la portion provinciale de la TVH sur les logements locatifs de se joindre à nous en égalant notre remboursement pour les logements locatifs neufs.

En fait, le ministre des finances de l'Ontario, un ancien collègue avec lequel j'ai travaillé pendant plusieurs années à Toronto chez DBRS, a déclaré le même jour que sa province se joindrait au gouvernement fédéral pour supprimer la taxe sur les logements neufs construits spécialement pour la location, c'est-à-dire la partie fédérale de la TVH. Nous invitons toutes les provinces et tous les territoires à faire de même, à suivre l'exemple de certaines provinces et de certains territoires et à supprimer la composante provinciale.

Nous demandons également aux gouvernements locaux de mettre fin au zonage d'exclusion et de favoriser la construction d'appartements à proximité des transports en commun afin que les demandes au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements soient approuvées. Au début du mois, le gouvernement a annoncé que London, en Ontario, serait la première ville à bénéficier de ce fonds, et ce ne sera certainement pas la dernière. Il s'agit de l'un des moyens par lesquels nous encourageons les initiatives visant à accroître l'offre de logements. Ce fonds soutient également le développement de collectivités complètes, à faible émission de carbone, résilientes au changement climatique, abordables, inclusives, équitables et diversifiées.

Toutes les collectivités du Canada doivent construire plus de logements, plus rapidement, afin de réduire le coût du logement pour tous. Nous savons qu'il y a actuellement plus de grues dans la ville de Toronto que dans toute autre ville d'Amérique du Nord. Nous pourrions combiner les villes d'Amérique du Nord, nous n'atteindrions pas le même nombre de grues. Je tiens à saluer tous les constructeurs et les travailleurs du Syndicat des charpentiers, de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité, les tuyauteurs, bref, tous ceux qui travaillent sur les condominiums et les tours d'habitation du centre-ville de Toronto, de la région du Grand Toronto, de l'Ontario et du Canada, qui se lèvent tous les matins pour construire les logements dont nous avons besoin. Nous devons les féliciter. Nous allons leur donner plus de travail, non seulement aujourd'hui, mais aussi dans les années à venir.

S'il manque de logements dans nos collectivités, il est difficile pour les entreprises d'attirer les travailleurs dont elles ont besoin pour se développer et réussir. Lorsque les gens consacrent une plus grande partie de leurs revenus au logement, cela signifie qu'ils dépensent moins d'argent dans les collectivités pour des produits de première nécessité tels que l'épicerie. Nous prenons des mesures immédiates pour renforcer la concurrence dans l'économie canadienne, en particulier dans le secteur de l'épicerie, afin de stabiliser les coûts pour les Canadiens de la classe moyenne.

[Français]

Par le truchement du projet de loi C-56, le gouvernement présente une première série de modifications législatives à la Loi sur la concurrence pour donner plus de pouvoir au Bureau de la concurrence pour enquêter sur les industries qui se livrent à une concurrence déloyale, par exemple dans le cas de fixation ou de hausse abusive des prix, et pour prendre des mesures d'application de La loi; supprimer la défense fondée sur les gains en efficacité, afin de mettre fin aux fusions anticoncurrentielles qui font monter les prix et limitent les choix des consommateurs canadiens; donner au Bureau de la concurrence la capacité de bloquer les collaborations qui nuisent à la concurrence et aux choix des consommateurs, plus particulièrement les situations où de grandes épiceries empêchent des concurrents plus petits de s'établir à proximité de leurs établissements.

[Traduction]

En apportant ces changements, nous donnerons au Bureau de la concurrence les moyens d'enquêter sur les prix abusifs et la fixation des prix. C'est ce que je demande depuis très longtemps. Plus de concurrence et moins de consolidation, plus d'innovation et des prix plus bas signifient plus de choix pour les consommateurs partout au Canada.

En conclusion, notre gouvernement comprend que de nombreux Canadiens traversent encore une période difficile. Les Canadiens subissent des pressions, et nous le comprenons. La priorité de notre gouvernement est d'investir dans les Canadiens, de rétablir la prospérité de la classe moyenne et de bâtir un pays où chacun a une véritable chance de réussir. Nous continuerons inlassablement à nous employer.

M. Dave Epp (Chatham-Kent—Leamington, PCC): Madame la Présidente, je remarque que mon collègue d'en face a consacré une bonne partie de son discours à parler des mesures que le gouvernement présente pour contrer d'autres mesures gouvernementales qui ont fait augmenter le coût de la vie pour tant de Canadiens. J'applaudis les efforts déployés pour décrire les mesures d'atténuation, mais aujourd'hui, il est question d'une motion conservatrice visant à supprimer la taxe sur le carbone, qui est l'une des mesures responsables de l'augmentation des coûts dont souffrent les Canadiens.

Nous avons beaucoup entendu parler des cibles de réduction des gaz à effet de serre. Passons un instant à l'environnement. Le gouvernement actuel n'a jamais atteint une seule des cibles qu'il avait fixées en ce qui concerne les gaz à effet de serre.

Nous avons également beaucoup entendu parler des ouragans et des incendies, ainsi que des défis auxquels les Canadiens sont confrontés sur le plan de l'environnement. La question que je pose à mon collègue est double: en guise de prémisse à cette question, quel devrait être le montant de la taxe sur le carbone pour mettre fin aux ouragans et aux incendies de forêt? Si le gouvernement avait atteint ses cibles en matière d'émissions de gaz à effet de serre, cela aurait-il permis d'arrêter les ouragans et les incendies qui affectent les Canadiens?

• (1325)

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, la première chose que je dirais, c'est que le gouvernement a un plan pour lutter contre le changement climatique, et que j'aimerais bien voir un plan de l'opposition officielle à cet égard. Aujourd'hui, le changement climatique est la plus grande menace à l'échelle mondiale. Nous devons le combattre. Nous devons réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada. Nous devons aider le monde à le faire à l'unisson, et c'est ce que nous faisons.

Nous assistons aujourd'hui à l'annonce d'un investissement de 7 milliards de dollars au Québec par Northvolt. Nous assistons à des annonces concernant les technologies. Si vous vous promenez hier sur la rue Sparks et parlez à des représentants de Rio Tinto, de Teck Resources ou d'un certain nombre d'entreprises, y compris celles qui mettent des autobus électriques sur les routes, vous verriez que nous collaborons avec tous les ordres de gouvernement et avec l'industrie privée, que j'adore, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Par conséquent, j'invite l'opposition officielle...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons les questions et observations. Le député de Jonquière a la parole.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, ce matin, on a vu le chef de l'opposition officielle carrément instrumentaliser la crise du coût de la vie, et donc instrumentaliser la misère du pauvre monde qui n'arrive pas à se loger, à se vêtir, et à se nourrir, afin de faire progresser le programme des grandes entreprises pétrolières. En 2022, ces entreprises ont fait 200 milliards de

Travaux des subsides

dollars de profit, ce qui représente 5 000 \$ par Canadien, des plus jeunes aux plus vieux.

Je ne sais pas ce que mon collègue en pense, mais, si on veut réduire le coût de la vie des gens, si on veut leur donner un coup de main, est-ce qu'il ne faudrait pas commencer par cesser de subventionner les gloutons du secteur gazier et pétrolier?

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. La crise du logement est une des choses les plus importantes pour notre gouvernement. Nous avons instauré beaucoup de mesures pour aider les Canadiens à acheter une maison, mais aussi pour en construire.

[Traduction]

Nous continuons de travailler avec tous les ordres de gouvernement par l'entremise du Fonds pour accélérer la construction de logements. Nous allons également faire passer la limite annuelle des Obligations hypothécaires du Canada de 40 à 60 milliards de dollars, ce qui est un peu ésotérique. Les gens de la finance, comme moi, adorent voir cela. Il y a environ 200 milliards de dollars d'Obligations hypothécaires du Canada en circulation, ce qui encouragera la construction de 30 000 appartements locatifs neufs chaque année au pays.

[Français]

Il est très important pour nous d'avoir une vue d'ensemble du marché de l'immobilier au Canada.

[Traduction]

Nous nous assurons de faire tout en notre pouvoir pour aider les Canadiens à acheter une maison...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous poursuivons les questions et observations. La députée d'Edmonton Strathcona a la parole.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, le débat d'aujourd'hui est un peu absurde. Les conservateurs reviennent une fois de plus à la charge parce que, bien honnêtement, c'est payant pour le parti, au propre comme au figuré. Ainsi, ils ont tous des extraits vidéo là-dessus et du contenu pour leurs envois postaux. Il n'est absolument pas question de trouver des façons de régler la crise climatique ou la crise du coût de la vie. Je ne vais même pas parler de la motion; je vais revenir sur ce que le député a dit dans son discours.

Il a entre autres parlé du fonctionnement de la taxe sur le carbone et des avantages du remboursement pour les gens. Quand Rachel Notley a instauré la toute première taxe sur le carbone au pays, elle l'a fait de façon à ce que la taxe aide concrètement l'Alberta à combattre la crise climatique, et les mesures étaient beaucoup plus énergiques. D'ailleurs, 1,5 milliard de dollars a été consacré à la ligne verte du train léger de Calgary, qui est très important pour la ville de Calgary. Un milliard et demi de dollars est allé...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je vais interrompre la députée. Pourrions-nous avoir un peu de silence pour que le député puisse écouter la question qui est posée?

La députée d'Edmonton Strathcona a la parole.

Travaux des subsides

Mme Heather McPherson: Madame la Présidente, je trouve intéressant qu'un député de Calgary se lamente du fait qu'on a consacré 1,5 milliard de dollars à la ligne verte du train léger de Calgary. Nous vivons une période intéressante.

Le gouvernement pourrait-il examiner la politique en matière de tarification du carbone de Rachel Notley et peut-être gérer sa politique fédérale en la matière de manière à...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Vaughan—Woodbridge dispose de 15 secondes.

M. Francesco Sorbara: Madame la Présidente, nous avons mis en place la taxe sur le carbone, la tarification du carbone, dans les provinces canadiennes. Cette taxe ne s'applique pas dans les provinces qui en avaient déjà instauré une. Par conséquent, à ce que je sache, la tarification du carbone ne s'applique pas au Québec, et chacune des provinces est libre de déterminer comment utiliser...

• (1330)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Louis-Saint-Laurent a la parole.

[Français]

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Madame la Présidente, les changements climatiques sont réels et ils ont des répercussions très graves sur l'ensemble du Canada et la planète entière. Il faut faire face à cette réalité.

Deux chemins s'offrent à nous. Nous pouvons imposer des taxes comme le fait ce gouvernement ou nous pouvons agir concrètement avec des mesures réelles et efficaces. Le 8 septembre dernier, à Québec, le chef de l'opposition officielle, député de Carlton et chef des conservateurs a tenu un discours majeur qui dresse les grandes lignes de ce que fera son prochain gouvernement si par bonheur les Canadiens nous accordent leur confiance. Nous le souhaitons tous pour le bien du Canada.

Le chef conservateur a bien remarqué les répercussions réelles des changements climatiques. C'est pourquoi nous estimons que, pour faire face à cette réalité qui frappe le Canada et la planète, il faut des actions concrètes.

Dans un premier temps, il faut créer des incitatifs fiscaux visant à réduire la pollution au moyen de la haute technologie. Si les libéraux pensent qu'il faut imposer des taxes, nous pensons qu'il faut créer des incitatifs fiscaux pour le secteur de la haute technologie afin de faire face aux changements climatiques. Il faut donner le feu vert aux énergies vertes et permettre aux Canadiens d'avoir accès plus facilement aux énergies vertes, qu'il s'agisse de l'hydroélectricité, de l'énergie solaire, de l'énergie éolienne ou des nouvelles technologies que nous allons développer. Il faut donner le feu vert aux énergies vertes et arrêter de toujours mener des études et créer de la paperasserie. Il faut agir pour donner le feu vert aux énergies vertes.

Il faut également favoriser et faire naître le savoir-faire et les ressources naturelles que nous avons au Canada, les exporter partout dans le monde, mais aussi les utiliser chez nous. Au Canada, nous avons tout ce qu'il faut pour, entre autres, faire des voitures électriques. Je pense entre autres au lithium. C'est à nous de le développer le plus rapidement possible pour donner accès aux Canadiens et à la planète entière aux ressources naturelles canadiennes dont nous avons besoin et au savoir-faire canadien, qui nous distingue partout dans le monde de façon positive.

Nous, les conservateurs, proposons une action concrète qui va engendrer des résultats réels pour lutter contre les changements climatiques. Quelle est l'approche de ce gouvernement libéral? Après huit ans de gouvernement libéral, jamais on n'a atteint ses objectifs. On va dire que ce n'est pas vrai et qu'on les a atteints. Oui, mais c'était pendant la pandémie. Je ne suis pas sûr que fermer l'économie soit la chose à faire, bien au contraire.

D'ailleurs, une enquête a été menée sur 63 pays en matière d'efficacité de lutte contre les changements climatiques. Cette enquête n'a pas été menée par les conservateurs, mais par l'ONU. Elle révèle que, après huit ans de ce gouvernement libéral, le Canada est le 58^e pays sur 63. Pourquoi est-ce le cas? C'est parce que ce gouvernement est toujours prompt à parler, à faire la morale et la leçon à tout le monde, à culpabiliser la planète entière et surtout à imposer des taxes aux gens. C'est cela, le problème que nous avons.

L'ambition gloutonne de ce gouvernement d'aller piger encore plus d'argent dans les poches des gens est sa marque de commerce. En plus, son allié dans cette histoire, le Bloc québécois, veut que le gouvernement augmente radicalement les sommes qu'il pige dans les poches des contribuables en augmentant radicalement les taxes sur le carbone. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le Bloc. Ce n'est pas la bonne chose à faire.

D'abord, mettons les choses au clair. Il y a deux éléments de taxe sur le carbone actuellement au Canada. Premièrement, il y a la taxe libérale sur le carbone, qui s'applique d'un océan à l'autre. Rappelons les faits: comme nous l'avons toujours affirmé, le Québec et toutes les autres provinces ont les pleins pouvoirs dans le domaine. C'est pourquoi, depuis plus de 10 ans, il y a au Québec la bourse du carbone.

Pour nous, les conservateurs au fédéral, il n'est pas question de juger cette mesure comme étant bonne ou mauvaise. Nous respectons la volonté du Québec d'avoir une bourse du carbone, et c'est très bien ainsi. Or cette bourse soulève parfois des débats au Québec. Aujourd'hui, hier et avant-hier, on parlait de cela. C'est normal; c'est cela, un débat.

Je me permets de rappeler ce qu'a dit un ancien député de l'Assemblée nationale du Québec, ancien ministre du gouvernement québécois et ancien député et ministre péquiste. Non, je ne parle pas de l'actuel chef du Bloc québécois, qui est et demeurera toujours le ministre de l'Environnement le plus pollueur de l'histoire du Québec parce qu'il a donné le feu vert au projet le plus polluant de l'histoire du Québec. Je parle plutôt de M. Sylvain Gaudreault, ancien député de Jonquière et ancien ministre, qui a dit que la bourse du carbone était l'achat du droit de polluer. Selon ce qu'il a dit, « il s'agit d'une fuite importante de capitaux - on parle ici de centaines de millions de dollars. » Je n'entrerai pas dans le fin détail, mais il est normal que, au Québec, on débâte de la bourse du carbone.

• (1335)

Ce que l'on oublie, c'est que le gouvernement fédéral libéral s'est donné le pouvoir d'imposer le prix du carbone sur la bourse du carbone du Québec. Cela entrera en vigueur dès l'an prochain. Jamais n'a-t-on entendu le Bloc québécois dire que le fait qu'Ottawa mette ses grosses pattes dans le champ de compétence provincial en imposant le prix du carbone n'avait pas de bon sens. Doit-on s'en surprendre? Pas vraiment, parce que ces gens accueillent favorablement la taxe sur le carbone d'un océan à l'autre.

Cela m'amène à l'autre point. À part la pluie, tout ce que l'on dé tient a été transporté. Aux dernières nouvelles, le Québec n'est pas 100 % autosuffisant. Il arrive parfois à des Québécois d'acheter des choses qui sont produites à l'extérieur du Québec et qui sont des produits canadiens. Donc, inévitablement, ces éléments ont été transportés et, qui dit transport, dans bien des cas, dit transport par moteur à combustion. Cela fait que la taxe libérale sur le carbone s'applique. La première taxe libérale sur le carbone a donc un effet direct sur les Québécois.

J'en viens à la deuxième taxe libérale sur le carbone. Ce qui est comique, c'est que des gens se sont donné un grand titre ronflant plutôt que de dire que c'est une taxe sur le carbone. Disons les faits réels. Même s'ils appellent cela le « Règlement sur les combustibles propres », la réalité est là. Quand le gouvernement impose un prix après l'achat d'un bien, on peut appeler cela comme on veut, mais, nous, nous appelons cela une taxe. Puis, cette taxe, qui est de 17 ¢, va s'appliquer au Québec. Ce n'est pas nous qui le disons, c'est le directeur parlementaire du budget. Après une étude sérieuse, comme il le fait toujours, il a conclu que cela allait coûter 17 ¢ de plus. Puis, à cela, il faut ajouter la taxe, donc ce sera 20 ¢ de plus par litre de pétrole consommé.

Donc, il y a deux taxes sur le carbone qui ont été créées par le gouvernement libéral et appuyées par le Bloc québécois. Nous avons offert l'occasion à ce dernier de s'en dissocier. Le 5 juin dernier, nous avons déposé une motion à cet effet pour condamner ces deux taxes, en précisant particulièrement le « Règlement sur les combustibles propres », et le Bloc québécois a voté contre. C'est cela qui n'a pas de bon sens.

Ce qui n'a surtout pas de bon sens, c'est l'attitude gloutonne du Bloc québécois de vouloir aller chercher encore plus d'argent dans les poches des contribuables. À ce propos, le député de Longueuil—Saint-Hubert a dit à la Chambre, avec son éloquence bien identifiée, qu'il faut augmenter radicalement les taxes. Moi, je respecte tous les points de vue, mais ce n'est pas le nôtre. Quelle attitude arrogante, irresponsable et tout à fait prétentieuse face aux gens qui en arrachent ces temps-ci. Ce n'est pas grave, il faut augmenter radicalement les taxes. C'est ça, la politique du Bloc québécois, appuyée avec enthousiasme par les libéraux, à moins qu'un libéral se lève et dise qu'il n'est pas d'accord. Sont-ils d'accord avec cela? Sont-ils d'accord avec l'augmentation radicale de la taxe?

Ils sont discrets. Tantôt, ils auront l'occasion de dire que cela n'a pas de bon sens, comme les autres députés du Bloc québécois, d'ailleurs. On pourrait croire que le député de Longueuil—Saint-Hubert s'est emporté, mais ce n'est pas le cas. Il a dit ce qu'il pensait, ce qui est une très bonne chose. Le problème, c'est que c'est la pire chose à faire en situation d'inflation.

Au moment où on se parle, à Québec, des gens font la file devant un centre d'aide alimentaire pour pouvoir s'alimenter. C'est inacceptable. Les Québécois, comme tous les Canadiens, ont vu les prix d'habitation doubler depuis huit ans. Jamais n'a-t-on vu une situation aussi forte en matière d'inflation depuis les 50 dernières années.

Quelle est l'idée du Bloc québécois et des libéraux? C'est d'augmenter radicalement les taxes libérales sur le carbone. C'est tout à fait inacceptable, irrévérencieux et méprisable, comme attitude, alors que tous les Canadiens et tous les Québécois sont actuellement confrontés à des problèmes d'inflation très forts.

Travaux des subsides

Il faut s'unir. Il ne faut surtout pas surtaxer les gens; il faut leur donner de l'oxygène. Ce n'est pas en taxant qu'on sera capable de lutter efficacement contre les changements climatiques.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, je tiens simplement à dire à quel point je suis ravi d'avoir entendu le député déclarer, au début de son discours, que les changements climatiques sont réels. Je le dis en toute sincérité.

Étant donné que, lors du congrès du Parti conservateur de 2021, 54 % des délégués ont décidé de ne pas faire référence au fait que les changements climatiques sont réels et qu'il faut prendre des mesures pour y remédier, je serais curieux de savoir comment le député parvient à concilier son opinion à ce sujet avec celle des conservateurs.

Dans le contexte d'un tel congrès, est-il allé à la rencontre des délégués pour leur expliquer qu'ils avaient en fait tort et a-t-il tenté de les convaincre que les changements climatiques sont réels?

C'est une question que je lui pose en toute sincérité. J'ai beaucoup de respect pour le député.

• (1340)

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, dans le célèbre et mémorable discours qu'il a prononcé à Québec, le chef du Parti conservateur du Canada a clairement déclaré ce qui suit:

[Français]

L'impact réel des changements climatiques, il faut y faire face. Il faut y faire face avec une attitude réelle et constructive, non pas par la taxation.

[Traduction]

C'est notre position. C'est également la position des Canadiens. Il faut agir pour eux. Ils en ont assez d'entendre le discours des libéraux, car nous savons tous que les libéraux sont de beaux parleurs, mais de petits faiseurs, surtout lorsqu'il s'agit de lutter contre les changements climatiques.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, dans ma courte carrière politique, je n'ai jamais entendu autant de fourberies. Le député de Louis-Saint-Laurent a dit tantôt qu'il n'était pas question pour les conservateurs de critiquer la bourse du Québec.

Pourtant, la semaine passée, sa collègue de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis brandissait une feuille. Elle ne le sait peut-être pas, mais elle faisait référence à la tarification du carbone au Québec. On a donc des députés conservateurs qui ont dénoncé une politique du Québec à la Chambre des communes, une politique mise en place au moment où elle était ministre dans le gouvernement libéral. C'est impensable.

Non seulement cela, mais 200 milliards de dollars ont été engrangés par les grandes pétrolières en 2022. C'est 5 000 \$ par Canadien. Quant à ce que nous dit le député de Louis-Saint-Laurent, il faut l'applaudir. Il pense qu'il y a un lien à faire entre cela et le prix des carottes, le prix des navets, le prix de la nourriture. Le seul navet que je vois aujourd'hui, c'est le député de Louis-Saint-Laurent.

Travaux des subsides

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. On va essayer de s'en tenir aux commentaires sur le contenu, et non sur la personne, s'il vous plaît. Je vais inviter l'honorable député à faire preuve de prudence.

L'honorable député de Louis-Saint-Laurent a la parole.

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, c'est avec grande tristesse que je constate que le chef du Bloc québécois, le ministre le plus pollueur de l'histoire du Québec en environnement, commence à déteindre sur ses collègues. C'est très décevant, mais que peut-on faire? Le modèle vient de haut. Ils ont agi comme cela.

Je tiens juste à rappeler au député qu'au Québec, qu'il aime tant, et que j'aime tant moi aussi, car ce n'est pas vrai qu'ils aiment plus le Québec que nous, il s'est consommé 18 milliards de litres d'essence l'année dernière. C'est cela, la réalité du Québec. De cette consommation, 47 % vient des États-Unis.

Tant et aussi longtemps que nous aurons besoin des énergies dites fossiles, je me battrai toujours pour le Canada. Je n'ai rien contre le Texas ou la Louisiane, mais, aux dernières nouvelles, ni le Texas ni la Louisiane ne contribuaient à la péréquation, qui verse 13 milliards de dollars au Québec.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Madame la Présidente, je sais que le député de Louis-Saint-Laurent aime les faits. Je vais lui en mentionner quelques-uns.

La population canadienne est la 60^e au monde quant au nombre d'habitants, mais nous sommes au 11^e rang en matière d'émission absolue de gaz à effet de serre. Nous passons de la 60^e à la 11^e place. Si on pense aux émissions de gaz à effet de serre par personne, nous sommes les deuxièmes plus pollueurs au monde. Il n'y a que les habitants de l'Arabie saoudite qui, par individu, polluent plus qu'un Canadien. Même les Américains, par habitant, polluent moins que nous.

Quelle est la solution du député de Louis-Saint-Laurent à part faire plus de pétrole, plus de combustibles fossiles et espérer qu'une baguette magique technologique fonctionne?

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, le chef conservateur, qui sera, nous le souhaitons plus que jamais, le futur premier ministre du Canada, a prononcé un discours à Québec le 8 septembre dernier. Il a défini clairement que nous irons de l'avant avec des actions concrètes, et surtout pas en taxant et en donnant des leçons comme le Parti libéral le fait depuis huit ans.

Nous voulons offrir des incitatifs fiscaux pour investir dans la haute technologie afin de combattre les changements climatiques. Nous voulons donner le feu vert aux énergies vertes. Ça suffit, passer des années et des années à faire des études pour savoir s'il y a avoir un impact comme ci ou comme cela. Il faut agir immédiatement.

Plus que jamais, le monde a besoin du savoir-faire, des énergies et des ressources naturelles du Canada. Il faut les exporter. Il faut aussi que nous soyons autonomes sur ce plan.

• (1345)

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, j'espère que vous aurez l'indulgence de m'accorder un petit instant avant que je ne commence mon discours pour que j'adresse des remerciements particuliers à mon père. Cela n'a rien à voir avec le temps qu'il a passé en politique ou en tant que ministre

de l'Environnement au provincial. C'est simplement parce qu'il a une fois de plus tiré son fils d'affaire ce matin, comme il l'a probablement fait à d'innombrables reprises cours de sa vie.

Je suis arrivé à Ottawa hier et j'ai lu le contenu de la motion d'aujourd'hui. Quand j'ai ensuite voulu aller chercher mes notes, je me suis rendu compte que j'avais tout oublié à Kingston. Mon père a parcouru la moitié du chemin jusqu'à Ottawa pour me remettre ces notes afin que je puisse me préparer convenablement pour aujourd'hui. En tant que téléspectateur assidu de CPAC, je suis sûr qu'il est à l'écoute en ce moment même. Je tiens à le remercier d'avoir une fois de plus tiré son fils d'affaire.

Je sais qu'il a beaucoup été question aujourd'hui des effets de la tarification de la pollution ainsi que de ce que le gouvernement a été en mesure d'accomplir. Je sais que le député de Regina—Lewvan, qui parmi tant d'autres, a parlé à plusieurs reprises d'objectifs non atteints et de l'inefficacité des politiques adoptées par le gouvernement.

Je tiens à attirer l'attention de la Chambre sur l'évolution de ces politiques et à mettre leur efficacité en contexte. L'essor des énergies renouvelables et les progrès réalisés par le Canada dans l'élimination progressive de l'électricité produite à partir du charbon ont permis de réduire les émissions du secteur de l'électricité de 64 mégatonnes entre 2005 et 2021. Ces progrès placent le Canada en excellente position pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés pour 2035, lorsque le réseau électrique devra être carboneutre.

Les données montrent également une diminution de 16 % des émissions dans le secteur résidentiel, en raison de la baisse de la consommation de mazout pour le chauffage. De nombreux Canadiens font des travaux pour améliorer l'efficacité énergétique de leur logis en optant pour une thermopompe, l'énergie solaire ou d'autres solutions plus écologiques. Dans un même ordre d'idées, je pense qu'il est très important de souligner qu'il y a un secteur dont les émissions ont continué à augmenter: celui du pétrole et du gaz.

Malgré cette augmentation, les émissions nettes dans l'ensemble du pays ont sans cesse diminué. D'ailleurs, le secteur du pétrole et du gaz est le seul dont les émissions ont continué à augmenter au cours des dernières années.

J'ai présenté trois ou quatre pétitions depuis la reprise des travaux de la Chambre, la semaine dernière, qui demandent justement au gouvernement de fixer des plafonds d'émissions fermes et audacieux à ce secteur en particulier. C'est très révélateur des préoccupations légitimes des Canadiens à ce sujet. Je pense d'ailleurs que c'est la bonne chose à faire. Je ne commente jamais les pétitions que je présente parce que le Règlement ne me le permet pas, mais je n'en pense pas moins qu'il faudrait bel et bien imposer des plafonds audacieux.

Nous sommes en pleine transition. Que les conservateurs le veuillent ou non, le monde abandonne graduellement les combustibles fossiles. Une voiture sur 10 vendue au pays est un véhicule électrique. Peu importe que les conservateurs refusent de le croire: c'est tout à fait vrai. J'ajouterais qu'en 2021, les émissions de gaz à effet de serre du véhicule léger neuf moyen étaient de 25 à 35 % inférieures à ce qu'elles étaient en 2011. Les progrès que nous réalisons portent leurs fruits.

Travaux des subsides

Le député de Regina—Lewvan a dit que nous n'avions pas atteint nos objectifs. Beaucoup de conservateurs ont dit que nous n'avions pas atteint nos objectifs. Or, je préfère des objectifs très ambitieux que nous n'atteignons pas tout à fait plutôt que des déclarations vagues du style: « Nous allons régler le problème de l'environnement en misant sur la technologie. » Qu'est-ce que cela veut bien dire? C'est là tout le plan des conservateurs. Ils disent qu'ils vont régler le problème de l'environnement et des changements climatiques — tout d'un coup, ils y croient — grâce à la technologie, et puis c'est tout.

Une voix: Oh, oh!

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, depuis quelques siècles, nous évoluons au rythme des progrès de la technologie. Je sais gré aux conservateurs de cette observation perspicace, mais pourraient-ils nous donner un peu plus de détails sur ce qu'ils entendent faire?

Je constate avec intérêt que c'est la 11^e fois que les conservateurs procèdent comme ils le font. Le député de Rosemont—La Petite-Patrie a dit plus tôt que c'est la 5^e fois cette année, sauf que c'est aussi la 11^e fois que les conservateurs présentent la même motion depuis la reprise des travaux du Parlement après les élections, il y a 2 ans.

• (1350)

Je suis heureux de savoir que le chef de l'opposition leur permet de s'exprimer sur ce sujet. Nous savons pertinemment qu'il les empêche de prendre la parole dans d'autres dossiers, comme au cours du débat exploratoire de la semaine dernière, sur la possibilité que l'Inde soit impliquée dans le meurtre d'un citoyen canadien. Il y a eu un débat exploratoire sur la question, mais pas un seul député conservateur n'a posé de question. Le leader parlementaire des conservateurs a parlé pendant cinq minutes, puis ils ont abandonné le débat. Ils n'ont pas été autorisés à s'exprimer sur le sujet. Ils ont été contraints au silence.

La même chose s'est produite quelques jours plus tard, lorsque le bureau du chef de l'opposition a envoyé un courriel pour enjoindre aux conservateurs de ne pas commenter les manifestations qui se déroulaient à l'extérieur sur la question des droits des personnes LGBTQ. Une fois de plus, le chef des conservateurs les a contraints au silence. Ils n'ont pas dit le moindre mot. Il n'y a rien eu sur Facebook ni sur Twitter. En fait, il y a une députée pour qui j'ai vraiment de la peine. Je ne la nommerai pas. Elle a écrit quelque chose dans un gazouillis, et je me suis dit que c'était formidable qu'elle exprime son soutien à la communauté LGBTQ, sauf qu'elle l'a supprimé par la suite. Je trouve qu'il est extrêmement regrettable que la direction du parti et que le député de Carleton l'aient notifiée qu'elle devait supprimer son gazouillis, ce qu'elle a évidemment fait.

Il est vraiment intéressant que nous soyons ici aujourd'hui pour parler d'une question que les conservateurs ont soulevée 11 fois, alors que le chef de l'opposition les réduit au silence en ce qui concerne d'autres questions très importantes.

Toutefois, ce qui rend la chose encore plus intéressante et déroutante, c'est le fait que les conservateurs ont l'habitude de faire campagne sur la tarification de la pollution. J'ai demandé au député de Carleton pourquoi, pendant la dernière campagne électorale, sous la direction d'Erin O'Toole, il n'a pas expliqué les raisons de son opposition à la tarification de la pollution, alors que M. O'Toole, l'homme qui avait un plan, l'avait inscrit dans son programme. Le

député de Carleton a dit que nous pouvons remonter jusqu'en 2007 et constater qu'il est contre depuis ce temps. Pourquoi n'a-t-il rien dit à ce sujet pendant une campagne électorale, quand c'était le bon moment pour le faire?

Une voix: Nous l'avons fait.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, il dit « nous l'avons fait ». Ils me chahutent en disant qu'ils l'ont fait, mais la population n'en a jamais entendu parler. Je suppose que le député a fait un appel téléphonique ou envoyé un courriel que seuls les conservateurs ont pu voir. Ils devraient défendre leurs principes. S'ils étaient vraiment contre à l'époque, ils se seraient tenus debout pendant la campagne électorale et auraient dit qu'ils étaient contre la tarification de la pollution, mais ils ne l'ont pas fait. Ils ont adhéré au plan d'Erin O'Toole. Ils ont fait campagne sur ce plan, et maintenant, ils ont présenté 11 motions, l'une après l'autre, contre ce plan.

Erin O'Toole n'a toutefois pas été le seul. Il y a aussi eu Stephen Harper. Une partie des députés conservateurs ont donc fait campagne sous la direction de plus d'un chef cherchant à tarifier la pollution. Pourtant, ils se présentent encore une fois ici, sans la moindre gêne, pour dire qu'ils s'opposent soudainement à une approche qu'ils ont soutenue sous Stephen Harper et Erin O'Toole.

Comment les gens peuvent-ils croire ce que leur disent les conservateurs?

Je vais lire quelque chose qui vient des débats à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Je suis tombé là-dessus ce matin, et les propos me semblent très pertinents:

En 2008, le gouvernement a pris la décision d'instaurer une taxe sur le carbone. Elle visait à aider la Colombie-Britannique à réduire les émissions de gaz à effet de serre sans imposer un fardeau indu aux familles de travailleurs. Pour y arriver, la loi a été rédigée de sorte que la taxe sur le carbone n'ait aucune incidence fiscale. Qu'est-ce qu'une taxe sur le carbone sans incidence fiscale? Chaque dollar perçu au titre de la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique est remis aux contribuables sous la forme de crédits d'impôt ou de réductions d'impôt.

Je sais que la députée de Vancouver-Kensington y a fait référence et qu'elle a tenté de mettre en cause le gouvernement fédéral. Eh bien, le fait est que nous pouvons choisir la façon de mettre en œuvre la taxe sur le carbone. Notre politique — qui est enchâssée dans la loi — est de remettre l'argent dans les poches des contribuables. Nous ne voyons pas cette taxe comme une caisse noire, ce qui semble être le cas du NPD. Depuis 2008, la taxe sur le carbone a permis de percevoir près de 8,5 milliards de dollars et de remettre plus de 10,6 milliards de dollars aux entreprises, aux particuliers et aux familles sous la forme de réductions d'impôt.

• (1355)

L'intervention du député provincial de la Colombie-Britannique se poursuit:

La taxe sur le carbone de la province semble fonctionner. Selon des études indépendantes, la consommation de carburant en Colombie-Britannique a diminué de 16 % par habitant entre 2008 et 2012. D'après un examen de sept études indépendantes mené en 2015, la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique a permis une réduction des émissions pouvant atteindre 15 %. Tout cela a été accompli sans que les contribuables aient à déboursier le moindre sou.

Qui a tenu ces propos à l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique le 27 février 2017? Le député conservateur actuel de Pitt Meadows—Maple Ridge, qui siège à la Chambre. Le même député qui a pris la parole plus tôt dans le débat et qui a essayé de réprimander le gouvernement pour la tarification de la pollution.

C'est ce qu'il a dit. Je n'invente rien. Je suis littéralement en train de lire le compte rendu de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique du 27 février 2017.

Déclarations de députés

Étant donné les commentaires qu'il a faits sur le sujet il y a quelques années à peine, comment ce député peut-il venir à la Chambre et en parler de manière défavorable comme s'il avait une quelconque autorité en la matière?

Tout ce que j'essaie de faire ressortir, c'est cette hypocrisie qui ressort sans cesse, en fait, 11 fois puisqu'ils ont présenté 11 fois le même genre de motion.

Ils ont fait campagne là-dessus. Ils n'ont jamais contesté leurs chefs là-dessus. Dans d'autres assemblées législatives, ils l'ont présentée comme la solution miracle pour régler le problème des changements climatiques. Et aujourd'hui, tout d'un coup, ils viennent nous dire qu'une taxe sur le carbone, c'est-à-dire la tarification de la pollution, ne sert absolument à rien et que ça ne marchera jamais.

Si ce n'est pas de l'hypocrisie, je ne sais pas ce que c'est. En fait, ça dégouline sur leurs pupitres. Je n'arrive pas à croire qu'ils se soient mis dans une position aussi révélatrice de leur hypocrisie.

En tout cas, comme je l'ai dit tout à l'heure, cela montre que les conservateurs reconnaissent enfin que les changements climatiques sont réels. Certes, ils ne vont pas jusqu'à admettre qu'ils sont anthropiques, ils n'en sont pas encore là. Je suis sûr qu'ils en discutent entre eux, mais on a quand même entendu le député de Louis-Saint-Laurent dire, il y a quelques instants, que les changements climatiques sont réels. Je crois avoir entendu d'autres députés le dire également. C'est déjà ça.

Tout ce qu'ils disent, c'est qu'ils vont régler le problème grâce à la technologie. C'est leur solution. Ils vont avoir recours à la technologie, un point c'est tout. Ils n'en disent pas plus.

Nous pouvons discuter des autres mesures que nous pouvons prendre. Je suis d'accord avec la députée de Saanich—Gulf Islands lorsqu'elle a dit tout à l'heure que la taxe sur le carbone n'est qu'une mesure parmi d'autres. C'est vrai, puisqu'il s'agit d'imposer une taxe sur la pollution. Il va falloir faire davantage.

Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, l'autre dispositif que nous allons devoir mettre en œuvre est un système rigoureux de plafonnement et d'échange, notamment pour le secteur du pétrole et du gaz naturel.

Beaucoup de gens ne savent pas ce dont il s'agit, et je peux comprendre, car il n'est pas facile d'expliquer que cela revient à taxer la pollution. Le système de plafonnement et d'échange permet au gouvernement de fixer un plafond général aux émissions de gaz à effet de serre pour un certain nombre de secteurs, pendant une période donnée. Ce plafond est réduit progressivement au fil du temps, afin d'encourager les réductions d'émissions. À la fin d'une période de trois ans, par exemple, les émetteurs doivent obtenir des droits d'émission pour chaque tonne de gaz à effet de serre qu'ils rejettent dans l'atmosphère et remettre ces droits d'émission au gouvernement. Autrement dit, ils doivent avoir un nombre suffisant de droits d'émission pour couvrir leurs émissions, sinon ils s'exposent à des sanctions.

Ce concept n'a rien de nouveau, puisqu'il est apparu en Amérique du Nord autour de 2005, 2006, et qu'il faisait partie de la Western Climate Initiative, qui regroupe un certain nombre d'États. Il y avait le Québec, qui en fait toujours partie, fort heureusement pour lui, et il y avait aussi l'Ontario, jusqu'à ce que Doug Ford se retire. En gros, le gouvernement fixe une limite maximale d'émissions au-delà de laquelle les émetteurs doivent acheter des droits

d'émission supplémentaires à d'autres participants pour compenser leurs émissions.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

● (1400)

[Traduction]

FLEMINGDON PARK MINISTRY

M. Michael Coteau (Don Valley-Est, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à souligner le travail exceptionnel de Flemingdon Park Ministry, un organisme de bienfaisance de ma magnifique circonscription, Don Valley-Est.

Cet organisme vient en aide aux résidents de Don Valley-Est depuis plus de 40 ans et travaille sans relâche afin de créer un sentiment d'appartenance et de soutien au sein de notre collectivité. Son travail est un parfait exemple du pouvoir de la collectivité et de l'esprit de générosité. L'une des grandes réalisations du Flemingdon Park Ministry est The Common Table, une ferme urbaine qui vise à éliminer l'insécurité alimentaire en donnant aux gens la possibilité de cultiver leurs propres aliments frais.

À l'approche de la période de partage et de bienveillance, je tiens à remercier le Flemingdon Park Ministry des services qu'il rend à la collectivité et de son dévouement à l'égard de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Je remercie tous les bénévoles qui ne ménagent aucun effort afin d'offrir des services, de tisser des liens et de donner de l'espoir à tous les habitants de Don Valley-Est.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Madame la Présidente, à l'approche de l'Action de grâces, je pense à ce pour quoi et pour qui je suis reconnaissant, comme ma femme Amanda et nos enfants Luke, Ama, Michaela, James et Nathan, et comme mes amis qui se joignent à moi sur la Colline aujourd'hui, Matt Grills et Kyle MacDonald.

Alors que les Canadiens se rassemblent pour exprimer leur gratitude pour les bienfaits dans leur vie, il est important que nous ne perdions pas de vue nos voisins qui ont été contraints de traverser des périodes difficiles. Sous la direction du gouvernement néo-démocrate-libéral, sept millions de Canadiens se demandent aujourd'hui comment ils vont arriver à se nourrir. Voilà le résultat des taxes imposées aux agriculteurs qui cultivent les aliments, aux camionneurs qui transportent les aliments et aux Canadiens qui achètent les aliments.

Les Canadiens sont résilients, mais ils commencent à perdre espoir. C'est pourquoi un gouvernement conservateur rétablirait l'espoir grâce au bon sens des gens ordinaires. Nous supprimerons la taxe sur le carbone et nous permettrons aux Canadiens de rentrer chez eux avec des chèques de paye plus substantiels. La renaissance économique du Canada est imminente. Ramenons le gros bon sens chez nous.

ERNIE LUSTIG

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.): Madame la Présidente, c'est avec grande tristesse que je prends la parole à la Chambre aujourd'hui pour annoncer le décès tragique d'un grand partisan du Parti libéral et d'un grand Canadien, Ernie Lustig. Ernie était président de la circonscription de Humber River—Black Creek depuis 1999. Il a fait une contribution grandement appréciée à la collectivité, à ma famille et à moi-même. C'était un homme passionné, dévoué à sa famille et à son pays.

Nous adressons nos plus sincères condoléances à son fils Joel et à sa belle-fille Fern, à sa fille Ellen et à son gendre Jerry, à ses petits-enfants Lauren, David, Josh et Aubrey, ainsi qu'à ses deux arrière-petits-enfants Drew et Chloe. Sharon Lustig, son épouse pendant 70 ans, est décédée avant lui. Nous l'appelions toujours notre première dame.

On se souviendra toujours d'Ernie Lustig comme d'un homme intelligent, généreux et dévoué, vraiment unique en son genre, et ce fut un honneur d'avoir été son amie. Que mon ami repose en paix.

[Français]

LE CHÂTEAU DE MARIE-ÈVE

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Monsieur le Président, il y a deux semaines, le Château de Marie-Ève a accueilli ses premiers locataires au centre-ville de Val-d'Or. Le nom rend hommage à Marie-Ève Charron, une femme itinérante bien connue de chez nous qui a été tragiquement assassinée en 2016. Ce projet piloté par La Piaule a pour objectif d'offrir un toit à 41 personnes qui risquent de se retrouver en situation d'itinérance. Chaque nouveau locataire fait part de ses besoins et un appel de dons à la population est fait.

J'encourage donc la population à faire don de tables, de chaises, de lits et d'électroménagers. L'augmentation marquée des cas d'itinérance dans notre ville est inquiétante. Chaque ordre de gouvernement tente de trouver des solutions, mais, comme l'a dit M. Stéphane Grenier, président de la maison d'hébergement La Piaule, « peu importe combien d'argent on va mettre en itinérance, on va tourner en rond tant qu'on n'a pas de logements » à offrir.

En terminant, je tiens à souligner le travail remarquable de La Piaule et je dis félicitations à toute l'équipe pour cette belle initiative.

NAMUR

M. Stéphane Lauzon (Argenteuil—La Petite-Nation, Lib.): Monsieur le Président, notre ville de Namur en Outaouais partage un lien spécial avec Namur en Belgique. Le 26 août dernier, j'ai eu le privilège d'assister au dîner de bienvenue, orchestré par le maire Gilbert Dardel et l'équipe de la MRC de Papineau, en l'honneur de nos précieux invités belges.

En retour, la semaine dernière, une délégation de 26 personnes de la MRC de Papineau, dirigé par le préfet M. Benoît Lauzon, a été reçu par Maxime Prévot, bourgmestre de Namur et député fédéral de Belgique. Depuis 2015, ces échanges intermunicipaux symbolisent la coopération et la camaraderie que le Canada cultive avec les nations du monde.

Déclarations de députés

Je dis à nos amis belges que de les accueillir à nouveau dans notre magnifique région fut un honneur. Nous espérons que leur visite fut aussi précieuse que l'amitié que partagent nos deux Namur.

● (1405)

[Traduction]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral est là avant tout pour protéger les intérêts des Canadiens. Une fois de plus, les agriculteurs paient le prix des échecs du premier ministre sur la scène internationale.

Dans leurs efforts pour accélérer l'inclusion du Royaume-Uni dans l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste, les libéraux font fi du désastreux déficit commercial dans les secteurs du bœuf et du porc. Les chiffres sont effarants. L'an dernier, le Royaume-Uni a exporté au pays plus de 4 000 tonnes de bœuf d'une valeur de 33 millions de dollars. En comparaison, les exportations canadiennes de bœuf au Royaume-Uni étaient inexistantes. La tendance est semblable pour le porc. Qu'il s'agisse du bœuf, du porc ou des légumineuses, les producteurs canadiens perdent un accès précieux aux marchés en raison des échecs du premier ministre.

Les conservateurs jugent que le commerce doit être libre et équitable, et qu'il doit être profitable à nos alliés et aux producteurs canadiens. Les conservateurs peuvent réussir là où les libéraux ont échoué et faire preuve de fermeté dans la négociation d'accords commerciaux. Les conservateurs mettraient l'accent sur les possibilités économiques et défendraient les producteurs canadiens et leurs normes de calibre mondial. Les conservateurs restaureraient la réputation du Canada en tant que partenaire économique de confiance partout dans le monde. Les conservateurs obtiendraient des résultats.

LA JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, à l'occasion de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, nous nous rappelons les milliers d'enfants qui ont été volés par les pensionnats autochtones. Cette journée est un douloureux rappel des horreurs qui se sont produites et de ce qui a été perdu. C'est aussi une journée où nous chérissons ce que nous réussissons à récupérer.

J'ai récemment eu le privilège de visiter l'école Kehkimin d'immersion en langue wolastoqey. Les enfants qui participent à ce programme d'apprentissage fondé sur l'expérience pratique et les liens avec le territoire sont comme de petites abeilles. Ils approfondissent les liens avec leur culture, se réapproprient leur langue et développent une relation avec la Terre mère grâce aux milieux naturels. C'est vraiment beau à voir et c'est très touchant. C'est de la guérison par l'action. La langue est un élément clé de l'identité d'une personne. Ces enfants grandiront en proclamant haut et fort et avec fierté tous les aspects de leur identité, un sentiment qui a été violemment arraché à leurs ancêtres.

Déclarations de députés

J'aimerais féliciter tout spécialement la fondatrice et le personnel de l'école Kehkimin. Je tiens aussi à célébrer l'un des enfants qui a récemment reçu son nom traditionnel. Il s'agit de Benson, nommé Wapsq — qui signifie ours polaire —, et il est le fils de Rachel, l'une des membres de mon équipe.

J'aimerais aussi vous parler de mes deux garçons, des membres de la culture wolastoqey. Je suis très reconnaissante d'être leur mère et très fière de les voir grandir. Ils sont la source de ma motivation et ma raison d'être dans cette enceinte, où je me bats pour eux afin de leur offrir un monde meilleur.

[La députée s'exprime en wolastoqey]

[Traduction]

JOHN MARLATT

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Monsieur le Président, en juillet, la communauté d'Oakville a perdu l'un de ses piliers. John Marlatt, propriétaire du légendaire Moonshine Café, est décédé à la suite d'une brève maladie. John et son épouse, Jane, ont ouvert le Moonshine Café il y a 17 ans. Ils ont ainsi créé une salle de spectacles unique en son genre, où les musiciens qui se produisaient étaient soutenus et où le public passait toujours un bon moment.

La présidente du Conseil du Trésor et moi avons eu l'immense chance d'apprendre à connaître John au fil des ans. Je garde beaucoup de bons souvenirs de soirées agréables passées au Moonshine. Avant l'élection municipale de 2010, John a organisé une soirée de musique où les candidats, moi y compris, ont été invités à chanter avec Phil Cain sur la scène.

Une célébration de la vie de John s'est tenue à Oakville lundi. Il avait un cœur d'or et il manquera à tout le monde, particulièrement à Jane et à sa famille. Je suis certaine que John joue maintenant de la guitare au paradis, où il chante aussi ses chansons.

L'ÉCONOMIE

Mme Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Monsieur le Président, des millions d'ainés canadiens ont de la difficulté à se nourrir, à payer leur loyer et à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Plus d'un tiers d'entre eux n'ont pas un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins, et nous savons que chaque mois, 1,5 million de Canadiens ont recours aux banques alimentaires. Après huit ans de dépenses inconsidérées de la part du gouvernement libéral, qui se sont traduites par une inflation record et une hausse des taux d'intérêt, de nombreux Canadiens peinent de plus en plus à joindre les deux bouts.

Cependant, ma collectivité passe à l'action. Le Good Neighbours Active Living Centre de Winnipeg a mis en place un service de banque alimentaire pour les aînés qui vivent dans l'insécurité alimentaire. L'entraide entre voisins illustre bien l'identité canadienne et je sais que ce programme améliorera le sort d'un très grand nombre d'ainés.

La lutte contre l'inflation et la réduction du coût de la vie sont la priorité numéro un du Parti conservateur. Nous reviendrons à des budgets équilibrés et cesserons de jeter de l'huile sur le feu de l'inflation. Les aînés canadiens devraient passer leur âge d'or dans la

dignité et la sécurité financière, et non dans les banques alimentaires. Les conservateurs feront en sorte que ce soit le cas.

• (1410)

LA CONTRACEPTION

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, mardi était la Journée mondiale de la contraception. Sachant que l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive fait l'objet de nombreuses menaces dans le monde, un nombre croissant de citoyens réclament le droit à des services de contraception universels et gratuits. Ma province, la Colombie-Britannique, a donné l'exemple, en avril dernier, en mettant en œuvre une politique en ce sens. Il est temps que l'ensemble du Canada lui emboîte le pas.

La prévention d'une grossesse non désirée est essentielle à la santé génésique et à l'égalité des sexes. Elle renforce l'autonomie des personnes, principalement des femmes. L'accès universel et gratuit à la contraception élimine l'obstacle du coût pour les Canadiens à faible revenu, notamment les adolescents. Il permet de réduire le nombre de grossesses non désirées et de promouvoir une planification familiale responsable.

J'exhorte tous les parlementaires à appuyer l'accès universel et gratuit à la contraception, à faire de celui-ci un droit fondamental et non un privilège, et à garantir un avenir plus en santé et plus équitable à tous les Canadiens.

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, en fin de semaine dernière, j'ai eu l'honneur d'assister à la foire automnale et fête du maïs d'Agassiz. Je félicite M. Vander Wyk d'avoir été couronné roi du maïs de cette année.

Comme l'ont dit de nombreux agriculteurs, le gouvernement néo-démocrate-libéral s'attaque à l'un des principaux outils de production d'aliments de qualité au Canada: l'engrais. En effet, le gouvernement néo-démocrate-libéral a récemment présenté un plan non scientifique visant à réduire radicalement l'utilisation d'engrais d'ici 2030. Or, les agriculteurs canadiens font déjà mieux que le reste du monde en matière de durabilité. Ils sont jusqu'à 70 % plus efficaces en ce qui concerne l'utilisation d'engrais. Plutôt que de faire l'éloge des agriculteurs canadiens comme étant la référence mondiale, le gouvernement insulte les producteurs et nuit au portefeuille de tous les Canadiens en faisant augmenter les coûts à l'épicerie. Le prix des aliments a déjà augmenté de plus de 10 % par rapport à l'année dernière.

Tous les agriculteurs du Canada doivent savoir qu'un futur gouvernement conservateur cesserait de s'en prendre à l'engrais afin qu'ils puissent continuer à produire des aliments locaux, à la fois durables et de qualité.

[Français]

LA TAXE SUR LE CARBONE

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Monsieur le Président, les familles de ma circonscription et de partout au pays ont du mal à joindre les deux bouts. Le coût de la vie a grimpé en flèche au cours des huit dernières années en raison de la mauvaise gestion du gouvernement et de sa taxe sur le carbone punitive.

Les conservateurs se soucient de l'environnement. Il existe de nombreux moyens de lutter contre le changement climatique sans avoir recours à une taxe sur le carbone qui rend tout plus cher. Nos exploitations agricoles, nos usines de transformation et nos transporteurs doivent assumer ce coût supplémentaire, qui est ensuite répercuté sur les consommateurs.

Les libéraux et le Bloc québécois voudraient voir la taxe augmentée de façon radicale. Notre approche conservatrice de gros bon sens consiste à supprimer complètement la taxe sur le carbone pour aider les familles et les agriculteurs à s'en sortir, en utilisant la science pour réduire les émissions des gaz à effet de serre. Avec des lois comme le projet de loi C-234 et notre motion de l'opposition d'aujourd'hui, les conservateurs continueront à défendre les intérêts des agriculteurs et des familles canadiennes.

Rassemblons-nous et supprimons la taxe sur le carbone afin que les Canadiens puissent se nourrir, se loger et apporter de plus gros chèques de paie à la maison.

* * *

LA FILIÈRE BATTERIE

Mme Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui est une grande journée. Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie a annoncé ce matin le plus important investissement privé au Québec. La compagnie suédoise Northvolt a choisi le Québec pour construire sa nouvelle usine de fabrication de batteries pour les véhicules électriques. Ce projet permettra la création de milliers d'emplois manufacturiers et concrétise une fois de plus la position enviable du Canada, et plus particulièrement du Québec, dans la filière batterie.

Selon notre énergique ministère de l'Innovation, le virage électrique entrepris par l'industrie automobile constitue l'occasion d'une génération. Ce virage électrique confirme également que cette industrie répond à la demande de notre gouvernement de diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Sherbrooke prend sa place dans le secteur de la batterie et dans l'électrification des transports. Calogy Solutions, le professeur Claverie et sa batterie à électrolyte solide, la Société de transport de Sherbrooke et ses autobus électriques appuient cette industrie nouvelle et en pleine croissance.

* * *

● (1415)

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, la planète brûle littéralement. On l'a vu cet été au Québec, en Colombie-Britannique et un peu partout dans le monde.

Chez nous, le secteur pétrolier et gazier est responsable de 30 % de toutes nos émissions de carbone et celles-ci augmentent chaque année. C'est pourquoi nous avons absolument besoin d'un plafond strict d'émissions des gaz à effet de serre pour ce secteur.

Les libéraux l'ont promis en 2021, mais on attend encore. On attend cette réglementation de pied ferme. Le temps des demi-mesures est terminé. Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique ne peut pas présenter un plan truffé d'échappatoires, d'exemptions ou de délais. Les néo-démocrates n'accepteront pas un système mou et flou avec des compensations financières

Déclarations de députés

pour les compagnies ou l'absence de mesures coercitives. La récréation est terminée. Ce plafond strict est essentiel pour que nous atteignons nos cibles.

Nous pressons le ministre d'agir. Le NPD veillera à protéger nos enfants.

* * *

JOYCE ECHAQUAN

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Monsieur le Président, il y a trois ans aujourd'hui, le Québec était témoin de la mort de Joyce Echaquan, une Atikamekw de 37 ans, mariée, mère de sept enfants, aimée, irremplaçable.

Les circonstances choquantes de son décès ont révélé au grand jour le racisme qu'elle a vécu à l'hôpital et qui a mené à de terribles conséquences. Cette onde de choc aura éveillé les consciences sur l'urgence de combattre ce racisme en appliquant la sécurisation culturelle des peuples autochtones au sein des institutions qui doivent les servir. C'est une question de principe. On l'a même appelé « le principe de Joyce » en sa mémoire.

Il nous reste beaucoup de travail pour que nos lois, nos politiques et nos pratiques soient toutes à la hauteur de ce principe, mais nous avons désormais un nom en tête pour nous rappeler à ce devoir: justice pour Joyce.

Au nom du Bloc québécois, je tiens à exprimer à son conjoint, Carol Dubé, à ses sept enfants et à toute la communauté de Manawan notre solidarité, alors que, ce soir, ils seront réunis pour honorer la mémoire de Joyce Echaquan.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Dan Muys (Flamborough—Glanbrook, PCC): Monsieur le Président, après huit ans de gouvernement néo-démocrate—libéral, les loyers sont hors de contrôle. Aujourd'hui, un appartement avec une chambre à coucher coûte près de 2 000 \$ par mois. Lorsque le chef conservateur était ministre du Logement dans le gouvernement conservateur précédent, un appartement avec une chambre à coucher coûtait environ 900 \$ par mois.

Après huit années de gouvernement libéral, les Canadiens paient aujourd'hui des loyers hors de prix. À Toronto, une chambre simple dans un appartement partagé coûte 1 300 \$. À Vancouver, la même chose coûte près de 1 800 \$.

Les étudiants étrangers vivent dans des refuges pour sans-abri et sous les ponts. Un refuge de Toronto affirme qu'un tiers de ses résidents sont des étudiants. Les réfugiés dorment dans les rues. Des villes de tentes s'étendent dans tout le pays, même que des détenus de Vancouver ont demandé des peines plus longues pour éviter l'enfer du logement à Vancouver.

Le premier ministre n'en vaut pas le coût. Il a ajouté plus à la dette nationale que tous les premiers ministres précédents réunis, faisant grimper l'inflation, laquelle a entraîné une augmentation des taux et des hypothèques, ce qui, évidemment, a fait grimper les loyers.

*Questions orales***LA JOURNÉE NATIONALE DE LA VÉRITÉ ET DE LA RÉCONCILIATION**

Mme Yvonne Jones (Labrador, Lib.): Monsieur le Président, le 30 septembre est la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. Cette journée de réflexion et de commémoration est l'occasion de marcher avec les peuples autochtones vers la guérison et la réconciliation au Canada.

Nous devons commencer par reconnaître l'histoire douloureuse qui nous a conduits là où nous sommes aujourd'hui.

Pendant des siècles, les peuples autochtones ont subi la colonisation, le système des pensionnats et la perte de leurs terres, de leur langue et de leur culture. C'est une histoire que nous devons continuer à regarder en face, contrairement aux mots combatifs et agressifs utilisés par le chef des conservateurs, lorsqu'il a déclaré: « Les Autochtones du Canada ont davantage besoin d'apprendre la valeur du travail que d'être indemnisés pour les mauvais traitements subis dans les pensionnats ». Ce sont là des points de vue froids et durs qui ont fait reculer les progrès des peuples autochtones pendant des générations.

Nous ne devons jamais oublier les atrocités commises dans les pensionnats et les traumatismes générationnels qui perdurent dans notre pays. Restons unis dans notre engagement en faveur de la vérité, de la réconciliation et d'un Canada meilleur pour tous.

QUESTIONS ORALES

• (1420)

[Français]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre est vu comme un clown à travers le monde. Qu'on tienne ou non l'ancien Président libéral de la Chambre responsable de la reconnaissance d'un nazi au Parlement, la réalité est que, pendant cinq jours, le premier ministre s'est caché et a évité sa responsabilité de défendre et de réparer la réputation du Canada.

[Traduction]

Sur la scène internationale, le premier ministre est vu comme un clown. Que nous le blâmions, lui, ou que nous blâmions l'ancien Président libéral de la Chambre pour avoir salué un nazi dans cette enceinte n'y change rien. La réalité est que, pendant cinq jours, le premier ministre s'est caché et a laissé la réputation du Canada se faire démolir.

Pourquoi le premier ministre cherche-t-il davantage à protéger sa réputation à lui plutôt que celle de notre pays?

L'hon. Karina Gould (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, tous les députés savent que c'était la responsabilité du Président de la Chambre. C'est pourquoi nous lui avons demandé de démissionner, et c'est pourquoi il l'a fait.

* * *

LA TARIFICATION DU CARBONE

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre s'est caché pendant cinq jours, et

voilà qu'il se cache encore afin d'éviter de répondre à mes questions d'aujourd'hui concernant les personnes qui souffrent de la faim.

Sept millions de Canadiens ne mangent pas à leur faim à cause du prix des aliments, et 1,5 million d'entre eux doivent se tourner vers les banques alimentaires. Les files d'attente devant les banques alimentaires du pays n'ont jamais été aussi longues.

Une classe moyenne affamée: voilà le nouveau phénomène qu'on doit au premier ministre après ses huit années au pouvoir. Sa solution radicale consiste à quadrupler la taxe sur le carbone pour la porter à 61 ¢ le litre pour les agriculteurs et les camionneurs qui nous fournissent nos aliments.

Va-t-il enfin adopter le plan conservateur plein de gros bon sens et supprimer cette taxe afin que le prix des aliments soit plus abordable?

L'hon. Anita Anand (présidente du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que l'opposition nous dise si elle compte appuyer le projet de loi C-56 dont la Chambre est saisie.

Les conservateurs ont le choix, au lieu de voter contre toutes les mesures visant à venir en aide aux Canadiens, qu'il s'agisse des aînés, des travailleurs ou des petits entrepreneurs. Nous les exhortons à voter en faveur du projet de loi C-56.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, notre choix est clair. Nous allons éliminer la taxe pour rendre le coût de la vie plus abordable.

Fait remarquable, les députés libéraux du Canada atlantique disent à leurs concitoyens que c'est avec moi qu'ils sont d'accord et non avec le premier ministre. Dans leur circonscription, ils disent aux gens qu'ils sont d'accord avec les conservateurs pour éliminer la taxe sur le carbone, mais quand ils se présentent à la Chambre, ils semblent laisser leur colonne vertébrale au vestiaire et ils votent comme le premier ministre pour quadrupler la taxe sur le carbone et la faire passer à 61 ¢ le litre, ce qui s'applique aussi au chauffage.

Est-ce que ces députés de l'Atlantique vont se tenir debout et voter avec nous pour éliminer la taxe et faire baisser les prix?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, les résidents d'Edmonton-Centre, pour ne pas dire tous les Albertains, m'ont écrit cet été, comme bien des étés avant, pour me dire que l'air était devenu irrespirable en raison des incendies de forêt.

Quelle est la solution des conservateurs? Ils veulent annuler la prestation pour la garde d'enfants et ils veulent éliminer l'Allocation canadienne pour enfants. Ils veulent couper, couper et encore couper. Leur politique, c'est celle de la terre brûlée. Les conservateurs vont éliminer des programmes et laisser la planète se consumer. Ils devraient avoir honte.

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, nous allons éliminer la taxe sur le carbone.

Le député libéral, tout comme ses partenaires de coalition du NPDP, a trahi les Albertains, qui se font saigner à blanc par la taxe sur le carbone, tout comme les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Le député, tout comme le NPDP, a décidé de trahir ses concitoyens et de voter pour le plan du premier ministre visant à puiser davantage dans les poches des travailleurs canadiens.

Questions orales

Le gouvernement renoncera-t-il à son projet irresponsable visant à quadrupler la taxe pour la faire passer à 61 ¢ le litre et votera-t-il pour notre motion, qui demande d'agir en ce sens la semaine prochaine?

L'hon. Randy Boissonnault (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, ce qui est irresponsable, c'est l'idéologie conservatrice voulant qu'interrompre des projets d'énergie renouvelable soit en quelque sorte une bonne stratégie.

Les habitants de ma circonscription et de notre province veulent que nous allions dans cette direction. Ils veulent de l'électricité propre et à prix raisonnable. Ils veulent des usines de production d'hydrogène. Ils veulent faire partie de l'économie de l'avenir.

La politique des conservateurs, c'est celle de la terre brûlée. Ils devraient avoir honte. Nous sommes ici pour répondre aux besoins des Albertains et des Canadiens.

• (1425)

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, le chef du Bloc québécois a capoté. Il a capoté parce qu'on a souligné que, le 5 juin, il a voté pour maintenir en place la deuxième taxe sur le carbone qui s'applique au Québec. Il a capoté, parce qu'on a souligné qu'un de ses députés veut « radicalement augmenter la taxe sur le carbone » sur le dos des Québécois. Il va encore capoter dans quelques instants, j'en suis sûr.

Est-ce que le premier ministre va continuer de travailler avec le chef du Bloc pour augmenter les taxes sur le dos des Québécois?

L'hon. Pascale St-Onge (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, ce que les Québécois savent, c'est qu'en 2023, cela n'a aucun sens qu'un parti qui aspire à gouverner le pays n'ait absolument aucun plan pour lutter contre les changements climatiques.

La seule solution que les conservateurs ont à proposer jour après jour, c'est de faire des compressions dans les programmes qui aident les familles à joindre les deux bouts et de rendre la pollution gratuite, alors qu'on a connu la pire saison de feux de forêt.

C'est irresponsable et c'est un choix qu'on ne prendra jamais, c'est-à-dire de risquer l'avenir du pays aux mains des conservateurs.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le chef de l'opposition officielle a utilisé le mot « clown » tantôt. C'est intéressant. Pourquoi n'abolirait-il pas les profits et les subventions des pétrolières? On y reviendra. On a au moins un an devant nous.

En attendant, il faudrait passer à autre chose dans le dossier de l'épisode de vendredi dernier. Il n'y a pas eu d'appel à M. Zelensky, à la communauté juive ni aux anciens combattants du Québec et du Canada qui ont combattu les nazis.

Le gouvernement reconnaît-il l'effet terrible de la négligence du premier ministre, et qu'entend-il faire pour la corriger?

L'hon. Karina Gould (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, évidemment, il y a eu des appels. Il est manifeste que tout le monde à la Chambre a été

blessé par ce qui s'est passé vendredi passé et que tous les Canadiens ont été blessés par ce qui s'est passé.

Le premier ministre a fait ses excuses au peuple canadien et à chaque communauté qui a été blessée par ce qui s'est passé vendredi. On va continuer de le faire, parce que c'est quelque chose qui est vraiment regrettable pour nous tous à la Chambre, mais aussi pour le Canada.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, on va continuer sans que les gestes nécessaires ne soient posés. Pendant ce temps-là, parce que cela a pris cinq jours pour le début d'un geste, la propagande russe, indienne et chinoise — personne dedans n'étant les amis du gouvernement bien sûr ni du Canada en général — s'est défoncée et s'est déchaînée contre les intérêts, évidemment, et la perception mondiale du Canada et malheureusement du Québec.

Cela aurait été mieux si, tout de suite, comme chef d'État, le premier ministre avait dit: je nuance, on s'excuse. Cela aurait été dans les mêmes articles de journaux.

Qu'entend faire le gouvernement pour sortir ses alliés de l'embaras et qu'on puisse enfin passer à autre chose?

L'hon. Karina Gould (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue de cette question.

Dès le premier jour où on a appris cet événement horrible qui s'est passé à la Chambre vendredi dernier, le premier ministre a reconnu que c'était quelque chose de douloureux pour les Canadiens et les communautés qui ont été affectées par l'Holocauste. Les appels et les excuses ont été faits au travers des canaux diplomatiques dès le début.

Le Canada va continuer de travailler avec ses alliés pour défendre l'Ukraine et travailler avec eux pour leur paix, leur justice et leur souveraineté.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, cet été, les feux de forêt ont ravagé nos régions. La crise climatique, on la vit. L'inaction du ministre de l'Environnement devient gênante.

Le récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie dit que le Canada doit cesser d'approuver de nouveaux projets de combustibles fossiles et devancer l'objectif de carboneutralité à 2045. Or, les libéraux font l'inverse: ils achètent un pipeline et le ministre de l'Environnement dit oui à Bay du Nord.

Le ministre va-t-il enfin se réveiller et écouter les recommandations de l'Agence internationale de l'énergie?

L'hon. Pascale St-Onge (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, comme notre collègue, notre gouvernement est évidemment préoccupé par l'avenir de la planète. C'est pour cela que, depuis 2019, nous avons réduit nos émissions de gaz à effet de serre de plus de 62 mégatonnes. C'est l'équivalent de 11 millions de voitures qui ont été retirées de nos routes.

Évidemment, nous sommes conscients qu'on doit continuer d'en faire plus pour lutter contre les changements climatiques. C'est ce que nous allons continuer de faire.

Questions orales

• (1430)

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, sur le climat, les libéraux dorment au gaz.

Le transfert à un nouvel assureur pour la fonction publique cause un paquet de problèmes pour des employés qui en arrachent déjà avec le coût de la vie.

Il y a des délais d'attente à n'en plus finir pour des réclamations de traitement de médicaments. Il y a vraiment des demandes rejetées, même pour des enfants malades. Il est presque impossible d'avoir une explication, parce que personne n'est au téléphone pour répondre au monde.

Les travailleurs méritent mieux et les libéraux les laissent pointer. Quel est le plan des libéraux pour régler le chaos qu'ils ont causé et aider les familles qui en souffrent?

L'hon. Anita Anand (présidente du Conseil du Trésor, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie beaucoup la question de mon honorable collègue. Bien sûr, tous les fonctionnaires, les retraités et les personnes à leur charge méritent un soutien adéquat pour accéder à leurs prestations. Bien sûr, les temps d'attente au centre d'appel de la Canada Vie sont inacceptables.

J'ai déjà eu des conversations avec les représentants de la direction de Canada Vie et je leur ai dit la même chose.

Je vais travailler très fort pour m'assurer que les fonctionnaires peuvent avoir leurs prestations.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les excuses que le premier ministre a présentées hier à la Chambre. Il ne s'est pas excusé au nom du gouvernement ou du Canada. Il a présenté des excuses au nom de la Chambre.

Toutefois, un premier ministre ne parle pas au nom de la Chambre; il parle au nom du gouvernement ou du Canada. Pourtant, hier, à la Chambre, il n'a présenté aucune excuse au nom du gouvernement ou du Canada pour l'embarras et la honte que la mauvaise gestion d'une visite officielle par le gouvernement a causés. Pourquoi?

L'hon. Karina Gould (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue sait très bien que le premier ministre a présenté des excuses en notre nom à tous parce que toutes les personnes présentes à la Chambre vendredi se sont levées. Nous ignorions tous que cette personne allait être ici et que l'ancien Président de la Chambre lui rendrait hommage. Je pense que nous en sommes tous profondément honteux et que si nous avions connu la vérité, pas un seul d'entre nous ne se serait levé pour applaudir cette personne.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, pendant cinq jours, le premier ministre a laissé s'effriter la réputation du Canada. Pendant cinq jours, le premier ministre ne s'est pas excusé, et lorsqu'il l'a fait, ce n'était pas au nom du gouvernement ou du Canada, mais au nom du Parlement. Or, un premier ministre ne parle pas au nom du Parlement. Pourquoi a-t-il évité de parler en son nom et au nom du gouvernement du Canada?

L'hon. Karina Gould (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme le député d'en face le sait très bien, dès que les faits ont été découverts, le premier ministre a dit à quel point cette situation avait blessé profondément tous les parlementaires et tous les Canadiens, en particulier toutes les communautés qui ont été touchées par l'Holocauste. Le gouvernement a tenu des conversations et a présenté des excuses par des voies diplomatiques dès qu'on l'a informé de la situation. Dès que l'ancien Président a reconnu sa responsabilité, le premier ministre a assumé la sienne et a présenté ses excuses.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, pendant que le Canada subissait la pire crise diplomatique de son histoire, que nous a offert le premier ministre libéral? C'était cinq jours de silence, cinq jours où il est resté caché; cinq jours où il n'a même pas pris le téléphone pour appeler le président Zelensky ni les communautés qui ont été outrées; cinq jours pendant lesquels la colère du monde entier contre le geste inexcusable qui s'est produit ici a gonflé à un tel point que le Canada a perdu toute crédibilité.

Pourquoi a-t-il fallu cinq jours au député de Papineau pour agir comme un premier ministre, pour défendre notre réputation, nos communautés et notre pays?

L'hon. Karina Gould (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme les députés de l'autre côté le savent très bien, dès que le premier ministre a su ce qui s'était passé, il a dit que c'était quelque chose de douloureux et de honteux pour les Canadiens. Tout le monde à la Chambre sait très bien que c'était le Président de la Chambre qui avait décidé d'inviter cet individu sans avertir ni un député, ni le gouvernement, ni la délégation ukrainienne qu'il allait souligner la présence de cet individu.

Il en a pris la responsabilité. Il a présenté ses excuses et a démissionné.

* * *

• (1435)

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Monsieur le Président, ce matin, à l'entrée d'une banque alimentaire de Québec, il y avait une file d'attente d'une longueur jamais vue. Ce sont des gens qui n'arrivent plus à payer pour se nourrir après huit ans de ce gouvernement libéral. La taxe sur le carbone, qui s'applique sur la production et le transport de ce qu'on achète à l'épicerie, contribue largement à cette situation.

Le « Bloc libéral » soutient cette taxe qui envoie directement les gens vers les banques alimentaires. Pire, le Bloc québécois veut radicalement augmenter la taxe sur le carbone sur le dos des Québécois qui en arrachent. On réalise enfin que cela coûte cher, voter pour le Bloc québécois.

Au lieu de se défilé et de crier à la Chambre, est-ce que le Bloc québécois va enfin faire preuve d'un peu de compassion et voter pour notre motion qui demande d'annuler les taxes sur le carbone?

Le vice-président: Normalement, on pose des questions au gouvernement.

Questions orales

L'honorable secrétaire parlementaire a la parole.

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je laisserais bien la place au Bloc québécois pour répondre.

Je veux dire que nous sommes 35 députés du Québec au Parti libéral du Canada et nous nous sommes battus, avec notre ministre de Shawinigan et notre premier ministre, pour nous assurer que des investissements étrangers arrivent au Canada. Nous avons annoncé aujourd'hui qu'une nouvelle compagnie, Northvolt, va s'installer à Saint-Boniface, au Québec. Ce sont des milliers d'emplois au Québec, grâce au travail de notre gouvernement.

C'est l'avenir, c'est le futur et c'est travailler pour le Québec.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, une personne qui a contracté un prêt hypothécaire à taux variable de cinq ans pour un montant de 500 000 \$ en 2021 doit maintenant payer jusqu'à 24 000 \$ de plus en intérêts par année. C'est pendant cette période que la ministre des Finances disait aux gens qu'ils pouvaient emprunter autant d'argent qu'ils le voulaient parce que les taux d'intérêt demeureraient bas pendant très longtemps. Cependant, les emprunteurs ne s'attendaient pas à ce qu'elle alimente l'inflation en dépensant des centaines de milliards de dollars, ce qui leur a fait subir la hausse la plus rapide des taux d'intérêt jamais vue depuis trois décennies. Après huit ans d'incompétence, les libéraux n'en valent tout simplement plus le coût.

Quand le premier ministre va-t-il enfin équilibrer le budget afin que les taux d'intérêt puissent baisser et que les Canadiens puissent encore se loger?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, je trouve fascinant que le député s'intéresse soudainement à la construction de logements pour les Canadiens, alors que par le passé, il a voté contre des mesures qui y auraient contribué.

Je signale au député que des fonctionnaires ont confirmé, hier, au comité des finances, qu'avec la proposition des conservateurs, on construirait moins de logements qu'avec les mesures que nous avons déjà proposées. Pourquoi son plan consiste-t-il à réduire le financement pour la construction de logements et à hausser les taxes pour les constructeurs de logements? Cela ne fonctionnera pas.

Il y a des députés qui travaillent pour que l'on construise des logements pour les Canadiens, et ils se trouvent sur les banquettes ministérielles.

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Monsieur le Président, le ministre qui a bousillé le système d'immigration pourra maintenant bousiller encore plus la situation du logement dans notre pays. J'ai construit plus de logements que les députés du gouvernement libéral réunis, alors j'en sais donc un peu plus sur le sujet.

La ministre des Finances est déconnectée de la réalité et hors de contrôle. Il y a deux mois, elle a dit qu'elle avait résolu le problème de l'inflation, mais celle-ci a augmenté de 43 % depuis ce temps, pour atteindre le taux impressionnant de 4 %. Les taux d'intérêt ont augmenté à cause des déficits élevés enregistrés par le gouverne-

ment. Quand le gouvernement équilibrera-t-il enfin son budget pour que les Canadiens ne perdent pas leur maison?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, à la manière typique des conservateurs, le député ignore les logis que nous avons construits pour les personnes à faible revenu au cours des dernières années. En réalité, lorsque je regarde les plans du...

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président: À l'ordre. J'ai vraiment du mal à entendre la réponse du ministre.

La parole est au ministre du Logement.

L'hon. Sean Fraser: Monsieur le Président, il est fascinant de constater que, lorsque nous soulevons un point sensible, tout ce que les conservateurs trouvent à faire, c'est de crier.

En réalité, le plan qu'ils ont présenté ne vaut même pas le papier sur lequel il est imprimé. Leur plan consiste à réduire le financement pour la construction de logements et à augmenter les taxes que paieront les constructeurs. Cela ne fonctionnera pas.

Nous allons proposer des mesures qui changeront l'équation financière pour les bâtisseurs. Nous allons changer la façon dont les villes construisent des maisons et nous allons former la main-d'œuvre nécessaire pour y parvenir.

* * *

[Français]

LES RESSOURCES NATURELLES

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, la semaine dernière, à l'ONU, le Canada s'est fait rappeler qu'il est l'un des leaders mondiaux de l'expansion des énergies fossiles. C'est un grand pays producteur de pétrole, comme aime le rappeler le ministre de l'Environnement et du Changement climatique. Or, au lieu de se défendre, les libéraux sont fiers de prouver que l'ONU a raison. Au même moment, ils ont autorisé encore plus d'explorations pétrolières au large de Terre-Neuve pour y doubler la production de pétrole. Les sociétés pétrolières et les conservateurs jubilent. Les environnementalistes sont consternés.

Assurément, le ministre a choisi son camp. Réalise-t-il qu'il est du mauvais côté de l'histoire?

● (1440)

M. Marc Serré (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et du ministre des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, sous les conservateurs, seulement 1 % de nos océans ont été protégés. Heureusement, nous en avons maintenant protégé plus de 14 %. Nous avons mis en place des protections, des conditions, conformément aux meilleures pratiques internationales qui nous ont aidés à établir des objectifs découlant de nos conversations. D'abord, la biodiversité est importante et nous allons consulter le Bloc québécois et tous les Canadiens pour nous assurer que nous allons protéger l'environnement et créer des emplois.

Questions orales

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, il n'y a pas que l'ONU qui déplore l'expansion pétrolière par le Canada, il y a aussi l'ex-ministre libéral de l'Environnement Catherine McKenna. Elle peut dire ce qu'elle pense depuis son départ de la politique. Ce qu'elle dit dans *La Presse*, c'est que le Canada est en voie de devenir le deuxième producteur d'un nouveau gisement pétrolier du monde entier d'ici 2050. Or, ce qu'elle pense, c'est que ce n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Elle a raison. Les libéraux ne sont pas obligés de faire partie du problème.

Vont-ils reculer dans leur plan d'expansion pétrolière à Terre-Neuve?

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Établir un plafond d'émissions pour le secteur pétrolier et gazier est une des principales actions de notre plan de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les compagnies pétrolières et gazières ont prouvé plusieurs fois qu'elles sont capables d'innover et de développer des nouvelles technologies compétitives.

Nous continuerons à travailler avec les provinces, les territoires et les parties prenantes pour prendre des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de la production de pétrole et de gaz.

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, la semaine dernière, le gouvernement libéral a annoncé qu'il veut doubler la production de pétrole en mer d'ici 2030, en pleine zone de protection de la biodiversité, quitte à affecter les espèces menacées.

Les conservateurs applaudissent à tout rompre. Que l'on tue les baleines; il n'y a pas de problème tant que le pétrole coule à flots. C'est une honte. C'est une menace pour la biodiversité et pour l'avenir de la planète, une menace signée par le gouvernement libéral et applaudie par les conservateurs.

Le gouvernement peut-il enfin entendre raison et annuler ces autorisations irresponsables?

M. Marc Serré (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et du ministre des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, la protection de toutes nos espèces habitant dans nos écosystèmes marins demeure une priorité.

Le promoteur était tenu de développer et de mettre en œuvre un plan pour la protection de la vie marine. Le projet a fait l'objet d'une grande évaluation environnementale. Son plan a été examiné et approuvé par des experts de Pêches et Océans Canada.

Je tiens à préciser qu'aucun projet de production pétrolière n'a été proposé dans un refuge marin et que, si c'est possible, de tels projets ne seront pas approuvés.

* * *

[Traduction]

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Monsieur le Président, les mises en garde que l'équipe conservatrice répète depuis plus d'un an sont malheureusement devenues une réalité. Après huit années de politiques du gouvernement néo-démocrate—

libéral, ma province, la Nouvelle-Écosse, obtient un F, la pire note, pour 13 indicateurs de pauvreté.

À cause de la taxe punitive sur le carbone, les Canadiens de l'Atlantique n'ont plus les moyens de se nourrir, de se loger et de chauffer leur logis. Le premier ministre libéral n'en vaut pas le coût. Le premier ministre éliminera-t-il son projet d'augmenter la taxe inflationniste sur le carbone?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, je me dois de signaler qu'il est inacceptable que le député répète les arguments préfabriqués qu'il a obtenus pendant un voyage éclair à 45 000 \$ qu'il a fait récemment, pendant lequel il a dégusté des biftecks d'aloyau et du chateaubriand, et où les participants ont commandé 10 bouteilles de champagne et de vin à 600 \$.

Nous allons présenter des mesures qui permettraient de protéger l'environnement et de laisser plus d'argent dans les poches des familles. De leur côté, les conservateurs proposent de prendre de l'argent dans les poches de mes concitoyens afin que les pollueurs puissent polluer gratuitement. Alors que notre province a été aux prises avec l'ouragan *Fiona*, l'ouragan *Lee*, des feux de forêt comme on n'en avait jamais vus et des inondations qui ont arraché des êtres chers à leur famille, il est tout à fait inacceptable qu'un Néo-Écossais adopte une telle position.

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Monsieur le Président, il est intéressant de voir que le député sortant de...

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président: Je sais que le député de Timmins—Baie James souhaite vraiment poser une question. Il peut peut-être demander au whip de mettre son nom sur la liste. J'entends énormément de conversations.

Le député de Cumberland—Colchester a la parole.

● (1445)

M. Stephen Ellis: Monsieur le Président, il est un peu fort que le député sortant de Nova-Centre, qui a échoué à titre de ministre de l'Immigration et qui ne fait pas mieux maintenant en qualité de ministre du Logement, soit en train de se péter les bretelles et de féliciter les libéraux de l'Atlantique pour leurs manœuvres. Mais ce n'est qu'une mascarade qui ne tient pas debout.

Les électeurs savent que la taxe sur le carbone fait augmenter le prix du chauffage résidentiel, du carburant, de la nourriture et du logement, bref que c'est un enjeu de taille. Ils veulent faire croire aux Canadiens de l'Atlantique qu'ils ne souscrivent pas à la taxe sur le carbone, mais ils ont voté en faveur de cette mesure fiscale plus de 23 fois depuis 2015. Les acolytes du premier ministre, en l'occurrence les députés libéraux de l'Atlantique, n'en valent pas le coût.

Le premier ministre annulera-t-il son plan d'augmenter la taxe sur le carbone, une mesure punitive et inflationniste?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue veut prendre de l'argent aux gens de sa circonscription pour lui permettre de rendre la pollution gratuite. Cet objectif ne devrait étonner personne parce que, depuis que je siège à la Chambre, les conservateurs s'emploient constamment à sabrer ou à voter contre les programmes qui soutiennent les gens ordinaires.

Les conservateurs veulent annuler les prestations dentaires pour les enfants. Ils veulent annuler le financement pour les garderies. Ils votent contre des mesures fiscales qui réduisent les impôts de la classe moyenne et les augmentent pour le 1 % le plus riche. Nous, libéraux, allons protéger les Canadiens de la classe moyenne. Nous allons défendre leurs pensions, ce que les conservateurs n'ont pas le courage de faire.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Voici la logique libérale—néo-démocrate, monsieur le Président. Ils vont augmenter la taxe sur le carbone imposée aux agriculteurs qui cultivent les aliments, aux camionneurs qui les transportent, aux fabricants qui les transforment et aux détaillants qui les vendent, mais ils vont essayer de convaincre les Canadiens que la hausse de taxe n'a pas d'incidence sur le prix des aliments que nous achetons à l'épicerie. Personne ne les croit. Personne ne les croit, car 7 millions de Canadiens doivent faire appel à une banque alimentaire chaque année. Personne ne les croit, car le recours aux banques alimentaires en Alberta a augmenté de 70 %. Personne ne les croit, car la banque alimentaire de Calgary vient en aide à 700 familles chaque jour.

Le premier ministre n'en vaut tout simplement pas le coût. Combien faudra-t-il qu'il y ait de familles aux portes des banques alimentaires avant que les libéraux se décident à éliminer la taxe sur le carbone, comme le préconisent les conservateurs?

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Monsieur le Président, il est honteux que les conservateurs utilisent les difficultés financières et la douleur des gens pour promouvoir l'inaction en matière d'environnement et de changements climatiques. Les Canadiens savent à quel point il est important de lutter contre les changements climatiques. Ils savent que, sur ce point, les conservateurs n'ont absolument aucune crédibilité et qu'ils n'ont aucun plan en matière d'abordabilité ou de lutte contre les changements climatiques. S'ils n'ont pas de plan pour l'environnement, ils n'en ont pas non plus pour l'économie.

Nous avons un plan qui s'attaque à la fois à l'abordabilité et aux changements climatiques. Les conservateurs ont fait campagne avec le plan d'Erin O'Toole pour la tarification du carbone. Ils ont fait volte-face avec leur nouveau chef, le député de Carleton, parce que, semble-t-il, les changements climatiques n'existent pas dans ce secteur d'Ottawa.

* * *

LE LOGEMENT

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, la vice-première ministre a récemment fait l'éloge d'une société propriétaire douteuse, Dream Unlimited Corp., pour avoir construit de nouveaux logements à Toronto, où le loyer moyen d'un appartement d'une chambre à coucher s'élève à 2 600 \$ par mois. Qu'a fait Dream Unlimited à Toronto? Elle a augmenté ses loyers de 22 % en cinq ans. Comment cela peut-il être considéré comme une solution? C'est révoltant.

Quand les libéraux cesseront-ils de s'en remettre aux grands promoteurs et quand annonceront-ils des mesures visant à construire des logements sociaux et coopératifs afin de lutter efficacement contre la crise du logement?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, ma collègue vient de demander quand le gouvernement libéral allait commencer

Questions orales

à investir dans le logement pour les familles à faible revenu. À cela, je répondrai que nous avons commencé à le faire dès que nous avons été élus en 2015.

Nous avons mis en place la Stratégie nationale sur le logement, qui prévoit 82 milliards de dollars d'investissements destinés à construire des milliers de logements pour les familles à faible revenu. Cependant, je tiens à souligner que la solution consiste à combiner des investissements qui permettront de construire des logements pour les familles à faible revenu et pour les familles de la classe moyenne. Grâce à l'élimination de la TPS sur la construction d'appartements neufs, des promoteurs annoncent de nouveaux projets. Certains promoteurs ont annoncé la construction de 5 000, 3 000 ou 1 000 unités, ce qui permettra à des centaines de milliers de Canadiens de se loger.

* * *

LES PENSIONS

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD): Monsieur le Président, depuis des mois, le chef du Parti conservateur affiche pleinement ses couleurs. Il veut sabrer la pension des Canadiens et appauvrir les aînés. Les députés de son parti applaudissent ce plan. Son amie Danielle Smith suit son exemple et menace de retirer l'Alberta du Régime de pensions du Canada. C'est honteux.

Les Albertains craignent que les conservateurs, qui sont imprévisibles et peu fiables, dilapident leur pension. Quand le gouvernement défendra-t-il avec sérieux la pension des aînés?

● (1450)

L'hon. Randy Boissonnault (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je veux que ce soit bien clair. J'ai reçu aujourd'hui des courriels de Brent, d'Eva et de Ryan, tous des aînés d'Edmonton-Centre, ainsi que de nombreux autres courriels. Tous imploront le gouvernement fédéral de veiller à ce que la première ministre de l'Alberta ne mette pas le grappin sur la pension des Albertains investie dans le Régime de pensions du Canada. Il suffit de regarder le rendement: il y a quelques années, celui du Régime de pensions du Canada était de 20 % tandis que celui de l'Alberta Investment Management Corporation était de 0,5 %. Voilà qui se passe de commentaires.

Les retraités ont besoin de leur pension. Ce n'est vraiment pas le moment de faire de la petite politique là-dessus. Le jeu n'en vaut tout simplement pas la chandelle.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

M. George Chahal (Calgary Skyview, Lib.): Monsieur le Président, dans ma circonscription, comme partout ailleurs au pays, les entreprises se livrent à une course au déploiement de technologies de pointe pour répondre à nos besoins énergétiques tout en réduisant les émissions et les coûts. Tout le monde y gagne: les travailleurs spécialisés de l'Alberta concrétisent des projets qui alimentent les ménages en énergie verte de manière fiable et abordable, et le gouvernement du Canada investit dans ces travailleurs.

Le ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles pourrait-il informer la Chambre des dernières nouvelles dans le secteur de l'énergie?

Questions orales

L'hon. Randy Boissonnault (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député de Calgary Skyview de l'incroyable travail qu'il fait chaque jour pour les Albertains.

Uniquement cet été, le gouvernement a investi plus de 300 millions de dollars dans plus d'une dizaine de grands projets alimentant plus de 100 000 habitations en électricité et procurant un emploi bien rémunéré à des milliers de personnes. Aujourd'hui, il a annoncé l'investissement de près de 24 millions de dollars dans le parc éolien Cypress 2, en Alberta. Ce projet d'EDF Renewables et de la Première Nation Kainai permettra une réduction des émissions équivalant au retrait de 20 000 voitures de la circulation.

Contrairement aux conservateurs, qui veulent mettre la hanche dans tout ce qui bouge et bloquer les projets, le gouvernement obtient des résultats pour les Albertains.

* * *

LES FINANCES

M. Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, David Dodge, a dit que l'accumulation de vieilles dettes nous rattrape et que les gouvernements ne peuvent pas tout régler en sortant le chèque. Pourtant, chaque fois que le gouvernement actuel fait face à un problème, sa solution consiste à dépenser plus d'argent. Tout le monde sait maintenant que, lorsque le gouvernement dépense de l'argent, la Banque du Canada hausse le taux directeur et que, quand elle augmente son taux directeur, les paiements des Canadiens qui ont un prêt hypothécaire augmentent.

Le gouvernement va-t-il enfin sortir de la spirale des déficits pour permettre aux Canadiens de garder leur maison?

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, comme mon collègue du comité des finances le sait très bien, toutes les agences de notation ont reconfirmé notre cote de crédit AAA.

J'aimerais souligner que les députés conservateurs sont étrangement silencieux sur les investissements que le gouvernement a faits pour attirer des entreprises comme Northvolt, qui a annoncé aujourd'hui qu'elle venait s'installer au Canada. Cette entreprise aurait pu aller s'installer en Californie ou n'importe où ailleurs dans le monde, mais elle a décidé de s'associer au gouvernement fédéral pour construire de toutes nouvelles installations ici même, au Canada, et ainsi créer des milliers et des milliers d'emplois pour les Canadiens qui en ont besoin. Voilà ce que fait le gouvernement pour aider les Canadiens.

M. Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Monsieur le Président, pendant que les ménages en arrachent en raison de la hausse des paiements hypothécaires et des taux d'intérêt, une mauvaise surprise attend les contribuables canadiens dans le détour. En effet, cette année, le gouvernement doit emprunter plus de 420 milliards de dollars uniquement pour acquitter ses dépenses et ses déficits. Il doit également consacrer près de 44 milliards de dollars au service de la dette. Ces calculs prévoient toutefois une baisse des taux d'intérêt d'ici la fin de l'année, alors qu'ils ont plutôt augmenté.

La ministre des Finances peut-elle dire aux contribuables canadiens combien ils devront payer à cause des taux d'intérêt qui n'ont pas baissé?

Mme Rachel Bendayan (secrétaire parlementaire de la vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'ai discuté avec une mère de ma circonscription qui se demande combien lui coûterait un gouvernement conservateur. Le gouvernement libéral aide les familles à traverser cette période difficile...

Des voix: Ah, ah!

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît.

La secrétaire parlementaire de la ministre des Finances peut recommencer.

Mme Rachel Bendayan: Monsieur le Président, j'ai manifestement frappé une corde sensible chez les conservateurs, car, lorsque j'ai discuté avec cette habitante de ma circonscription, avec cette mère, elle s'inquiétait des coûts du plan conservateur. Elle compte sur l'Allocation canadienne pour enfants, qui ne cesse d'augmenter, car elle est indexée à l'inflation. Elle compte sur les mesures de soutien du gouvernement. Elle compte sur la construction des nouvelles maisons que le gouvernement s'est engagé à soutenir. Le Parti conservateur, lui, est aux abonnés absents.

* * *

● (1455)

LE LOGEMENT

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, après huit ans de gouvernement néo-démocrate—libéral, les dépenses inflationnistes font grimper le coût de la vie et les taux d'intérêt au point où des gens craignent de perdre leur maison. Plus le gouvernement dépense, plus l'inflation et les taux d'intérêt augmentent.

Maintenant que le coût des intérêts hypothécaires a grimpé de 31 %, il est évident que le premier ministre n'en vaut pas le coût. Quand les libéraux vont-ils enfin faire preuve de retenue et mettre fin à leurs dépenses effrénées afin que les Canadiens puissent se loger?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, si le député a à cœur de s'assurer que les Canadiens peuvent se loger, je trouve étrange qu'il semble favorable à un plan dont on a dit qu'il ne tient tellement pas compte de l'urgence de la crise du logement qu'il comprend des mesures telles que la création d'une ligne téléphonique pour que les gens puissent dénoncer leurs voisins.

Il propose des mesures qui vont alourdir le fardeau fiscal des constructeurs de logements. Voilà qui n'aidera pas à construire plus de logements. Il propose un plan qui réduira le financement pour la construction de logements.

Nous allons changer les conditions financières pour les constructeurs en proposant des mesures incitatives. Nous allons changer la façon dont les villes construisent des logements et nous allons continuer de faire des investissements pour que les personnes les plus vulnérables de nos collectivités puissent se loger. Il n'y a qu'un seul parti à la Chambre qui s'engage à faire construire plus de logements pour les familles à faible revenu et pour la classe moyenne, et il se trouve de ce côté-ci de la Chambre.

Questions orales

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, le ministre parle de l'urgence de s'attaquer à une crise que lui et son gouvernement ont eux-mêmes créée. Malheureusement, les propriétaires de maison ne sont pas les seuls à éprouver des difficultés. Depuis huit ans, le prix des maisons a doublé, et les jeunes adultes ont complètement abandonné le rêve de devenir propriétaire. À Toronto, les étudiants paient 1 500 \$ par mois pour une chambre à coucher, pas pour un appartement d'une chambre, mais bien pour une chambre dans un appartement en colocation.

Ce n'est qu'un exemple de la crise du logement que le gouvernement a provoquée. Je pose donc de nouveau la question: quand cessera-t-il enfin ses dépenses effrénées pour que les Canadiens aient les moyens de se loger?

M. Marc Serré (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et du ministre des Langues officielles, Lib.): Monsieur le Président, l'abordabilité est notre priorité absolue, et je vais en donner un autre exemple au député. Mes concitoyens Daniel et Hélène Gingras, qui vivent dans ma circonscription, Nickel Belt, dans le Nord de l'Ontario, ont profité de l'initiative pour des maisons plus vertes pour couvrir les coûts d'installation. Chaque mois, ils économisent des centaines de dollars sur leur facture d'énergie tout en réduisant leurs émissions.

S'attaquer au problème de l'abordabilité et lutter contre les changements climatiques vont de pair. Les Canadiens savent que le chef de l'opposition ne vaut tout simplement pas le risque.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, les 900 millions de dollars qui reviennent au Québec pour le logement, où sont-ils? Il n'y a pas une gaffe libérale, pas une distraction qui va nous faire oublier cela.

J'ai fait le tour du Québec. Ce n'est pas juste à Montréal que cela se passe. À Sainte-Anne-des-Monts, on m'a parlé d'itinérance, ils n'avaient jamais vu cela avant. À Saint-Jérôme, il y a 40 ménages qui vivent dans leur bagnole. Partout au Québec, il y a des familles sans toit sur leur tête et, pendant ce temps, le fédéral prive les Québécois de 900 millions de dollars pour le logement.

Quand est-ce que le gouvernement va verser l'argent au Québec sans condition?

L'hon. Sean Fraser (ministre du Logement, de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, comme les députés le savent très bien, nous avons des discussions avec le Québec pour établir une nouvelle entente, pour soutenir ses efforts visant à construire des logements dans toute la province.

J'ai des conversations avec mon homologue pour établir la priorité que nous partageons. En réalité, on peut se rassurer, je suis le ministre qui compte conclure une entente entre le Canada et le Québec. C'est une bonne chose pour la province du Québec et c'est une bonne chose pour le Canada.

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, si la priorité des libéraux était de loger notre monde, cela fait longtemps qu'ils auraient versé l'argent du logement à Québec. En retenant l'argent, ce qu'ils démontrent, c'est que leur priorité n'est pas qu'on construise des logements le plus vite possible, c'est de créer des chicanes de drapeau avec Québec.

Qu'ils commencent donc par nous verser les moyens de construire des immeubles. Ils n'ont pas à s'inquiéter, nous allons les inviter pour les photos, cela va nous faire plaisir.

Quand est-ce qu'ils vont verser au Québec nos 900 millions de dollars pour le logement? Cela presse.

L'hon. Soraya Martínez Ferrada (ministre du Tourisme et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Comme il le sait très bien, nous travaillons très bien avec le Québec. Nous avons fait plusieurs ententes et des investissements historiques dans le logement au Québec. Nous serons très contents de pouvoir faire d'autres annonces — j'espère très prochainement — parce qu'il y a plusieurs projets au Québec qui sont déjà réalisés et nous avons hâte de les annoncer.

Mme Dominique Vien (Bellechasse—Les Etchemins—Lévis, PCC): Monsieur le Président, un récent sondage révèle qu'un jeune sur deux vit d'une paie à l'autre et 8 jeunes sur 10 affirment ne pas être en mesure de devenir propriétaires. C'est ce que donnent huit ans de gouverne libérale et le Bloc, lui, est complice des libéraux qui augmentent la taxe sur le carbone qui fait grimper le coût de tous les produits qu'on consomme. Décidément, cela coûte trop cher de voter pour le Bloc.

Quand les libéraux arrêteront-ils leur politique inflationniste pour que les Canadiens puissent garder leur logement?

• (1500)

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, nous avons une Stratégie nationale sur le logement depuis des années et nous y investissons des milliards de dollars. Nous travaillons en collaboration avec le gouvernement du Québec et nous avons différents types de programmes qui s'adressent à toutes les catégories, que ce soit pour le logement abordable, le fait d'enlever la TPS sur la construction de logements locatifs ou le CELIAPP, cette possibilité pour les jeunes d'investir et d'épargner dans un compte libre d'impôt pour pouvoir investir dans leur première propriété.

* * *

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, avec la coalition bloquiste-libérale qui veut augmenter radicalement les taxes sur le carbone, cela coûte cher de voter pour le Bloc québécois, surtout que le chef du Bloc ne connaît pas la consommation annuelle d'essence pour une famille québécoise de quatre personnes. La coalition bloquiste-libérale ne comprend pas les souffrances des familles canadiennes.

Quand ce gouvernement va-t-il comprendre le gros bon sens et annuler les taxes sur le carbone?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, le Québec n'est pas assujéti au prix sur la pollution pour la simple et bonne raison que cela fait 10 ans que le Québec a sa bourse du carbone.

Mon collègue ne comprend pas que les changements climatiques ont des conséquences sur nos entreprises. Si on abolissait le prix sur la pollution comme les conservateurs voudraient le faire, cela positionnerait les entreprises du Québec et de la Colombie-Britannique de façon défavorable par rapport au reste du pays.

Questions orales

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, les taxes sur le carbone augmentent le coût de la vie pour les Canadiens, y compris pour nos agriculteurs. Comme si huit ans d'incompétence libérale ne coûtaient pas encore assez cher, voilà que la nouvelle coalition bloquiste-libérale en rajoute. C'est un vrai scandale. Voter pour le Bloc québécois coûte cher. En augmentant radicalement les taxes sur le carbone, le Bloc québécois bafoue et désavantage nos agriculteurs canadiens.

Quand la coalition bloquiste-libérale choisira-t-elle le gros bon sens?

L'hon. Diane Lebouthillier (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, le gros bon sens des conservateurs, c'est comme la confiture: moins on en a, plus on l'étend. Les conservateurs proposent de réduire les services et de museler les scientifiques. Je pourrais continuer comme cela tout l'après-midi. Faire du *chop, chop, chop*, c'est cela, le gros bon sens des conservateurs. Nous n'en voulons pas.

* * *

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Mme Anju Dhillon (Dorval—Lachine—LaSalle, Lib.): Monsieur le Président, dans les communautés du Québec et du Canada et dans ma circonscription de Dorval—Lachine—LaSalle, de nombreuses entreprises ont du mal à trouver les travailleurs dont elles ont besoin.

Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté peut-il informer la Chambre du plan de notre gouvernement pour faire venir de nouveaux arrivants possédant des compétences en forte demande afin de stimuler l'innovation et la croissance économique?

L'hon. Marc Miller (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, le Canada reste une destination de choix pour les nouveaux arrivants qualifiés, et l'immigration demeure un outil essentiel dans notre plan pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Grâce à des programmes tels qu'Entrée express pour les travailleurs étrangers temporaires et les étudiants étrangers, nous accueillons de nouveaux arrivants possédant des compétences très demandées pour stimuler l'innovation et la croissance économique. Nous continuerons à accueillir des immigrants au Canada et à utiliser tous les outils à notre disposition pour combler les pénuries de main-d'œuvre, parce que c'est bon pour notre économie et pour le Canada.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, le 29 mai, la coalition libérale—néo-démocrate a voté contre une motion conservatrice visant à poursuivre les entreprises responsables de la crise des opioïdes pour tous les dommages infligés et à consacrer l'argent reçu à la prévention, au traitement et au rétablissement.

Les libéraux se sont rangés du côté de McKinsey et des grandes sociétés pharmaceutiques contre les victimes de la crise des opioïdes. Cependant, McKinsey vient d'accepter de payer 230 millions de dollars supplémentaires en dommages-intérêts aux États-Unis.

Alors que les victimes américaines reçoivent beaucoup d'argent de ces sociétés narco-trafiquantes, pourquoi le gouvernement a-t-il voté contre la proposition d'indemniser pleinement les victimes ici, au Canada?

• (1505)

L'hon. Ya'ara Saks (ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, il semble que, comme d'habitude, les députés de l'opposition soient en retard et qu'ils ne proposent rien lorsque nous abordons cette question cruciale. Heureusement, d'autres députés le font. Nous les inviterions à travailler avec nous au lieu de continuer à promouvoir la peur et la stigmatisation.

Nous travaillons avec la Colombie-Britannique depuis 2018 dans le cadre de litiges contre les grandes sociétés pharmaceutiques et ceux qui leur ont permis d'agir comme elles l'ont fait. Nous avons participé au règlement avec Purdue en 2022. À la demande du gouvernement, la Colombie-Britannique a également modifié sa loi afin de renforcer la participation du gouvernement fédéral à ces recours collectifs.

Joignez-vous à nous et mettez-vous à jour.

Le vice-président: Nous devons nous assurer de nous adresser directement à la présidence et non au député.

Le député de Kamloops—Thompson—Cariboo a la parole.

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, après huit ans de gouvernement néo-démocrate—libéral, les surdoses mortelles d'opioïdes et d'autres drogues illicites sont désormais la principale cause de décès chez les enfants de 10 à 18 ans. Nous parlons ici de décès d'enfants, alors les députés néo-démocrates peuvent me chahuter autant qu'ils le veulent.

C'est en fait le NPD qui devrait avoir honte, car ces enfants avaient toute la vie devant eux. L'entêtement de cette coûteuse coalition à décriminaliser les drogues signifie que la vie de ces enfants a été écourtée. Il est honteux que le gouvernement néo-démocrate—libéral ne mette pas fin à son programme radical.

Quand le gouvernement assurera-t-il la sécurité de nos enfants?

L'hon. Ya'ara Saks (ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'étais à Barrie cet été à l'occasion de la Journée internationale de sensibilisation aux surdoses et j'ai parlé à Christine Naylor, la mère de Ryan, qui m'a dit que la réduction des méfaits est un soin de santé.

Nous sauvons des vies. Le député sait très bien que l'approvisionnement sûr est très réglementé et que le détournement de l'approvisionnement est illégal au Canada.

Nous utiliserons tous les outils dont nous disposons pour sauver des vies et inverser la tendance de la crise des surdoses. Je suggère au député de travailler avec nous et de fournir aux gens l'aide dont ils ont besoin au lieu de les stigmatiser de nouveau et de les mettre dans l'ombre.

*Questions orales***LA JUSTICE**

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, Penny Boudreau a étranglé sa fille de 12 ans à Bridgewater, en Nouvelle-Écosse. Elle avait affirmé que Karissa avait fugué, mais, lorsque le corps de Karissa a été retrouvé, elle a été reconnue coupable de meurtre et condamnée à l'emprisonnement à perpétuité. Cette meurtrière d'enfant s'est maintenant vu accorder une autre permission de quitter la prison. Karissa ne vivra jamais sa vie, mais sa meurtrière, elle, est libre de vivre la sienne.

Les libéraux peuvent-ils dire à mes concitoyens où est la justice dans cette histoire?

Mme Jennifer O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales (Cybersécurité), Lib.): Monsieur le Président, les crimes de ce genre sont vraiment horribles. Je crois qu'il est important de se rappeler que, à la Chambre, nous avons le devoir envers tous les Canadiens de veiller à ce que le système de justice pénale soit robuste, mais impartial. C'est notre travail. Les députés d'en face ne devraient pas instrumentaliser des crimes odieux à des fins partiales et partisans.

J'invite les députés d'en face à collaborer avec nous au comité de la sécurité publique pour mettre l'accent sur les droits des victimes, mais nous ne jouerons pas avec le système de justice public. Nous allons plutôt assurer la sécurité de tous les Canadiens.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Mme Jean Yip (Scarborough—Agincourt, Lib.): Monsieur le Président, les habitants de Scarborough—Agincourt, les Canadiens d'origine arménienne et les habitants d'un océan à l'autre de notre pays sont ouvertement inquiets au sujet de la situation désastreuse qui sévit dans le Haut-Karabakh. Les Arméniens du Haut-Karabakh ont passé presque un an sans carburant, ni nourriture, ni médicaments parce que le corridor de Latchine est bloqué. La reprise des activités de l'armée azerbaïdjanaise, qui viole le cessez-le-feu signé en 2020, provoque de surcroît l'exode des réfugiés arméniens.

Le ministre du Développement international peut-il nous parler des mesures que prend le gouvernement du Canada en réaction à cette crise?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Développement international, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Scarborough—Agincourt de ses efforts soutenus dans ce dossier.

Le gouvernement suit de près la détérioration de la situation dans le Haut-Karabakh, une situation qui a d'ailleurs des répercussions sur les Canadiens d'origine arménienne. Ce matin, j'ai annoncé que le Canada versera 2,5 millions de dollars à la Croix-Rouge pour qu'elle fournisse de la nourriture, des soins d'urgence, des services de protection et d'autres mesures d'aide essentielles à la survie des plus de 60 000 réfugiés qui se trouvent dans le Haut-Karabakh et les régions environnantes.

Le gouvernement du Canada continue d'exhorter les autorités de l'Azerbaïdjan à respecter l'accord de cessez-le-feu, à assurer un accès humanitaire et à protéger les civils.

• (1510)

L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, alors que les incendies de forêt alimentés par les changements climatiques ont réduit en cendres une superficie de plus de 175 000 kilomètres carrés au pays cette année, les sociétés pétrolières et gazières escroquent les Canadiens à la pompe et amassent des profits records.

Les libéraux ont déjà mis en place un impôt sur les bénéfices exceptionnels des banques et des compagnies d'assurance-vie. Les verts ont présenté une motion visant à appliquer la même mesure à l'industrie pétrogazière pour mieux financer les solutions climatiques éprouvées. Le ministre s'engagera-t-il à prendre cette mesure responsable et raisonnable en imposant les principaux responsables de la crise?

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Monsieur le Président, le dividende pour la relance au Canada était une mesure liée à la pandémie. C'était un impôt ponctuel qui s'appliquait aux banques et aux compagnies d'assurance-vie. Depuis, nous maintenons nos efforts pour éliminer les subventions aux combustibles fossiles inefficaces afin de privilégier les investissements gouvernementaux judicieux, ce qui permettra au Canada de mieux soutenir la concurrence mondiale.

Dans le budget de 2023, le gouvernement a aussi annoncé un plan de 120 milliards de dollars pour faire croître l'économie propre du Canada afin de créer des emplois bien rémunérés et d'ouvrir des perspectives de carrière partout au pays. Grâce à l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles au pays, les programmes et les dépenses de l'État soutiennent le secteur de l'énergie et ils contribuent à l'atteinte de nos objectifs ambitieux en matière de lutte contre les changements climatiques.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, dans l'État de la Californie, des poursuites ont été intentées contre les cinq grandes pétrolières, qui sont accusées d'avoir volontairement répandu de la désinformation au sujet de la crise climatique et d'avoir menti en faisant la promotion du gaz naturel et du pétrole comme solutions à celle-ci. Comme ce fut le cas pour les grands fabricants de produits du tabac, des sociétés sont appelées à répondre de la désinformation qu'elles ont répandue avec, bien entendu, la bénédiction des conservateurs et de leur chef.

Le gouvernement envisage-t-il, à l'instar de l'État de la Californie, de poursuivre les grandes pétrolières afin de les tenir responsables de leurs actes en leur faisant payer les préjudices énormes qu'elles ont causés aux forêts, à la population et à l'avenir de nos enfants?

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Monsieur le Président, en ce jour où s'affichent le refus d'admettre la réalité du changement climatique ainsi que des actions destinées à nous ramener à l'époque de Stephen Harper, selon qui le Protocole de Kyoto était un régime « socialiste », il est encourageant d'entendre à la Chambre des députés qui donnent suite aux engagements qu'ils ont pris lors de la dernière campagne électorale, quand nous avons tous promis de tarifer le carbone.

Travaux des subsides

Je remercie le député de sa question. Je vais me renseigner à ce sujet, et nous aurons une conversation hors ligne.

[Français]

Le Président: Je vous remercie de votre accueil. Je vous remercie surtout de l'appui unanime que vous m'avez donné pour me faire l'honneur d'être le Président par intérim pendant cinq jours. C'est une chose dont je me souviendrai toujours.

Au cours de ma longue carrière de 39 ans, j'aurai sans doute fait la plus longue carrière comme député, mais la plus courte comme Président.

Nous allons maintenant procéder à la déclaration hebdomadaire du leader à la Chambre de l'opposition officielle.

* * *

● (1515)

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, je vous remercie de reconnaître que les derniers jours ont été difficiles. Même si votre mandat ne sera pas long, j'espère que tout se passera bien. Dans cet esprit, je garderai mon intervention d'aujourd'hui aussi simple que possible pour la présidence. Je suis convaincu que vous ferez un excellent travail au cours des prochains jours. Par contre, je ne suis pas certain qu'un mandat de cinq jours vous permettra d'obtenir un portrait dans le couloir, mais je vous laisse le soin de négocier avec les greffiers.

Je me demande si la leader du gouvernement à la Chambre pourrait informer la Chambre des travaux prévus pour le reste de la semaine et pour la semaine prochaine.

[Français]

L'hon. Karina Gould (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais vous féliciter pour votre nomination, même si c'est temporaire, mais je veux aussi vous remercier, de la part du gouvernement, d'accepter la présidence par intérim pour assurer une transition élégante en attendant le prochain Président de la Chambre des communes. Je vous remercie d'occuper ce poste en tant que doyen de la Chambre.

Demain, nous entamerons le débat à l'étude de la deuxième lecture du projet de loi C-50, Loi canadienne sur les emplois durables. Lundi, la Chambre demeurera ajournée pour souligner la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation. À notre retour, mardi prochain, la première affaire à l'ordre du jour sera l'élection d'un nouveau Président. Lorsque nous reprendrons nos travaux ce jour-là, nous poursuivrons le débat en deuxième lecture du projet de loi C-56, Loi sur le logement et l'épicerie à prix abordable. Mercredi, nous reprendrons le débat en deuxième lecture du projet de loi S-12, Loi modifiant le Code criminel, la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels et la Loi sur le transfèrement international des délinquants. Si le débat sur le projet de loi C-56 n'est pas terminé, nous reprendrons le débat en deuxième lecture jeudi. Vendredi, nous procéderons à la deuxième lecture du projet de loi C-49, Loi modifiant la Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve-et-Labrador.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES**MOTION DE L'OPPOSITION — LES TAXES SUR LE CARBONE**

La Chambre reprend l'étude de la motion.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je tiens moi aussi à vous féliciter pour votre nouveau poste. J'ai toujours eu beaucoup de respect pour vous, depuis la première fois que je suis entré dans cette enceinte, en 2015. En tant que doyen de la Chambre, vous avez présidé depuis à toutes les élections à la présidence. Je suis heureux de vous voir remplir ce rôle. Nous vous sommes très reconnaissants de le faire en cette période où la Chambre en a besoin.

Je reprendrai là où je me suis arrêté dans mon discours avant la période de questions, c'est-à-dire en soulignant ce que je considère comme le comble de l'hypocrisie de la part des députés de l'autre côté de la Chambre au sujet de la tarification de la pollution. Comme je l'ai dit, tous les membres du caucus conservateur qui siègent ici aujourd'hui, et même beaucoup de ceux qui les ont précédés, se sont prononcés en faveur d'une tarification de la pollution, certains depuis l'époque de Stephen Harper.

Ce qui est encore pire, à mon sens, c'est que certains députés, en particulier le député de Pitt Meadows—Maple Ridge, ont fait partie d'un gouvernement favorable à la tarification de la pollution, qui a instauré la tarification de la pollution. Ce député a ensuite prononcé un long discours devant l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique pour expliquer à quel point la tarification de la pollution était efficace et donnait de bons résultats dans cette province.

Je suis sûr que le député était très confiant lorsqu'il s'est présenté aux élections de 2021 en s'appuyant sur le plan qu'Erin O'Toole avait présenté à l'époque. Je suis sûr qu'il pensait que c'était le bon plan, parce qu'il en avait vu les fruits en Colombie-Britannique. Aujourd'hui, il se retrouve avec un nouveau chef de l'opposition qui n'est pas du même avis, et il a soudainement changé de discours. En effet, il s'est levé ici même aujourd'hui pour poser une question portant explicitement sur ce sujet, comme s'il n'avait jamais fait ces commentaires ou défendu ces positions.

Je trouve qu'il est extrêmement difficile d'accorder la moindre crédibilité aux conservateurs sur cette question. Ils ont tendance à faire exactement ce que le député de Timmins—Baie James disait tout à l'heure, c'est-à-dire chercher toutes les occasions d'exploiter les gens, et surtout les difficultés personnelles, afin d'en tirer un quelconque avantage politique. C'est ce que nous voyons sans cesse.

J'aimerais revenir brièvement sur mes commentaires concernant l'Accord atlantique. Nous savons qu'en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, les premiers ministres ont demandé au gouvernement de mettre en place une loi permettant au Canada atlantique de bénéficier d'avantages économiques et environnementaux considérables, mais surtout économiques, grâce à une nouvelle possibilité de produire de l'énergie éolienne au large des côtes du Canada atlantique. C'est la voie de l'avenir.

Travaux des subsides

Voilà donc où se dirige l'avenir. Les gens peuvent se cacher la tête dans le sable et prétendre que notre avenir repose sur le pétrole et le gaz. Ils pourront mourir de cette épée, soutenant que nous n'avons pas d'autre choix et que c'est la seule forme d'énergie qui nous servira bien. Ou alors, ils pourront s'adapter à l'évolution des circonstances, ouvrir les yeux et voir ce qui se passe partout dans le monde, ce qui se passe en fait dans notre pays, et accepter d'effectuer la transition.

Même si, comme ils l'ont dit à maintes reprises, les conservateurs s'opposent à l'Accord atlantique, même s'ils croient encore que le pétrole et le gaz constituent la seule source d'énergie efficace, pourquoi ne laisseraient-ils pas au Canada atlantique la possibilité de prospérer en produisant une nouvelle forme d'énergie? Les conservateurs pourraient au moins dire qu'ils ne croient pas que cela réussira, mais que nous devrions essayer quand même. Ils ne disent même pas cela.

Voilà à quel point, à mon avis, ils sont dépendants du secteur pétrolier et gazier et des industries qui empochent des milliards de dollars en profits chaque année. Pour une raison que j'ignore, les conservateurs font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher les nouvelles technologies qui ne dépendent pas de l'extraction de combustibles fossiles du sol. Je trouve cela extrêmement troublant.

J'ai toujours pensé que les conservateurs finiraient par changer d'idée en remarquant qu'au Canada, 10 voitures sur 100 sont maintenant électriques et que notre pays a choisi cette direction. Cependant, on dirait que chaque fois qu'ils en ont l'occasion, les conservateurs tentent de s'accrocher à l'industrie des combustibles fossiles comme si elle était notre seule façon de survivre.

• (1520)

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Monsieur le Président, Saint-Pierre a nié connaître le Christ à trois reprises, mais les députés libéraux de l'Atlantique ont nié les effets néfastes qu'a la taxe sur le carbone sur leurs électeurs à 23 reprises.

En se fondant sur les moyennes canadiennes des émissions de carbone par kilomètre, mon collègue d'en face a produit 75 kilos d'émissions de carbone ce matin en demandant à son père de lui amener ses journaux à Ottawa en voiture. Je me demande si mon collègue sait que les documents peuvent être numérisés et envoyés par courriel, ce qui ne produirait aucune empreinte carbone.

Mon collègue assume-t-il l'entière responsabilité des émissions de carbone qu'il a produites ce matin sans raison valable?

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, je suis très fier d'avoir l'occasion d'annoncer que mon père, qui a 81 ans, et ma mère, qui a 77 ans, ont acheté leur premier véhicule électrique il y a six mois. Je sais donc que mon père, avec son chien sur la banquette arrière, s'est rendu à Prescott en voiture électrique.

Si mes parents, qui ont 81 ans et 77 ans, sont convaincus que les véhicules de l'avenir sont électriques, s'ils ont appris avec joie à conduire un véhicule électrique, je suis convaincu que tout le monde peut faire la même chose.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, ma question va être très simple pour le député.

J'aimerais qu'il nous parle du Règlement sur les combustibles propres que son gouvernement a adopté le 1^{er} juillet dernier. J'aime-

rais qu'il informe la Chambre si son gouvernement a, premièrement, demandé au Bloc québécois d'appuyer cela et, deuxièmement, si les députés à la Chambre ont eu à voter pour cela.

• (1525)

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, la réalité, c'est que nous avons présenté un nombre incroyable de mesures législatives pour réduire les émissions de carbone. Avant la période des questions — je reconnais que les députés n'étaient pas tous à la Chambre à ce moment-là —, j'ai pris le temps d'expliquer exactement en quoi les émissions avaient été réduites. Le seul...

[Français]

Le vice-président: Je dois interrompre le député. Je pense que nous avons un problème d'interprétation.

[Traduction]

Nous allons faire une courte pause pour comprendre ce qui se passe. Nous pouvons maintenant reprendre les travaux.

Le député de Kingston et les Îles a la parole.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, comme je le disais, le gouvernement a présenté plusieurs mesures qui ont permis de réduire les émissions de carbone. Peut-être que certains de mes collègues n'étaient pas à la Chambre avant la période des questions, mais j'ai justement parlé des répercussions qu'elles ont eues. Le seul secteur qui continue à faire grimper les statistiques et qui nous empêche d'atteindre nos objectifs, c'est le secteur pétrolier et gazier. C'est le seul secteur où les émissions de gaz à effet de serre ont continué à augmenter.

Je demande au gouvernement de fixer des plafonds stricts et audacieux en ce qui concerne les émissions. C'est ce qui nous permettra de continuer à suivre une trajectoire descendante dans nos émissions.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP): Monsieur le Président, je n'étais pas là avant la période des questions et j'ai donc manqué la majeure partie du discours du député. J'aimerais qu'il répète les précisions concernant les répercussions de la taxe sur le carbone sur le prix des aliments, par exemple. Le directeur parlementaire du budget a dit, par exemple, qu'elle faisait augmenter le prix des aliments de 0,15 %, alors que je constate une augmentation de 80 ¢ à la pompe à essence en raison de l'avidité des sociétés pétrolières.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, de nombreux facteurs contribuent à la hausse du prix des aliments. Par exemple, aux États-Unis, Walmart détient 20 % des parts du marché des épiceries. C'est beaucoup, n'est-ce pas?

Au Canada, Loblaws détient 43 % des parts du marché. Ces monopoles et autres pratiques commerciales donnent naturellement lieu à des actes qui nuisent à la concurrence et qui font hausser les prix. C'est l'un des facteurs. Il y a également le fait que certains événements ont des répercussions mondiales. L'Ukraine produit 15 % des céréales dans le monde. Qu'arrive-t-il si l'on interrompt soudainement cette production? Les prix augmentent.

Travaux des subsides

Les conservateurs veulent faire croire aux gens que la tarification de la pollution est la seule et unique cause de la hausse du prix des aliments. C'est l'approche qu'ils ont choisie. Ils martèlent le message depuis des mois, mais je crois que la grande majorité des Canadiens réalisent que la situation découle de variables beaucoup plus complexes que cela et que ce ne sont pas les petites phrases à l'emporte-pièce et les courts slogans que débitent ad nauseam les conservateurs qui permettront de changer les choses.

M. Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir mentionné que la Colombie-Britannique a instauré un régime de tarification du carbone en 2008. Je suis député de la Colombie-Britannique et d'après mon expérience, ce régime est des plus efficaces et est révolutionnaire.

J'aimerais que le député en parle davantage.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je vous remercie de me donner l'occasion de répéter ceci. Le député de Pitt Meadows—Maple Ridge a déclaré à l'assemblée législative de la Colombie-Britannique que, selon des études indépendantes, la consommation de carburant en Colombie-Britannique a baissé de 16 % par habitant entre 2008 et 2012. De plus, selon une revue de sept études indépendantes effectuée en 2015, la taxe carbone de la Colombie-Britannique a réduit les émissions de la province dans une proportion pouvant atteindre 15 %. Ces propos ne sont pas les miens, mais ceux du député de Pitt Meadows—Maple Ridge lorsqu'il faisait partie du gouvernement de la Colombie-Britannique ayant instauré la tarification de la pollution.

• (1530)

M. Adam Chambers (Simcoe-Nord, PCC): Madame la Présidente, John Maynard Keynes disait : « Lorsque les faits changent, je change d'avis ». Ce qui a changé au cours de ces dernières années, c'est que nous assistons maintenant à une crise du coût de la vie. Il n'est pas nécessaire d'être le cousin d'Einstein pour comprendre qu'en réduisant la taxe carbone, nous réduirons l'inflation. Tout le monde le dit.

Pourquoi le député ne peut-il pas faire preuve d'un peu d'indépendance d'esprit pour une fois?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, il est certain que le contexte a changé. Mais la seule chose qui a changé pour amener le Parti conservateur à réévaluer sa position, c'est la présence d'un nouveau chef, car le député qui vient de me poser une question a fait campagne en 2021 en proposant la tarification de la pollution. Ses collègues ont fait campagne sur ce thème les années précédentes. La conjoncture change, c'est vrai, et cela mène à d'autres résultats, mais la seule chose qui a changé, dans ce cas, c'est la personne dont il reçoit maintenant ses directives.

M. Michael Coteau (Don Valley-Est, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais remercier le député de sa déclaration. Il nous a parlé de l'argent que consacre le gouvernement à des programmes et à la recherche de moyens d'atténuer l'empreinte carbone au Canada. Je sais que son père, John Gerretsen, était responsable de la mise en œuvre du plan de la ceinture de verdure.

Le député peut-il nous expliquer l'avantage qu'il y a à ce que le gouvernement finance réellement la lutte contre les changements climatiques et cherche des moyens de réduire les émissions de CO₂?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, puisque le député en a parlé, je précise que mon père a été alors ministre de l'Envi-

ronnement sous la direction de Dalton McGuinty. Il a créé, avec l'aide de nombreuses personnes, la ceinture de verdure, une zone où il est interdit de construire des maisons, parce qu'à l'époque, les politiques visaient à densifier le tissu urbain. Doug Ford a cherché à éliminer complètement la ceinture de verdure, mais nous voyons tous ce qui lui est arrivé: il a dû revenir sur sa position et il a exposé la population ontarienne à une énorme responsabilité civile en cas de poursuite judiciaire.

Le fait est que le gouvernement a la capacité de mettre en œuvre des politiques et des pratiques qui influent réellement sur les résultats. C'est que nous avons vu à l'époque, et nous pouvons continuer de même aujourd'hui avec les politiques que nous adoptons.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, en tant que député néo-écossais, j'ai pris la parole à la Chambre la semaine dernière et j'ai été franchement bouleversé par le fait que le Parti conservateur du Canada s'oppose au projet de loi C-49, qui est un texte législatif déterminant pour l'avenir du Canada atlantique dans le domaine de l'exploitation des ressources extracôtières. J'ai demandé aux députés de Terre-Neuve-et-Labrador et de Nouvelle-Écosse, qui sont conservateurs, de défendre leurs circonscriptions afin de pouvoir faire la différence. Bien sûr, les conservateurs aiment parler du prix du carbone, mais ils refusent de parler des moyens de favoriser les énergies renouvelables et de stimuler l'innovation.

Le député de Kingston et les Îles peut-il nous faire part de sa surprise face au refus des conservateurs de nous soutenir sur ce projet de loi?

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, même si les conservateurs ne croient pas aux changements climatiques, ne croient pas que les énergies renouvelables sont la solution et que le pétrole et le gaz seront toujours présents, pourquoi ne seraient-ils pas en faveur du déblocage du potentiel de cette opportunité économique? Cela en dit long sur leur position. Ils sont plus intéressés par la suppression des opportunités économiques et la promotion du secteur pétrolier et gazier que par leurs propres électeurs.

M. Jasraj Singh Hallan (Calgary Forest Lawn, PCC): Madame la Présidente, avant de commencer, j'aimerais vous informer que je vais partager mon temps de parole avec mon très éloquent et passionné collègue de Mégantic—L'Érable.

Tout cela n'était qu'une escroquerie. La taxe sur le carbone a été vendue et aurait dû faire l'objet d'un autocollant pour pare-chocs disant : « Contrairement à ce qui a été annoncé ».

Les libéraux l'ont vendue de plusieurs façons. Ils ont dit qu'un plus grand nombre de Canadiens récupéreraient plus d'argent, grâce à ces remises bidons, que ce qu'ils auraient à payer. Le directeur parlementaire du budget a prouvé que c'était faux et a clairement indiqué dans son rapport que les Canadiens paieraient davantage pour cette escroquerie que ce qu'ils obtiendraient en retour de ces fausses remises.

Les libéraux ont également affirmé qu'ils allaient résoudre le problème des changements climatiques et tout améliorer, qu'ils allaient réduire les émissions. Leur propre directeur parlementaire du budget a prouvé que c'était faux, puisque les émissions continuent d'augmenter et qu'ils n'ont pas atteint un seul des objectifs de réduction des émissions qu'ils s'étaient fixés. C'est pourquoi ils auraient dû adopter un autocollant pour pare-chocs disant « Contrairement à ce qui a été annoncé ». Il s'agissait d'une escroquerie dès le premier jour et elle est maintenant révélée au grand jour.

Travaux des subsides

Les taxes sur le carbone et l'arnaque de la taxe sur le carbone sont également très discriminatoires, car chaque province les ressent différemment et est facturée différemment. Pour les Albertains, il s'agit d'une nouvelle attaque du premier ministre contre notre province. Non seulement il a mis les Albertains à terre à plusieurs reprises, mais il a également fait en sorte que l'Alberta ne redevenne pas la province prospère qu'elle était auparavant. En introduisant le projet de loi C-69, soutenu par le NPD, les libéraux et le NPD ont fait en sorte qu'aucun bon projet de pipeline ne puisse être mené à bien dans ce pays. Les pipelines sont un excellent moyen de réduire les émissions et d'éviter que nos produits ne soient transportés par train ou par camion. Ils sont plus sûrs, plus sécurisés et réduiront les émissions. Non seulement ils peuvent permettre aux Canadiens de mieux gagner leur vie, mais ils peuvent aussi leur assurer des emplois, la prospérité et une meilleure économie.

Nous voyons bien que le monde d'aujourd'hui veut une énergie canadienne propre, responsable et à faible teneur en carbone, mais les politiques et l'idéologie de gauche radicale du gouvernement libéral-néo-démocrate ne le permettent pas. Il a bloqué des projets à maintes reprises. Quel en est le résultat? Nous voyons les dictatures du monde entier faire des profits. Les émissions augmentent. À titre d'exemple, le chancelier allemand est venu au Canada l'année dernière pour demander littéralement notre gaz naturel liquide et il était prêt à le prendre immédiatement. Le premier ministre avait plus de 15 bons projets de gaz naturel liquéfié sur son bureau lorsqu'il est devenu premier ministre. Aucun n'a encore été mené à bien. Lorsqu'il a éconduit le chancelier allemand, ce dernier s'est rendu au Qatar, où les droits de la personne et la réglementation environnementale sont moins stricts qu'au Canada. Il a acheté du gaz naturel liquéfié là-bas, alors qu'il aurait pu l'acheter au Canada, qui applique les normes les plus strictes en matière de droits de la personne et d'environnement lorsqu'il s'agit de produire de l'énergie propre et responsable.

Quel est le résultat de tout cela? L'hiver dernier, les coûts de chauffage ont doublé. Nous avons entendu des histoires de personnes âgées qui ont dû baisser le chauffage de leur maison et se contenter de couvertures pendant l'hiver parce que, après huit années de gouvernement libéral-néo-démocrate irresponsable, les choses sont beaucoup plus chères qu'elles ne l'ont jamais été auparavant. Ces coûts ont fait grimper tous les prix et ont fait en sorte que 1,5 million de Canadiens se rendent aujourd'hui dans une banque alimentaire au cours d'un seul mois. L'inflation libérale a fait grimper les taux d'intérêt et le Canada est le pays du G7 le plus exposé au risque d'une crise du crédit hypothécaire. Elle a également fait grimper les loyers et tout le reste.

• (1535)

Lorsque j'ai rencontré cette mère seule, elle m'a décrit la réalité de sa situation. Elle a trois enfants. Son loyer a augmenté de 600 \$. Elle n'avait plus les moyens de manger. Elle n'avait plus les moyens de nourrir ses enfants et de chauffer sa maison en même temps. Que devait-elle faire? Elle a dû retourner vivre avec son ex-mari violent et subir les mêmes choses parce qu'elle n'avait plus les moyens de nourrir ses enfants.

Le gouvernement libéral—néo-démocrate refuse de reconnaître que la taxe sur le carbone a des conséquences réelles. Lorsque le gouvernement impose la taxe à l'agriculteur qui produit la nourriture, au camionneur qui la transporte, au fabricant et aux gens qui entreposent la nourriture, cette taxe est refilée aux Canadiens qui

achètent la nourriture. C'est la triste réalité après huit ans d'un gouvernement libéral—néo-démocrate incompetent.

Le revenu disponible des Canadiens diminue de plus en plus en raison des déficits que le gouvernement libéral continue d'accumuler. Ce n'est pas tout: les libéraux ont augmenté le coût d'une maison en doublant le montant des hypothèques et des loyers et le temps qu'il faut pour épargner en vue d'une mise de fonds. Ils augmentent également les coûts que doivent assumer les ménages, comme le chauffage, l'essence et l'épicerie. Tous ces coûts ont augmenté et ils sont tous inflationnistes, comme l'a prouvé le gouverneur de la Banque du Canada.

Le Canada pourrait être aujourd'hui le chef de file mondial en matière d'énergie propre et responsable qui pourrait réellement réduire les émissions partout dans le monde, et non seulement au Canada. Nous pourrions subvenir aux besoins du monde entier. Nous en avons assez. Nous devons toutefois nous contenter d'un gouvernement libéral-néo-démocrate qui fait obstacle à la réussite du Canada. De nombreuses communautés marginalisées travaillent dans le secteur de l'énergie. Le gouvernement woke libéral-néo-démocrate, en raison de son idéologie de gauche insensée, empêche ces communautés marginalisées de réussir au Canada. Encore et encore, une idéologie de gauche fait autorité, et l'emporte sur le bon sens.

Cependant, le bon sens sera rétabli une fois de plus dans ce pays lorsque le député de Carleton deviendra premier ministre. Nous donnerons le feu vert à des projets écologiques. Le Canada se classe au 64^e rang mondial pour ce qui est de la délivrance de permis. Nous veillerons à ce que de bons projets comme l'hydroélectricité, l'énergie marémotrice et l'énergie nucléaire soient réalisés au Canada. Nous construirons des pipelines pour réduire les émissions mondiales. Nous veillerons à ce que nos frères et sœurs autochtones et des Premières Nations redeviennent prospères, sous un gouvernement conservateur, lorsque nous établirons un partenariat avec eux et que nous nous assurerons que le Canada redevenne un pays prospère, comme il se doit.

On éliminerait cette taxe sur le carbone vouée à l'échec afin de réduire le prix de l'essence, de l'épicerie et du chauffage. On veillerait à ce que le Canada produise plus d'énergie afin d'en réduire le coût.

Voilà ce dont le monde a besoin, ce dont le pays a besoin et ce dont les Canadiens ont besoin. Quand le député de Carleton deviendra premier ministre, tout cela se concrétisera. Les chèques de paie plus substantiels donneront un véritable pouvoir d'achat à la population, qui profitera de coûts plus bas pour se loger.

• (1540)

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, mon collègue a beaucoup parlé au cours de ces 10 minutes, mais il a donné très peu d'informations fondées sur des faits. Premièrement, les agriculteurs sont exemptés de la tarification du carbone. Les conservateurs continuent d'en faire abstraction. Ils en sont exemptés. Deuxièmement, le député a parlé des communautés autochtones et des grands projets industriels. Son parti fait obstacle aux mesures législatives que les communautés autochtones du Canada atlantique réclament pour aider à améliorer les projets industriels dont il parle dans le secteur de l'énergie renouvelable.

Travaux des subsides

Cependant, je vais poser une question très simple au député parce que je veux voir quelle est la position des conservateurs. Ils parlent d'abolir la tarification du carbone, mais pourtant, de nombreux projets industriels, comme ceux en Saskatchewan et dans sa province, l'Alberta, renforcent la capacité industrielle en se fondant sur la tarification du carbone. Son parti éliminerait-il toutes les formes de tarification du carbone qui sont vraiment importantes pour l'avenir industriel de sa province?

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, le député est complètement déconnecté de la réalité. Il est déconnecté de la réalité des agriculteurs auxquels son gouvernement continue de s'attaquer avec cette taxe sur le carbone, qui a fait grimper tous les coûts. Lorsque les agriculteurs conduisent des tracteurs sur leur ferme, ils doivent payer la taxe sur le carbone. Lorsqu'ils font sécher leur grain, ils doivent payer la taxe sur le carbone. Comment peut-il affirmer que les agriculteurs sont exemptés de la taxe sur le carbone? Cet homme est complètement déconnecté de la réalité.

Nous devons éliminer la taxe sur le carbone, et il doit se joindre à son premier ministre de Terre-Neuve, qui veut également l'éliminer et qui reconnaît que les coûts ont augmenté à cause de cette arnaque fiscale qui rate complètement la cible.

• (1545)

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie (Joliette, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue avec lequel j'ai l'honneur de siéger au Comité permanent des finances. Quand les débats...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre.

[Traduction]

Les députés pourraient-ils faire moins de bruit afin que le député de Joliette puisse poser une question?

M. Kody Blois: Madame la Présidente, je ne veux pas attendre. Je m'excuse pour ces invectives. J'aimerais présenter officiellement mes excuses. Quand les conservateurs prennent la parole pour dire que...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): C'est un débat. Je crois que les excuses du député suffisent.

Le député de Joliette a la parole.

[Français]

M. Gabriel Ste-Marie: Madame la Présidente, je reprends. Je remercie mon collègue et ami avec qui j'ai l'honneur de siéger au Comité permanent des finances.

La députée conservatrice de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis a dénoncé la taxe sur le carbone qui se serait prétendument retrouvée sur une facture de propane au Québec. Ce faisant, elle a critiqué non pas la taxe sur le carbone fédérale, mais une politique du gouvernement du Québec sous Jean Charest, candidat qu'elle a appuyé à la direction du Parti conservateur, et du gouvernement de Philippe Couillard, dont elle fut ministre.

N'est-ce pas là une bourde?

[Traduction]

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, j'ai beaucoup de respect pour mon collègue et je pense que nous faisons de l'excellent travail au comité des finances.

Je dirai que cette motion montre qu'il est dommage que le Bloc se soit associé à la coûteuse coalition libérale-néo-démocrate et qu'il ait accepté d'imposer aux Québécois une norme sur les carburants propres, qui n'est rien d'autre que la taxe sur le carbone 2.0. Cette taxe n'est assortie d'aucun rabais et aura une incidence très négative sur les Québécois. Les députés du Bloc doivent se joindre à nous. Ils doivent demander l'annulation de cette taxe. Nous devons supprimer la taxe sur le carbone pour que les Québécois n'aient pas à payer plus cher leur essence, leur épicerie et leur chauffage.

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, je suis un peu perplexe. Nous avons vu ce que les conservateurs font lorsqu'ils sont au pouvoir. En Alberta, ils ont détruit le secteur des énergies renouvelables, ce qui coûte des dizaines de milliers d'emplois. C'est assez étrange, alors qu'ils disent croire aux énergies renouvelables. Ce même gouvernement de l'Alberta s'attaque également à la sécurité des retraites des Albertains, et nous avons vu, lorsque le gouvernement Harper était en place, que le régime Harper s'attaquait à la sécurité des retraites des Canadiens. C'est pourquoi la question de la crédibilité des conservateurs est en jeu.

Comme le député le sait, les paradis fiscaux de M. Harper nous coûtent aujourd'hui plus de 30 milliards de dollars par an. Ce sont des paradis fiscaux qui servent les ultrariches et les sociétés très rentables. J'aimerais demander à mon collègue, très simplement, comment il pense être crédible alors que c'est le bilan déplorable de Stephen Harper.

M. Jasraj Singh Hallan: Madame la Présidente, j'aimerais rappeler à mon collègue qu'il y a quelques mois à peine, le grand peuple de l'Alberta a réélu une fois de plus un gouvernement conservateur fortement majoritaire au niveau provincial, rejetant le NPD hors de contrôle, déconnecté, idéologique et gauchiste.

Je lui rappellerai également qu'en 2019, le projet de loi 1, sur lequel l'UCP s'est présenté, visait à supprimer la taxe sur le carbone. Je lui rappellerai une fois de plus qu'une grande majorité d'Albertains a élu un gouvernement conservateur puissant en 2019. Les Albertains continueront à rejeter cette politique ratée de taxe sur le carbone et à résoudre le problème des changements climatiques par la technologie et non par les taxes.

[Français]

M. Luc Berthold (Mégantic—L'Érable, PCC): Madame la Présidente, je tiens à féliciter mon collègue pour son éloquence, pour la qualité de son discours et surtout pour sa défense forte et passionnée des gens de sa province, l'Alberta. Je remercie donc mon collègue.

Nous sommes ici aujourd'hui parce qu'après huit ans de ce premier ministre libéral, la situation économique des familles canadiennes et québécoises ne fait qu'empirer. Ce matin, j'ai découvert sur Twitter qu'il y avait des files d'attente d'une longueur jamais vue pour accéder aux banques alimentaires. Cela s'est produit à la banque alimentaire la Bouchée généreuse, dans la région de Québec. Le journaliste dit n'avoir jamais vu une telle file d'attente auparavant.

S'il en est ainsi, c'est parce que les gens sont poussés vers les banques alimentaires puisqu'ils n'ont tout simplement plus les moyens de payer leur épicerie, étant donné que tout coûte plus cher. D'ailleurs, un sondage Léger publié aujourd'hui dans *Le Journal de Québec* est très inquiétant, particulièrement pour les jeunes Québécois et Québécoises. Plus de la moitié des jeunes vivent d'une paie à l'autre.

Cela veut dire que, quand on reçoit une paie de 500 \$ le jeudi, le mercredi soir de la semaine suivante on a dépensé la totalité de ces 500 \$ et il ne reste plus une cenne dans le compte de banque. Puis, on attend désespérément la prochaine paie, en espérant que rien d'inattendu n'arrivera pendant la nuit, comme un remorquage ou autre chose. Les gens n'ont pas les moyens. C'est cela, vivre d'une paie à l'autre.

Malheureusement, au Québec, 51 % des jeunes vivent d'une paie à l'autre. Le nombre de travailleurs qui vit d'un chèque à l'autre a augmenté de 26 % en 2022. Selon le sondage, cela cause plus de stress. La hausse du coût de la vie plombe le moral de ceux qui ont 40 ans et moins. Ils sont 62 % à se sentir impuissants face aux problèmes de la société. C'est 5 % de plus qu'en 2022. Ils ont moins confiance en leur capacité à faire face aux défis. Le coût du loyer devient pour eux un vrai problème; 72 % disent que cette dépense occupe une place trop importante dans leur budget. C'est huit points de plus que l'année précédente. C'est énorme quand on touche à des sujets aussi importants que le fait de se loger.

Enfin, je veux citer un des commentaires de cet article. Kassendra Hachey, 28 ans, dit: « Je vis de paie en paie. Je travaille une fin de semaine sur deux en plus d'étudier. Je dois faire au moins 24 heures d'un coup pour y arriver. »

C'est malheureusement la réalité et la situation des jeunes Québécois aujourd'hui, après huit ans de ce gouvernement libéral. Le gouvernement libéral, avec ses dépenses inflationnistes, a rendu cette situation intolérable. C'est inacceptable qu'on vive une pareille situation en 2023 dans un pays comme le Canada, qui est un pays du G7.

Nous sommes à un tournant où nous devons faire de vrais choix. Soit nous continuons dans la même direction et de moins en moins de gens pourront se loger, de moins en moins de gens pourront se nourrir, soit nous choisissons d'agir pour faire baisser les prix, les paiements hypothécaires et l'inflation.

Cela m'amène à la motion d'aujourd'hui. C'est une solution simple et rapide qu'on peut mettre en œuvre dès maintenant et qui aura des effets directs dans les poches de ces jeunes, dans les poches de toutes les familles partout au Canada et même au Québec. Notre proposition vise à annuler les taxes sur le carbone qui augmentent les prix de tout.

J'entends déjà les députés du Bloc québécois nous dire — ils l'ont répété à maintes reprises aujourd'hui — que la taxe sur le carbone ne s'applique pas au Québec et que les conservateurs n'ont pas raison. Ils ont utilisé des mots non parlementaires. Le chef du Bloc québécois a utilisé des mots non parlementaires pendant toute son intervention ce matin. Malheureusement, personne ne l'a repris. Je le fais, parce que, malheureusement, le chef du Bloc québécois s'est permis de dire des choses qu'il n'aurait pas dû dire.

Si la taxe sur le carbone qu'on impose aux Canadiens a un effet au Québec, ce n'est pas compliqué, c'est parce que tout ce qu'on produit partout ailleurs au Canada est assujéti à la taxe sur le car-

Travaux des subsides

bone. Ce qui est produit ailleurs au Canada ne se trouve pas chez nous. Il faut donc transporter cette nourriture jusqu'au Québec. On sait qu'il y a beaucoup de transformation alimentaire qui se fait du côté de l'Ontario. Cela soit être transporté par des camions qui, eux, sont visés par la taxe sur le carbone.

Ainsi, quand la nourriture arrive sur les tablettes des épiceries au Québec, elle coûte évidemment plus chère, puisqu'elle a eu à subir deux fois des taxes sur le carbone auxquelles on ajoute ensuite la TPS. Bref, les Québécois souffrent de la taxe sur le carbone qui a été imposée par le gouvernement fédéral dans les autres provinces au pays.

● (1550)

Au Québec, le Bloc québécois avait une occasion unique de faire en sorte qu'il n'y ait pas un autre coût sur le carbone ajouté au prix du litre d'essence à la pompe. Le gouvernement a, par la porte d'en arrière, adopté le Règlement sur les combustibles propres. Ce règlement n'a pas été voté à la Chambre parce que les libéraux l'ont adopté en catimini. Puisqu'ils trouvaient que cela n'avait pas de bon sens, ils l'ont fait en cachette.

Or, nous les avons vus venir. Nous avons présenté une motion le 5 juin pour dire que cela n'avait pas de bon sens d'augmenter encore le prix du litre d'essence alors que les Canadiens et les Québécois n'ont plus d'argent dans leurs poches.

Il faut vivre dans une grande province comme le Québec pour savoir que pour se déplacer en région, cela prend une automobile. Cela en prend parfois deux pour être capable de se déplacer, d'aller travailler, de faire des activités, de faire ce qu'on a à faire. Bref, nous avons vu venir les libéraux.

Nous avons donc présenté une motion pour abolir les taxes sur le carbone qui affectent indirectement le coût du panier d'épicerie et demander d'abolir le Règlement sur les combustibles propres. Ce règlement, adopté en catimini par les libéraux, est en fait une taxe sur le carbone 2.0. Nous voulions éviter d'augmenter de 20 ¢ le litre, avec la TPS dessus, le coût du litre d'essence des Québécois. Nous nous sommes dit que tout le monde qui a du gros bon sens et qui veut défendre les intérêts des Québécois va être d'accord avec cette motion de gros bon sens pour qu'on puisse mettre de l'argent dans les poches des Québécois tout de suite.

Surprise, le Bloc québécois, qui prétend être le grand défenseur des intérêts du Québec et des régions du Québec, ne l'appuie pas. Nous étions sûrs que le Bloc québécois allait appuyer cette motion.

Les libéraux ont voté contre. Le NPD a voté contre, ce qui n'est pas surprenant, car c'est la coalition coûteuse néo-démocrate—libérale. Il a suivi les libéraux. Le Bloc québécois a voté contre cette motion, contre l'abolition de la taxe sur le carbone 2.0 qui aurait permis de ne pas augmenter le coût de l'essence pour les Québécois de 20 ¢ le litre d'ici 2030.

Les conservateurs ont été les seuls à se tenir debout, mais, malheureusement, nous ne sommes pas assez. Depuis le 1^{er} juillet, les Québécois sont donc inclus dans le Règlement sur les combustibles propres qui fait que l'essence et le panier d'épicerie vont coûter plus cher. Ce sont des faits. C'est la vérité.

Travaux des subsides

Non seulement c'est la vérité, mais nous avons été estomaqués par ce que nous avons découvert par la suite. Nous avons voulu comprendre pourquoi le Bloc québécois ne voulait pas voter en faveur de notre motion pour couper les taxes sur le carbone. Nous nous sommes mis à fouiller dans les publications pour trouver les interventions faites par les députés. Nous avons compris que les députés du Bloc québécois aiment ça augmenter le coût de l'essence.

Le 26 mai 2020, la députée de Repentigny a dit ceci : « Voici quelques idées de ce que nous pouvons faire. Nous pouvons augmenter la taxe sur le carbone. Oui, je l'ai dit. »

Le 7 février 2023, elle a dit ceci : « Cette taxe sur le carburant doit être maintenue. Il ne faut pas céder à un dangereux renversement qui ne mènera nulle part. Je n'ai jamais dit que ce serait facile. Ce n'est pas facile, mais il faut le faire. »

Que faut-il faire? Aller chercher plus d'argent dans les poches des Québécois. C'est ça que ça veut dire.

Le 1^{er} juin 2023, la députée de Repentigny a encore dit ceci : « [...] nous ne sommes pas en faveur de l'annulation du Règlement sur les combustibles propres. Ensuite, nous ne cautionnons pas la démagogie conservatrice au sujet du problème important de l'inflation et de l'augmentation du coût de la vie. »

Ai-je bien compris? Le Bloc québécois ne voit-il pas l'augmentation de l'inflation et du coût de la vie? Ce n'est pas de la démagogie, c'est la réalité. Je pense qu'il est temps que les bloquistes ouvrent leurs yeux et voient ce qui se passe autour d'eux et voient ce qui se passe au Québec.

Le 1^{er} juin 2023, le député de Jonquière a dit ceci : « Dire que, ce qui crée aujourd'hui l'inflation, c'est la taxe sur le carbone, c'est à mon avis une solution simpliste à un problème complexe. »

C'est en tout cas une solution simple pour donner tout de suite de l'argent dans les poches des Québécois et des Québécoises.

Il fallait que j'y arrive, le 7 février 2023, le député de Longueuil—Saint-Hubert a dit ceci :

Madame la Présidente, la taxe sur le carbone est une très bonne mesure. Cependant, elle doit être augmentée de manière beaucoup plus radicale qu'elle ne l'a été jusqu'à maintenant.

Je pense que [...], c'est que la taxe soit dès maintenant à 200 \$ la tonne. Selon ce qu'on entend, elle sera à environ 170 \$ la tonne en 2030. C'est beaucoup trop tard. Il est minuit et deux en ce moment. Il n'est même plus minuit moins une. Il faut donc agir de façon radicale.

Aller chercher tout de suite de l'argent dans les poches des Québécois, c'est cela, l'idéologie gauchiste; c'est cela, l'idéologie du Bloc québécois.

C'est pourquoi j'espère que le Bloc québécois va faire ce qui est juste, c'est-à-dire montrer un peu de compassion et voter en faveur de notre motion pour laisser plus d'argent dans les poches des Québécois et des Québécoises.

• (1555)

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Madame la Présidente, l'argument de mon collègue est, en fait, voué à l'échec. Le Québec a un programme de plafonnement et d'échange depuis plus d'une décennie. Peut-être est-ce parce que le gouvernement du premier ministre Legault croit réellement à la lutte contre les changements climatiques, contrairement aux conservateurs ici.

L'inflation alimentaire au Québec est équivalente à celle de l'Ontario, et nous cherchons à mettre en œuvre de vraies solutions pour l'abordabilité. Les conservateurs n'ont aucune crédibilité en ce qui concerne les questions d'abordabilité ou de changements climatiques.

[Traduction]

Si les députés d'en face souhaitent soutenir l'abordabilité, ils devraient voter pour le projet de loi C-56, la Loi sur le logement et l'épicerie à prix abordable; au lieu de cela, ils préfèrent s'amuser à créer des autocollants pour pare-chocs et des t-shirts. Ce n'est pas une politique sérieuse. Ils doivent s'entretenir avec au moins un expert dans ce dossier.

[Français]

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, ce qui n'est pas sérieux, c'est qu'après huit ans, les libéraux sont la principale cause de l'inflation, et ce, parce qu'ils ont dépensé d'une manière éhontée. Dans le dernier budget, il y a 60 milliards de dollars de nouvelles dépenses. Cela a fait quoi? Cela a mis plus d'argent dans l'économie. Cela a fait quoi? Cela a fait augmenter le coût de la vie. Cela a fait quoi? Cela a fait que la Banque du Canada a été obligée de dire que, puisque tout augmente trop vite, il faut augmenter les taux d'intérêt pour ralentir l'économie. Cela fait quoi? Cela fait que les emprunts hypothécaires coûtent plus cher. Cela fait quoi? Cela fait que les jeunes n'ont maintenant plus espoir d'avoir une maison plus tard. C'est cela, huit ans de gouvernement libéral.

• (1600)

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la Présidente, en 2012, à l'Assemblée nationale du Québec, le premier ministre de la députée de Bellechasse—Les Etchemins—Lévis se vantait d'aller chercher 200 millions de dollars dans les poches des Québécois avec la bourse du carbone, se disait heureux d'entendre que le Québec allait entrer dans la bourse du carbone. Son collègue le ministre Pierre Arcand disait que cela était même très conservateur et prudent comme approche.

Malgré cela, l'autre jour, elle s'est pointée à la Chambre avec une facture de propane où elle critiquait la taxe du Québec, la portion du Québec du marché d'échange de droits d'émission. Je suis convaincu que la députée est assez brillante pour comprendre une facture de propane. Elle a donc été malhonnête envers la Chambre et elle est visiblement mal à l'aise, elle qui a appuyé Jean Charest dans la course à la chefferie, avec la position conservatrice.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je pense que le député vient de franchir une limite. Il vient de traiter une collègue de quelque chose que je ne répéterai pas. Vous avez entendu comme moi les propos qu'il a tenus. Je lui demande de se rétracter et de s'excuser.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je demande à l'honorable député de Mirabel de se restreindre aux propos, et non aux personnes. S'il pouvait présenter des excuses, ce serait apprécié.

M. Jean-Denis Garon: Madame la Présidente, je m'excuse. Je voulais souligner qu'elle avait induit la Chambre en erreur. Ayant appuyé Jean Charest, elle semble très mal à l'aise avec la position conservatrice, alors j'aimerais savoir si mon collègue a vérifié que sa collègue a bien une carte de membre du Parti conservateur du Canada valide.

Travaux des subsides

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je pense que cela sort un peu des affaires du gouvernement, mais je vais laisser la parole à l'honorable député de Mégantic—L'Érable.

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, effectivement, je demanderais au député de s'en tenir aux affaires qui concernent la Chambre, et non pas de poser des questions quant aux affaires qui concernent une autre chambre.

J'ai une question pour mon collègue. Est-il d'accord au sujet de la taxe sur le carbone? Est-il d'accord sur l'augmentation radicale, comme l'a proposé un de ses collègues, de la taxe sur le carbone, ce qui va avoir pour effet de coûter plus cher à tous les Québécois?

Il faut vivre en région pour savoir qu'on a besoin d'une voiture pour se déplacer. Quand on va à la pompe et qu'on voit le prix, que ce soit fédéral, provincial ou municipal, on comprend que les gens qui n'ont pas les moyens de payer l'essence à mettre dans leur voiture n'ont pas non plus les moyens de payer l'épicerie pour aller avec. C'est un scandale.

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, les députés savent-ils ce qui est un scandale? Le scandale est le fait que les conservateurs, inlassablement, se lèvent et parlent des méfaits du capitalisme et de tous les impacts sur les profits, mais qu'ils ont peur de nommer les choses. Contrairement au député, je ne prendrai pas les Québécois pour des dupes, car je sais que lorsque les Québécois ont écouté ce discours, ils savaient qu'il portait sur la cupidité des entreprises. En 2022, les profits insatiables des cinq grandes sociétés pétrolières et gazières ont atteint 38,3 milliards de dollars, sans parler des profits obscènes réalisés par les sociétés liées à l'alimentation et à l'approvisionnement alimentaire.

Nous pouvons regarder ce qu'ils font, jour après jour, en vantant les mérites de ces sociétés de manière éhontée. Quand le député aura-t-il le courage de s'opposer enfin aux intérêts financiers de Bay Street et de l'élite des entreprises, ainsi qu'aux véritables responsables de l'inflation, à savoir les profiteurs et les grandes sociétés pétrolières et gazières?

M. Luc Berthold: Madame la Présidente, c'est la cupidité de cette coalition coûteuse qui fait tant mal à beaucoup de Canadiens. Les recettes du gouvernement, à cause de l'inflation, ont augmenté de 30 %, avec l'appui de ce parti. C'est pourquoi nous pensons qu'il faut dire non à la taxe sur le carbone et mettre beaucoup plus d'argent dans les poches de tous les Canadiens dès maintenant.

[Français]

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, comme d'habitude, c'est un plaisir pour moi de rencontrer mes collègues à la Chambre des communes pour discuter et débattre d'une motion présentée par le Parti conservateur dans le cadre d'une journée de l'opposition. Je suis toujours heureux quand j'ai l'occasion d'engager un dialogue avec mes collègues conservateurs sur leurs propositions, parce que c'est une occasion de comprendre leur position, leurs priorités et leur vision pour le Canada.

En temps normal, je ne suis pas quelqu'un qui se fâche, mais, malheureusement, la plupart des propositions qu'ils ont faites dans les dernières années m'ont rendu triste, car elles sont mauvaises pour le Canada. Aujourd'hui, nous étudions une motion portant sur le prix du carbone. Plus précisément, les conservateurs demandent au gouvernement de présenter un projet de loi pour éliminer tous

les prix sur le carbone afin de baisser les prix de l'essence, de l'épicerie et du chauffage.

Je vais d'abord expliquer pourquoi le gouvernement a mis un prix sur le carbone.

La menace que posent les changements climatiques est absolument réelle. Ce n'est pas un problème qui surviendra à l'avenir; la menace existe aujourd'hui. Elle s'est fait sentir cet été dans toutes nos régions, alors que nous avons connu la pire saison des feux de forêt de l'histoire du Canada. Il y a aussi eu des inondations partout au Canada, mais particulièrement dans ma circonscription, Kings—Hants. De plus, la fréquence et l'intensité des tempêtes représentent absolument un défi pour tous les Canadiens. En fait, c'est un défi pour tout le monde. Nous connaissons cette réalité.

Les initiatives mises en place par le gouvernement et tous les parlementaires à la Chambre sont pour nos enfants et nos petits-enfants. Bien sûr, nous avons aussi répondu aux questions aujourd'hui concernant les changements de pratiques et les autres initiatives, parce que le changement climatique est réel, et il est parmi nous maintenant.

● (1605)

[Traduction]

Je tiens à souligner qu'il y a 77 initiatives de tarification du carbone dans le monde. J'ai eu l'occasion d'aller sur le site de la Banque mondiale, et les gens peuvent voir où elles existent dans le monde et quels types d'initiatives d'autres pays, d'autres administrations, ont pris. Ce n'est pas comme si le Canada était le seul pays au monde à avoir un prix sur le carbone. Il y a beaucoup d'autres pays qui vont dans ce sens.

Les conservateurs aiment attirer l'attention sur la tarification du carbone. Le gouvernement du Canada, de ce côté-ci, n'a jamais laissé entendre que la tarification du carbone allait constituer à elle seule un mécanisme miracle pour aider à résoudre le problème du changement climatique. En fait, il s'agit d'un mécanisme parmi d'autres présentés par ce gouvernement. Toutefois, comme je l'ai dit et peut-être pour taquiner certains de mes collègues conservateurs d'en face, l'idée de lancer un signal de prix sur le marché et de laisser le marché réagir en conséquence est intrinsèquement du conservatisme.

J'ai interrogé le député de Calgary Forest Lawn sur le fait qu'il existe dans tout le pays des projets d'entreprises qui répondent au signal de prix et qui sont à l'origine d'innovations vraiment importantes. Les conservateurs aiment chanter le slogan « la technologie, pas les taxes », et c'est effectivement un slogan parce qu'ils n'ont aucune preuve de la manière dont ils vont inciter le secteur privé et nos excellentes entreprises canadiennes à innover et à conduire des changements transitoires. Des milliards de dollars dans ce pays reposent sur cela et non seulement les entreprises comprennent maintenant qu'il est dans leur intérêt de le faire parce que c'est là qu'il y a des possibilités générationnelles, mais bien sûr elles veulent contourner le signal de prix.

Travaux des subsides

Les conservateurs sont ici aujourd'hui et n'indiquent pas qu'ils sont prêts à soutenir une quelconque forme de tarification du carbone dans ce pays. C'est problématique, car des milliards de dollars d'investissements dans ce pays reposent sur cette tarification. En effet, je ne prétends pas que tout est parfait, et j'y reviendrai dans mon intervention. Cependant, les conservateurs ne proposent aucune autre option convaincante. Ils se contentent de s'opposer sans proposer de solutions.

• (1610)

[Français]

Sur le plan politique, particulièrement avec le texte de la motion, je suis curieux et intéressé. Peut-être que les conservateurs et le Bloc québécois sont dans une bataille. Les conservateurs ont nommé le Bloc québécois dans le texte de leur motion; je pense donc qu'il y a une certaine lutte entre les conservateurs et le Bloc québécois. Peut-être que l'alliance entre les deux partis commence à être brisée par les actions des conservateurs. On verra, mais c'est mon observation en ce moment.

[Traduction]

Je voudrais commencer par les normes sur les combustibles propres. Je mentionne cette initiative pour que tous mes collègues, les Canadiens qui nous regardent à la maison et peut-être les personnes présentes dans la tribune puissent comprendre en quoi elle consiste. Il s'agit d'une initiative visant à réduire l'intensité en production de carbone des combustibles que nous utilisons. Il y a eu d'autres initiatives au fil du temps qui, je dirais, sont semblables à celle-ci. Par exemple, il est arrivé que nous adoptions des règlements visant à supprimer le plomb du carburant utilisé dans nos voitures. Je crois qu'il s'agissait d'une initiative défendue par le gouvernement Mulroney il y a quelques années, à l'époque où les conservateurs étaient progressistes et où le Parti conservateur du Canada prenait des mesures concrètes en matière de climat et d'environnement. Effectivement, c'était bien le Parti progressiste-conservateur du Canada qui s'en chargeait. Je continuerai à rappeler aux Canadiens qu'il y a une différence. Mes électeurs me rappellent chaque jour que le Parti conservateur du Canada d'aujourd'hui est bien différent de son prédécesseur, le parti sous la bannière duquel quelqu'un comme Scott Brison a été élu en 1997.

Toutefois, il s'agit d'une initiative visant à décarboner nos combustibles. Nous demandons essentiellement aux raffineurs de pétrole et de gaz du Canada de le faire. Ils peuvent le faire par le truchement d'un certain nombre d'initiatives différentes. Ils peuvent ajouter des biocarburants dans le contenu de leurs combustibles. Ils peuvent travailler avec les agriculteurs. Le secteur agricole offre d'énormes possibilités de compensation au moyen de crédits. Ils peuvent installer des bornes de recharge. Ils peuvent mettre en place des programmes de thermopompes pour montrer qu'ils réduisent l'intensité en carbone de leur combustible. Il existe une multitude d'options.

Je voudrais parler des projets. Les conservateurs parlent souvent du coût. En effet, le texte de cette motion le place à 17 ¢ le litre. Le directeur parlementaire du budget a déclaré que dans 10 ou 12 ans, le coût sera peut-être de 17 ¢. En Nouvelle-Écosse, ce coût était de 3 ¢ le litre cet été. Le programme n'est pas conçu pour accorder des remboursements. Cependant, il stimule l'activité industrielle. Par exemple, les conservateurs ne sont pas intervenus aujourd'hui pour parler de Come By Chance, l'installation de carburant d'aviation durable à Terre-Neuve-et-Labrador, qui représente un investissement de 87 millions de dollars dans l'économie de Terre-Neuve-et-

Labrador. C'est important. Les conservateurs n'ont pas parlé de l'électrolyseur d'hydrogène. Je dois être honnête: je ne sais pas de quoi il s'agit, mais Irving Oil sait que c'est important pour son avenir en matière d'énergie propre. Cette société a investi 90 millions de dollars dans ce projet dans le cadre de la stratégie pour l'hydrogène.

J'étais à Regina, en Saskatchewan. Peut-être qu'un député de cette province pourra me répondre à ce sujet. Une grande coopérative d'un milliard de dollars dépense des centaines de millions de dollars pour soutenir ses initiatives, en partie en raison de la norme sur les carburants propres. Cependant, les conservateurs n'en parlent jamais, et il est important de le noter.

Les conservateurs s'inquiètent des 3 ¢ le litre en Nouvelle-Écosse, et je ne veux pas paraître condescendant; je sais que chaque cent compte en ce moment. La question de l'accessibilité financière est importante. Cependant, si les conservateurs veulent souligner l'augmentation de 3 ¢ le litre d'essence en Nouvelle-Écosse en raison de la norme sur les carburants propres, ils doivent également souligner les investissements industriels majeurs réalisés dans la région de l'Atlantique. Peut-être pourraient-ils suivre mon exemple et, comme je l'ai fait publiquement, encourager les provinces à voir que, bien que le programme n'ait pas été conçu pour accorder des remboursements, elles ont plus d'argent dans leur trésorerie grâce à ces grands projets industriels et elles pourraient réduire la taxe provinciale sur l'essence pour s'assurer que ce fait est pris en compte. Elles pourraient le faire. Ce sont là quelques suggestions que j'offre à mes collègues conservateurs.

Le texte de la motion est intrinsèquement... je préfère ne pas utiliser le mot « trompeur », mais le contenu et la façon dont la motion est rédigée me posent problème. Par exemple, en ce qui concerne les 17 ¢ le litre, les conservateurs ne donnent aucun contexte au lecteur à la maison sur ce que cela signifie. Ils parlent de choses telles qu'un quadruplement du montant à 61 ¢, mais ils ne donnent aucun contexte.

Il y a quelques mois à peine, le prix triplait. Nous entendions les députés conservateurs, comme une volée de corbeaux, dire « tripler, tripler, tripler », et ce pendant des mois. Je suppose que maintenant ils vont devoir dire « quadrupler, quadrupler, quadrupler, quadrupler ». Je ne sais pas comment cela a changé, mais cela a changé. Ils jouent un peu avec les faits.

Encore une fois, la question de l'accessibilité financière et la question de savoir si nous pouvons ou non envisager d'ajuster les mesures dans le cadre de la tarification du carbone sont tout à fait justifiées. J'y suis, et j'y reviendrai dans mon discours, mais ce qui me pose problème, c'est l'idée que, d'une manière ou d'une autre, ils ont simplement publié tout cela.

Il y a quelques minutes de cela, le député de Calgary Forest Lawn s'est levé dans cette enceinte et a déclaré que la tarification du carbone s'appliquait à un tracteur roulant dans une ferme. C'est fondamentalement faux. Si les conservateurs veulent suggérer que la tarification du carbone s'applique au séchage des céréales et qu'il devrait être supprimé, alors oui, les faits sont corrects. Ils peuvent aller dans ce sens. J'ai voté en faveur du projet de loi C-234.

Travaux des subsides

Cependant, nous devons maintenir le débat dans le domaine des faits. C'est comme si nous étions dans une ère de post-vérité, où les gens se lèvent pour dire n'importe quoi. Je sais que nous pouvons avoir des points de vue différents sur la question, et je sais qu'il y a toute une gamme de débats, mais nous devons maintenir le débat dans les limites de ce qui est vraiment réel.

À ce propos, puisque nous avons parlé du prix du carburant, des produits alimentaires et du chauffage domestique, j'ai ici un article du *National Post*. Je sais que les conservateurs lisent ce journal parce que, bien sûr, il est un peu plus conservateur. Je pense que certains articles sont justes. Je le lis également. L'article date du 21 septembre 2023, il n'y a donc pas si longtemps, et j'encourage tous les députés à le lire. Une question a été posée pour savoir dans quelle mesure la tarification du carbone contribue aux choses dont les conservateurs parlent aujourd'hui. Je vais vous lire un extrait de l'article, que je me ferai un plaisir de déposer plus tard si j'obtiens le consentement unanime. L'article dit que la Banque du Canada estime que 0,15 % de l'inflation est liée à la tarification du carbone. Oui, il y a une certaine incidence, mais ce dont nous ne parlons pas, bien sûr, c'est que l'argent est remboursé aux ménages.

L'article indique également que la tarification du carbone représente moins de 1 % du coût des produits alimentaires. Lorsque l'on regarde ce que les conservateurs demandent, oui, chaque dollar compte, mais lorsque l'on parle d'un mécanisme qui permettrait de mener certains des projets industriels dont j'ai parlé plus tôt, c'est extrêmement important. En fait, Trevor Tombe, un économiste de l'Alberta, affirme qu'il s'agit de 30 ¢ sur chaque facture d'épicerie de 100 \$.

C'est une question importante, mais les conservateurs demandent essentiellement une réduction de 30 ¢ par tranche de 100 \$ dépensés pour l'épicerie au pays. Je pense qu'ils devraient nous aider avec d'autres initiatives qui comptent vraiment afin d'offrir un soutien utile: les services de garde, l'Allocation canadienne pour enfants et les mesures de soutien aux aînés. Ils pourraient se rallier à un grand nombre de mesures distinctes. Je ne suis pas convaincu que cette mesure à elle seule réglerait la question de l'abordabilité.

J'ai parlé de la tarification du carbone en ce qui concerne les grands projets industriels, et je crois avoir fait le tour de ce sujet. Toutefois, j'ai hâte que le député de Coast of Bays—Central—Notre Dame prenne la parole. Nous aurons un grand débat pour déterminer si cette question est importante ou non pour sa province, et le tout sera noté dans le compte rendu.

Je veux parler de la situation dans laquelle se trouvent les députés de l'Atlantique, car nous, les députés libéraux de l'Atlantique, sommes expressément mentionnés dans le texte de la motion dont nous sommes saisis. Je ne peux pas parler au nom de tous mes collègues libéraux de l'Atlantique, puisque ce serait inapproprié, mais je vais parler en mon propre nom, en tant que député libéral de l'Atlantique.

Contrairement à ce que le chef de l'opposition officielle a dit à la période des questions aujourd'hui, je ne suis pas contre la tarification du carbone. Je demande au gouvernement de modifier son approche à l'égard du filet de sécurité fédéral.

Contrairement à mes collègues conservateurs au point de vue sans nuance, qui veulent se débarrasser complètement de la tarification du carbone, sans offrir d'autres solutions, j'essaye plutôt d'être constructif dans mes interventions à Chambre, mes déclarations publiques et mes communications avec les gens de ma circonscription

concernant la raison d'être de la politique. Alors, je reviens à la question des changements climatiques et du défi générationnel auquel nous faisons face.

L'objectif du gouvernement est d'avancer dans la bonne direction, et l'intention est bonne. Toutefois, il y aurait lieu d'apporter certains ajustements, selon moi, et je suis heureux de pouvoir en parler maintenant.

• (1615)

Tout d'abord, il faut revoir la définition de « collectivité rurale ». À l'heure actuelle, c'est le fait de vivre à l'intérieur ou à l'extérieur d'une région métropolitaine de recensement — ou RMR — qui détermine si une personne vit dans une collectivité urbaine ou rurale. Nous savons que la situation au Canada est un peu plus nuancée que cela. Il est possible de réévaluer cette définition. Certaines collectivités se trouvent peut-être dans une RMR mais, de par leur nature, on peut affirmer en toute objectivité qu'elles sont rurales. Je l'ai déjà dit, et je continuerai de le faire.

On pourrait examiner et augmenter le remboursement accordé aux habitants des régions rurales qui ne font pas partie de ces RMR. Cela ne veut pas dire que les Canadiens des régions rurales ne désirent pas prendre part à la lutte contre les changements climatiques, mais nous devons tenir compte de la différence des conditions de vie entre les régions urbaines et rurales.

Pour ce qui est de l'abordabilité des prix du chauffage domestique, je tiens à souligner que le gouvernement a investi 118 millions de dollars dans le Canada atlantique en octobre, ce que les députés conservateurs ont complètement omis de mentionner. Il l'a fait dans le cadre d'un programme qui améliore l'efficacité énergétique et l'utilisation du mazout domestique. Ce programme est bon pour l'environnement, mais surtout, il favorise grandement l'abordabilité, ce qui est le but visé par la motion à l'étude. Pourtant, pas un mot n'a été dit à ce sujet.

Il faut davantage de temps pour que ces programmes donnent des résultats, et j'ai très clairement dit espérer que le gouvernement songera à exempter ou à indemniser les gens jusqu'à ce que la valeur de ce programme d'aide à la transition soit établie.

Enfin, j'aimerais dire que nous devons continuer de mettre l'accent sur le volet de l'approvisionnement — des bornes de recharge pour véhicules électriques par exemple — et peut-être accorder davantage d'attention au programme des thermopompes. J'ai discuté avec la députée de Long Range Mountains, et je sais qu'un certain travail est nécessaire à Terre-Neuve-et-Labrador en matière de mise à niveau des infrastructures électriques afin que les thermopompes puissent être une solution afin d'aller de l'avant. Tout cela est bon pour mettre l'accent sur l'abordabilité et la lutte aux changements climatiques. Voilà ma proposition. Ces initiatives ne s'excluent pas mutuellement. Elles doivent avoir lieu simultanément.

Travaux des subsides

Je veux parler du projet de loi C-49. Les conservateurs vont lever les yeux au ciel, parce que je les talonne depuis une semaine, mais c'est que je ne comprends toujours pas pourquoi le Parti conservateur du Canada, l'opposition officielle au Canada, s'oppose à un projet de loi qui a l'appui des premiers ministres de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse, du secteur de l'énergie propre, des communautés autochtones et des gens d'affaires. Nous écoutons également les intervenants du secteur des pêches, parce que je sais que le député de Coast of Bays—Central—Notre Dame posera des questions au sujet des pêches. C'est un secteur très important qui fait partie de l'équation, comme il se doit.

Tout le monde y met du sien et c'est ce qu'il faut pour que cela fonctionne, mais les conservateurs s'opposent au projet. Ils auront des comptes à rendre aux Canadiens de l'Atlantique à ce sujet, parce que leur position va à l'encontre des intérêts de ces Canadiens. Les gens parlent des technologies, de l'avenir de l'énergie renouvelable au Canada Atlantique, pas des taxes, mais les conservateurs ne veulent pas laisser ces technologies se déployer. C'est vraiment hypocrite.

Je suis très heureux de parler de ce sujet. Je suis impatient de répondre aux questions. Je vais me dépêcher de conclure afin de laisser intervenir autant de députés que possible.

En conclusion, la tarification du carbone est un mécanisme employé un peu partout dans le monde pour encourager le changement. Le gouvernement libéral cherche avant tout à investir du côté de l'offre afin de faciliter ce changement. Au moment de concevoir le programme, nous avons veillé à ce qu'une part disproportionnée des remboursements revienne aux ménages, afin de les protéger.

J'ai parlé de statistiques et souligné que, selon la Banque du Canada et les économistes du *National Post*, un journal que les conservateurs lisent, je l'espère, la tarification du carbone contribue très peu à tout ce dont les conservateurs parlent à la Chambre aujourd'hui.

J'ai expliqué ma position à l'égard de la tarification du carbone: je crois que celle-ci vise des objectifs louables et je suis convaincu de la validité des raisons qui nous motivent à suivre cette voie. Je demande toutefois que des rajustements soient apportés. J'interviens aujourd'hui à la Chambre à titre de fier député du Canada atlantique, et je reconnais que le programme national doit être ajusté pour mieux tenir compte de la réalité des gens que je représente. Je propose des solutions. Quand je regarde de l'autre côté de la Chambre, je vois très peu de solutions.

Alors que nous discutons d'un projet de loi qui représente des milliards de dollars pour l'économie du Canada atlantique, oublions un peu que c'est l'occasion de décarboner le réseau électrique et peut-être même, pour le Canada atlantique, d'offrir de l'électricité à mes bons amis du Québec. Pensons avant tout aux emplois, à la prospérité et aux excellentes possibilités économiques dont les collectivités pourront profiter. Voilà ce que les conservateurs continuent de rejeter.

J'aimerais bien qu'un député du caucus conservateur de Terre-Neuve-et-Labrador ou de la Nouvelle-Écosse se lève durant le débat d'aujourd'hui pour qu'il explique à ses concitoyens pourquoi ils font obstacle à des possibilités économiques valant des milliards de dollars. Je pense d'ailleurs que je vais maintenant avoir ma réponse.

• (1620)

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, le 28 novembre 2022, le député sortant de Kings—Hants a déclaré ce qui suit au *Laker News*, un journal local: « En ce moment, ils essaient en quelque sorte de présenter le gouvernement fédéral et la tarification du carbone comme s'il s'agissait du Bonhomme Sept Heures. » C'est ce qu'il a dit à propos du parti du premier ministre Houston, en Nouvelle-Écosse. Passons au 15 septembre. Cette journée-là, la CBC affichait comme grand titre: « Les députés libéraux de l'Atlantique demandent [au premier ministre] une exemption de la taxe sur le carbone pour les régions rurales ».

Quelle sera la position du député? Votera-t-il en faveur de la motion pour fournir du soutien aux habitants de sa circonscription ou décidera-t-il de faire équipe avec le Bonhomme Sept Heures?

• (1625)

M. Kody Blois: Madame la Présidente, après avoir répondu à cette question, j'apporterai des cotons-tiges au député au cas où il n'aurait pas entendu le discours de 20 minutes que je viens de prononcer, pendant lequel j'ai expliqué très clairement ma position sur cette politique.

J'ai eu une conversation avec le premier ministre Houston en mai 2022. Je lui ai alors fait part de mon espoir que le gouvernement provincial de la Nouvelle-Écosse mette en place son propre régime de tarification du carbone. Les conservateurs sont contre cette politique. J'appuie l'intention qui la sous-tend, mais des modifications majeures sont nécessaires. J'ai expliqué ma position à la Chambre. Le député pourra lire le compte rendu plus tard afin de connaître ma position. J'ai été très clair.

Je me demande cependant quelle est la position du député par rapport au projet de loi C-49 et aux excellentes possibilités qui s'offrent à Terre-Neuve-et-Labrador. Il devra fournir une réponse aux bonnes gens de sa circonscription à ce sujet.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Kings—Hants de son discours. Cela fait du bien d'entendre un discours articulé et basé sur des faits.

Je vais justement lui poser une question très précise à laquelle il n'aura certainement pas de difficulté à répondre. Pourrait-il informer la Chambre des communes sur le Règlement sur les combustibles propres qui a été adopté par son gouvernement le 1^{er} juillet dernier et nous dire à quel moment le gouvernement a demandé l'appui du Bloc québécois sur cela? À quel moment y a-t-il eu un vote à la Chambre sur cela? Y en a-t-il eu un?

M. Kody Blois: Madame la Présidente, en fait, je ne le sais pas parce que je ne suis pas responsable des textes des motions de l'opposition. Comme je l'ai mentionné, il y a plusieurs problèmes avec le texte de la motion des conservateurs. Je ne le sais donc pas.

Or, je voudrais soulever une question très importante qui concerne le projet de loi C-49. C'est un projet de loi qui vise à créer une occasion pour le secteur de l'éolien en mer dans l'Atlantique. Nous savons qu'Hydro-Québec a des préoccupations quant à une pénurie d'électricité et d'énergie propre au Québec. Les députés du Québec et de l'Atlantique ont une belle occasion de travailler ensemble pour s'assurer qu'il y a une source d'énergie très propre et très verte pour le Québec et pour les provinces de l'Atlantique.

Travaux des subsides

Je suis très heureux de travailler en collaboration avec mon honorable collègue.

[Traduction]

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, comme je l'ai dit plus tôt aujourd'hui, car j'ai passé toute la journée à la Chambre, je pense bien franchement que la motion qui a été présentée par les conservateurs ne sert qu'à recueillir des fonds. Ils ne prennent pas cette question au sérieux. Ils ne veulent pas s'engager sérieusement dans un débat sur le bon fonctionnement de ce programme pour les Canadiens et sur les solutions réelles aux changements climatiques. Ainsi, je vais interroger le député sur son discours et lui demander comment nous pourrions corriger le régime de tarification du carbone.

Dans ma province, l'Alberta, Rachel Notley a mis en place la toute première mesure du genre, la redevance sur le carbone, et celle-ci a connu un franc succès. Elle a notamment contribué réellement à réduire notre empreinte carbone, puisqu'elle était assortie d'investissements de plusieurs milliards de dollars dans les transports et de remboursements totalisant plusieurs milliards de dollars pour permettre aux citoyens d'installer des panneaux solaires sur leurs maisons et de rénover leurs logis. On a affecté des millions de dollars au développement de la bioénergie, et des millions de dollars à la réduction du méthane.

Je me demande si le député serait intéressé par l'idée d'une redevance ou d'une taxe sur le carbone qui servirait réellement à réduire notre empreinte carbone et à lutter contre les changements climatiques.

M. Kody Blois: C'est là une importante question, madame la Présidente. La députée nous dit qu'elle comprend l'importance d'un signal de prix et de la tarification du carbone, et qu'elle reconnaît que, que ce soit dans sa province, l'Alberta, ou dans l'une des 76 autres administrations dans le monde, cela est considéré comme un moyen vraiment important de soutenir la lutte contre les changements climatiques.

Je suis d'accord avec la députée pour dire qu'il faut façonner la politique d'une manière qui soit juste et équitable pour toutes les régions du pays. Comme je l'ai dit dans mon discours aujourd'hui, j'aimerais que le remboursement soit plus élevé pour les régions rurales. J'aimerais que l'on réfléchisse à la question du chauffage résidentiel dans le Canada atlantique, où 40 % des ménages dépendent encore du mazout. Le gouvernement a mis en place de très bons programmes. Il y a le montant de 118 millions de dollars que j'ai mentionné, une aide très semblable à celle accordée pour le transport en commun en Alberta, dont la députée a parlé. Toutefois, ces programmes ont besoin de temps pour être mis en œuvre, et nous devons trouver un équilibre entre l'abordabilité et l'environnement. Les deux vont de pair, c'est pourquoi je pense à l'un ou l'autre de ces programmes.

Je préférerais vraiment un débat mature et responsable au lieu des basses injures dont nous sommes témoins. Je dois admettre en toute justice que quelques députés conservateurs présentent des points de vue crédibles, mais, dans le cadre du présent débat, j'ai entendu beaucoup trop d'interventions qui ne sont pas conformes aux faits. Nous devons faire mieux en tant que députés.

• (1630)

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Madame la Présidente, nous avons cité quelques manchettes, et en voici une qui a paru il y a quatre heures, dans le *National Post*: « la

plupart des Canadiens veulent voir la taxe sur le carbone réduite ou éliminée ». L'article indique également que l'Alberta est souvent dépeinte comme la province qui s'oppose le plus à cette taxe, mais que, cette fois-ci, ce sont les provinces de l'Atlantique ». Selon un sondage, 50 % des personnes interrogées veulent éliminer complètement la taxe sur le carbone.

Le député a parlé de 3 ¢. Dans ma province, le Nouveau-Brunswick, la deuxième taxe sur le carbone était de 8 ¢ plus la TVH, mais ce sont des chiffres que les gens ne voient pas. Lorsque l'on compare le Nouveau-Brunswick à l'État du Maine, on voit que la taxe sur le carbone cause un grand écart dans les prix de l'essence. Les automobilistes du Maine paient 50 ¢ le litre de moins à la pompe que ceux du Nouveau-Brunswick. Cette différence est entièrement attribuable aux taxes.

Par conséquent, monsieur le député, comment pouvez-vous affirmer que les conservateurs ne représentent pas les provinces de l'Atlantique alors que vous les punissez avec ces taxes? Vous vous opposez à l'entente relative au réseau de digues de l'isthme...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je rappelle au député que je ne punis personne et je lui demande de s'adresser à la présidence.

M. John Williamson: Madame la Présidente, je me demande comment les libéraux du Canada atlantique peuvent dire qu'ils défendent leurs concitoyens, alors qu'ils les punissent avec la taxe sur le carbone, qui va encore augmenter de 62 ¢ d'ici 2030, qu'ils ciblent les propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, qu'ils n'appuient pas les premiers ministres du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse en ce qui concerne le financement de l'isthme, et, bien sûr, qu'ils continuent de voter pour des taxes sur le carbone plus élevées. J'aimerais que le député réponde à cette question.

M. Kody Blois: Madame la Présidente, j'ai dû sortir un stylo parce qu'il y avait environ 16 interventions dans cette question. J'espère avoir le temps de répondre.

Pour ce qui est de l'isthme, nous en sommes à 50 % de participation. Comme je l'ai dit à Radio-Canada cette semaine, si les tribunaux déterminent qu'il s'agit d'une responsabilité purement fédérale, nous assumerons 100 % des coûts.

Je demande des ajustements à la tarification du carbone. Le député d'en face laisse entendre que la tarification du carbone ne devrait pas exister au Canada, alors que 77 pays estiment qu'il s'agit d'une politique efficace. Au-delà de cela, les conservateurs n'ont présenté aucun plan crédible sur la façon dont ils vont contester et aborder la question dont nous sommes saisis. Par conséquent, le député a aussi des explications à fournir.

En ce qui concerne le projet de loi C-49 — le député peut envoyer cet extrait à ses concitoyens —, il s'agit de l'occasion d'une génération pour le Canada atlantique en ce qui a trait à l'éolien en mer. Les premiers ministres de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador le veulent. Le député s'y oppose. Il doit rentrer chez lui et expliquer pourquoi il s'oppose à l'occasion d'une génération qui vaut des milliards de dollars, particulièrement lorsque les conservateurs disent qu'ils veulent de la technologie, pas des taxes.

Travaux des subsides

Enfin, en ce qui concerne la différence de 50 ¢ entre le Maine et le Nouveau-Brunswick, je suis convaincu que si le député se rend dans le Maine, il constatera qu'il y a une différence de 50 ¢ entre le prix du lait dans le Maine et le prix du lait au Nouveau-Brunswick. Les écarts de prix sont nombreux. Il lie cela exactement à ce dont nous parlons aujourd'hui, ce qui ne reflète pas nécessairement le fait qu'il y a une différence de prix entre le Canada et les États-Unis pour un certain nombre de produits. Il dit peut-être qu'il ne veut pas soutenir les producteurs laitiers du Nouveau-Brunswick et du reste du pays et qu'il veut se débarrasser de la gestion de l'offre, ce qui est une position que nous avons vu le Parti conservateur adopter. Il n'a pas été très ferme sur cette politique qui est importante pour le Canada rural.

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Madame la Présidente, je partagerai mon temps de parole cet après-midi avec la députée de Lakeland.

C'est toujours un honneur de prendre la parole à la Chambre des communes au nom des habitants de Peterborough—Kawartha et de tous les Canadiens. Je suis la ministre du cabinet fantôme pour la famille, les enfants et le développement social, et j'ai parlé haut et fort de la crise de santé mentale qui touche le pays, surtout les enfants. Ils ne vont pas bien.

Aujourd'hui, ce dont nous parlerons à la Chambre a une incidence directe sur les enfants. Aujourd'hui, le chef du Parti conservateur du Canada a présenté une motion de l'opposition. Nous avons présenté une motion de l'opposition. Nous sommes l'opposition officielle. Nous ne formons pas le gouvernement. Ce n'est pas nous qui établissons le programme ni les politiques. Nous sommes ici en tant que députés de l'opposition pour faire contrepoids aux décisions du gouvernement. Le problème, c'est que les libéraux ne sont pas les seuls au pouvoir: les néo-démocrates ont conclu un accord avec les libéraux pour former une coalition, qui nuit grandement aux Canadiens.

La motion de l'opposition qui a été proposée aujourd'hui et qui est maintenant débattue se lit en partie comme suit: « que la Chambre demande au gouvernement de déposer un projet de loi, dans les sept jours suivant l'adoption de la présente motion, afin de supprimer toutes les taxes sur le carbone pour faire baisser les prix du carburant, du panier d'épicerie et du chauffage domestique. » Mes collègues conservateurs peuvent s'en réjouir. Il s'agit d'une mesure législative très importante qui donnera à tous, au moment du vote, une idée de la position de chaque député.

Les décisions et les politiques qui émanent de la Chambre, tout comme les taxes sur les carburants, ont des conséquences bien réelles, et c'est aussi le cas de la taxe sur le carbone. Lorsque l'on taxe le carburant qu'un agriculteur met dans ses tracteurs pour travailler les champs ou pour prendre soin de son bétail, il faut transférer cette taxe au camionneur qui va transporter ces aliments. Il faut ensuite imposer une taxe au transformateur de ces aliments. Les députés peuvent deviner qui finit par payer le cumul de tous ces frais. Ce sont les Canadiens, les gens qui nous regardent à la maison. Qu'advient-il de leur salaire durement gagné? Il leur file entre les doigts.

Hier soir, j'ai utilisé les médias sociaux pour inviter mes concitoyens à se faire entendre, car cela fait partie de notre travail parlementaire. Nous sommes élus pour écouter les habitants de notre circonscription et les représenter à la Chambre. Peterborough—Kawartha compte environ 115 000 habitants. C'est une circonscription baromètre, ce qui signifie qu'elle est représentative de l'ensemble

du Canada. C'est un peu le microcosme de la société canadienne. J'ai demandé aux gens de me dire quelles sont les répercussions de la taxe sur le carbone sur leur vie et je leur ai demandé l'autorisation de rendre leurs histoires publiques, ce que je vais maintenant faire.

Je parlerai d'abord de Shannon Montgomery Sundberg, qui m'écrit qu'elle ne sait même pas par où commencer. Elle est propriétaire d'entreprise et a besoin de carburant dans toutes ses activités. Elle a besoin de pièces de camion et de chasse-neige, mais aussi d'équipement et de mazout, et elle doit souscrire à une assurance. Ses clients n'arrivent pas à la payer, car leur famille peine à joindre les deux bouts. Shannon ne peut pas se permettre d'embaucher quelqu'un pour l'aider, car il n'y a pas assez de travail pour assurer le roulement de l'entreprise. Le manque de revenus commence à nuire à sa santé mentale, pour laquelle aucune aide n'est disponible.

Comme l'écrit Shannon, le problème est loin de se limiter à la taxe sur le carbone. C'est tout le système qui est détraqué. Les Ontariens sont poussés vers la sortie. Ils ont le sentiment que le gouvernement ne veut pas d'eux alors qu'il devrait venir en aide aux citoyens, plutôt que de leur serrer la vis quand ceux-ci sont déjà à bout de souffle. Elle affirme que la division que sème le gouvernement la fait pleurer presque tous les jours. Elle est entourée de gens en difficulté. En tant que mère de quatre adultes, qui ont eux-mêmes des conjoints et des enfants, Shannon dit s'inquiéter quotidiennement du coût d'une nourriture saine. Elle me demande si, en tant que mère, je peux m'imaginer ne pas être capable de fournir de la nourriture saine à mes enfants et à mes petits-enfants, parce que je dois m'efforcer de survivre?

Shannon se dit très fière d'être Canadienne, mais n'en éprouve pas moins un sentiment de dégoût à l'égard de l'ensemble du gouvernement. Selon elle, tout le monde qui relève du premier ministre a eu la possibilité de briser les rangs ou de protester. C'est le peuple qui a élu le gouvernement, et c'est à lui de dire qu'il en a assez. Le gouvernement doit être au service des Canadiens.

Chad écrit: « Nous vivons dans une région rurale de l'Ontario. Compte tenu du prix actuel de l'essence, il en coûte environ 325 \$ par semaine pour faire le plein de ma camionnette et du VUS de ma conjointe. La semaine dernière, nous avons dépensé 500 \$ à l'épicerie pour notre famille de cinq personnes; [c'est donc] 825 \$ en une seule semaine pour l'épicerie et l'essence. »

● (1635)

Carol Anne Grant écrit que la facture d'électricité de sa famille pour un mois s'élève maintenant à 400 \$. Compte tenu du coût du chauffage, dit-elle, la totalité de leur pension sert à payer les factures du ménage, et il ne reste plus rien pour l'épicerie. Selon les statistiques de Banques alimentaires Canada, 7 millions de personnes n'arrivent plus à se nourrir, et 1,5 million de personnes ont recours aux banques alimentaires chaque mois. Or, ces personnes ont bel et bien un emploi. Voilà ce qui se passe partout au pays.

Le message suivant vient de Jeff Dunk, qui écrit qu'il travaille pour une entreprise de camionnage, dont certains chauffeurs manquent de travail. Il n'y a pas assez de travail pour tous les chauffeurs parce que les gens ne veulent pas payer les tarifs de transport actuels.

Travaux des subsides

Le message d'Erica est très sérieux, comme ils le sont tous. Erica a écrit ce qui suit: « Mon mari et moi occupons des emplois bien rémunérés — un revenu total de plus de 100 000 \$ — et nous avons deux enfants. Nous louons un logement de deux chambres à coucher et nous avons deux véhicules. Je n'ai plus d'argent deux jours après avoir reçu ma paie. » Un de leurs enfants est diabétique. Elle dit: « [...] le coût de l'épicerie est ridicule. Je dépense environ 400 \$ toutes les deux semaines pour nourrir mes enfants. » Ainsi, la facture d'électricité n'est pas payée ou, parfois, ils paient juste assez pour que le service ne soit pas coupé. Parfois, ils ne peuvent pas payer la facture de gaz pour se chauffer.

Erica ajoute ceci: « Comment en sommes-nous arrivés à ce point où une famille qui gagne plus de 100 000 \$ par année ne peut pas vivre confortablement? Nous sommes aussi fauchés que lorsque notre revenu annuel combiné atteignait à peine 50 000 \$. » Elle a travaillé fort pour gagner le salaire dont elle avait toujours rêvé. Pourtant, elle dit: « Je suis dans une impasse. Je suis coincée dans un petit logement loué parce que je n'ai pas les moyens d'emménager ailleurs. Je gratte les fonds de tiroir pendant deux semaines pour tenir jusqu'au prochain jour de paie. Je suis fatiguée. Je suis découragée. Il n'est pas étonnant que les problèmes de santé mentale soient devenus une crise. C'est Trudeau qui en est responsable. »

● (1640)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous devons désigner les députés par leur titre, et non par leur nom.

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, c'est la réalité partout au pays. Les parents ne vont pas bien, et ils sont tellement occupés à se préoccuper de la façon dont ils pourront payer leurs factures de chauffage, d'électricité et d'épicerie qu'ils ne peuvent pas accorder à leurs enfants l'attention dont ils ont besoin. Par conséquent, ces derniers sont moins engagés et se sentent déconnectés. Nous le savons.

Il suffit de regarder l'étude de l'organisme Les enfants d'abord, qui a été publiée en août. C'est un organisme incroyable qui réalise des études. L'étude en question décrit la situation actuelle des enfants au Canada. L'insécurité alimentaire chez ce groupe a augmenté de 29 %. Le Canada se classe au 30^e rang parmi les 38 pays membres de l'OCDE pour ce qui est du bien-être des enfants. Il se classe au 81^e rang sur 193 pays selon l'indice mondial KidsRights, alors qu'il était au 48^e rang en 2022. Le suicide est l'une des principales causes de décès chez les enfants. Les députés m'ont bien entendu et, oui, c'est lié à la taxe sur le carbone. En effet, la chose la plus humaine qu'un dirigeant puisse faire, c'est de rendre la vie abordable. C'est ce dont nous avons besoin au Canada.

Jennifer m'a écrit pour me dire que sa famille et elle vivaient autrefois confortablement avec un budget qui lui permettait de rester à la maison avec ses enfants. Le coût des garderies était beaucoup trop élevé. Le mari de Jennifer travaille de nuit dans un entrepôt de logistique d'une grande entreprise du secteur de l'alimentation. Depuis qu'il y travaille, il n'y a jamais eu un tel ralentissement, surtout si l'on considère que c'est la semaine précédant l'Action de grâce. Les employés doivent mettre une quantité accrue de commandes dans un nombre réduit de camions. Comme les magasins réalisent moins de ventes, les commandes sont moins nombreuses et moins fréquentes, et la production est réduite à un tiers de la normale. Pour citer Jennifer: « Les employés héroïques qui ont travaillé comme des fous pendant la pandémie se font maintenant mettre à pied, ils perdent leur emploi juste avant Noël. Voilà ce que la taxe sur le carbone a fait subir à ma famille. »

Donna est une aînée de ma circonscription. Elle m'a appelée cet été pour me demander si j'accepterais de poser une question au premier ministre à la Chambre des communes. Elle voulait savoir si ce dernier parviendrait à vivre avec 1 300 \$ par mois, car c'est ce qu'elle est obligée de faire.

J'ai sillonné le pays. J'ai écouté les travailleurs de première ligne qui sont gravement surmenés, parce que, eux aussi, ils sont aux prises avec le coût de la vie. Si les travailleurs de première ligne du système de santé, des services sociaux et du système d'éducation ont des problèmes, si les parents ont des problèmes parce qu'ils n'arrivent pas à dormir la nuit, car ils se demandent s'ils vont pouvoir conserver leur maison, alors les enfants aussi ont des problèmes.

La chose la plus humaine que nous puissions faire aujourd'hui est d'adopter la motion, d'éliminer la taxe sur le carbone et de nous occuper des Canadiens qui souffrent.

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Madame la Présidente, la dernière fois que j'ai entendu la députée prendre la parole, elle participait au débat sur les services de garde. Nous tentions alors de mettre en place un cadre afin qu'il y ait des services de garde abordables d'un bout à l'autre du pays.

La députée avait alors mentionné que les services de garde coûtaient beaucoup trop cher pour l'une des résidentes de sa circonscription. Cela m'amène à lui poser la question que voici: pourquoi a-t-elle passé tout son temps, pendant ce débat, à contester les services de garde abordables?

● (1645)

Mme Michelle Ferreri: Monsieur le Président, tout ce que j'ai dit pendant le débat en question était vrai, puisque 50 % des personnes admissibles aux services de garde avec lesquels les libéraux pensent sauver le monde n'arrivent même pas à y avoir accès. Voilà ce que nous tenons à souligner.

Je tiens à dire à la députée que j'ai voté en faveur de cette mesure. Dans les faits, toutefois, elle ne fonctionne pas. Si la députée fait une recherche sur Google aujourd'hui, elle verra que des garderies de partout au pays ferment leurs portes parce que les choses se passent exactement comme nous l'avions prédit: la mise en œuvre du programme laisse à désirer et les gens n'arrivent pas à y avoir accès.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, je vais relire le point a) de la motion conservatrice:

a) le Bloc québécois a appuyé le soi-disant « Règlement sur les combustibles propres » [...]

J'ai juste une question. Peut-être que vous pourrez vous-même m'éclairer, madame la Présidente, vous qui êtes férue en matière de procédures parlementaires.

Comment est-il possible d'appuyer un règlement?

[Traduction]

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, j'ai eu l'impression que le député posait cette question à la présidence.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député se montrait un peu facétieux, mais la question s'adressait à la députée.

Travaux des subsides

La députée de Peterborough—Kawartha a la parole.

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, des facéties à la Chambre des communes? Je suis estomaquée.

J'aimerais savoir combien de personnes ont appelé le député du Bloc pour lui dire qu'ils étaient en faveur d'une augmentation radicale de la taxe sur le carburant. Combien d'électeurs sont heureux que le prix du carburant monte en flèche, augmentant ainsi le coût de la vie et le prix des maisons et de la nourriture, y compris à l'épicerie?

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NP): Madame la Présidente, ma collègue de Peterborough—Kawartha a raison de dire que les Canadiens souffrent. Ils doivent composer avec le prix de l'essence et le prix des aliments. Pourtant, la seule solution proposée par les conservateurs est d'éliminer la taxe sur le carbone. La taxe sur le carbone a augmenté de 3 ¢ le litre cette année.

La campagne visant à attiser la rage a été à ce point intense que j'ai reçu de nombreux appels de gens de ma circonscription. Ils ne savaient pas que la taxe fédérale sur le carbone ne s'applique pas en Colombie-Britannique ou qu'elle n'allait augmenter que de 3 ¢. Le prix de l'essence a augmenté de près d'un dollar pendant la même période. La taxe sur le carbone n'avait rien à avoir avec tout cela.

Si les gens souffrent, en ce qui concerne les hausses du prix du carburant, c'est à cause de la cupidité des grandes sociétés pétrolières. Les conservateurs n'ont absolument rien dit à ce sujet à la Chambre.

Quand vont-ils voir la réalité en face et s'attaquer au vrai problème?

Mme Michelle Ferreri: Madame la Présidente, je respecte tous mes collègues à la Chambre, mais c'est ridicule.

Les libéraux et les néo-démocrates, qui ont formé une coalition, ont dit qu'il fallait souscrire des prêts à intérêt fixe parce que les taux d'intérêt n'allaient jamais augmenter et que tout irait bien. Maintenant, des gens sont en train de perdre leur maison.

Il est absurde de soutenir que nous ne faisons rien pour rendre la vie plus abordable. Les libéraux et les néo-démocrates gaspillent des sommes astronomiques. L'inflation monte en flèche. Les taux d'intérêt ont grimpé à 5 %. Les gens ne peuvent pas faire leurs versements hypothécaires. Ils ne peuvent pas nourrir leurs enfants.

Il est absurde d'affirmer que nous ne faisons rien. Les conservateurs sont les seuls à la Chambre à se battre pour l'abordabilité et à tenter d'aider les gens à subvenir à leurs besoins.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: la députée de Calgary Nose Hill, La sécurité publique; le député de Calgary Rocky Ridge, La tarification du carbone.

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Madame la Présidente, je suis heureuse de prendre la parole à la suite de ma collègue, la formidable députée de Peterborough—Kawartha. Nous venons de différentes régions du pays et sommes issues de milieux différents, mais comme tous les conservateurs au sein de notre grand mouvement en pleine expansion, nous nous unissons à notre chef conservateur pour faire abolir la taxe sur le carbone, faire baisser le prix des aliments et de l'essence ainsi que la facture de chauf-

fage et de climatisation de tous les Canadiens, faire construire des habitations que les Canadiens ont les moyens de se payer, créer des emplois et de la prospérité et soutenir les entreprises, l'exploitation des ressources naturelles et les exportations.

Les conservateurs feront en sorte qu'un plus grand nombre de projets soient approuvés et que le coût des formes d'énergie traditionnelles diminue. Nous donnerons le feu vert aux technologies vertes et veillerons à ce que les grands projets, notamment les projets d'infrastructure, puissent à nouveau se concrétiser dans ce pays, de sorte que tous les Canadiens puissent avoir accès, de manière fiable, à de l'essence et à de l'électricité abordables et surtout, puissent avoir de l'espoir pour l'avenir.

Cela fait huit ans que notre chef et les conservateurs préviennent à répétition le gouvernement néo-démocrate—libéral que son programme de taxe, de dépenses et de déficits inflationnistes imprudents vont faire fuir les investisseurs du Canada et faire en sorte que tout coûte plus cher pour tout le monde. Quelques mois seulement après mon élection en tant que députée chargée de représenter les gens de Lakeland, en réponse au budget de 2016, j'ai moi-même prévenu des dangers de cette taxe régressive et répressive. Avant que les libéraux l'imposent, j'ai dit — et c'est manifestement vrai aujourd'hui — que la taxe sur le carbone que le gouvernement faisait passer pour une politique environnementale n'était en fait pour lui qu'une source de revenu servant à alimenter ses dépenses imprudentes et ses déficits sans bornes.

Cependant, les néo-démocrates—libéraux se sont servis des profondes préoccupations des Canadiens à l'égard de l'environnement pour justifier ce qui n'est rien d'autre qu'une ponction fiscale. La situation difficile dans laquelle nous nous trouvons en est la preuve. Près d'une décennie après le début de cette expérience irresponsable et nuisible, les Canadiens ne connaissent que des difficultés économiques sans qu'aucun progrès n'ait été réalisé sur le plan de l'environnement. Évidemment, notre chef, le député de Carleton, avait prédit toutes les conséquences du programme néo-démocrate—libéral lorsqu'il était ministre du cabinet fantôme responsable des finances, au sein de l'opposition officielle. Ce qui est remarquable, c'est que dès 2007, soit il y a 16 ans, il nous avait également mis en garde contre les risques et les coûts liés au projet des libéraux d'instaurer une taxe sur le carbone, qui, selon lui, coûterait aux Canadiens ordinaires des milliers de dollars qu'ils n'auraient pas les moyens de payer. Il s'est toujours opposé à la taxe sur le carbone, et nous y sommes encore opposés.

En ce qui concerne l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et l'augmentation vertigineuse du prix des produits de première nécessité tels que l'essence, les aliments et le mazout, les conservateurs avaient mis les Canadiens en garde contre les effets de ces politiques. Nous avions prédit que les rêves des néo-Canadiens et des jeunes seraient compromis et minés par les politiques néo-démocrates—libérales, dont les résultats concrets finissent toujours par être le contraire de ce qu'eux prétendent. Bien que les néo-démocrates—libéraux aiment dire qu'ils n'ont pas de leçons à recevoir des conservateurs ni de notre chef, ils auraient eu tout intérêt à les écouter. Cela aurait évité aux Canadiens des années difficiles, des faillites, des saisies, de l'anxiété, une génération qui voit tragiquement ses chances s'évanouir, la perte de centaines de milliers d'emplois, des milliards de dollars d'investissements qui s'envolent et la fuite de cerveaux vers d'autres pays, alliés et adversaires confondus. C'est un bilan catastrophique, qui indique clairement qu'ils auraient dû nous écouter.

Travaux des subsides

Les Canadiens n'ont pas oublié la principale promesse faite par les libéraux en 2015, soit qu'ils allaient soutenir la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie, mais la réalité parle d'elle-même et c'est une chose qui agace les politiciens comme le premier ministre qui ne tiennent pas leur parole et qui n'assument pas leurs responsabilités. Comme le premier ministre est au pouvoir depuis presque une décennie, il est temps qu'il réponde de ses actes. La vérité, c'est que, sous le gouvernement conservateur précédent, plus d'enfants et de familles ont été sortis de la pauvreté au Canada qu'à tout autre moment de l'histoire du pays et que la classe moyenne du Canada était devenue la classe moyenne la plus riche de la planète en 2014. À l'époque, les voies étaient vraiment ensoleillées.

Où en sommes-nous aujourd'hui? Les libéraux ont changé la méthode de calcul du seuil de la pauvreté pour que le gouvernement puisse prétendre que ses politiques fonctionnent. La classe moyenne se réduit comme peau de chagrin parce que la majorité des Canadiens n'arrivent pas à payer leurs factures et à couvrir les coûts des biens essentiels. La situation d'un nombre croissant de Canadiens se dégrade après les huit années du règne du premier ministre et du gouvernement néo-démocrate—libéral.

La vérité, c'est qu'on ne peut pas honnêtement éluder les répercussions punitives et pénibles bien réelles sur les Canadiens ordinaires qu'ont les taxes sur le carbone des néo-démocrates et des libéraux. Dans Lakeland, la taxe sur le carbone des néo-démocrates et des libéraux coûtera à chacun près de 4 000 \$ par année au cours des six prochaines années. Par conséquent, tous les Canadiens, et pas seulement ceux de Lakeland, ont du mal à joindre les deux bouts, à se nourrir, à faire le plein d'essence et à chauffer et climatiser leurs maisons et leurs entreprises. Dans la plupart des régions du Canada, aucune autre option abordable n'est immédiatement disponible pour les Canadiens. Ils n'ont pas le choix. Ils sont pris dans un étau, et la situation a atteint un point de rupture après huit années sous la direction du premier ministre, à subir ses politiques néo-démocrates—libérales.

• (1650)

Les libéraux auront beau présenter les choses comme ils le veulent. Ils auront beau s'entêter à justifier leurs politiques nuisibles, mais le directeur parlementaire du budget indépendamment a confirmé ce que nous avions prédit. En effet, les hausses de la taxe sur le carbone néo-démocrate—libérale font grimper carrément tous les prix. C'est pour cela que 80 % des Canadiens paient plus que ce qu'ils reçoivent des libéraux, exactement comme nous l'avions prédit.

Le directeur parlementaire du budget indépendant a aussi conclu que la taxe n'a pas réduit les émissions depuis qu'elle est appliquée. C'est une ponction fiscale. Ce n'est pas une erreur, un accident ou une conséquence imprévue. C'est une caractéristique de leur politique. Les libéraux ont eux-mêmes admis que leur taxe sur le carbone vise à rendre la conduite automobile plus coûteuse, et ils veulent toujours aller plus loin en quadruplant ces coûts et en ajoutant une deuxième taxe sur le carbone par-dessus le marché. Ensemble, ces taxes feraient grimper le prix à la pompe de 61 ¢ le litre dans les sept prochaines années. Bien honnêtement, je me demande qui peut se permettre une telle hausse.

Il n'y a pas de lueur au bout du tunnel pour la majorité des Canadiens à cause de ce gouvernement néo-démocrate—libéral complètement déconnecté de la réalité. Maintenant, les Canadiens sont fauchés, comme nous l'avions prédit. Les Canadiens ne souhaitent

pas que le gouvernement, qui dit être là pour les aider, fasse en sorte qu'ils n'aient plus les moyens de conduire ou de chauffer leur résidence, mais c'est exactement ce que veulent faire et ce que font le gouvernement néo-démocrate—libéral et le Bloc québécois.

Comme nous l'avions dit, les personnes qui en pâtissent le plus sont les petits salariés, les personnes à revenu fixe, les Canadiens qui habitent les régions rurales et éloignées, les communautés autochtones et, surtout, les Canadiens qui habitent les régions rurales de l'Ouest et des provinces de l'Atlantique. C'est parce que les réalités varient d'une région et d'une province à l'autre.

Tandis que dans les grandes villes, les Canadiens n'arrivent même pas à louer une chambre dans une maison, du fait que la location d'une simple chambre coûte à elle seule des milliers de dollars. Ils n'arrivent pas à suivre la hausse des taux d'intérêt causée par la flambée de dépenses qui creusent les déficits et alimentent l'inflation. Leurs loyers et leurs hypothèques deviennent hors de prix. Nous avons déjà fait une mise en garde à ce sujet en 2016.

Ce n'est pas du tout de gaieté de cœur que nous disons au gouvernement néo-démocrate—libéral que nous l'avions prévenu; leurs actions ont engendré de la douleur, de la colère et de l'anxiété. Pour autant, ils n'ont pas le droit de prétendre que ce sont les conservateurs qui sont à l'origine de cette situation.

Colinton est un village de 170 habitants situé près d'Athabasca, dans une région magnifique où le paysage s'adoucit en vallons et en lacs avant de laisser place à la magnifique forêt boréale, si précieuse, qui s'étend sur tout le Nord de l'Alberta. Gordie, originaire de Colinton, m'a écrit pour me parler de sa fille et de son gendre, qui ont quatre enfants. Voici maintenant et dure réalité, que reconnaîtront la plupart des Canadiens: même s'ils ont tous deux un emploi bien rémunéré, une fois qu'ils ont payé le loyer, l'essence, l'électricité et le chauffage, les parents sont obligés de couper dans l'épicerie ou de choisir de laisser certaines de leurs factures impayées. Comme on le sait, ce genre de situation entraîne souvent les gens dans une spirale dont ils n'arrivent plus à se sortir.

Cela n'arrive pas seulement dans Lakeland. C'est une réalité courante. C'est une aberration que les Canadiens doivent maintenant subir, après presque une décennie sous le régime du premier ministre. Que ce soit en ville ou à la campagne, c'est la même chose dans toutes les régions du pays.

Rob, de Bonnyville, n'avait jamais contacté mon bureau auparavant, mais il l'a fait récemment parce qu'il avait besoin de me parler du cas épouvantable de sa facture de gaz. Il m'a dit:

« Pour la petite quantité de gaz que nous consommons, nous payons plus de 100 % en taxe. Si cette taxe est censée correspondre à la quantité de CO₂ générée par la combustion du gaz, il y a vraiment quelque chose qui ne va pas. »

« Que se passera-t-il en hiver, quand la facture de gaz s'élèvera à 100 \$ ou plus? Faudra-t-il aussi payer plus de 100 \$ de taxe? Il s'agit indéniablement d'une taxe injustement imposée aux citoyens canadiens. »

Rob a ajouté: « Qu'en est-il des personnes âgées qui ont un revenu fixe et n'ont pas les moyens de payer ce genre de frais? »

Travaux des subsides

Il a fait -52 degrés Celsius pendant quelques semaines dans ma circonscription l'année dernière, à Noël. Il est donc facile de comprendre pourquoi Ron s'inquiète. Il fait partie des 4 Canadiens sur 5 qui paieront plus en taxe sur le carbone que ce qu'ils recevront en retour, alors que près de la moitié des Canadiens sont obligés d'emprunter juste pour satisfaire leurs besoins de base et qu'ils n'ont pas de bas de laine. À l'heure actuelle, 20 % des Canadiens sautent des repas, et 7 millions d'entre eux ont du mal à mettre du pain sur la table. C'est du jamais vu. À cause de ces politiques néo-démocrates—libérales, 69 % des aînés doivent retarder leur retraite.

Tout cela, dans un pays industrialisé qui a la chance de pouvoir compter sur un vaste capital humain et d'abondantes ressources naturelles. Ces dernières sont à la base de notre économie. Malheureusement, elles demeurent trop souvent inexploitées à cause des formalités administratives et des obstacles imposés par le gouvernement libéral. C'est scandaleux.

Il faut dire que ce débat n'a rien de théorique. Les affirmations des conservateurs sont vraies. C'est ce qui se produit en ce moment même. Voilà ce qui arrive quand un gouvernement déconnecté de la réalité et à court d'idées impose des taxes aux agriculteurs et aux éleveurs qui produisent nos aliments, aux transformateurs et aux entreprises agroalimentaires qui les préparent, aux camionneurs qui les transportent, aux magasins qui les vendent et aux gens qui les achètent, c'est-à-dire à nous tous, puisque nous avons tous besoin de manger, sans oublier que nous payons aussi des taxes sur le combustible que nous utilisons, entre autres pour chauffer nos logis. Résultat: les Canadiens n'ont pas les moyens de payer les dépenses essentielles. Ils n'ont pas les moyens de se nourrir. À quoi cela sert-il?

Personne n'arrive vraiment à répondre à cette question, puisque aucune donnée probante ne démontre que la taxe entraîne une réduction observable des émissions. Au cours des huit dernières années, les émissions ont augmenté chaque année, exception faite de la période où tous les Canadiens étaient confinés à cause de la COVID.

• (1655)

Les conservateurs élimineront la taxe sur le carbone afin de faire baisser les prix que paient les Canadiens et de leur redonner confiance dans l'avenir. Nous transformerons la souffrance en espoir. Les libéraux—néo-démocrates devraient avoir honte. Tout cela n'en vaut manifestement pas le coût.

• (1700)

M. Adam van Koevorden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Lakeland, en Alberta, de son observation. J'aime l'Alberta et je m'y rends souvent. Je reçois toujours un accueil chaleureux lorsque j'y vais.

Un certain nombre de choses m'offusquent dans le discours de la députée, notamment en ce qui a trait aux taux de pauvreté chez les enfants. En 2015, lorsque le gouvernement est arrivé au pouvoir, le Canada se classait au 24^e rang des pays de l'OCDE et, aujourd'hui, grâce à l'Allocation canadienne pour enfants, il occupe le deuxième rang, bien qu'il y ait encore du travail à faire.

Un économiste de Calgary s'est penché sur l'effet de la tarification du carbone sur la facture d'épicerie. Pour une famille de quatre personnes, Trevor Tombe a constaté que la tarification du carbone ajoute environ 5 \$ à la facture d'épicerie mensuelle d'une famille en

Alberta et 2 \$ à la facture d'une famille en Ontario. Par conséquent, lorsque la députée dit que la taxe coûte aux gens entre 4 000 \$ et 6 000 \$ par année, c'est tout à fait faux et cela ne tient pas compte du fait qu'il y a un paiement trimestriel de 386 \$ dans le cadre de l'Incitatif à agir pour le climat, ce que les conservateurs ne veulent jamais reconnaître. Il s'agit de 1 444 \$ qui aident surtout les Albertains les plus démunis.

La députée de Lakeland...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je dois donner à la députée l'occasion de répondre.

La députée de Lakeland a la parole.

Mme Shannon Stubbs: Madame la Présidente, j'ignore pourquoi les libéraux n'arrêtent pas de me poser cette question, puisque je me suis toujours fermement opposée à cette mesure, à l'intérieur du parti et en public. Je ne l'ai pas soutenue en campagne électorale et la personne qui l'avait proposée de façon unilatérale n'est plus ici, parce que le caucus conservateur a pris une décision extrêmement difficile fondée sur des principes. Nous allons éliminer la taxe sur le carbone.

Je pense que les libéraux n'ont qu'à continuer de dire que la vie n'a jamais été aussi belle pour les Canadiens, que leur programme fonctionne et que tout va pour le mieux pour les Canadiens. Comme l'a dit ma collègue, nous allons continuer d'être le seul parti à la Chambre des communes qui veut rendre la vie plus abordable, qui veut faire baisser les prix et les coûts pour tous les Canadiens et qui veut offrir à tous les Canadiens un avenir à la hauteur de leurs aspirations.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, au bout du compte, la taxe sur le carbone est une mesure pour lutter contre les changements climatiques. Elle s'inscrit dans un plan de lutte contre les changements climatiques. Ce qui me dérange, c'est que nous ne parlons pas suffisamment de notre approche pour faire face à la crise climatique. Nous devons la contrer de multiples façons. Je suis certaine que la députée sera d'accord pour dire que les libéraux n'ont atteint aucune de leurs cibles avec le plan. Il faut donc élargir encore plus le débat pour discuter des façons de s'attaquer à cette crise.

J'ai une question toute simple pour la députée. Son collègue conservateur le député de South Shore—St. Margarets a dit cet après-midi que des ouragans frappent sa circonscription depuis des centaines d'années et que les incendies de forêt sont causés par l'activité humaine. Croit-elle que les changements climatiques existent? Pense-t-elle que les incendies de forêt sont attribuables aux changements climatiques?

Mme Shannon Stubbs: Madame la Présidente, voici le problème: les néo-démocrates—libéraux prétendent que leur taxe sur le carbone sert à réduire les émissions, même si le modèle qu'ils ont imposé ne correspond pas du tout à ce que suggèrent les économistes qui proposent des taxes sur le carbone pour réduire les émissions, c'est-à-dire une réduction équivalente des taxes et des tracaseries administratives pour compenser le coût et les exemptions accordées aux industries à forte intensité d'émissions et tributaires du commerce. La vérité, c'est que ce modèle ne fait même pas l'objet d'un débat. Ce n'est pas ce que les libéraux ont proposé ni ce que les néo-démocrates—libéraux appuient.

Je pense qu'il leur revient d'expliquer aux Canadiens comment le jeu en vaut la chandelle. Ils doivent dire aux Canadiens à quel point les prix doivent monter avant que les choses se mettent à changer.

Travaux des subsides

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, je vais reposer la question très simple de ma collègue. Est-ce que le changement climatique est réel, oui ou non?

[Traduction]

Mme Shannon Stubbs: Madame la Présidente, les conservateurs prendront des mesures pour réduire les émissions à l'échelle mondiale en exportant la technologie et les produits canadiens afin d'aider nos alliés à se débarrasser du pétrole en provenance de dictatures et d'assurer l'autosuffisance et la sécurité énergétiques des Canadiens pour nous permettre de soutenir nos alliés. La sécurité, l'autosuffisance et la durabilité énergétiques dictent le prix des aliments et le niveau de vie, et il est essentiel que notre pays ait des garanties suffisantes sur ce plan. Malheureusement, ce n'est plus le cas sous le gouvernement néo-démocrate—libéral, et j'ai bien peur que toute une génération ait été sacrifiée.

• (1705)

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je sais que le député de Pitt Meadows—Maple Ridge veut vraiment prendre la parole. Je crois que vous constaterez qu'il y a un consentement unanime pour permettre à l'inventeur de la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique de poser une question maintenant.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je ne pense pas que le député souhaite contester ma décision de poursuivre le débat.

Le député de Berthier—Maskinongé a la parole.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Madame la Présidente, c'est toute une journée. On entend beaucoup de choses différentes. Je vais essayer de m'exprimer calmement.

D'abord, les conservateurs se demandent pourquoi nous n'adoptons pas leurs motions, pourquoi nous ne votons pas en faveur de la plupart d'entre elles. Je leur répondrai bien honnêtement que c'est parce que la plupart de leurs motions sont truquées. Dans la plupart de leurs motions, il y a des choses qui ne sont pas exactes. Ensuite, ils se sentent offusqués quand nous affirmons qu'ils ne disent pas la vérité. Nous sommes ici pour servir l'intérêt public, nous ne sommes pas ici pour adopter n'importe quoi.

C'est intéressant, car on parle de nous dans la motion. J'ai même vu, durant la période des questions orales aujourd'hui, des députés de l'opposition officielle poser des questions au Bloc québécois. J'ai trouvé cela bien intéressant. Je ne sais pas s'ils ont vu dans l'avenir un Québec indépendant où certains d'entre nous seraient au gouvernement. J'ai trouvé cela amusant et je voulais le souligner.

On dit dans la motion que le Bloc québécois a appuyé et adopté le Règlement sur les combustibles propres avec le gouvernement libéral. De plus, on parle de la coalition libérale-bloquiste. C'est quand même rigolo, parce que les coalitions changent d'une semaine à l'autre dans ce Parlement. Parfois, on parle d'une coalition libérale—néo-démocrate. Il arrive aussi parfois que les conservateurs proposent des motions qui ont du bon sens et que nous les appuyons. Lorsque cela arrive, les libéraux parlent de la coalition bloquiste-conservatrice. Cela change tout le temps et c'est super divertissant. J'invite les gens à la maison à faire un sondage sur cela et à compiler les statistiques pour voir quelle coalition est la plus

fréquente. On voit bien que c'est un peu ridicule quand on lance ces accusations.

Dans la motion d'aujourd'hui, on dit presque textuellement que les bloquistes ont adopté le Règlement sur les combustibles propres. Je dis souvent à mes concitoyens que c'est bien important que le Bloc québécois soit présent au Parlement fédéral, même si notre parti politique ne peut prendre le pouvoir, parce que nous avons une très grande influence. Cela dit, je ne pensais pas qu'elle était aussi grande, parce qu'un règlement, c'est adopté par le gouvernement. On ne vote pas là-dessus. Alors, quand on dit que nous avons adopté cela, ce n'est pas vrai.

Si cela fâche les conservateurs quand nous disons que c'est un mensonge, qu'allons-nous dire? Je reviens à ce que je disais tantôt. De surcroît, ce règlement sur les combustibles propres n'aura aucune répercussion sur le Québec, parce que le gouvernement du Québec a déjà un règlement qui demande une réduction des émissions de gaz à effet de serre de 15 % d'ici 2030. C'est ce qu'il y a dans ce règlement.

Ce n'est pas nous qui avons adopté le Règlement sur les combustibles propres, et nous ne l'avons jamais appuyé. En plus, ce règlement n'aura aucune répercussion sur le portefeuille des Québécois. Ce que je suis en train de dire est grave, parce qu'on répète cela à longueur de journée. Répéter une fausseté un million de fois ne la rend pas vraie. En fait, cela dépend de la fausseté. Cela fait un an que les conservateurs disent que cela fait huit ans que le gouvernement libéral est au pouvoir. Quand ils ont commencé à le dire, cela ne faisait que sept ans. Ce n'était donc pas vrai. Dans un mois, cela va faire huit ans, alors cela va finir par être vrai. Je ne sais pas si cela va fonctionner avec d'autres menteries, mais cela fonctionne pour celle-là.

Nous venons ici pour travailler pour les gens et pour essayer de faire avancer les dossiers. On va me trouver un peu rêveur, mais j'ai le goût de citer John Lennon. Une bulle vient de me traverser le cerveau. Dans *Imagine* il y a une citation, que je vais traduire, parce que nous parlons en français ici.

Vous allez peut-être dire que je suis un rêveur,
Mais je ne suis pas le seul

En tant que parlementaire, je rêve du jour où les campagnes électorales dureront un mois et demi ou deux mois plutôt que trois ou quatre ans, et où, dans ces intervalles électoraux, nous travaillerons pour le bien commun. J'inviterais même mes collègues conservateurs à visionner des séances du Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Je pense que nous y arrivons à travailler ainsi la plupart du temps et j'en suis très fier. Cela fait plusieurs fois que je le dis à la Chambre.

J'essaie de faire cela ici aussi. Alors, je ne dirai pas aujourd'hui qu'un tel et un tel sont des menteurs. Je vais dire que ce qu'on dit n'est pas vrai. On me dira que c'est un peu la même chose, mais, ainsi, je tiendrai des propos parlementaires. Il y a au moins cet avantage.

Affaires émanant des députés

• (1710)

Le Règlement sur les combustibles propres, ce n'est pas le Bloc québécois qui l'a adopté. J'aimerais bien qu'on fasse un clip de ce que je viens de dire. La taxe sur le carbone ne s'applique pas au Québec. J'aimerais bien qu'on fasse un clip de cela aussi. Le Québec a un système de partage des émissions qui a été établi avec la Californie et qui est toujours en vigueur. Ce système a été mis en place en 2013, si je ne fais pas erreur. Je dis la date de mémoire. C'est peut-être un peu plus récent. Disons que je ne mentionnerai pas la date. Ce système a été adopté avant la taxe sur le carbone et est avantageux pour les Québécoises et les Québécois. On estime que l'impact sur le prix d'un litre d'essence est aujourd'hui de 8,8 ¢ au Québec, alors que c'est 14,3 ¢ lorsqu'on parle de la taxe sur le carbone. Nous ne sommes donc pas désavantagés, mais plutôt avantagés.

Quand les députés conservateurs du Québec dénoncent haut et fort la taxe sur le carbone et disent que les méchants bloquistes coûtent cher aux Québécois, et qu'ils vont abolir la taxe sur le carbone pour mettre de l'argent directement dans les poches des Québécois s'ils prennent le pouvoir, ce n'est pas vrai. Le système d'échange de droits d'émissions que le Québec a va rester en vigueur, même si on enlève la taxe sur le carbone qui s'applique dans les autres provinces. Il est important de le dire. Je vais toujours me faire un devoir, lorsque je vais me lever à la Chambre, de rétablir les faits calmement et avec sérénité.

Nous avons dit que les conservateurs proposaient des affaires simplistes. Un intervenant a récupéré tantôt le mot « simpliste » en disant que la solution des conservateurs était justement simple puisqu'ils mettraient de l'argent dans les poches des Québécois. En fait, le mot « simpliste » veut dire que cela peut paraître simple, mais que c'est inefficace, peu réfléchi et que cela ne répond pas au problème. En tout respect, j'invite donc les conservateurs à aller voir la définition de ce mot afin de le connaître la prochaine fois. Il faudrait peut-être qu'on arrête d'essayer d'instrumentaliser l'opposition aux changements climatiques et le coût de la vie. Il est vrai que le coût de la vie est important et que c'est très grave, mais il y a d'autres endroits où on peut aller chercher des sommes. Les profits des pétrolières sont épouvantables. Nous en avons parlé aujourd'hui.

Au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, nous avons fait une étude sur l'inflation en épicerie et avons formulé des recommandations. Parmi celles-ci, il y avait bien sûr la nécessité de connaître la ventilation des profits des grands de l'alimentation, qui constituent un oligopole. Les cinq grandes chaînes d'alimentation contrôlent 80 % du marché. On nous parle beaucoup aujourd'hui du prix de l'essence. C'est drôle, les pétrolières constituent aussi un oligopole. Pour ce qui est de l'essence, on connaît les profits. En ce qui concerne l'épicerie, on ne le sait pas. Ce que nous disons, c'est qu'il faut le savoir afin de déterminer quelle action le gouvernement peut entreprendre, car il faudra prendre des mesures concrètes pour aider nos entreprises agroalimentaires.

En ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, une chose me dépasse. C'est d'entendre certaines personnes dire qu'il faut produire du pétrole et construire des pipelines sans tenir compte des changements climatiques parce qu'elles s'attendent à ce que cela fasse diminuer le coût de la vie. J'invite mes collègues à aller jaser avec des producteurs maraîchers, en particulier au Québec, mais aussi ailleurs. Certains ont dû composer avec des pluies diluviennes durant tout l'été. C'est sûr qu'on ne peut pas toujours

faire le lien scientifique direct entre une saison particulière et les réchauffements climatiques. Cependant, je peux aussi parler des feux de forêt, des ouragans plus fréquents et d'un paquet de choses.

On ne peut pas relier chaque élément directement, mais on peut voir que la fréquence est plus élevée, que le dérèglement climatique est majeur et que cela coûte de l'argent. Ce n'est pas vrai que le dérèglement climatique ne coûte pas d'argent. C'est énorme, ce que cela nous coûte. Cet été, les feux de forêt nous ont coûté 8 milliards de dollars, et cela ne prend même pas en compte les effets à long terme. On peut notamment penser au coût des assurances. Viendra un jour où les compagnies ne voudront plus assurer les gens dans des zones où il risque d'y avoir des feux. C'est important, cela aussi. En ce qui concerne les assurances, peut-on déterminer ensemble comment partager le coût du facteur risque avec les producteurs agricoles afin de se garder une production alimentaire pour l'avenir? Garder une alimentation locale et ne pas dépendre des entreprises étrangères, qui peuvent du jour au lendemain faire augmenter les prix, pourrait aussi faire descendre le coût de la vie.

• (1715)

En terminant, j'invite mes collègues conservateurs, en tout respect, à faire preuve de plus de rigueur. Travaillons ensemble pour le bien commun.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Comme il est 17 h 15, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, la motion de l'opposition est réputée avoir été mise aux voix, et un vote par appel nominal est réputé avoir été demandé et reporté au mercredi 4 octobre 2023, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

Le leader adjoint du gouvernement à la Chambre invoque le Règlement.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 17 h 30, afin que nous puissions passer à l'étude des affaires émanant des députés.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): D'accord?

Des voix: D'accord.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

LOI SUR LA STRATÉGIE NATIONALE SUR LES SOINS OCULAIRES

La Chambre passe à l'étude du projet de loi C-284, Loi prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale sur les soins oculaires, dont le comité a fait rapport avec des propositions d'amendement.

[Traduction]

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Une motion d'amendement figure au Feuilleton des avis pour l'étude à l'étape du rapport du projet de loi C-284. La motion n° 1 sera débattue et mise aux voix.

[Français]

Je vais maintenant soumettre la motion n° 1 à la Chambre.

Affaires émanant des députés

[Traduction]

MOTIONS D'AMENDEMENT

L'hon. Judy A. Sgro (Humber River—Black Creek, Lib.) propose:

Que le projet de loi C-284, à l'article 2, soit modifié:

a) par substitution, dans la version anglaise, à la ligne 10, page 2, de ce qui suit:

« (a) identify the needs of health care professionals and other professionals in relation to »

b) par substitution, dans la version anglaise, à la ligne 12, page 2, de ce qui suit:

« ment of eye disease and on vision rehabilitation; »

La motion n° 1, mise aux voix, est agréée avec dissidence.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): La mise aux voix porte sur la motion n° 1.

Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Traduction]

Le leader parlementaire adjoint a la parole.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je propose que la motion soit adoptée avec dissidence.

(La motion est adoptée.)

L'hon. Judy A. Sgro propose que le projet de loi, modifié, soit agréé à l'étape du rapport avec un autre amendement.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

[Traduction]

Le leader adjoint du gouvernement à la Chambre a la parole.

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, nous demandons que la motion soit adoptée avec dissidence.

(La motion est adoptée.)

La vice-présidente adjointe (Madame Alexandra Mendès): Quand le projet de loi sera-t-il lu pour la troisième fois? Avec la permission de la Chambre, maintenant?

Des voix: D'accord.

L'hon. Judy A. Sgro propose que le projet de loi soit maintenant lu pour la troisième fois et adopté.

— Madame la Présidente, comme toujours, je veux d'abord remercier mes collègues qui sont présents, parce tout le monde doit contribuer pour que des mesures puissent être adoptées à la Chambre.

Le projet de loi C-284 est important pour moi, mais il est particulièrement important pour les membres des groupes que nous représentons tous: l'Institut national canadien pour les aveugles, Vaincre

la cécité Canada et tous les autres organismes, ainsi que tous les gens atteints de cécité ou de problèmes de vision — et je sais qu'il y en a plusieurs ici même.

Maintenant que j'ai réussi à faire progresser le projet de loi jusqu'à l'étape de la troisième lecture, je veux remercier tous les députés d'avoir fait avancer le projet de loi jusqu'ici et j'espère que c'est la dernière fois que je dois prendre la parole à son sujet. Peut-être que nous arriverons à renvoyer le projet de loi au Sénat et que ce dernier fera ce qu'il doit faire pour que nous puissions améliorer la vision de milliers de Canadiens. De nombreux députés ont des problèmes de vision, et j'espère qu'une stratégie nationale permettra de réunir tous les intervenants pour faire avancer cet enjeu.

Le mois d'octobre commence la semaine prochaine. En octobre, nous célébrerons le Mois de la santé visuelle des enfants. Je suis donc honorée de pouvoir, à l'approche de cette occasion, parler à tous les députés aujourd'hui de mon projet de loi, le projet de loi C-284, qui établirait une stratégie nationale sur les soins oculaires. Je suis convaincue qu'ensemble — car je le répète, seuls, nous ne pouvons rien faire; il faut le concours de chacun —, nous pourrions faire franchir cette dernière étape à ce projet de loi, c'est-à-dire le faire adopter à l'étape de la troisième lecture, afin d'aider les enfants à s'épanouir pleinement grâce à une bonne santé visuelle et à de bons soins oculaires. Nous ne pouvons laisser notre aveuglement embrouiller l'avenir de nos enfants.

Dès 2003, le gouvernement du Canada s'est engagé auprès de l'Organisation mondiale de la santé à élaborer un plan pour la santé visuelle au plus tard en 2007 et à le mettre en œuvre au plus tard en 2009. Je rappelle aux députés que nous sommes en 2023. La communauté des malvoyants et des non-voyants attend depuis très longtemps que le Canada se dote d'une stratégie nationale sur les soins oculaires. Or, à ce jour, le Canada n'a toujours pas de cadre véritable en matière de soins oculaires publics.

Quand j'ai examiné plus attentivement la question, j'ai clairement constaté qu'il faut que les choses changent. Notre pays a fait des progrès considérables pour améliorer la santé des Canadiens, notamment avec le projet d'un régime national d'assurance-médicaments et, plus récemment, le plan de mise en œuvre d'un régime national de soins dentaires. La présentation d'une stratégie pour améliorer les soins oculaires est un grand pas dans la bonne direction. Il est bon de rappeler aux députés qu'en 2021, le Conseil canadien des aveugles, en partenariat avec Vaincre la cécité Canada, la Société canadienne d'ophtalmologie et l'Association canadienne des optométristes, avec l'appui d'autres organisations, ont commandé une étude sur le coût de la perte de vision au Canada. Selon cette étude, le Canada est aux prises avec une crise émergente de la perte évitable de la vision. Cette crise risque de s'aggraver si l'on ne prend pas immédiatement les mesures nécessaires.

Les députés sont peut-être au courant de ces données saisissantes: plus de 8 millions de Canadiens ont une maladie oculaire; 1,2 million vivent avec une perte de vision ou la cécité; et 1 292 décès ont été associés à une perte de vision en 2019 seulement. Un pourcentage élevé d'ainés et d'enfants d'âge scolaire ont des problèmes de la vue non diagnostiqués. Selon l'étude, sans des changements en matière de politique publique, ce sont 14 millions de Canadiens qui souffriront d'une maladie oculaire causant la cécité d'ici 2050. Il est pourtant possible de prévenir 75 % des pertes de vision. La clé réside dans la prévention. L'élaboration d'une stratégie nationale sur les soins oculaires permettrait de mettre l'accent sur la santé oculaire des Canadiens.

Affaires émanant des députés

Nous tenons tous notre vision pour acquis. Ce n'est que lorsque nous commençons à trouver que notre vision n'est plus ce qu'elle était ou ce que nous aimerions qu'elle soit que nous décidons de vérifier à quand remonte notre dernier examen de la vue et de prendre soin de nos yeux aussi bien que nous prenons soin d'autres parties de notre corps. Malheureusement, cela se produit souvent beaucoup trop tard.

Il existe tellement de défis invisibles comme l'isolement social, la dépression ou les problèmes de déplacement. La perte de vision est une grande perte pour l'individu, sa famille et la société, et on évalue qu'elle coûte à l'économie environ 32,9 milliards de dollars par année.

• (1720)

Je vais répéter ce chiffre: la perte de vision coûte 32,9 milliards de dollars par année à notre économie. Plus de la moitié de ce coût est attribuable à la réduction de la qualité de vie, essentiellement causée par la perte d'autonomie, surtout au sein de la population vieillissante. Un autre 4 milliards de dollars est attribuable à la baisse de la productivité en milieu de travail.

Le projet de loi C-284, une fois adopté, engagerait le gouvernement à élaborer une stratégie nationale, un cadre visant à améliorer l'accès aux soins oculaires et aux services de réadaptation visuelle. Cette stratégie prévoit également la création d'un bureau de la vision au sein de l'Agence de la santé publique du Canada et des investissements dans la recherche de nouveaux traitements pour prévenir la cécité et y mettre fin. Le projet de loi prévoit aussi un meilleur accès aux soins de santé oculaire pour les Autochtones.

Notre vue est précieuse. Sans elle, nous sommes limités d'innombrables façons: physiquement, socialement et cognitivement, entre autres. Les conséquences de la cécité comprennent un risque accru de difficultés financières, ainsi que l'incapacité de conduire, de lire, de participer à des activités physiques ou de socialiser avec autrui, ce qui peut souvent mener à la dépression et à d'autres maladies mentales. L'amélioration de la santé oculaire contribuerait à l'amélioration du bien-être et libérerait le potentiel humain de tous. J'invite mes collègues à m'aider dans ma mission, celle de protéger ce sens précieux qu'est la vue.

Pour que la santé oculaire, les soins de la vue et les services de réadaptation visuelle deviennent une priorité en matière de santé, il faut l'appui des députés. J'invite tous les députés ici présents à promouvoir le projet de loi C-284 dans leur région et à appuyer son renvoi au Sénat dans les plus brefs délais pour que nous puissions nous réjouir de son adoption le plus tôt possible.

Encore une fois, j'exhorte tous mes collègues à la Chambre à appuyer le projet de loi C-284 à l'étape de la troisième lecture, alors que le Mois de la santé visuelle des enfants est imminent. Souligné chaque année en octobre, ce mois vise à aider les enfants à réaliser leur plein potentiel avec une bonne santé oculaire et des soins de la vue appropriés.

Merci beaucoup à tous mes collègues. Je suis reconnaissante que mon projet de loi se soit rendu à l'étape de la troisième lecture. Le plus beau scénario pour ce soir, ce serait que le débat prenne fin, que le projet de loi soit mis aux voix et qu'il soit renvoyé au Sénat. C'est toutefois mes collègues qui décideront de la suite du débat.

• (1725)

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Madame la Présidente, je remercie la députée d'avoir présenté cet excellent projet de loi.

Si 75 % des cas sont évitables, que peut-on faire pour sensibiliser la population afin que les Canadiens évitent de développer une maladie associée aux soins oculaires et à leur vue?

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, de toute évidence, c'est une question de sensibilisation. On néglige beaucoup trop de choses. Les yeux n'y font pas exception, du moins jusqu'à ce que nous commençons à avoir un problème, et là, il est souvent trop tard.

L'établissement d'une stratégie nationale en matière de soins oculaires assortie d'un cadre inciterait les provinces à discuter avec le gouvernement fédéral et d'autres responsables de la santé pour élaborer un plan visant à accroître la sensibilisation et à veiller à ce que des tests soient offerts partout, afin que les Canadiens ne développent pas de glaucome ou de dégénérescence maculaire. Quand on découvre ces problèmes, il est déjà beaucoup trop tard. En faisant de la sensibilisation, comme dans bien des cas, les gens seraient enclins à consulter un médecin plus tôt que plus tard.

[Français]

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Madame la Présidente, je salue ma collègue qui est ma présidente de comité. Cela fera bientôt quatre ans que nous nous côtoyons sur une base presque hebdomadaire. Je la félicite pour son projet de loi. Évidemment, le Bloc québécois y est favorable. Nous ne voyons aucune raison d'être contre.

Cela étant dit, ce projet de loi contient un certain nombre de mesures qui sont souvent symboliques, par exemple le mois de la sensibilisation ou la production d'un rapport. Une fois que c'est dit que nous sommes en faveur, pourquoi ne va-t-on pas plus vite pour avancer rapidement dans une direction tangible?

[Traduction]

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, le député et moi travaillons très bien ensemble et faisons avancer un grand nombre de dossiers importants au Comité permanent du commerce international. Au cours de la dernière année, j'ai fait du lobbying auprès de bon nombre de mes collègues et je leur ai parlé du projet de loi. L'Institut national canadien pour les aveugles, Vaincre la cécité Canada et les 25 autres organismes qui appuient le projet de loi nous ont tous envoyé des lettres et ils ont exercé des pressions tous azimuts.

Ce soir, l'avenir de ce projet de loi est entre nos mains. Si nous en discutons brièvement et laissons le débat prendre fin, le projet de loi sera mis aux voix mercredi prochain et renvoyé immédiatement au Sénat. Nous pourrions ensuite espérer que le Sénat fasse son travail aussi rapidement que nous.

M. Terry Sheehan (secrétaire parlementaire du ministre du Travail et des Aînés, Lib.): Madame la Présidente, je m'en voudrais de ne pas remercier la députée de Humber River—Black Creek, car mon épouse est technicienne médicale en ophtalmologie. Vous avez bien raison d'indiquer que 75 % des problèmes oculaires peuvent être évités. J'espère que le souhait de la députée se réalisera, que le débat prendra fin, que le projet de loi sera renvoyé au Sénat et qu'il nous sera renvoyé par la suite pour être mis aux voix.

Affaires émanant des députés

• (1730)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions et ses observations à la présidence.

La députée de Humber River—Black Creek a la parole.

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, comme je l'ai dit plus tôt, il nous incombe à tous de changer les choses dans ce pays.

C'est d'abord vous, madame la Présidente, qui avez proposé de mettre en place une stratégie nationale sur les soins oculaires. C'est vous qui avez tenté à plusieurs reprises de faire adopter des motions en ce sens. Si je n'avais pas eu la chance de voir mon nom être pigé en premier, je crois que c'est vous qui seriez allée de l'avant avec cette proposition.

Cette proposition de mettre en place une stratégie nationale sur les soins oculaires est aussi une façon d'honorer les efforts que vous avez faits pour mettre en place une stratégie sur la santé visuelle. Je tiens à saluer ce travail, madame la Présidente.

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais savoir comment la députée entrevoit la situation par rapport aux compétences provinciales. Nous essayons de réaliser des progrès en ce qui concerne une stratégie nationale sur les soins oculaires, mais il reste des enjeux à éclaircir à l'égard des compétences provinciales et territoriales. Comment la députée envisage-t-elle la situation?

L'hon. Judy A. Sgro: Madame la Présidente, je pense que l'une des premières choses à faire dans cette perspective est de désigner un représentant de chaque province et territoire pour s'asseoir à la table avec le gouvernement fédéral. Tous ces représentants pourraient déterminer comment réaliser des progrès sur la forme du régime de soins oculaires et les possibilités de traitements pour un grand nombre de personnes.

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Madame la Présidente, nous tenons généralement notre vision pour acquise jusqu'à ce que nous ayons un problème avec nos yeux. Il est alors trop tard pour courir à la recherche de solutions. C'est pourquoi j'appuie le projet de loi C-284, la loi sur la stratégie nationale sur les soins oculaires. Je remercie la députée de Humber River—Black Creek de l'avoir présenté à la Chambre.

J'aime cette mesure législative parce qu'elle comprend qu'il faut collaborer dans le domaine des soins de santé. Elle demande au ministre de la Santé d'élaborer une stratégie nationale sur les soins oculaires en collaboration avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec les dirigeants autochtones et d'autres intervenants du domaine de la santé. Environ 8 millions de Canadiens souffrent d'une certaine forme de maladie dégénérative des yeux. Cela représente un Canadien sur cinq.

Jetons un coup d'œil dans la Chambre. Statistiquement, il est probable que 68 députés sont atteints d'une maladie dégénérative des yeux. Il pourrait s'agir de l'un d'entre nous. Il pourrait s'agir de moi.

Selon Vaincre la cécité Canada, le principal bailleur de fonds philanthropique de la recherche sur la vision au pays, il est possible de prévenir 75 % des cas de maladie oculaire grâce à un diagnostic précoce. Cela porte à réfléchir, et cela explique aussi pourquoi une stratégie nationale sur les soins oculaires est nécessaire. Les maladies oculaires touchent un Canadien sur cinq, mais il est possible de les prévenir dans la plupart des cas. Nous manquons à notre devoir en ne cherchant pas à nous attaquer à ce dossier.

Les maladies oculaires les plus courantes au Canada sont la dégénérescence maculaire, la cataracte, le glaucome et la rétinopathie diabétique. Toutes ces maladies peuvent conduire à la cécité si elles ne sont pas traitées à temps. Plus le traitement est administré rapidement, plus les chances d'obtenir un résultat positif sont grandes.

Le projet de loi prévoit une stratégie nationale visant à cerner les besoins en matière de formation et d'éducation des professionnels de la santé spécialisés dans les soins oculaires, à promouvoir l'amélioration de la recherche sur la prévention et le traitement, à favoriser le partage des données entre les gouvernements fédéral et provinciaux en ce qui concerne la prévention des maladies oculaires, et à faciliter l'approbation rapide des nouveaux traitements contre les maladies oculaires. Ce n'est pas que rien n'est fait aujourd'hui, c'est que nous devons en faire plus. C'est pourquoi le projet de loi invite le ministre de la Santé à tenir compte des stratégies existantes en matière de prévention et de traitement des maladies oculaires. Une approche nationale qui tient compte de ce qui se fait déjà dans les provinces devrait être avantageuse pour tous les Canadiens.

C'est une question de soins de santé qui a une incidence sur la qualité de vie de millions de Canadiens. Comme je l'ai dit tout à l'heure, nous avons tendance à tenir nos yeux pour acquis. Je ne peux penser à rien de plus terrifiant que de perdre peu à peu la vue, mais c'est la réalité à laquelle de nombreux Canadiens sont confrontés, et la Chambre a l'occasion de faire quelque chose à ce sujet. Si nous prenons les soins de santé au sérieux, nous devrions aussi prendre les soins oculaires au sérieux, car nos yeux sont d'une importance vitale pour notre santé.

Il s'agit non seulement d'une question de santé, mais aussi d'une question financière. Vaincre la cécité Canada estime que la cécité évitable au Canada coûte environ 33 milliards de dollars par année, comme le député l'a dit tout à l'heure. Cela comprend 9,5 milliards de dollars en coûts directs liés aux soins de santé, 6,1 milliards de dollars en coûts indirects liés aux soins de santé et 17,4 milliards de dollars en coûts liés au bien-être. Il est vrai que ce n'est pas autant d'argent que le déficit des libéraux, mais c'est quand même une somme colossale quand on y pense. Il s'agit des coûts liés aux maladies oculaires qui pourraient être évitées grâce au dépistage et au traitement précoces, qui pourraient être améliorés à l'aide d'une stratégie nationale sur les soins oculaires, comme celle prévue dans le projet de loi.

La perte de vision a habituellement une incidence négative sur la santé financière des gens. À cela s'ajoutent une perte d'autonomie et une diminution de la qualité de vie.

La population canadienne vieillit, et de nombreuses maladies oculaires sont liées à l'âge. Cela signifie que le nombre de personnes vivant avec une perte de vision augmente. Cette situation aura de plus en plus de répercussions sur le système de santé et l'économie du Canada. Il est donc important que nous agissions maintenant.

Affaires émanant des députés

• (1735)

Il est important, comme le dit le projet de loi, d'« identifier les besoins des professionnels de la santé et d'autres professionnels en matière de formation et d'orientation sur la prévention et le traitement des maladies oculaires et sur la réadaptation visuelle »; de « promouvoir la recherche et améliorer la collecte de données sur la prévention et le traitement des maladies oculaires et sur la réadaptation visuelle »; et de « promouvoir l'échange de renseignements et de connaissances entre les gouvernements fédéral et provinciaux sur la prévention et le traitement des maladies oculaires et sur la réadaptation visuelle ». Nous avons la capacité d'en faire une réalité.

Le projet de loi C-284 vise également à faire du mois de février le « Mois de la sensibilisation à la dégénérescence maculaire liée à l'âge ». Je suis également en faveur de cette mesure. Cette désignation a été utilisée dans d'autres pays pour sensibiliser plus de gens à la question. Dans de nombreux cas de maladies oculaires, la prévention commence par la sensibilisation. Si nous nous concentrons sur cette question pendant le mois de février, un plus grand nombre de Canadiens seront sensibilisés aux problèmes oculaires auxquels ils pourraient être confrontés en vieillissant et à ce qui peut être fait en matière de prévention.

Nous vieillissons tous, même si la plupart d'entre nous ne peuvent pas imaginer à quoi ressemblera notre vie plus tard. On peut penser que la dégénérescence maculaire va frapper quelqu'un d'autre et pas nous. Toutefois, la vérité, c'est qu'elle touche un trop grand nombre de Canadiens. Si une personne n'en souffre pas, c'est probablement un membre de sa famille, un ami proche ou un collègue qui en souffrira.

Selon ce que m'ont dit des experts, la dégénérescence maculaire touche en majeure partie les personnes de plus de 60 ans. Or, la population est vieillissante au Canada, ce qui risque d'occasionner une situation problématique. La situation actuelle ne fera que s'aggraver à mesure que le reste des baby-boomers prendront leur retraite. L'âge est un facteur important en ce qui concerne les maladies dégénératives de l'œil. Une personne dans la cinquantaine a environ 2 % de chance de souffrir de dégénérescence maculaire liée à l'âge. À 75 ans, le risque s'élève à environ une chance sur trois. Pourtant, comme je l'ai dit, la plupart des problèmes de dégénérescence maculaire sont évitables avec un diagnostic et un traitement précoces. C'est pourquoi il est si important de désigner un mois pour sensibiliser la population à cette maladie.

Perdre la vue est une éventualité terrifiante. La perte de vision est un problème qui touche littéralement des millions de Canadiens. Nous avons la capacité de faire quelque chose pour la prévenir. Il n'y a aucune raison d'attendre.

J'appuie le projet de loi C-284, une loi qui vise à établir une stratégie nationale sur les soins oculaires. Nous devons tout faire pour préserver la santé des Canadiens. J'invite les députés à appuyer ce projet de loi.

• (1740)

[Français]

Mme Marie-Hélène Gaudreau (Laurentides—Labelle, BQ): Madame la Présidente, il y a une célébration importante ce soir. C'est le 40^e anniversaire du Centre collégial de Mont-Laurier où j'ai obtenu mon diplôme en 1997. Je salue ces gens. Je ne suis pas avec eux, mais ils constateront que ce que nous faisons à la Chambre des communes est important.

Je souhaite féliciter la députée de Humber River—Black Creek pour son initiative. Je lui dis bravo. C'est elle la députée derrière le projet de loi C-284.

Nous en avons parlé tantôt. Je constate que tant le Parti libéral, le Parti conservateur, le NPD et aussi le Bloc québécois sont d'accord sur ce projet de loi. Je pense donc que le moment est venu d'aller de l'avant et on y arrive. Ce soir, cela fait du bien d'avoir un climat calme où on s'écoute. Peut-être qu'on s'endort, mais, en même temps, c'est un sujet important. Il faut dire qu'on en a eu pour son argent dans les derniers jours.

Le projet de loi actuel est dans la même veine que plusieurs projets de loi qui ont été présentés dans les dernières législatures. Je pense à des projets sur l'autisme, le cancer et le diabète. Ce sont des projets de loi qui visent à faire connaître à la population ces maladies, tant pour faire de la prévention que de la sensibilisation. On sait très bien que la prévention, c'est nécessaire et c'est la clé de voûte pour un monde en santé. Que ce soit par le sport, l'alimentation ou les saines habitudes de vie, on peut faire en sorte d'avoir une population plus en santé et ainsi mettre moins de pression sur le système de la santé.

Cependant, la prévention passe aussi par la sensibilisation et l'information. Nous ne sommes pas tous des spécialistes qui connaissent, dans le fond, l'ensemble des maladies. C'est bien correct ainsi. On doit par contre être vigilant quant à sa propre santé. Cela va de soi. Il faut faire de l'autoprévention. Or, encore faut-il qu'on sache détecter en soi les symptômes où on peut reconnaître quand il est nécessaire de consulter un professionnel de la santé. On ne veut pas engorger les urgences.

Il y a des millions de Canadiens qui souffrent d'une maladie de l'œil. On le sait. La santé oculaire est importante pour la qualité de vie des citoyens. Nous sommes donc en faveur du projet de loi C-284, parce que c'est un projet de loi qui n'est pas restrictif et qui ne fait pas non plus d'ingérence dans la compétence exclusive du Québec en santé.

Ce projet de loi force le gouvernement fédéral à produire un rapport qui va constituer la future stratégie canadienne sur la santé oculaire.

Madame la Présidente, je pense que je dérange des députés en face, mais ce n'est pas grave. Cela ne me dérange pas parce que, souvent...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. On me dit qu'on entend des voix. J'encourage les gens qui veulent avoir des discussions à sortir.

[Traduction]

Des délibérations sont en cours, et ce n'est pas respectueux envers la députée qui essaie de prononcer un discours très important.

[Français]

L'honorable députée de Laurentides—Labelle a la parole.

Mme Marie-Hélène Gaudreau: Madame la Présidente, je vous remercie d'imposer le respect à la Chambre.

Je vais raconter l'histoire d'un citoyen. Il s'appelle Sylvain. On va vraiment comprendre pourquoi le projet de loi C-284 est important. Sa situation ressemble un peu à la mienne.

Affaires émanant des députés

Sylvain est un homme d'une cinquantaine d'années. Il travaille dans une grande banque. C'est un homme très occupé. Il porte des lunettes depuis quand même un certain nombre d'années. Avec le temps, il remarque que sa vue a baissé un peu. On se dit que c'est normal, car on vieillit dans la vie, n'est-ce pas? Avec l'âge, on se dit que c'est correct.

Sylvain a donc négligé de prendre un rendez-vous chez l'optométriste, car c'est un homme bien occupé. Il ne prend pas le temps. Il s'est dit qu'un jour, il irait faire son examen et obtenir une nouvelle prescription. Quand, le moment venu, il se présente à son examen, il doit aller voir l'ophtalmologiste. Malheureusement, les nouvelles ne sont pas bonnes. Il reçoit un diagnostic alarmant: c'est le glaucome.

Avec cette maladie, que plusieurs connaissent, c'est tout le nerf optique qui empêche la personne de recevoir l'ensemble de l'information entre l'œil et le cerveau. Je le dis aux gens, c'est comme si demain matin, on voyait comme si on regardait à travers une paille. Sylvain, qui était sur le point de prendre sa retraite, avait des plans. Il était à Montréal et s'en venait vivre en région, dans les Laurentides, par chez nous. Il avait prévu des voyages et des sorties en vélo. L'hiver, c'était le ski dans les Laurentides. Finalement, son temps de qualité a beaucoup été réduit et il a dû mettre de côté certains de ses projets.

• (1745)

Le type de glaucome et le stade de la maladie de Sylvain faisaient qu'il était trop tard. Même la médication prescrite ne permettait pas de ralentir la progression de la maladie. C'était vraiment impossible, et c'est pour cela que la prévention est capitale. Il y a un manque de connaissance. C'est une maladie qui doit être prévenue. C'est inacceptable que des personnes comme Sylvain, comme bien d'autres Québécois et comme bien d'autres gens au Canada ne puissent pas détecter des signes avant-coureur, et on ne peut pas les blâmer. En même temps, si on est au courant, on pourra agir. Ce n'est pas non plus évident d'avoir les bonnes informations. Dans la vie, certains ont même de la difficulté à faire la différence entre un rhume et une grippe. Entre un glaucome, l'astigmatisme ou un autre problème oculaire, cela peut être assez embêtant. Pourtant, c'est parfois mortel.

Au début de mon intervention, je disais que moi-même, j'ai été dans une situation semblable. Au début de la quarantaine, on va dire que cela ne fait pas longtemps, mes yeux allaient bien. Tout à coup, j'ai pensé que ma vue changeait. Parce que je suis allée consulter, parce que ma vue a commencé à baisser à l'approche de ma quarantaine, on m'a dit que j'avais un début de glaucome. J'ai eu un choc et je me suis dit que j'avais besoin d'une opération au laser pour prévenir une crise de glaucome à 40 ans. C'est après que, tout à coup, j'ai appris que c'est génétique dans ma famille. On peut imaginer la quantité de gens qui passent à travers les mailles du filet, qui n'ont pas l'occasion de se faire opérer et qui vivent comme Sylvain, qui vit dorénavant comme s'il regardait dans une paille. J'ai été privilégiée. Je ne savais pas que c'était le glaucome, et, même pour la préparation de ce texte, j'ai dû lire des informations sur la maladie, parce que je n'étais plus certaine de ce que c'était. Cela prouve qu'on n'est pas équipé, collectivement, pour reconnaître des signes importants de plusieurs maladies.

Je suis certaine que plusieurs Québécois à la Chambre vont s'en parler. J'aimerais rappeler à mes collègues une publicité qui est passée à la télévision, une grande campagne nationale au Québec: Mémo-mamo. Lise Dion, une humoriste bien connue chez nous, était à

l'honneur dans ces publicités qui sensibilisaient les femmes à prendre un rendez-vous pour une mammographie et pour avoir un dépistage précoce du cancer. On a constaté que plus de 60 000 Québécoises se sont inscrites sur la liste du programme québécois de dépistage du cancer du sein. C'est un bilan en 100 ans de campagne.

C'est avec une grande campagne de sensibilisation, mais également d'éducation, que le Québec a pu avoir une politique de prévention du cancer du sein. Ce cancer est le plus diagnostiqué chez les femmes, mais c'est celui dont le taux de survie est le plus élevé si le dépistage est fait à temps. C'est la même chose pour mon exemple du glaucome. Pour faire du dépistage et des campagnes de prévention, il faut qu'il y ait de l'argent. Il faut que le gouvernement fédéral, dans le domaine de la santé, puisse faire de telles campagnes au Québec. Pour que le ministère de la Santé du Québec prenne les mesures nécessaires pour assurer la santé des Québécois — une compétence, rappelons-le, exclusive du Québec —, il faut qu'au gouvernement fédéral on comprenne que le projet de loi est important, et le Bloc Québécois est en faveur.

• (1750)

[Traduction]

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour appuyer le projet de loi C-284, Loi prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale sur les soins oculaires. Je remercie la députée de Humber River—Black Creek d'avoir présenté cet important projet de loi, qui s'attaque à une question depuis longtemps négligée par le système de soins de santé.

Au-dessus de mon bureau, ici, à Ottawa, il y a un portrait de Tommy Douglas. Lorsque je réfléchis à l'influence qu'il a eue sur les soins de santé des Canadiens, je pense souvent à une phrase qu'il a prononcée: « Lorsque nous parlons du système de soins de santé, nous parlons de notre sens des valeurs. »

Le Nouveau Parti démocratique réclame un système de santé public et complet depuis son congrès de fondation, en 1961, où il a affirmé:

Étant convaincu que le bien le plus précieux d'un pays est la santé de ses citoyens, le Nouveau Parti introduira un régime national de santé, qui fournira des prestations aux personnes qui en auront besoin sans tenir compte de leur capacité de payer. Le régime couvrira une gamme complète de services: les traitements médicaux, chirurgicaux, dentaires et optiques, ainsi que les médicaments et appareils prescrits.

Je suis fier du rôle que les néo-démocrates ont joué dans la création de notre système national de soins de santé, ainsi que de nos récentes démarches visant à forcer le gouvernement libéral à créer un programme national de soins dentaires. Nous allons continuer de travailler à la création d'un régime national d'assurance-médicaments. Je crois également qu'il est important d'ajouter les soins oculaires à notre modèle universel de soins de santé.

Dans un des pays les plus riches au monde, il est honteux que des millions de nos concitoyens n'aient pas accès à des soins de la vue essentiels. Plus de 8 millions de Canadiens ont des problèmes oculaires qui risquent fortement de les rendre aveugles. Compte tenu du vieillissement de la population, ce chiffre ira inévitablement en augmentant.

Soixante-dix pour cent des déficiences visuelles des Canadiens peuvent être corrigées avec des lunettes sur ordonnance. Or, bon nombre des personnes qui ont besoin de lunettes ne peuvent se les permettre. L'incidence que cela a sur leur indépendance et leur qualité de vie ainsi que sur celles de leur famille est énorme.

Affaires émanant des députés

En 2019, la perte de vision a eu un effet économique direct et indirect de l'ordre de 33 milliards de dollars, une somme qui devrait atteindre 56 milliards de dollars d'ici 2050. Je reconnais l'exhaustivité de ce projet de loi, qui prévoit identifier les besoins des professionnels de la santé et d'autres professionnels en matière de formation, d'éducation et d'orientation sur la prévention et le traitement des maladies oculaires, y compris des lignes directrices cliniques pratiques.

Il favoriserait également la recherche et améliorerait la collecte de données sur la prévention et le traitement des maladies oculaires. En outre, ce projet de loi faciliterait l'échange d'information et de connaissances entre les gouvernements fédéral et provinciaux en matière de prévention et de traitement des maladies oculaires. Il permettrait à Santé Canada d'envisager rapidement de nouvelles applications pour des traitements et des dispositifs utilisés dans la lutte contre la dégénérescence maculaire, les cataractes, le glaucome et la rétinopathie diabétique.

Qui plus est, le projet de loi vise à désigner février comme Mois de la dégénérescence maculaire liée à l'âge, afin de sensibiliser la population à la cause la plus courante de la perte de vision chez les personnes de plus de 50 ans.

J'aimerais prendre un instant pour souligner le travail du centre Hamilton Health Sciences, de l'Université McMaster, ainsi que du centre St. Joseph's Healthcare Hamilton, plus particulièrement celui des chercheurs de son Regional Eye Institute, qui mènent l'une des études les plus exhaustives à l'heure actuelle sur la prévalence de la dégénérescence maculaire liée à l'âge. Cette étude nous permettra de connaître la prévalence de cette maladie au sein de la population canadienne et nous fournira peut-être même de précieuses données sur les facteurs liés à la génétique et au mode de vie qui augmentent les risques de développer cette maladie. Finalement, l'étude orientera les traitements qui contribuent à ralentir la perte de la vision chez les patients atteints de dégénérescence maculaire.

Le Canada a besoin d'une stratégie nationale, de toute évidence, car c'est la voie à suivre. Il faut toutefois ajouter, par ailleurs, qu'une telle stratégie est nécessaire parce que les soins oculaires couverts par l'assurance-santé provinciale varient d'une province à l'autre et sont parfois inadéquats. À titre d'exemple, la plupart des directives en matière de santé recommandent que les personnes suivantes subissent un examen de la vue chaque année: les jeunes de 6 à 18 ans, les gens de 65 ans et plus, les personnes diabétiques et celles qui ont une maladie oculaire. Malgré cela, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse couvrent seulement un examen de la vue tous les 24 mois pour tous les aînés. L'Ontario n'offre plus d'examen de la vue gratuit aux aînés par l'entremise de son régime d'assurance-santé; par conséquent, les gens qui n'ont pas les moyens de payer le coût d'un examen de la vue mettent leur santé en péril. Bref, les inégalités en matière de santé prendront de l'ampleur parmi les Canadiens simplement en fonction de leur lieu de résidence, du fait de la disparité des services offerts par les diverses provinces. Cela montre clairement que le Canada a besoin d'une stratégie nationale sur les soins oculaires et qu'il faut voir à ce que les soins oculaires soient entièrement couverts par notre système de santé.

• (1755)

Soulignons aussi que cet enjeu touche particulièrement les femmes, puisqu'elles sont plus touchées que les hommes par les déficiences visuelles. En effet, selon des études récentes, une femme sur quatre risque d'avoir une déficience visuelle tandis que, du côté des hommes, c'est seulement un homme sur huit. Dans une société

qui prétend valoriser l'égalité des sexes, une disparité dans ce domaine est inacceptable.

Comme l'a souligné mon collègue de Vancouver Kingsway, le porte-parole du NPD en matière de santé, ce projet de loi cadre avec l'engagement de longue date du NPD à l'égard d'un système de santé public et universel. Il fait également écho à l'excellent travail de ma collègue néo-démocrate, la députée d'Algoma—Manitoulin—Kapusking, qui, en mai dernier, a présenté la motion n° 86 pour demander au gouvernement fédéral d'élaborer une stratégie nationale pour les soins oculaires et les soins de santé. Les néo-démocrates ne viennent pas de découvrir ce dossier, madame la Présidente. Vous êtes bien placée pour le savoir. Nous sommes fiers de faire front commun avec des organismes comme Vaincre la cécité Canada, le Conseil canadien des aveugles et la Fondation INCA, qui sont les premiers à réclamer un meilleur soutien pour les soins oculaires.

En conclusion, je demande à mes collègues de tous les partis d'appuyer le projet de loi C-284. Le dépistage et le traitement précoces des maladies oculaires peuvent prévenir 75 % des cas de perte visuelle, mais seulement si les gens ont accès à des soins oculaires. Les néo-démocrates croient que tous les Canadiens ont le droit de mener une vie bien remplie et productive, et cela doit comprendre des soins oculaires de qualité. Assurons-nous que le système de soins de santé public nous couvre enfin de la tête aux pieds.

M. Majid Jowhari (Richmond Hill, Lib.): Madame la Présidente, je vous remercie de me permettre de parler du projet de loi C-284, qui préconise une stratégie globale sur la santé des yeux.

Comme l'a fait l'intervenant précédent, j'aimerais d'abord remercier mon estimée collègue de Humber River—Black Creek pour tout son travail concernant ce projet de loi.

J'oserais dire que je suis l'exemple parfait de la personne qui a eu des problèmes de santé oculaire à partir du début de la quarantaine. La détection tardive d'un glaucome et un retard dans le traitement ont fait en sorte que j'ai dû subir une chirurgie très complexe de la cataracte, puis une autre. J'ai donc dû subir deux chirurgies de la cataracte avec décollement de la rétine consécutives, puis deux autres chirurgies pour un glaucome. À cause des médicaments, il a fallu remplacer ma cornée l'an dernier. Tout cela a été causé par un dépistage et un traitement tardifs du glaucome dans mes yeux. Malheureusement, tous les problèmes étaient dans mon œil droit.

J'ose me qualifier d'exemple parfait pour ce projet de loi et je remercie une fois de plus le député. Je remercie également les médecins qui m'ont aidé à retrouver la vue que j'ai aujourd'hui afin que je puisse fonctionner. J'aimerais souligner tout particulièrement le Dr Ahadian, mon ophtalmologiste, le Dr Berger, mon spécialiste de la rétine, le Dr Birt, mon spécialiste du glaucome, et la Dre Chew, ma spécialiste de la cornée. Ils ont tous travaillé avec succès pour rétablir la santé de mon œil.

Affaires émanant des députés

Tout cela pour dire à quel point la santé oculaire est importante. Ce qui est essentiel de comprendre, c'est à quel point il est important qu'elle fasse partie de notre santé générale. La perte de vision peut avoir une énorme incidence sur la vie quotidienne. Je pourrais passer des heures à parler des répercussions qu'elle a eues sur moi. Deux décollements de rétine consécutifs m'ont obligé à rester allongé sur le visage pendant 18 semaines, sur deux périodes de neuf semaines, sans pouvoir bouger. Cela m'empêchait de manger quelque chose pendant plus de cinq minutes. Le reste du temps, j'étais essentiellement à plat ventre et je ne pouvais participer activement à aucune activité, qu'il s'agisse du travail, d'activités familiales ou de quoi que ce soit d'autre.

Il est important que nous appuyions vraiment le projet de loi et que nous collaborions avec les autres partis pour faire en sorte qu'il soit adopté afin d'élaborer la stratégie nécessaire et de l'intégrer au système de santé. À mesure que la population du Canada vieillit, le maintien d'une bonne santé oculaire et la prévention de la perte de vision sont primordiaux. La perte de vision peut être causée par plusieurs maladies oculaires courantes, dont la dégénérescence maculaire, les cataractes, le glaucome et la rétinopathie diabétique. Je suis heureux de dire que je ne souffre pas de rétinopathie diabétique. Malheureusement, j'ai souffert de toutes les autres maladies.

Selon un rapport de Deloitte et du Conseil canadien des aveugles, en 2019, plus de 8 millions de Canadiens avaient une maladie oculaire courante et, tout comme moi, risquaient sérieusement de perdre la vue. Tout au long de sa vie, et surtout en vieillissant, il est important que la personne ait une bonne santé oculaire. Les soins oculaires de routine peuvent contribuer à réduire les risques de cécité et de perte de vision plus tard dans la vie et à améliorer les résultats associés aux maladies oculaires comme les cataractes et le glaucome. Je ne saurais trop insister sur l'importance de veiller à ce que tout le monde ait accès à un optométriste et à un ophtalmologiste et à ce qu'ils subissent des examens de la vue de routine le plus tôt possible.

● (1800)

Il n'est pas nécessaire d'avoir une déficience visuelle pour voir un optométriste ou un ophtalmologiste. Les gens doivent s'assurer que leurs yeux sont en santé et qu'ils peuvent continuer à fonctionner pour avoir une bonne qualité de vie. C'est pourquoi j'interviens à la Chambre aujourd'hui afin de soutenir le projet de loi C-284, qui établirait une stratégie nationale pour les soins oculaires à l'appui de la prévention et du traitement des maladies oculaires afin d'améliorer la santé des Canadiens.

Ce projet de loi demande au ministre de la Santé d'établir une stratégie nationale en consultation avec les provinces, les territoires, des experts et des groupes autochtones. Cette stratégie permettrait à tous les ordres de gouvernement du Canada de travailler ensemble pour lutter contre la perte de vision. Le projet de loi C-284 montre aux Canadiens que nous travaillons tous à mieux soutenir leur santé oculaire grâce à une approche globale axée sur la collaboration. Une stratégie nationale sur les soins oculaires contribue à faire en sorte que les Canadiens obtiennent les soins de la vue dont ils ont besoin.

Le portefeuille de la santé du gouvernement fédéral dirige et finance une série d'activités liées à la prévention et au traitement des maladies oculaires, à l'appui de la prestation des soins de santé par les provinces et les territoires. J'aimerais prendre quelques instants pour parler de certaines mesures de soutien offertes par le gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires dans le domaine des

soins de santé en général. Nous espérons que certaines d'entre elles, par l'entremise des provinces et des territoires, seront orientées vers les soins oculaires.

Comme nous le savons tous, le budget de 2023 prévoit près de 200 milliards de dollars pour payer la main-d'œuvre du secteur de la santé, pour réduire les listes d'attente, pour améliorer l'accès aux services de santé familiale, aux soins de santé mentale et aux traitements contre la toxicomanie et pour moderniser notre système de santé. Cette enveloppe inclut 46,2 milliards de dollars en nouveau financement alloué aux provinces et territoires, y compris des mesures supplémentaires du Transfert canadien en matière de santé, des accords bilatéraux adaptés aux besoins de chaque province et chaque territoire, un soutien salarial pour les préposés aux services de soutien à la personne et le renouvellement du Fonds d'investissement-santé pour les territoires. Comme nous le savons tous, un montant de 25 milliards de dollars faisant partie de la même enveloppe est consacré aux priorités à frais partagés des provinces et du gouvernement fédéral. J'exhorte tous les gouvernements, y compris le gouvernement fédéral, à affecter une partie de leur financement conjoint aux soins de santé oculaire.

Résoudre le problème de la pénurie de main-d'œuvre et des listes d'attente en chirurgie, y compris les opérations aux yeux, est un élément clé du plan et une priorité du gouvernement relativement au système de santé. Personnellement, j'ai eu la chance d'obtenir de l'aide immédiate lorsque j'ai subi deux opérations chirurgicales consécutives pour le décollement de la rétine, qui est considéré comme une urgence. En revanche, j'ai dû attendre plus de trois mois avant d'être pris en charge pour une greffe de la cornée. J'aimerais encore une fois remercier le Dr Chu d'avoir fait un travail formidable et de m'avoir permis de retrouver la vue.

Le gouvernement du Canada reconnaît que le fait d'appuyer la recherche est essentiel à une compréhension approfondie de la santé oculaire, et notamment de la prévention de la perte de vision. Les Instituts de recherche en santé du Canada soutiennent d'importants projets de recherche sur la santé visuelle qui permettent d'enrichir la base de données probantes. Santé Canada réglemente également les médicaments et les dispositifs médicaux, notamment ceux qui permettent de traiter les maladies oculaires.

Enfin, le gouvernement appuie pleinement le système public de soins de santé du Canada, qui prend en charge tous les services de soins de la vue qui doivent être dispensés en milieu hospitalier. Les personnes atteintes de glaucome bénéficient d'une attention particulière lorsqu'elles consultent leur médecin. Cependant, celles qui n'en sont pas atteintes sont tenues de payer les services qu'elles reçoivent lorsqu'elles se rendent chez leur ophtalmologiste ou leur optométriste. J'espère que cette priorité commune permettra de faire en sorte que ces services soient fournis dans le cadre du système de soins de santé. Les efforts destinés à préserver la santé visuelle des Canadiens à long terme sont quelque chose dont tous les députés et tous les Canadiens pourront bénéficier, et qui devrait donc recevoir leur appui.

Une fois de plus, je tiens à remercier la députée de Humber River—Black Creek d'avoir présenté cet important projet de loi. J'espère que nous continuerons tous à appuyer le projet de loi C-284 afin de renforcer le travail qui se fait actuellement partout au Canada dans le but de prévenir et de traiter les maladies oculaires...

● (1805)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le temps de parole du député est écoulé. J'ai tenté de lui faire signe.

Affaires émanant des députés

Nous reprenons le débat. La députée de Peterborough—Kawartha a la parole.

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Madame la Présidente, je remercie ma collègue d'avoir présenté ce projet de loi d'initiative parlementaire. C'est toujours un honneur de prendre la parole à la Chambre et de m'adresser aux Canadiens en tant que représentante élue de ma circonscription, Peterborough—Kawartha, mais nos voix trouvent souvent écho partout au Canada.

Pour ceux qui nous regardent ce soir, et je sais que ma mère et mon père nous regardent, nous parlons d'un projet de loi d'initiative parlementaire. Mes parents aimeront ce projet de loi. Il a été présenté par la députée libérale de Humber River—Black Creek, et c'est un très bon projet de loi d'initiative parlementaire.

Un projet de loi d'initiative parlementaire est un projet de loi présenté par un député. Il y a des politiques qui sont présentées à la Chambre des communes, puis il y a des projets de loi d'initiative parlementaire, qu'un député peut présenter en collaborant avec ses collègues de la Chambre. Il faut un peu plus de travail à bien des égards, car le député doit convaincre tous ses collègues de collaborer avec lui et les rallier à sa cause.

Ce travail est souvent motivé par une expérience personnelle. Nous avons tous un programme qui explique pourquoi nous avons été élus ou ce que nous faisons ici, et nous avons des liens personnels et des choses que nous voulons changer. La députée qui a présenté le projet de loi nous a fait part de son lien personnel et des raisons pour lesquelles elle a présenté le projet de loi. Je vais citer le sommaire à la Chambre pour les gens. Le sommaire du projet de loi C-284, Loi prévoyant l'élaboration d'une stratégie nationale sur les soins oculaires, se lit comme suit:

Le texte prévoit l'élaboration d'une stratégie nationale visant à soutenir la prévention et le traitement des maladies oculaires ainsi que la réadaptation visuelle afin d'améliorer les perspectives de santé des Canadiens.

Il désigne aussi le mois de février comme « Mois de la sensibilisation à la dégénérescence maculaire liée à l'âge ».

Il n'est pas étonnant que j'aime autant ce projet de loi. Quand il est question de notre santé, il faut l'admettre, rien n'est plus important. On ne réalise pas l'importance de notre santé tant qu'on ne tombe pas malade. Je répète souvent ce vieil adage: quand une personne est malade, que la grippe ou autre chose l'a mis à terre, elle a beau avoir tout l'argent du monde et toutes les possessions du monde, elle ne peut rien faire sans la santé.

Ce que j'aime du projet de loi à l'étude, c'est qu'il met l'accent non seulement sur nos yeux, mais aussi sur notre santé oculaire globale et sur les effets qu'elle a sur nous. Il parle aussi de prévention, ce qui est une approche économique intelligente, selon moi. Porter attention à la prévention, c'est vraiment travailler en amont.

À la Chambre, notre travail porte souvent sur des interventions: nous intervenons alors que les dommages ont déjà été faits. Nous cherchons constamment à limiter les dégâts. C'est ce qu'on peut constater dans de multiples domaines, notamment la crise de la santé mentale et la crise des opioïdes. Nous tentons de régler ces problèmes. Par contraste, quand on se concentre sur la prévention et la recherche, on peut économiser beaucoup d'argent à long terme. Je me réjouis que le projet de loi mette l'accent sur la recherche et la prévention.

Toutefois, un aspect de ce projet de loi m'intrigue et, à titre de porte-parole de mon parti pour les familles, les enfants et le développement social, cela m'a fait réfléchir. Un nombre incalculable

d'enfants dans notre pays n'atteignent pas tout leur potentiel d'apprentissage. Il y a un élément qui n'est pas suffisamment examiné, et je me fie à ma propre expérience auprès des enfants qui avaient des problèmes à l'école ou qui semblaient vivre une difficulté. La chose la plus simple à faire est de vérifier leur vision, de leur faire passer un examen de la vue. Quand on n'a aucun point de repère, il est difficile de faire la part des choses. Si un enfant a un problème de vision, mais qu'il n'a jamais passé un examen de la vue, il ne peut pas connaître la différence. La normalité pour lui est de ne pas bien voir. Il ne sait pas ce que c'est que de bien voir le tableau ou ses amis.

Il est possible que les problèmes de vision d'un grand nombre d'enfants entraînent des problèmes de comportement, un changement d'attitude ou la difficulté à atteindre tout leur potentiel d'apprentissage. Ces enfants peuvent être très intelligents, mais ils sont laissés à eux-mêmes et risquent de ne pas réussir à tisser des liens sociaux ou d'avoir une faible estime de soi, au point de se sentir stupides. Les problèmes de la vision entraînent un vaste ensemble de conséquences.

● (1810)

Nous pouvons aider nos enfants à y avoir accès. Dans beaucoup de régions, un grand nombre d'enfants n'ont pas été testés à cause de la pandémie, et je vais m'arrêter parce que ce sujet me touche beaucoup. Ces enfants ont vraiment été laissés pour compte, et ils n'ont pas eu accès à des examens. Je pense que si nous disposons d'une stratégie nationale sur les soins oculaires qui aide à diagnostiquer les troubles de la vue dès les premières années de la vie, nous pourrions prévenir de nombreux problèmes à long terme. Il en va de même pour nos aînés.

Avant d'aborder la question des aînés, je voudrais parler des répercussions économiques de la prévention et des coûts pour notre système. Il y a un rapport qui date de 2021. Cela fait maintenant deux ans, et les données pourraient être mises à jour. Le titre du rapport est le suivant: « Un nouveau rapport révèle que la perte de vision coûte au Canada près de 33 milliards de dollars par an. » Ce n'est pas négligeable. Ce n'est pas rien.

Je reviens à ce que je disais au début de mon discours. Notre santé, c'est aussi notre santé mentale. Notre corps et notre esprit doivent tous deux bien fonctionner. Si nos yeux ne fonctionnent pas bien, cela a une incidence sur notre santé mentale, ce qui entraîne également des coûts pour le système. Je doute que ces 33 milliards de dollars tiennent compte de tous les problèmes de santé secondaires qui découlent du fait de ne pas avoir accès à des soins oculaires.

L'article qui parle du rapport poursuit en disant « Le plus inquiétant, c'est que 75 % de la perte de vision est évitable ou sinon soignable si elle est décelée de manière précoce. » On peut donc comprendre pourquoi la Chambre appuie ce projet de loi d'initiative parlementaire. C'est tout simplement une question de gros bon sens, comme on dirait de ce côté-ci de la Chambre. Le rapport révèle que la perte de vision entraîne chaque année les coûts suivants pour la société et les personnes...

● (1815)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La période réservée à l'étude des affaires émanant des députés est maintenant écoulée et l'affaire retombe au bas de l'ordre de priorité du Feuilleton.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Madame la Présidente, je crois que le ministre de la Sécurité publique a été nommé au Cabinet il y a environ deux mois. J'aimerais donc savoir s'il a reçu sa lettre de mandat du premier ministre. Plus particulièrement, s'il a reçu sa lettre de mandat, pourrait-il faire le point sur la période d'amnistie pour les propriétaires d'armes à feu et si elle demeure bien en vigueur jusqu'au 30 octobre?

Je sais qu'il y a beaucoup de gens au pays qui sont touchés par cette situation. De nombreux groupes de revendication sont très intéressés par ce qui se passera le 30 octobre. Y aura-t-il un programme de rachat d'ici là? La période d'amnistie sera-t-elle prolongée? Il y a beaucoup de gens appartenant à divers groupes qui veulent simplement savoir si le Cabinet du premier ministre a remis une lettre de mandat au nouveau ministre de la Sécurité publique, et si cette lettre de mandat fournit des directives un peu plus claires sur ce que le ministre devrait faire concernant la date butoir du 30 octobre, qui approche à grands pas.

Je sais qu'il s'agit d'un sujet dont beaucoup de députés — de tous les partis sans doute — entendent parler dans leurs bureaux, de la part de groupes de circonscription ou de divers groupes de défense qui se trouvent des deux côtés dans le débat sur les armes à feu. J'aurais aimé que le ministre nous dise s'il a reçu sa lettre de mandat. D'une manière générale, je pense que cela présente un intérêt pour la Chambre. Pourrait-il également faire le point sur la période d'amnistie en vigueur jusqu'au 30 octobre et sur l'état d'avancement du programme de rachat?

Mme Jennifer O'Connell (secrétaire parlementaire du ministre de la Sécurité publique, des Institutions démocratiques et des Affaires intergouvernementales (Cybersécurité), Lib.): Madame la Présidente, le nouveau ministre de la Sécurité publique discute actuellement de son portefeuille avec ses collègues et les porte-paroles des autres partis et rencontre le premier ministre au sujet de son mandat.

Il importe de souligner qu'en ce qui concerne la loi sur les armes à feu au pays, les Canadiens ont envoyé un message très clair. En effet, on s'attend à ce que soient retirées des rues les dangereuses armes d'assaut conçues pour causer le plus de dommage possible et qui n'étaient jamais censées se trouver en possession de personnes dans la collectivité.

Cela étant dit, nous avons entendu divers points de vue, y compris ceux des communautés autochtones et des chasseurs qui sont des propriétaires d'armes à feu raisonnables et qui les utilisent pour la chasse ou le tir sportif. Aussi, lorsqu'il s'agit d'une mesure législative concernant les armes à feu, nous voulons faire preuve d'écoute et de considération, pour qu'elle soit équilibrée. Mais qu'on ne s'y trompe pas: les Canadiens ont clairement indiqué que les dangereuses armes d'assaut et les armes de poing n'ont pas leur place dans notre société.

Le gouvernement travaille à l'élaboration du programme de rachat. Nous procédons encore à des consultations pour être certains que la mise en œuvre du programme procurera toute la clarté que demande la députée d'en face. Cela dit, ce qui compte pour les Ca-

Motion d'ajournement

nadiens, au final, c'est que nos rues soient sûres et que les criminels ne possèdent pas d'armes dangereuses. Assurer la sécurité des collectivités est notre priorité. Les détails du programme de rachat seront annoncés plus tard. Nous verrons à assurer la sécurité des collectivités canadiennes.

• (1820)

L'hon. Michelle Rempel Garner: Madame la Présidente, il faut reconnaître qu'il est un peu inquiétant d'apprendre que le gouvernement est toujours en train de mener des consultations et de travailler au programme de rachat et qu'il n'a pas d'orientation claire à donner à la Chambre, sachant que nous sommes à environ 30 jours de l'expiration de la période d'amnistie. Même s'il est question d'éliminer les armes à feu de la circulation, et que nous pouvons avoir un débat politique sur la possession d'armes à feu au Canada, il faut, en définitive, agir rapidement.

Il ne reste que 30 jours avant l'expiration de la période d'amnistie. Le gouvernement n'a pas indiqué si celle-ci sera prolongée. Je sais que des groupes de tous les camps se demandent si ce sera le cas. Comment le gouvernement peut-il mettre en place un programme de rachat en un mois? Il faut prévoir un programme de rachat pour les détaillants et les propriétaires qui ont obtenu des armes à feu légalement.

Encore une fois, ma collègue d'en face pourrait peut-être prendre un moment pour apporter des précisions. La période d'amnistie se terminant le 30 octobre va-t-elle être prolongée et le programme de rachat va-t-il être mis en œuvre avant cette date?

Mme Jennifer O'Connell: Madame la Présidente, je ne suis guère surprise que les conservateurs ne comprennent pas pourquoi ces consultations et ces conversations sont importantes et pourquoi il est essentiel de travailler avec d'autres ordres de gouvernement et des intervenants pour mettre en œuvre des politiques efficaces. Je ne partage pas le pessimisme de la députée d'en face lorsqu'il s'agit de mener des consultations pour veiller à ce que nos politiques soient efficaces. Ce que nous cherchons à faire dans ce pays avec ce programme, c'est rendre les collectivités plus sécuritaires et faire disparaître de nos rues les fusils d'assaut dangereux.

LA TARIFICATION DU CARBONE

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Madame la Présidente, je participe au débat d'ajournement ce soir afin de revenir sur une question que j'ai posée le 30 mai.

J'avais parlé du fait que, à terme, la taxe sur le carbone coûtera 41 ¢ le litre, sans compter que les libéraux ajoutent une nouvelle taxe sur le carbone, déguisée en norme sur le carburant, qui ajoutera 17 ¢ de plus. Évidemment, la TPS s'appliquera à ces deux taxes, ce qui portera le total à 61 ¢. J'avais souligné que les Canadiens n'ont pas les moyens de payer 61 ¢ de plus sur le litre d'essence. Il n'y a pas que les automobilistes qui seront touchés. Le carburant pour les transports en commun et pour les véhicules municipaux coûtera aussi plus cher.

Motion d'ajournement

La réponse que j'avais obtenue était assez frappante. Le ministre s'est levé et a commencé à parler de catastrophes naturelles, de feux et d'inondations, comme s'il voulait dire qu'il faut que les Canadiens paient cette taxe s'ils veulent empêcher les ouragans et les feux de forêt. Donner une telle réponse politique est tout simplement ridicule. On a entendu à répétition l'argument voulant que si on s'oppose à une taxe sur les produits de première nécessité dont tous les Canadiens ont besoin on soit, en somme, responsables de feux de forêt dévastateurs et d'événements météorologiques meurtriers. Tout ça, juste parce que nous avons posé une question.

Jusqu'où doit aller la taxe sur le carbone? Quand allons-nous mettre un terme à un siècle de mauvaise gestion forestière et d'abattage des arbres ravagés par le dendroctone du pin, qui a entraîné l'apparition de ces conditions de pourriture? Si la taxe sur le carbone constitue la solution, jusqu'où devra-t-elle aller? C'est une situation qui dépasse l'entendement et qui est profondément offensante pour les Canadiens qui n'en ont pas les moyens.

Le coût des loyers a doublé, à l'instar de la mise de fonds pour l'achat d'une maison. Les paiements hypothécaires ont plus que doublé. Les prix à l'épicerie sont hors de contrôle. Le coût du chauffage domestique dépasse ce que beaucoup de Canadiens peuvent payer, et la nouvelle taxe sur le carbone appliquée sur le carburant y ajoutera encore 61 ¢ le litre. Les Canadiens ne peuvent pas se permettre de telles dépenses.

Par conséquent, il est incroyable que le ministre me fasse la leçon, qu'il fasse la leçon aux députés de l'opposition et, ce faisant, qu'il fasse la leçon à tous les Canadiens qui doivent payer cette taxe en leur disant que c'est leur devoir parce qu'elle permet de mettre fin à ces événements catastrophiques et complexes. Il est très décevant qu'on banalise des désastres comme les feux de forêt en se contentant de dire qu'il suffit d'accepter la taxe sur le carbone.

Je pose de nouveau la question: quand le gouvernement rendra-t-il la vie un peu plus abordable pour les Canadiens en annulant ces taxes punitives?

• (1825)

M. Adam van Koevreden (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement et du Changement climatique et de la ministre des Sports et de l'Activité, Lib.): Madame la Présidente, c'est un honneur de prendre la parole au nom du ministre de l'Environnement et du Changement climatique ce soir au sujet de notre plan pour lutter contre les changements climatiques et favoriser l'abordabilité pour les Canadiens.

Avant de commencer, je dirai que j'ai passé l'été dans ma circonscription à discuter avec les gens et à leur demander ce que nous pouvons faire pour les aider davantage parce que les choses coûtent cher ces temps-ci. Lorsque je n'échangeais pas avec les gens de ma circonscription, je discutais de ces questions avec des économistes, des experts et des chercheurs. J'ai aussi plongé dans le rapport du directeur parlementaire du budget. Cet été, personne dans ma circonscription ne m'a dit qu'il voudrait que nous en fassions moins pour lutter contre les changements climatiques.

La lutte contre les changements climatiques requiert plus qu'une approche unique. Il est certain que la tarification du carbone est nécessaire. Des travaux sur cette mesure ont mené à un prix Nobel d'économie. Je n'ai pas reçu de prix Nobel d'économie et je ne sais pas si c'est le cas de mon collègue d'en face, mais un dénommé William Nordhaus en a remporté un en démontrant clairement que, pour lutter contre les changements climatiques d'un point de vue

économique, des outils fondés sur le marché comme la tarification du carbone sont une nécessité absolue.

Au sujet de ce que mon collègue a qualifié de banalisation d'une catastrophe naturelle, un lien scientifique direct a été établi entre la combustion de combustibles fossiles, la pollution par le carbone, le réchauffement des forêts boréales nordiques, ainsi que la fréquence, l'intensité et la durée des incendies de forêt. C'est indiscutable. Les changements climatiques ont une incidence sur la gravité des incendies de forêt. Nous venons de vivre la pire année jamais enregistrée à ce chapitre. Il va donc de soi que nous souhaitons lutter contre les changements climatiques, car nous voulons que les familles soient en sécurité chez elles tout au long de l'année. Nous ne voulons pas devoir évacuer des populations éloignées du Nord durant des semaines de peur que les changements climatiques ruinent leurs collectivités.

Mon collègue a raison de dire qu'il y a d'autres façons de lutter contre les feux de forêt, notamment en adoptant des stratégies d'aménagement forestier et en réagissant mieux aux catastrophes nationales, mais cela ne change rien au fait que, si nous voulons lutter contre les changements climatiques, nous devons réduire notre dépendance aux combustibles fossiles. La population du Canada représente 0,5 % de la population mondiale, mais notre pays est responsable de 1,5 % des émissions mondiales. De simples calculs nous révèlent que les Canadiens génèrent donc trois fois plus de pollution que la moyenne mondiale. Cela devrait nous faire comprendre, à nous tous en tant que Canadiens, que nous avons du travail à faire. Nous devrions être les gardiens de l'environnement et du climat. Tous les jeunes que je rencontre dans ma circonscription ou en Alberta, où j'ai passé un certain temps cet été, veulent que nous nous concentrons sur la lutte contre les changements climatiques.

Malheureusement, la suppression de la taxe sur le carbone a été la seule solution proposée par les conservateurs durant tout le débat d'aujourd'hui. C'est là leur stratégie. C'est leur nouveau slogan d'autocollants pour pare-chocs. C'est celui que porte le député de Carleton sur son nouveau t-shirt. Toutefois, c'est irresponsable de la part des conservateurs de réclamer la suppression de cette taxe s'ils n'ont pas de solution de rechange. En effet, ils n'ont pas présenté de plan pour combattre les changements climatiques ou réduire nos émissions. Ils utilisent plutôt des termes vagues comme « technologie ».

J'ai une question pour mon collègue. J'espère qu'il voudra bien y répondre. J'ai fait de mon mieux pour ne pas lire mes notes et écouter attentivement le discours du député. Dans un univers parallèle où Erin O'Toole aurait remporté les élections de 2021, où le député de Calgary Rocky Ridge serait ministre de l'Environnement et du Changement climatique ou ministre des Transports, tiendrait-il sa promesse électorale de 2021 en mettant en place un régime de tarification du carbone au Canada?

• (1830)

M. Pat Kelly: Madame la Présidente, après les prochaines élections, lorsque nous serons de l'autre côté de la Chambre, le député pourra, s'il est réélu, poser des questions au prochain gouvernement conservateur, mais ce soir, les députés de l'opposition posent des questions au gouvernement.

Si je pouvais admettre ce que le député a dit dans sa réponse, soit que nous ne voulons pas lutter contre les changements climatiques et que la taxe sur le carbone est un instrument stratégique efficace pour lutter contre les changements climatiques, alors je pourrais être prêt à souscrire à tous ses arguments, mais le fait est que la taxe sur le carbone n'a pas permis au Canada d'atteindre ses cibles de réduction des émissions. Elle ne nous permet pas de contrôler ou de réduire les émissions. Tout ce qu'elle fait, c'est augmenter le coût de la vie au point où des Canadiens n'ont plus les moyens de se nourrir, de se chauffer ou de faire l'épicerie.

M. Adam van Koeverden: Madame la Présidente, ce n'est pas vrai. En réalité, les émissions du Canada ont diminué, et nos émissions par rapport à notre PIB ont diminué de façon remarquable grâce aux mesures prises par le gouvernement. Cependant, il y a aussi une période de latence, car le gouvernement précédent n'a pratiquement rien fait pour lutter contre les changements climatiques. Il pensait que ce n'était qu'une vaste plaisanterie. Le gouvernement Harper a qualifié le protocole de Kyoto de régime « socialiste ».

Nous avons encore beaucoup de chemin à faire au Canada, mais il faudra un effort concerté de la part des députés pour qu'ils

Motion d'ajournement

écoutent leurs concitoyens, qui sont de réels experts, des économistes, des experts de l'abordabilité et des experts de la lutte contre les changements climatiques, afin d'élaborer une stratégie qui fonctionnera pour l'ensemble des Canadiens.

Revenons un instant sur la question de l'abordabilité. J'ai jeté un coup d'œil au rapport du directeur parlementaire du budget et j'ai remarqué que trois Albertains sur cinq, ceux aux revenus les plus bas, reçoivent plus d'argent de l'Incitatif à agir pour le climat qu'ils n'en paient. Il s'agit des Canadiens les plus vulnérables, ceux qui ont le plus besoin d'aide. Ils récupèrent plus d'argent parce que deux Albertains sur cinq, ceux qui ont les revenus les plus élevés, consomment plus de combustibles fossiles qu'eux.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 33.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 28 septembre 2023

AFFAIRES COURANTES			
Les comités de la Chambre			
Industrie et technologie			
M. Lightbound	17061	M. Boulerice	17076
Pétitions		Mme Atwin	17077
L'éducation postsecondaire		M. Trudel	17077
Mme Ferreri	17061	M. Aboultaif	17077
La conservation des eaux		Mme McPherson	17078
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	17061	M. Angus	17078
L'Éthiopie		M. Steinley	17079
M. Schmale	17061	M. Gerretsen	17080
La santé		M. Barsalou-Duval	17080
M. Arnold	17061	M. Perkins	17080
La liberté d'expression politique		Mme Atwin	17082
M. Genuis	17061	M. Simard	17082
La liberté de religion		M. Masse	17082
M. Viersen	17062	Les travaux de la Chambre	
Le changement climatique		Mme Kramp-Neuman	17082
M. Gerretsen	17062	Motion	17082
Questions au Feuilleton		Adoption de la motion	17082
Mme Dabrusin	17062	Travaux des subsides	
ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT		Motion de l'opposition — Les taxes sur le carbone	
Travaux des subsides		Motion	17082
Motion de l'opposition — Les taxes sur le carbone		M. Garrison	17082
M. Poilievre	17062	M. Richards	17083
Motion	17062	Mme McPherson	17084
M. Gerretsen	17063	Mme Dabrusin	17084
M. Simard	17063	Mme Michaud	17084
Mme McPherson	17064	M. Steinley	17085
M. Paul-Hus	17064	Mme Dabrusin	17086
M. van Koeverden	17066	M. Trudel	17087
M. Trudel	17066	M. Angus	17087
M. Boulerice	17066	M. Dhaliwal	17087
M. van Koeverden	17067	Mme Findlay	17088
M. Steinley	17069	M. Masse	17088
M. Angus	17069	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	17089
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	17069	M. Sorbara	17089
Mme Dabrusin	17070	M. Epp	17091
M. Dalton	17071	M. Simard	17091
M. Garrison	17071	Mme McPherson	17091
Mme Michaud	17072	M. Deltell	17092
M. Blanchet	17072	M. Gerretsen	17093
M. Dhaliwal	17073	M. Simard	17093
M. Gourde	17073	M. Boulerice	17094
M. Boulerice	17073	M. Gerretsen	17094
M. Simard	17074	DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS	
M. Samson	17075	Flemingdon Park Ministry	
M. Aboultaif	17075	M. Coteau	17096
Mme McPherson	17075	L'économie	
		M. Barrett	17096
		Ernie Lustig	
		Mme Sgro	17097
		Le Château de Marie-Ève	
		Mme Bérubé	17097

Namur	
M. Lauzon	17097
Le commerce international	
M. Barlow	17097
La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation	
Mme Atwin	17097
John Marlatt	
Mme Damoff	17098
L'économie	
Mme Dancho	17098
La contraception	
Mme Fry	17098
L'agriculture et l'agroalimentaire	
M. Vis	17098
La taxe sur le carbone	
M. Lehoux	17098
La filière batterie	
Mme Brière	17099
Les changements climatiques	
M. Boulerice	17099
Joyce Echaquan	
M. Ste-Marie	17099
Le logement	
M. Muys	17099
La Journée nationale de la vérité et de la réconciliation	
Mme Jones	17100

QUESTIONS ORALES

Les affaires étrangères	
M. Poilievre	17100
Mme Gould	17100
La tarification du carbone	
M. Poilievre	17100
Mme Anand	17100
M. Poilievre	17100
M. Boissonnault	17100
M. Poilievre	17100
M. Boissonnault	17101
M. Poilievre	17101
Mme St-Onge	17101
Les affaires étrangères	
M. Blanchet	17101
Mme Gould	17101
M. Blanchet	17101
Mme Gould	17101
Les ressources naturelles	
M. Boulerice	17101
Mme St-Onge	17101
Les services publics et l'approvisionnement	
M. Boulerice	17102
Mme Anand	17102

Les affaires étrangères	
M. Chong	17102
Mme Gould	17102
M. Chong	17102
Mme Gould	17102
M. Berthold	17102
Mme Gould	17102
La tarification du carbone	
M. Berthold	17102
Mme Bendayan	17103
Le logement	
M. Hallan	17103
M. Fraser	17103
M. Hallan	17103
M. Fraser	17103
Les ressources naturelles	
Mme Michaud	17103
M. Serré	17103
Mme Pauzé	17104
M. van Koeverden	17104
Mme Pauzé	17104
M. Serré	17104
La tarification du carbone	
M. Ellis	17104
M. Fraser	17104
M. Ellis	17104
M. Fraser	17104
M. Barlow	17105
M. van Koeverden	17105
Le logement	
Mme Mathysen	17105
M. Fraser	17105
Les pensions	
M. Desjarlais	17105
M. Boissonnault	17105
Les ressources naturelles	
M. Chahal	17105
M. Boissonnault	17106
Les finances	
M. Chambers	17106
Mme Bendayan	17106
M. Chambers	17106
Mme Bendayan	17106
Le logement	
M. Melillo	17106
M. Fraser	17106
M. Melillo	17107
M. Serré	17107
M. Trudel	17107
M. Fraser	17107
M. Trudel	17107
Mme Martinez Ferrada	17107
Mme Vien	17107
Mme Bibeau	17107
La tarification du carbone	
M. Gourde	17107

Mme Bibeau	17107
M. Gourde	17108
Mme Lebouthillier	17108
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Mme Dhillon	17108
M. Miller	17108
La santé	
M. Genuis	17108
Mme Saks	17108
M. Caputo	17108
Mme Saks	17108
La justice	
M. Perkins	17109
Mme O'Connell	17109
Les affaires étrangères	
Mme Yip	17109
M. Hussien	17109
L'industrie pétrolière et gazière	
M. Morrice	17109
M. van Koeverden	17109
M. Angus	17109
M. van Koeverden	17109
Les travaux de la Chambre	
M. Scheer	17110
Mme Gould	17110

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Les taxes sur le carbone

Motion	17110
M. Gerretsen	17110
M. Small	17111
M. Perron	17111
M. Cannings	17111
M. McKinnon	17112
M. Chambers	17112
M. Coteau	17112
M. Blois	17112
M. Hallan	17112
M. Blois	17113
M. Ste-Marie	17114
M. Julian	17114
M. Berthold	17114
M. van Koeverden	17116
M. Garon	17116
M. Green	17117

M. Blois	17117
M. Small	17120
M. Perron	17120
Mme McPherson	17121
M. Williamson	17121
Mme Ferreri	17122
Mme Shanahan	17123
M. Savard-Tremblay	17123
M. Cannings	17124
Mme Stubbs	17124
M. van Koeverden	17126
Mme McPherson	17126
M. Savard-Tremblay	17127
M. Perron	17127
Demande et report d'office du vote	17128

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi sur la stratégie nationale sur les soins oculaires

Projet de loi C-284. Étape du rapport	17128
---	-------

Décision de la présidence

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès)	17128
--	-------

Motions d'amendement

Mme Sgro	17129
Motion n° 1	17129
Adoption de la motion	17129
Motion d'adoption	17129
Adoption de la motion	17129
Troisième lecture	17129
M. Aboultaif	17130
M. Savard-Tremblay	17130
M. Sheehan	17130
Mme Ferreri	17131
M. Aboultaif	17131
Mme Gaudreau	17132
M. Green	17133
M. Jowhari	17134
Mme Ferreri	17136

MOTION D'AJOURNEMENT

La sécurité publique

Mme Rempel Garner	17137
Mme O'Connell	17137

La tarification du carbone

M. Kelly	17137
M. van Koeverden	17138

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>